DEUX CHANCELIERS

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Études de Diplomatie contemporaine. — Les cabinets de l'Europe en 1863-1864. — Paris, Furne, 1865. Un fort volume grand in-8°.

Les Préliminaires de Sadowa, étude diplomatique. Paris, Amyot, 1868. In-8°.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

DEUX CHANCELIERS

LE PRINCE GORTCHAKOF

ET LE PRINCE DE BISMARCK

PAR

M. JULIAN KLACZKO

ANCIEN DÉPUTÉ AU PARLEMENT DE VIENNE

Troisième Édition

PARIS

E. PLON ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

10, RUE GARANCIÈRE

1877

AVANT-PROPOS

Diverses publications du plus haut intérêt sont venues, dans les dernières années, divulguer devant le monde les secrets les plus intimes de la diplomatie contemporaine. L'historien est bien forcé de recueillir ces témoignages et d'en retirer leurs enseignements; mais la conscience comme la raison d'État n'en protestent pas moins contre des révélations regrettables qui compromettent d'une manière si évidente le principe d'autorité et les traditions établies dans les rapports internationaux. Aussi l'auteur tient-il à déclarer que, bien que retiré de la vie politique depuis 1873, il n'a pas cru pouvoir s'affranchir des obligations imposées par le secret professionnel et les règles élémentaires du service de l'État. Aucun des documents ou dépêches cités dans le présent travail n'a le douteux mérite d'être inédit : tous sont du domaine public, et l'indication minutieuse des diverses sources ainsi que des dates permet de les retrouver facilement dans les ouvrages mentionnés et dans les papiers parlementaires.

Paris, 15 janvier 1876.

DEUX CHANCELIERS

En inaugurant la longue et charmante série de ses *Parallèles* par le double récit de la vie de Thésée et de Romulus, le bon vieux Plutarque éprouve quelque embarras à justifier une pareille association de deux héros : il ne sait leur découvrir que des traits de ressemblance bien vagues en somme et peu concluants. « A la force ils ont joint l'intelligence; tous deux ils ont enlevé des femmes, et pas plus l'un que l'autre ils n'ont été exempts de chagrins domestiques; même ils ont fini l'un comme l'autre par s'attirer la haine de leurs contemporains[1]. » Ce n'est pas certes à des traits semblables, — qui d'ailleurs dans l'espèce porteraient presque tous à faux, — qu'en serait réduit l'écrivain de nos jours qui voudrait réunir dans une étude d'ensemble les deux figures les plus saillantes de la politique contemporaine : les deux chanceliers actuels de l'empire russe et de l'empire

[1] PLUTARQUE, *Thésée, initio.*

d'Allemagne. L'association, ici, se justifierait d'elle-même, car elle s'impose à tout esprit réfléchi, à quiconque a médité les événements des quinze ou vingt dernières années. Le Plutarque moderne qui entreprendrait d'écrire la vie de ces deux hommes illustres résisterait facilement, il nous semble, à la tentation de trop rechercher ou de forcer les analogies dans un sujet où les rapprochements abondent si naturellement et sans la moindre pression; peut-être aurait-il plutôt à se mettre en garde contre des répétitions obligées et des redites fastidieuses en présence d'une communauté d'idées et d'une harmonie d'action comme en a rarement connu l'histoire chez deux ministres dirigeant deux différents empires.

Ce n'est pas, le lecteur s'en doute bien, un travail de ce genre qu'on a voulu entreprendre dans les pages qui vont suivre. A peine y a-t-on hasardé la très-légère esquisse d'un tableau qui, pour être tant soit peu complet et satisfaisant, eût demandé des proportions bien autrement grandes et surtout une main bien autrement habile. Sans prétendre apporter ici des matériaux nouveaux et inédits, ni même réunir tous ceux qui sont déjà connus, on a seulement fait choix de quelques-uns, essayé de les ranger, de les coordonner de manière à

faciliter certaines perspectives. On a dû renoncer à vouloir donner aux différentes parties une valeur égale de dessin et de ton, et l'on ne s'est pas même astreint à suivre dans le récit une marche bien régulière et méthodique. Devant un sujet aussi vaste et qui présente tant de faces et de facettes, on a cru qu'il était permis, qu'il était même parfois utile de varier les points de vue et de multiplier les aspects.

CHAPITRE PREMIER

LES MISSIONS DU PRINCE GORTCHAKOF.

Les Gortchakof dans l'histoire. — Alexandre Mikhaïlovitch. — Lycée de Tsarskoë-Sélò. — L'amitié de Pouchkine. — Souhaits inconsidérés et pronostics brillants. — Long stage du prince Gortchakof. — Le mariage Leuchtenberg. — Une revanche matrimoniale. — La grande-duchesse Olga et le prince héritier de Wurtemberg. — Patience avisée. — Un poste d'observation à Stuttgart. — La révolution de Février et l'agitation unitaire en Allemagne. — Le Parlement de Francfort. — Une émeute à Stuttgart : paroles mémorables du vieux roi Guillaume de Wurtemberg. — Restauration de la Diète de Francfort. — Le prince Gortchakof ministre à Francfort. — Prestige de l'empereur Nicolas après la révolution de Février. — Mission véritable et action bienfaisante de la Confédération germanique. — Les amitiés et les relations à Francfort. — Un jeune lieutenant de la *landwehr*. — Le salon des Joukofski. — Nicolas Gogol. — Les mystiques et les signes du temps. — La crise orientale. — Politique secourable de la Prusse. — Fidélité et dévouement des États secondaires. — L'Autriche et son « ingratitude ». — L'intervention russe en Hongrie. — Nécessités politiques de l'Autriche dans la question orientale. — Sa conduite pendant la guerre de Crimée. — Ce qu'elle aurait pu faire contre la Russie. — Le prince Gortchakof à Vienne. — Douleurs et emportements patriotiques. — Conférences de Vienne. — La diplomatie d'autrefois. — Prise de Sébastopol. — Ultimatum autrichien. — Mot du prince Gortchakof sur l'Autriche. — Congrès de Paris. — Napoléon III change subitement de politique. — Le prince Gortchakof ministre des affaires étrangères en Russie.

Comme les Odoïefski, les Obolenski, les Dolgorouki et mainte famille aristocratique sur les bords de la Mos-

kova et de la Néva, les Gortchakof se font gloire, eux aussi, de descendre des Rourik; plus distinctement ils prétendent tirer leur origine d'un des fils de Michel, grand-duc de Tchernigof, mis à mort vers le milieu du treizième siècle par les Mongols de Batou-khan, et proclamé depuis martyr de la foi, élevé même au rang des saints de l'église orthodoxe. On ne rencontre toutefois que très-peu d'illustrations du nom de Gortchakof dans les sombres et émouvantes annales de la vieille Russie : l'époque qui précéda l'avénement des Romanof connut surtout un Pierre Ivanovitch Gortchakof, commandant infortuné de Smolensk, qui rendit aux Polonais cette place forte célèbre après deux années d'une résistance énergique et désespérée. Il fut emmené à Varsovie, et là, en 1611, avec le tsar Vassili, les deux princes Schouyski, Séhine et nombre de boïars puissants, il dut faire partie du fameux « cortége de captifs » que le grand connétable Zolkiewski présenta un jour, — *honorificentissime,* dit la relation du temps, — au roi et au Sénat de la République Sérénissime. Ce n'est que dans la seconde moitié du siècle dernier, sous le règne de Catherine II, qu'un prince, Ivan Gortchakof, réussit, grâce surtout à son mariage avec une sœur de l'opulent et redoutable Souvorof, à relever l'éclat de son antique maison, qui depuis n'a cessé de se distinguer dans les

différentes branches du service de l'état, principalement dans la carrière des armes. La France contemporaine a gardé le souvenir de deux princes Gortchakof, deux vieux soldats de Borodino, qui se sont illustrés pendant la guerre d'Orient. L'un commanda l'aile gauche des troupes russes aux batailles de l'Alma et d'Inkerman; l'autre, le prince Michel, fut le généralissime des armées du tsar en Crimée, et lia son nom d'une manière impérissable à la défense héroïque de Sébastopol. Il gouverna après le royaume de Pologne comme lieutenant de l'empereur, et devint ainsi, — exemple saisissant des vicissitudes de l'histoire, — le représentant suprême de la dure domination étrangère dans cette même ville de Varsovie où l'un de ses ancêtres avait figuré jadis dans un cortége mémorable de vaincus. Du reste, si ce rapprochement s'est jamais présenté à l'esprit du prince Michel, il n'a dû y puiser que des inspirations dignes de son âme; il gouverna le pays subjugé avec modération et bienveillance, et laissa après lui le renom d'un homme aussi intègre dans l'administration civile qu'intrépide à la guerre.

Le cousin du prince Michel et chancelier actuel de l'Empire, Alexandre Mikhaïlovitch Gortchakof, naquit en 1798, et fut élevé dans ce lycée de Tsarskoë-Sélò qui a sa place distincte dans l'histoire pédagogique de

la Russie. Fondé par le gouvernement comme maison d'éducation modèle pour la jeunesse aristocratique de l'Empire, le lycée a brillé d'un grand éclat sous le règne d'Alexandre Ier, bien que les Rollin et les Pestalozzi eussent certainement eu plus d'une réserve à faire à l'égard d'un collége qui ne formait ses élèves qu'en vue du grand monde et estimait les fortes études classiques un bagage trop lourd à emporter dans les sphères éthérées des plaisirs et des élégances. Presque tous les professeurs de l'établissement étaient des étrangers, des gens marqués au coin du dix-huitième siècle, esprits déliés, quelque peu légers, et voltairiens plus que de raison. Le plus éminent parmi eux, le professeur de la littérature française, celui qui initia le futur chancelier dans cette langue de Voltaire dont il connaît si bien les tours et les détours, fut un Suisse de Neuchâtel, qui, sous le nom inoffensif de M. de Boudry, en cachait un autre d'une signification terrible. M. de Boudry était tout simplement le propre frère de Marat, le sinistre conventionnel[1]. Ce fut l'impératrice Catherine qui, « pour faire cesser un scandale », avait imposé ce changement patronymique à M. le professeur Marat, sans cependant parvenir à lui faire changer d'opinions, qui demeurèrent invariablement « jacobines »; il mourut dans l'impéni-

[1] *Aus der Petersburger Gesellschaft,* t. II, p. 156.

tence finale d'une admiration hautement avouée pour *l'ami du peuple,* indignement calomnié. De cette éducation aux mérites très-discutables, le jeune Gortchakof sut retirer un suc généreux et fortifiant; il sortit de Tsarskoë-Sélò avec des connaissances variées et solides; chose surprenante, il en sortit même bon latiniste, et ce dernier point est demeuré l'éternel étonnement de ses condisciples ainsi que des générations qui suivirent. Il est sûr néanmoins que le chancelier sait citer Horace avec tout l'à-propos de feu le roi Louis XVIII, de spirituelle mémoire; une de ses dépêches les plus connues emprunte ingénieusement à Suétone un passage éloquent sur la distinction à établir entre la liberté et l'anarchie.

Après ses connaissances classiques, ce que le chancelier aime surtout à rappeler de sa jeunesse, c'est qu'il a été le condisciple et qu'il est resté l'ami du grand poëte national Pouchkine, souvenirs d'autant plus honorables que cette liaison a pu avoir ses inconvénients à certaines époques. Lorsque sur l'ordre de l'empereur Alexandre Ier, à la suite de nous ne savons plus quelle ode déplaisante, le jeune chantre de *Rouslan et Loudmila* fut interné dans un village obscur, au plus profond de la Russie, deux seulement de ses anciens camarades de lycée eurent le courage d'aller l'y voir et de lui porter

leurs condoléances, et l'un de ces adolescents intrépides fut le prince Gortchakof. On trouve dans l'œuvre de Pouchkine quelques couples de vers écrits d'un ton enjoué et badin, et qui n'empruntent leur intérêt qu'au nom d'Alexandre Mikhaïlovitch, à qui ils sont adressés. Dans l'une de ces pièces juvéniles, Pouchkine souhaite à son ami « d'avoir Cupidon pour compagnon inséparable jusqu'aux bords du Styx, et de s'endormir sur le sein d'Hélène dans la barque même de Charon..., » souhaits inconsidérés et que la malignité des humains n'eût pas certes manqué d'exploiter dans la suite, si fort heureusement le chancelier n'avait su préserver ses vieux jours de toute séduction décevante, et éviter jusqu'à l'apparence d'un Ruy Gomez arctique. Le poëte fut mieux inspiré une autre fois, alors que, parlant de leur vocation si différente, il prédit à Alexandre Mikhaïlovitch des destinées magnifiques et l'appela « le fils chéri de la fortune ».

La fortune fut toutefois lente à reconnaître son enfant et à lui faire la part qu'il méritait. Entré de bonne heure au département des affaires étrangères, attaché de la suite de M. de Nesselrode dès les congrès de Laybach et de Vérone, le prince Gortchakof avait déjà dépassé de longtemps ce que Dante nomme le *mezzo del cammin di vita* et touchait même de très-près la cinquantaine,

qu'il n'était encore que ministre plénipotentiaire auprès d'une petite cour d'Allemagne. Un événement heureux vint enfin le signaler à la bienveillance du maître et le faire distinguer dans ces limbes diplomatiques, dans ces régions « exemptes de pleurs, mais remplies de soupirs », qui dans le langage de la carrière s'appellent les postes secondaires.

Dans un moment de faiblesse paternelle, l'empereur Nicolas avait un jour consenti à l'union de sa fille, la grande-duchesse Marie, avec le duc de Leuchtenberg, « le fils d'un Beauharnais, officier catholique au service du roi de Bavière, » comme on se le chuchotait avec tristesse dans les cercles intimes du Palais-d'Hiver. Nicolas n'était pas homme à revenir sur une parole donnée, mais il n'en sentit pas moins l'aiguillon de ce que son entourage ne cessait d'appeler une mésalliance, et l'amertume augmenta alors qu'aucun des membres étrangers de la famille impériale ne vint assister aux brillantes fêtes qui précédèrent ou suivirent la cérémonie nuptiale. Le malheur voulut que bientôt après une proche cousine du nouveau gendre impérial et fille de l'ex-roi Jérôme épousât un Russe enrichi dans l'industrie, prince dans la vallée de l'Arno, mais à peine gentilhomme sur les bords de la Néva, — accident fâcheux et qui, au dire des courtisans consternés, fai-

sait de l'autocrate de toutes les Russies *le parent de l'un de ses sujets!* Il devenait urgent d'effacer toutes ces impressions pénibles et de prendre par une alliance éclatante la revanche incontestable de tant de déceptions. On s'était flatté un moment de pouvoir faire accepter la grande-duchesse Alexandra à un archiduc d'Autriche; mais on avait dû se rabattre sur un prince de Hesse. Pour la grande-duchesse Olga, la plus belle et la plus aimée des filles de l'empereur, on avait jeté son dévolu sur le seul prince *royal* alors disponible, l'héritier présomptif du trône de Wurtemberg, de l'antique et illustre maison de Souabe.

Le projet ne fut pas d'une exécution si facile. Le bon peuple souabe n'y goûtait guère; un mariage russe l'inquiétait pour ses libertés constitutionnelles. Ce qui était plus grave, c'est que le vieux roi Guillaume de Wurtemberg lui-même, souverain honnête, libéral, mais entêté entre tous, se montrait quelque peu récalcitrant, et cumulait comme à plaisir les moyens dilatoires. D'autres objections vinrent encore de divers côtés; mais le ministre plénipotentiaire russe à Stuttgart, l'ancien condisciple de Pouchkine, sut les écarter toutes avec une habileté consommée : à force d'art et d'adresse, il parvint à établir la grande-duchesse Olga dans la famille royale de Wurtemberg. La joie de

l'empereur Nicolas fut grande et expansive, et le Palais-d'Hiver chanta les louanges du diplomate paranymphe. Après un succès pareil, le prince Gortchakof pouvait certes demander à être avancé dans la carrière, rapproché de quelques jalons vers cette ambassade de Vienne qu'on s'accordait à considérer comme le but suprême de son ambition. Il n'en fit rien cependant, et montra une patience admirable, — la patience du patriarche Jacob auprès de Laban, fils de Nahor. Au stage de quatre ans qu'il avait déjà fait à Stuttgart, Alexandre Mikhaïlovitch se déclara tout prêt à en ajouter un second d'un terme encore plus prolongé, si besoin était : il promit à l'impératrice-mère de rester indéfiniment près de la grande-duchesse Olga, de lui servir de guide et de conseil dans un pays étranger et au milieu d'un entourage tout nouveau pour elle. Si exigu que fût le terroir, il ne désespéra point d'y croître sous ce rayon de beauté et de grâce qui venait directement du grand soleil boréal, et il garda en effet ce poste de Stuttgart encore pendant huit longues années... *Tenues grandia conamur!*

Du reste, tout poste d'observation est bon pour quiconque sait dresser ses lunettes et interroger les astres : le ministre plénipotentiaire à Stuttgart eut des intelligences étendues, et trouva le moyen d'informer son gou-

vernement sur bien des choses qui dépassaient les limites comme l'horizon du petit royaume de Wurtemberg. Vint bientôt l'année 1848 avec ses catastrophes terribles, avec ces grands ébranlements révolutionnaires qui ajoutent à l'expérience des plus expérimentés, qui éclairent d'une lueur subite les profondeurs ignorées de la nature humaine, et, pour parler avec Milton, rendent visibles jusqu'aux ténèbres. Une telle leçon d'histoire ne passa pas sans profit, on s'en doute bien, pour l'ancien élève de Tsarskoë-Sélò; les salons et les cabinets n'avaient plus depuis longtemps de secrets pour lui, il connut maintenant ceux du forum et des carrefours. Le voisinage de Francfort, siége du fameux Parlement, lui permit d'étudier de près et dans toute son ampleur l'agitation allemande de cette époque mémorable; il sut en marquer d'avance les phases tour à tour naïves, burlesques et odieuses, et prédire de bonne heure l'avortement immanquable d'une révolution dont les flots surmontés sont venus cependant un jour écumer jusque dans les rues ordinairement si paisibles de Stuttgart.

C'était au mois d'avril 1849. Devançant de vingt ans l'œuvre redoutable de 1870, le Parlement de Francfort venait de constituer un empire allemand à l'exclusion de l'Autriche et d'en décerner la couronne au roi de

Prusse Frédéric-Guillaume IV. Le roi de Prusse hésita et finit par se récuser, les autres princes germaniques se soucièrent bien moins encore de souscrire à un arrêt qui impliquait leur abdication; mais ce n'était point là le compte de la démagogie allemande. Elle s'éprit subitement d'enthousiasme pour cette constitution que la veille encore elle avait dénoncée comme réactionnaire, attentatoire aux libertés du peuple, et prétendit imposer de force aux divers souverains d'Allemagne le vasselage prussien décrété à Francfort. Dans le Wurtemberg, la Chambre des députés vota une adresse pressante, impérieuse, pour arracher au roi la reconnaissance de l'empereur Frédéric-Guillaume IV. Le monarque répondit par un refus; l'émeute gronda sur la place publique, et la cour dut chercher refuge à Ludwigsbourg devant une capitale en délire. « Je ne me soumets pas à la maison de Hohenzollern, avait dit le vieux roi Guillaume de Wurtemberg à la députation de la Chambre, je dois à mon pays de ne pas m'y soumettre, je le dois à mon peuple et à moi-même. Ce n'est pas pour moi que je parle de la sorte, je n'ai plus que bien peu d'années à vivre; la conduite que je tiens, c'est mon pays, c'est ma maison, c'est ma famille, qui m'en font un devoir... » Témoin bien ému de ces scènes agitées, de cette protestation pathétique du

beau-père d'Olga « pour la maison, pour la famille de Wurtemberg », Alexandre Mikhaïlovitch ne se doutait guère alors assurément qu'un jour, comme chancelier de l'empire russe, il deviendrait l'auxiliaire le plus utile, le soutien le plus constant d'une politique entreprenante, audacieuse, appelée à réaliser en tout point le programme des émeutiers de Stuttgart et à faire de la reine Olga la vassale du Hohenzollern.

Ce n'était là toutefois que le prologue bruyant d'un drame encore bien lointain, et l'année 1850 put même se flatter de voir disparaître en Allemagne jusqu'aux dernières traces d'une agitation qui n'avait fait qu'étonner l'Europe au lieu de l'éclairer et de l'avertir. Vers la fin de cette année 1850, la Confédération germanique était de nouveau rétablie dans les termes de l'ancien pacte de Vienne; le *Bundestag* allait reprendre ses paisibles délibérations, et le prince Gortchakof se trouvait tout naturellement indiqué pour représenter le gouvernement russe auprès de la diète de Francfort. Alexandre Mikhaïlovitch eut désormais sa place marquée dans un grand centre d'affaires politiques où le mérite personnel du ministre empruntait encore un éclat particulier à la fortune extraordinaire que les derniers événements venaient de créer à son auguste maître. L'influence russe, de tout temps très-considérable

auprès des maisons régnantes d'Allemagne, s'était accrue prodigieusement, on s'en souvient, avait atteint son apogée à la suite de l'ébranlement de février. Demeuré seul à l'abri de la tourmente révolutionnaire qui avait envahi presque tous les États du continent, l'empire des tsars apparaissait alors comme le boulevard le plus solide des principes d'ordre et de conservation. « Humiliez-vous, nations, Dieu est avec nous ! » s'était écrié l'empereur Nicolas dans une proclamation célèbre, et, sans trop s'offusquer d'un langage qui faisait de Dieu en quelque sorte le complice d'un immense orgueil humain, l'Europe monarchique n'eut que des acclamations pour un prince qui après tout travaillait avec un désintéressement remarquable au rétablissement des autorités légitimes et au maintien de l'équilibre du monde.

Il est juste de reconnaître en effet que, dans ces années si agitées de 1848-50, l'autocrate du Nord n'usa de son influence, comme de son épée, que pour raffermir les trônes chancelants et faire respecter les traités. Il protégea efficacement le Danemark, sur lequel s'étendit dès cette époque la main rapace de la Germanie, et il fut le plus ardent à provoquer un concert des puissances qui finit par arracher aux Allemands la proie tant convoitée. Il intervint directement en Hon-

grie, et aida de ses forces militaires à y écraser une insurrection formidable qui avait ébranlé jusque dans ses fondements l'antique empire des Habsbourg, miné à la fois par des troubles intérieurs et une guerre d'agression que lui suscitait à deux reprises le royaume de Piémont. Peu porté déjà par ses principes et ses intérêts à favoriser cette Allemagne unitaire « dont la première pensée a été une pensée d'extension injuste, le premier cri un cri de guerre [1] », il pesa plus tard de tout son poids pour amener le rétablissement pur et simple de la Confédération germanique sur les bases d'avant 1848. Les liens de parenté et d'amitié qui l'unissaient à la cour de Berlin ne furent jamais assez forts pour lui faire abandonner un seul instant la cause de la souveraineté des princes et de l'indépendance des États, et, malgré l'affection sincère qu'il portait à « son beau-frère le poëte », il n'épargna au roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV ni l'évacuation des duchés, ni les dures conditions d'Olmutz. Défenseur du droit européen sur l'Eider et le Mein, du droit monarchique sur la Theiss et le Danube, pacificateur de l'Allemagne et, pour ainsi dire, grand justicier de l'Europe, Nicolas eut à ce moment de l'histoire une

[1] Expressions de la circulaire russe du 6 juillet 1848, adressée par le comte Nesselrode à ses agents en Allemagne.

grandeur véritable, un prestige immense, bien mérité en somme, et qui ne laissait pas de rejaillir sur les agents chargés de représenter à l'étranger une politique dont personne n'osait contester la fermeté inébranlable et la parfaite droiture.

En accréditant le prince Gortchakof auprès de la Confédération germanique, l'empereur Nicolas, par une lettre autographe datée du 11 novembre 1850, saluait dans la réunion de la diète de Francfort « un gage du maintien de la paix générale », et caractérisait ainsi d'un trait profond et judicieux la mission honorable et bienfaisante échue à cette diète dans l'ordre de choses créé par les traités de 1815. Quelque légitimes qu'aient pu être les griefs des libéraux allemands contre la politique intérieure du *Bund* et ses tendances peu favorables au développement du régime constitutionnel, on ne saurait nier cependant qu'au point de vue européen, et par rapport à l'équilibre et à la paix générale du monde, ce ne fût là une conception merveilleuse, bien propre à sauvegarder l'indépendance des États et à empêcher toute perturbation profonde au sein de la famille chrétienne. Les esprits chimériques et mercantiles du temps, les coryphées de Manchester et les publicistes riches d'au moins « une idée par jour » venaient d'imaginer en ce moment de déclarer « la

Tout en s'acquittant avec zèle des devoirs de sa charge auprès de la Confédération germanique, Alexandre Mikhaïlovitch continuait d'occuper le poste de ministre plénipotentiaire à Stuttgart. Il tenait à honneur de remplir jusqu'au bout sa mission de confiance et d'intimité auprès de la grande-duchesse Olga, et partageait son temps entre la ville libre sur le Mein, siége du *Bund,* et la petite capitale sur les rives du Neckar, où lui souriait toujours une protection chaleureuse et aimable. A Francfort, il se plaisait surtout dans la société de son collègue de Prusse, jeune lieutenant de la *landwehr,* tout à fait novice dans la carrière diplomatique, et qu'attendaient encore des destinées prodigieuses. Là aussi s'était fixée, depuis bien des années déjà, une grande célébrité russe, un poëte qui fut à la fois un homme de cour influent, et qui ne pouvait manquer d'être recherché par un diplomate amoureux des choses de l'esprit, ancien condisciple de Pouchkine. Le bon et doux Vassili Joukofski n'avait certes en lui rien du génie de Pouchkine, ni de son caractère indépendant et fougueux. Versificateur plutôt habile et traducteur ingénieux, qu'esprit créateur et original, nature quelque peu molle et contemplative, le chantre autrefois si renommé d'*Ondine* avait de bonne heure fait sa paix avec la société officielle, telle que l'avait

façonnée la volonté despotique de Nicolas, et s'était toujours réchauffé aux rayons de la faveur impériale. Les dignités et les honneurs ne lui ont pas manqué dans sa longue carrière de poëte bien pensant et agréable à la cour; il eut toutefois une mission beaucoup plus importante et honorable : il fut chargé de diriger l'éducation de l'héritier présomptif, Alexandre, l'empereur actuel, et de son frère, le grand-duc Constantin. Joukofski se voua à cette tâche avec cœur et intelligence, et il sut conserver l'affection de ses deux augustes élèves jusqu'à la fin de ses jours, ainsi qu'en témoigne entre autres une correspondance suivie qu'il entretenait encore avec eux de Francfort, et qu'on vient de publier tout récemment. Après avoir achevé l'éducation des grands-ducs, il fit un voyage d'agrément en Allemagne, trouva à Dusseldorf une compagne de vie bien plus jeune que lui, mais partageant tous ses goûts, et jusqu'à ses charmantes faiblesses, et finit par élire domicile sur les bords du Mein, à Francfort.

Ainsi qu'il arrive à plus d'un de ses compatriotes, Joukofski, tout en demeurant à l'étranger et en répugnant même bien manifestement de retourner dans son pays natal, ne s'ingéniait pas moins à trouver l'Occident misérablement déchu et corrompu, et à ne plus espérer que dans la « sainte Russie » pour la rénova-

tion et le salut d'un monde envahi et possédé par le démon de la révolution. Les événements de février ne firent que l'affermir dans ces sombres visions, et le plonger de plus en plus dans un mysticisme inquiet, parfois même irritant, mais le plus souvent inoffensif et non dépourvu d'une certaine grâce maladive. La campagne de Hongrie fit un moment diversion à ses tristes pensées et le remplit d'allégresse. Ce n'était pas tant la gloire dont se couvrait l'armée russe qui souriait à son esprit; ce n'était point même le triomphe remporté par l'épée russe, l'épée de saint Michel « sur la bête impure » : ses vœux, ses espérances allaient bien plus loin. Il espérait, — ainsi écrivait-il à son élève impérial, — que le grand tsar saura mettre à profit la puissance que Dieu venait de lui donner, et « résoudre un problème devant lequel avaient échoué les croisades », c'est-à-dire qu'il chassera de Byzance l'infidèle et délivrera la Terre sainte... Madame Joukofska, bien que née protestante, sentait à l'unisson de son mélancolique époux ; son âme avait besoin d'un « principe d'autorité » qui lui faisait défaut dans la confession réformée, et qu'elle alla chercher un jour dans l'église orthodoxe, à la grande joie du poëte, sans cependant parvenir à y trouver une pleine quiétude.

C'étaient parfois dans le salon des Joukofski des entre-

tiens étrangement variés et bizarres sur la littérature, la politique, les destinées glorieuses de la sainte Russie, l'inanité de la civilisation moderne, la nécessité « d'une nouvelle éruption du christianisme » et sur maintes choses invisibles et « ineffables ». De temps en temps venait tomber au milieu de ce salon, comme une apparition fantastique, comme un revenant du monde des esprits, un génie bien autrement original et puissant, mais aussi bien autrement tourmenté et ravagé que le bon poëte de la cour et ancien précepteur des grands-ducs. Après avoir dévoilé les plaies hideuses de la société russe d'une main vigoureuse, implacable, après avoir présenté à sa nation, dans les *Ames mortes* et dans l'*Inspecteur*, un tableau de ses vices effrayant de vérité et de vie, Nicolas Gogol désespéra tout à coup de la civilisation, du progrès, de la liberté, se prit à adorer ce qu'il avait brûlé, n'estima plus que la Moscovie barbare, ne vit de salut que dans le despotisme, se crut en état de péché « insondable » et se mit en quête de la miséricorde divine qui le fuyait toujours. Il alla de Saint-Pétersbourg tantôt à Rome, tantôt à Jérusalem, tantôt à Paris, cherchant partout un apaisement à son âme déchirée; puis il revenait de temps en temps vers les Joukofski, passait des semaines entières dans leur maison, y exhortant ses amis à la prière, à la contrition,

à la contemplation des divins mystères. C'étaient alors des discussions sans fin, sans trêve, sur les « païens de l'Occident », sur une « croisade » qui approchait, sur le rachat de l'humanité coupable par une race non souillée encore et qui avait gardé sa foi. A plusieurs reprises, les médecins durent intervenir pour faire cesser une intimité qui n'était pas exempte de péril. Un jour on trouva Gogol mort d'inanition et prosterné devant les saintes images dans l'adoration desquelles il s'était oublié!... Qu'on veuille bien nous pardonner cette courte digression, elle fait connaître l'état des esprits dans un certain monde russe vers la fin du règne de Nicolas, et ajoute un trait curieux au tableau des origines de la guerre d'Orient... On aime du reste à se représenter Alexandre Mikhaïlovitch dans ce salon des Joukofski, tel soir par exemple, pendant tel assaut d'armes spirituelles du pauvre Gogol. Le diplomate, aussi lettré que sceptique, était certainement fait pour reconnaître les éclairs vifs et brillants qui sillonnaient ces nuages remués par un grand esprit en désordre, et pour démêler plus d'une pensée forte et saisissante au milieu des étranges divagations sur une croisade imminente et la prochaine délivrance de Sion...

Qui l'eût cru pourtant? c'étaient ces mystiques,

c'étaient ces hallucinés, qui avaient le pressentiment juste et voyaient les signes du temps! Pendant que Joukofski composait son « *Commentaire sur la sainte Russie* », et que Gogol se mortifiait devant les *icônes*, l'empereur Nicolas roulait dans son âme la grande pensée d'une croisade, et préparait dans le plus profond mystère la mission du prince Menschikof... Que le monarque qui avait tant fait pour l'apaisement de l'Europe et le maintien de l'équilibre se fût tout à coup décidé à jeter un tel brandon de guerre au milieu du continent à peine raffermi, que d'un autre côté l'autocrate ait précisément attendu cette époque de calme relatif et du rétablissement de l'ordre général pour annoncer ses desseins, au lieu de les exécuter hardiment quelques années auparavant, pendant la tourmente révolutionnaire qui paralysait presque toutes les puissances, et alors que ses armées étaient déjà au cœur même de la Hongrie et dominaient les rives du Danube, — ce sera là, pour l'historien impartial, la preuve évidente de la bonne foi avec laquelle le tsar entreprenait sa fatale campagne, du mystique aveuglement qui guidait à ce moment son esprit, et de la conviction profonde qu'il avait de la justice de sa cause. Le prince Gortchakof partagea-t-il au même point les illusions du maître? Il est permis d'en douter; il est permis de supposer qu'à

l'instar des Kisselef, des Meyendorf, des Brunnow et de tous les diplomates distingués de la Russie d'alors, sans en excepter le chancelier de l'Empire, le vieux comte Nesselrode, il eut conscience de l'énorme erreur où tombait un prince superbe qui n'admettait pas d'objections et entendait être « son propre ministre des affaires étrangères ». Cela n'empêcha point naturellement le représentant russe auprès de la Confédération germanique de remplir son devoir avec tout le zèle que commandaient des circonstances aussi critiques, et de mettre les ressources variées de son esprit au service de son pays dans la sphère d'action qui lui était réservée.

L'action ne laissait pas d'être d'une importance véritable. Dans le *Bundestag* se concentraient non-seulement tous les efforts des États secondaires de la Confédération, mais là aussi venaient aboutir ou se refléter les projets, les préparatifs et jusqu'aux velléités des deux principales puissances germaniques, dont la Russie, d'un côté, ainsi que de l'autre la France et l'Angleterre tenaient également à s'assurer le concours. Le prince Gortchakof n'eut pas trop à se plaindre de la tournure que les affaires prenaient en Allemagne. Frédéric-Guillaume IV était d'une fidélité à toute épreuve; le tsar pouvait compter en toute occurrence sur « son beau-

frère le poëte », et Alexandre Mikhaïlovitch trouvait également un appui constant dans son collègue de Prusse, le jeune officier de la *landwehr*. Le cabinet de Berlin consentait bien de temps en temps à s'unir aux représentations que les alliés faisaient parvenir à Saint-Pétersbourg, à signer de concert avec eux telle note identique, ou analogue, ou concordante; mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne le faisait que pour ralentir leur marche et les détourner de toute résolution énergique : aux moments décisifs, il s'arrêtait court, demeurait à l'écart et prétendait garder « la main libre » (*freie hand*). Bien plus sympathiques encore et très-franchement gagnés à la politique russe se montraient les autres membres du *Bund;* ils ne trouvaient les exigences du tsar envers la Turquie nullement exorbitantes et se souciaient fort peu de la conservation du « malade ». Ils prétendaient également garder « la main libre », serraient les rangs dans les fameuses conférences de Bamberg et étaient parfois tout prêts à mettre flamberge au vent. En vérité, Alexandre Mikhaïlovitch a montré dans la suite, dans la fatale année 1866, bien peu de mémoire de cœur, bien peu de justice distributive pour ces pauvres États secondaires, si dévoués, si serviables, si inébranlablement attachés lors de la crise orientale.

Pendant qu'à Londres et à Paris on commentait avec véhémence les célèbres dépêches de sir Hamilton Seymour, et qu'on y dénonçait les projets ambitieux de la Russie, on n'avait par contre à Hanovre, à Dresde, à Munich, à Stuttgart, à Cassel, que des blâmes pour les procédés des alliés et pour leurs « usurpations »; à Berlin, on gémissait de plus de voir des monarchies chrétiennes prendre si chaleureusement la défense du Croissant. Une seule puissance germanique toutefois, la plus grande il est vrai alors, gardait une attitude différente; une seule donnait raison aux alliés, semblait même par moments incliner à faire cause commune avec eux, et cette puissance, c'était l'Autriche, — l'Autriche naguère encore secourue par les armées russes, arrêtée par la main forte et généreuse du tsar au bord même de l'abîme, « sauvée » par lui d'un écroulement soudain! L'étonnement, la stupeur, l'exaspération de l'empereur Nicolas ne connurent pas de bornes; la nation russe entière partagea ces sentiments avec lui, Alexandre Mikhaïlovitch comme tout patriote moscovite. « L'immense ingratitude de l'Autriche » devint dès lors le cri unanime, le *siboleth* de toute foi politique dans le vaste empire du Nord[1], et l'est demeurée jusqu'à nos jours...

Il importe de bien insister sur ce sentiment né en

Russie à la suite du conflit oriental et d'en discuter les fondements légitimes, car ce sentiment a eu des effets incalculables. Il a contribué pour beaucoup aux catastrophes récentes; il a dicté plus d'une résolution extrême au cabinet de Saint-Pétersbourg; il lui a fait abandonner des traditions séculaires, des principes qui étaient consacrés par l'expérience des générations, qui semblaient immuables, devenus en quelque sorte les *arcana imperii* des descendants de Pierre le Grand : il a dominé, pour tout dire, la politique générale du successeur de Nesselrode pendant les vingt dernières années...

Assurément la Russie avait le droit de compter sur la reconnaissance de l'Autriche après le service signalé et incontestable qu'elle lui avait rendu en 1849. Les armées que le tsar envoya alors au secours de l'empire chancelant des Habsbourg contribuèrent puissamment à y étouffer une insurrection funeste, menaçante, et s'il est vrai que pour obtenir ce secours il a suffi de rappeler au tsar Nicolas une parole jadis donnée dans un moment d'effusion intime, l'action n'en devient que plus méritoire, et fait d'autant plus honneur au cœur de l'autocrate[1]. Il serait malaisé de nier que cette inter-

[1] Un écrivain en position d'être bien informé, un ancien sous-secrétaire d'État dans le ministère du prince Schwarzenberg,

vention en Hongrie n'eût un caractère généreux et chevaleresque fait pour étonner les contemporains et pour confondre les habiles. Les habiles, les hommes d'État qui, à cette époque si troublée de l'Europe, avaient encore gardé assez d'esprit libre pour jeter un coup d'œil du côté du Danube, lord Palmerston entre autres, demeurèrent longtemps incrédules, et s'ingénièrent à deviner le salaire stipulé pour l'aide prêtée. Le tsar ne retiendrait-il pas la Galicie comme récom-

raconte ainsi l'origine de l'intervention russe en Hongrie, en la faisant remonter à 1833, à la célèbre entrevue de Munchengraetz entre l'empereur François I[er] d'Autriche et le tsar Nicolas. Dans une des conversations intimes d'alors, François parla avec tristesse et appréhension de l'état maladif et nerveux de son fils et successeur désigné, et pria le tsar de conserver à ce fils l'amitié qu'il a toujours eue pour le père. « Nicolas tomba à genoux, et, élevant sa main droite au ciel, il jura de donner au successeur de François tout aide et secours dont il pourrait jamais avoir besoin. Le vieil empereur d'Autriche en fut profondément touché, et posa ses mains sur la tête du tsar agenouillé en signe de bénédiction. » La scène étrange n'eut pas de témoins, mais les deux souverains la racontèrent quelques moments après, chacun de son côté, à un officier supérieur qui commandait alors la division d'armée stationnée à Munchengraetz. Cet officier supérieur n'était autre que le prince de Windischgraetz, qui, nommé plus tard, en 1848, généralissime des armées d'Autriche, et parvenu au moment critique de l'insurrection hongroise, prit sur lui de rappeler à l'empereur Nicolas, dans une lettre, la parole donnée jadis à Munchengraetz. Le tsar répondit en mettant toute son armée à la disposition de Sa Majesté impériale et apostolique. — Cf. Hefter, *Geschichte Œsterreichs,* Prague, 1869, t. I[er], p. 68 et 69.

pense de son concours? ne se ménagerait-il pas quelque assurance positive du côté des Principautés? se demandait-on alors dans les offices de *Downing street*... Il n'en fut rien cependant : les Russes sortirent de l'Autriche sans salaire, comme ils y étaient entrés sans arrière-pensée, et les troupes de Paskévitch évacuèrent les pays des Carpathes pures de tout butin. Un jeune et fougueux orateur dans les Chambres prussiennes, du nom alors encore peu retentissant de Bismarck, — celui-là même qui, quinze ans plus tard, devait méditer de porter le « coup au cœur » et armer les légions de Klapka, — admirait à ce moment l'action éclatante du tsar, et exprimait seulement le regret patriotique que ce rôle magnanime ne fût échu à son propre pays, à la Prusse : c'était à la Prusse de porter assistance à son frère aîné en Allemagne, à « son ancien frère d'armes [1]... » Mais il est permis de supposer que, même avec un roi si loyal et si poétique que Frédéric-Guillaume IV, les choses se fussent passées bien moins galamment qu'avec le barbare du Nord, et que pareille assistance prussienne eût coûté à l'empire des Habsbourg telle partie de la Silésie, ou telle part d'influence sur le Mein...

[1] Séance de la Chambre prussienne du 6 septembre 1849. Ce discours n'est pas reproduit dans le recueil officiel des *Discours* de M. de Bismarck, publié à Berlin.

Est-ce à dire pourtant qu'en intervenant en Hongrie l'empereur de Russie n'ait fait œuvre que de pure chevalerie et d'amitié platonique, n'ait eu aucun souci de son intérêt personnel et du bien de son empire? Non, certainement, et le tsar avait trop de loyauté pour n'en pas faire franchement l'aveu. Il intervint en Hongrie non-seulement comme l'ami des Habsbourg, non-seulement même comme le défenseur de la cause de l'ordre contre la révolution cosmopolite; le motif le plus puissant pour le décider fut la présence dans l'armée hongroise de généraux et officiers polonais qui entendaient porter la guerre jusque dans les pays soumis à la domination russe. Dans son manifeste du 8 mai 1849, Nicolas s'exprimait ainsi : « L'insurrection soutenue par l'influence de *nos traîtres de la Pologne* de l'année 1831 a donné à la révolte magyare une *extension* de plus en plus *menaçante*,... Sa Majesté l'empereur d'Autriche nous a invité à l'assister contre l'*ennemi commun*,... nous avons ordonné à notre armée de se mettre en marche pour étouffer la révolte et anéantir les anarchistes audacieux *qui menacent aussi bien la tranquillité de nos provinces.* » Le langage était clair et franc, ainsi qu'il convenait à un souverain ayant le sentiment de sa dignité. Ce souverain entendait rendre service aussi bien à lui-même qu'à son

allié; il allait étouffer chez le voisin un incendie qui menaçait d'atteindre ses propres domaines, et, en faisant acte d'intervention, il faisait en même temps acte de conservation bien entendue.

Eh bien! il semble de toute justice que la gratitude se mesure au service rendu, et que la loi de conservation, la loi suprême de la nature, ait force égale pour l'obligé comme pour le bienfaiteur. Il n'y a pas de politique au monde, fût-elle même *tirée de l'Écriture sainte* qui pût conseiller la servitude volontaire; il n'y a pas de morale, si sublime qu'on veuille bien l'imaginer, qui, parmi les devoirs de la reconnaissance, songeât à mettre le suicide. Or ce n'était rien moins que l'asservissement absolu, l'anéantissement de sa personnalité comme grand État européen, que demandaient les Russes à l'Autriche en lui proposant de souscrire à leurs prétentions sur l'Orient. Par la géographie, par l'esprit des races, par la religion, les entreprises russes frappaient mortellement l'empire des Habsbourg, si cet empire les avait laissées triompher. Puissance danubienne, l'Autriche devait veiller à ce que le bas Danube restât neutre, et ne tombât pas aux mains d'un voisin redoutable qui serait alors devenu maître de ce grand fleuve. Puissance slave dans ses provinces orientales, elle devait tenir à ne pas être mise en contact immédiat

avec un empire panslaviste par tradition, par fatalité, et ne pouvait désirer qu'il vînt s'implanter dans les Principautés, dans la Bosnie et l'Herzégovine. Puissance catholique, il lui était défendu de reconnaître l'influence et le protectorat que le tsar orthodoxe revendiquait sur ces chrétiens du rite grec, dont elle comptait elle-même plusieurs millions parmi ses sujets. « Ma conduite dans la question d'Orient! mais elle est inscrite sur la carte, » disait à Vienne le ministre autrichien comte Buol à son beau-frère M. de Meyendorf, ambassadeur de Russie; il ajoutait qu'elle était également inscrite dans l'histoire. « Je n'ai rien innové, je n'ai fait qu'hériter de la politique léguée par M. de Metternich. » Déjà dans une crise antérieure en effet, lors de l'insurrection hellénique et de la guerre de 1828, le grand chancelier de la cour et de l'Empire avait défendu ce principe de l'intégrité de l'empire ottoman avec une fermeté que rien ne parvint à ébranler; il l'avait défendu pendant huit ans, tenant seul tête à l'orage, ne se laissant décourager ni par l'impopularité alors attachée à la cause turque, ni par l'abandon de la France. Comment les Russes pouvaient-ils espérer que l'Autriche déserterait maintenant ce principe si vital pour elle, qu'elle le déserterait au moment même où il commençait à triompher de l'indifférence de l'Oc-

cident, et comptait la France et l'Angleterre parmi ses plus chaleureux champions?

Placé entre un sentiment de reconnaissance très-vif et réel, quoi qu'on ait dit, et une grande nécessité politique, le gouvernement de Vienne a certes donné à la reconnaissance tout ce qu'il lui devait; il a prodigué auprès de l'empereur Nicolas les avertissements, les prières, les bons offices, les tentatives de médiation. L'Autriche pardonna à la Russie plus d'un manque d'égards, plus d'un mouvement de mauvaise humeur; elle lui pardonna le ton plus que léger dont il avait été parlé, disposé d'elle dans les épanchements avec sir Hamilton Seymour, — la manière dont fut accueillie à Saint-Pétersbourg certaine lettre autographe de l'empereur François-Joseph, — l'attitude altière, presque provocante du comte Orlof lors de sa mission à Vienne. Elle n'a cessé jusqu'au bout de calmer l'irritation des alliés, de modifier et d'atténuer leur programme, d'affirmer les dispositions conciliantes du tsar, d'espérer contre tout espoir. Elle ne plaidait que le retour au *statu quo*, répudiait toute idée d'humilier la Russie ou de l'amoindrir : elle ne lui demandait que la liberté du Danube, la renonciation au protectorat, et se refusait à suivre les alliés dans leurs exigences concernant la mer Noire. Malheureusement, ainsi qu'il n'arrive que

trop souvent à celui qui veut être équitable et juste envers tous les partis, le gouvernement autrichien, par cette conduite, finit par indisposer envers lui la France et l'Angleterre, tout en exaspérant les Russes. Dans l'été de 1854, au moment même où le prince Gortchakof échangeait son poste de Francfort contre celui de Vienne, un publiciste éminent[1] qui fut alors pour ainsi dire le porte-voix de l'Occident et de ses généreuses ardeurs désespérait presque de l'Autriche, et s'écriait avec amertume que là-bas, à la *Burg,* « l'alliance russe était quelque chose de sacré comme une religion, de fixé comme une convenance, de populaire comme une mode! » Au printemps de l'année suivante, les cabinets de Paris et de Londres repoussaient, comme trop favorable à la Russie, un nouveau projet d'arrangement présenté par le comte Buol, et le gouvernement français devait à cette occasion reprocher à l'Autriche, dans le *Moniteur officiel,* « d'offrir un expédient plutôt qu'une solution ».

La solution! l'empereur François-Joseph l'avait certainement entre ses mains, et il ne dépendait peut-être que de lui de la rendre aussi décisive, aussi radicale que pouvaient le désirer les ennemis les plus mortels de la Russie. Pourquoi ne pas l'avouer? à voir le fruit

[1] Eugène Forcade.

amer recueilli par l'Autriche de ses efforts honnêtes pendant la crise orientale, à voir les haines implacables et les cruels désastres que lui a valus dans la suite son attitude d'alors, on se surprend parfois à regretter que le cabinet de Vienne ait eu tant de scrupules dans cette époque mémorable, à lui reprocher de n'avoir pas fait preuve de cette indépendance de cœur qui semble, hélas! devenir de plus en plus la condition forcée, indispensable, de l'indépendance des États. Si l'Autriche avait voulu être un peu moins reconnaissante et un peu plus politique pendant cette guerre d'Orient, elle se serait résolûment jointe à la France et à l'Angleterre, elle aurait pris part à la lutte, et au lieu de laisser les alliés rôder pendant des années autour des extrémités de la Russie, dans la mer Noire et la Baltique, elle leur aurait ouvert les champs de la Pologne et y serait entrée avec eux. Au lieu de « chatouiller la plante du colosse ou de lui limer un ongle », — ainsi que devaient le dire plus tard, et non sans raison, des publicistes russes, — on lui aurait alors porté « un coup au cœur », un de ces coups comme sait les méditer et frapper le grand solitaire de Varzin. Ce n'est pas le cabinet des Tuileries qui s'y serait refusé : dans sa dépêche du 26 mars 1855, M. Drouyn de Lhuys posait très-nettement la question de Pologne; ce n'est pas non plus le cabinet de Saint-

James qui aurait soulevé de sérieuses objections. Quant à la réussite probable d'une pareille entreprise, il suffit de se rappeler que la Russie était au bout de ses ressources, et que la Prusse n'avait pas encore réformé son organisation militaire, n'était pas encore en possession de son « instrument », enfin qu'à la place de Guillaume le Conquérant c'était Frédéric le Romantique qui occupait le trône des Hohenzollern... L'esprit demeure confondu devant la contemplation des conséquences qu'eût pu avoir une pareille décision de la part de l'empereur François-Joseph! La face du monde en eût été changée; l'Autriche n'eût point certainement connu de Sadowa en 1866; l'Europe n'eût point vu le démembrement du Danemark, ni la destruction du *Bund*, ni la conquête de l'Alsace et de la Lorraine...

C'était dans l'été de 1854, on l'a déjà dit, que le prince Gortchakof fut envoyé à Vienne. Il y remplaça, provisoirement d'abord, et au printemps suivant d'une manière définitive, le baron de Meyendorf, dont la situation était devenue difficile par suite même de ses liens de très-proche parenté avec le ministre des affaires étrangères d'Autriche. Alexandre Mikhaïlovitch tenait enfin ce poste de Vienne vers lequel il avait si longtemps aspiré, le poste qui, avec celui de Londres, était considéré, sous le règne de Nicolas, comme le plus élevé

dans la diplomatie russe, comme le bâton de maréchal dans la carrière; mais que cet honneur était maintenant plein d'amertume, et que d'angoisses patriotiques accompagnaient une distinction autrefois ardemment ambitionnée, aujourd'hui acceptée par dévouement envers son souverain et son pays! Sur ce terrain jadis si facile et si riant, l'envoyé du tsar ne pouvait voir partout que des ronces et des épines; dans cette capitale renommée par sa gaieté bruyante et trop souvent frivole, il ne recevait, lui, que des nouvelles désastreuses, déchirantes; enfin cette « ingratitude autrichienne » qu'il n'avait entrevue et combattue que de loin pendant sa mission de Francfort, il devait maintenant la regarder en face, — et lui sourire!... Il y a une douleur plus grande que le *ricordarsi tempi felici nella miseria*, c'est de voir un rêve de félicité tourner en une réalité de misère, et l'on comprend aisément quel trésor de fiel ce séjour de Vienne a dû amasser dans le cœur ulcéré du patriote russe [1].

[1] Qu'on nous permette de citer à ce sujet une piquante scène d'antichambre qui ne laisse pas d'avoir son côté instructif. Il y avait alors à Vienne, au ministère des affaires étrangères, une figure bien originale, un huissier dont le souvenir ne s'est pas effacé au *Ballplatz*. Il portait le nom baroque de Kadernoschka; placé dans la grande salle d'attente qui précède le cabinet du ministre, il avait la mission d'introduire auprès du chef les dif-

Il est superflu d'insister sur l'activité que déploya le nouvel envoyé du tsar dans cette mission douloureuse, la variété infinie des moyens qu'il sut mettre au service de sa cause, notamment pendant ces conférences de Vienne, qui s'ouvrirent après la mort de Nicolas et l'avénement de l'empereur Alexandre II. Ce fut alors un spectacle émouvant, qui ne manquait pas certes de grandeur, que celui de deux Gortchakof, l'un derrière les remparts de Sébastopol, l'autre devant le tapis vert de Vienne, défendant tous les deux leur patrie avec une ténacité égale, ne cédant chaque pouce de terrain qu'après un combat acharné, poussés jusque dans leurs derniers retranchements, mais honorés jusqu'au bout par des adversaires loyaux et chevaleresques. Aujourd'hui qu'une époque « de fer et de sang » nous a habitués

férents visiteurs. C'était un huissier de grand style que ce M. Kadernoschka : il avait été stylé par le vieux prince Metternich lui-même, et aimait à rappeler qu'il avait « exercé ses fonctions » déjà du temps du fameux congrès de 1815 !... Un jour, après un long entretien avec le prince Gortchakof, le comte Buol voit entrer ce bon Kadernoschka d'un air plus solennel que d'ordinaire : c'est qu'il avait à faire une communication à Son Excellence « dans l'intérêt du service » ! Et le comte Buol d'apprendre que l'envoyé russe, après avoir quitté Son Excellence, avait paru tout bouleversé et suffoquant de colère, — qu'il avait demandé un verre d'eau, s'était promené pendant une demi-heure dans la salle d'attente, gesticulant avec violence, se parlant à lui-même, et s'écriant de temps en temps en français : « Oh ! ils me le payeront bien un jour, ils me le payeront !... »

aux procédés, — nous allions dire aux exécutions, — sommaires de Nikolsbourg, de Ferrières, de Versailles et de Francfort, et qu'une loi martiale à l'usage des diplomates en casque a remplacé ce qu'une Europe arriérée et pleine de préjugés aimait à appeler le droit des gens, aujourd'hui on a de la peine à se défendre d'un sentiment d'étonnement, d'incrédulité presque, en relisant les protocoles de ces conférences de Vienne, où tout ne respire que convenance, politesse, urbanité et mutuel respect ; on se croit reporté à un âge idyllique et bien loin de nous, dans tout un monde de *bonshommes Jadis*. M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères de France, lord John Russel, naguère encore président du conseil en Angleterre, n'avaient pas cru au-dessous de leur dignité d'aller en personne à Vienne pour y discuter avec le prince Gortchakof les conditions possibles d'une paix. La Russie avait perdu plusieurs grandes batailles, les flottes alliées lui avaient fermé toutes les mers, et menaçaient jusqu'à sa capitale ; cela n'empêcha point les plénipotentiaires français et anglais de la traiter avec toute la déférence, avec tous les égards dont pouvait disposer la diplomatie de ce bon vieux temps. Ils déployèrent un art véritable dans l'invention des euphémismes ; ils s'ingénièrent à trouver les tempéraments les plus doux, les termes les plus acceptables

pour le représentant d'une puissance vaincue. Cet excellent lord John Russel poussa même un jour la bonhomie jusqu'à rappeler, et cela en face de M. Drouyn de Lhuys, que l'Angleterre avait fait subir à Louis XIV des conditions bien autrement dures et humiliantes [1]. C'est là peut-être le seul manque de tact qu'on pourrait relever dans ces conférences de Vienne, et encore n'était-ce qu'une gracieuseté d'allié à allié. Quant à l'Autriche, elle ne se lassait pas de rechercher les moyens de ménager les susceptibilités de la Russie, et finit par présenter un projet d'arrangement qui fut jugé inacceptable par les cabinets de Londres et de Paris, et lui attira le reproche du *Moniteur officiel* dont il a été déjà parlé.

Les négociations furent rompues, et on n'eut plus qu'à attendre l'issue de la lutte suprême engagée sous les murs de Sébastopol. Le plénipotentiaire russe l'attendit à son poste de Vienne dans la double angoisse d'un patriote et d'un parent. Le boulevard de la Crimée tomba, et la Russie se trouva dans la situation la plus critique. Elle était épuisée, bien plus épuisée même que ne le supposait alors l'Europe, et la prolongation de la guerre eût infailliblement transporté les hostilités sur les champs de la Pologne. A ce moment, l'Autriche

[1] Protocole de la conférence du 17 avril 1855.

intervint de nouveau. Elle s'appropria les exigences posées par les alliés lors de la conférence de Vienne, —cette clause même de la neutralisation de la mer Noire, qu'elle avait repoussée jusque-là comme trop blessante pour la Russie : il n'était guère possible de refuser cette satisfaction aux alliés après la prise de Sébastopol. Au fond, ce furent là les conditions les plus douces qui aient jamais été imposées à une puissance à la suite d'une guerre si longue, si sanglante, et de victoires tellement incontestables. L'Autriche fit plus; elle envoya ces conditions sous forme d'un ultimatum en déclarant faire cause commune avec les alliés, si elles n'étaient point acceptées, — et la Russie accepta. A bien le regarder, c'était là un service rendu à un jeune souverain qui, ayant hérité d'une guerre désastreuse, trouvait ainsi le moyen de ménager à la fois la mémoire de son prédécesseur et la fierté de son peuple : il lui était permis de dire maintenant qu'il ne faisait la paix qu'à cause d'un nouvel adversaire qui venait de surgir à côté des anciens et que ne connut point son père. On le dit en effet en Russie, on le crut même, on avait tant d'intérêt à le croire! Le peuple russe se réconcilia bien vite avec les vainqueurs de l'Alma et de Malakof; une seule puissance demeura à ses yeux responsable de ses désastres, la puissance qui pendant toute la guerre était

restée l'arme au bras! Encore à l'heure qu'il est, tout cœur russe frémit d'indignation à la pensée de l'Autriche, de son immense ingratitude et de sa grande trahison.

Alexandre Mikhaïlovitch partagea ces amertumes, ces rancunes populaires, et en devint le représentant le plus énergique et hautement avoué; il laissait éclater à cet égard ses sentiments avec une franchise qui touchait de bien près à l'ostentation. On citait un mot prononcé par lui, encore à Vienne, pendant que siégeait le congrès de Paris : « L'Autriche n'est pas un État, ce n'est qu'un gouvernement. » Ce mot le devança à Saint-Pétersbourg et y fit sa fortune. La voix publique le désigna comme le futur vengeur, comme l'homme destiné à préparer pour sa nation une éclatante revanche, et l'habile diplomate n'eut garde de s'inscrire en faux contre une pareille opinion. Déjà du reste, à ce congrès de Paris, se révélaient certaines tendances, certains penchants qui pouvaient donner de l'espoir, qui ouvraient même des horizons tout à fait nouveaux. Le nom de l'Italie venait d'y être prononcé; la Roumanie elle-même y trouvait une faveur inattendue. A ce congrès étrange, qui réglait définitivement les conditions d'une paix que la France, l'Angleterre et l'Autriche avaient imposée à la Russie, l'Autriche apparaissait sombre et morose, l'Angleterre irritée et nerveuse :

seules la France et la Russie échangeaient entre elles des politesses exquises, des cordialités surprenantes; l'épée de Napoléon III tournait à la lance d'Achille, guérissant où elle venait de blesser, blessant où elle venait de guérir. « Il y avait du baume dans Gilead » et de la ressource avec le souverain qui siégeait aux Tuileries... Le lendemain du congrès, au mois d'avril 1856, le vieux comte Nesselrode demandait à se retirer à cause de son âge, et le prince Alexandre Gortchakof devenait ministre des affaires étrangères.

CHAPITRE II

DÉBUTS DE M. DE BISMARCK.

Les Bismarck dans l'histoire. — L'ancêtre Rulo, maître tailleur en drap. — Le grand-père, le *Poëte*, et le grand-oncle, l'*Aventurier*. — Otto-Édouard-Léopold de Bismarck-Schœnhausen. — Le *Cloître-Gris* et la *Georgia-Augusta*. — Question controversée de « l'examen d'État ». — Culture et genre d'esprit de M. de Bismarck comparé au prince Gortchakof. — L'orateur. — Un effet d'éloquence tiré du libretto de *Freischütz*. — L'écrivain. — Lettres à Malvina. — Le style de M. de Bismarck. — Tentatives sans succès dans les carrières administrative et militaire. — « Années d'orage et de tourmente. » — Vie de gentilhomme campagnard à Kniephof et à Schœnhausen. — Bismarck « l'Enragé ». — Aspirant à la charge d'intendant des digues. — Débuts parlementaires de M. de Bismarck. — Son rôle dans le *parti de la Croix*. — Adversaire résolu des idées modernes et des théories constitutionnelles. — L'*État chrétien*. — Opinion sur le Slesvig-holsteinisme et l'unité allemande. — Tentative du général de Radowitz. — Le prince Schwarzenberg et l'humiliation d'Olmutz. — M. de Bismarck défenseur de l'Autriche. — Ministre à Francfort. — « Son Excellence le lieutenant. » — Amitié avec le prince Gortchakof. — Lettres à Malvina sur la Diète de Francfort et les diplomates du *Bund*. — Lassitude et dégoût. — La crise orientale. — Haine croissante contre l'Autriche. — Communauté d'antipathies avec le prince Gortchakof. — *Ferro et igne*. — Lutte avec M. de Rechberg. — Agitation et voyages. — Ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg.

Pendant les quatre années qu'il avait passées à Francfort comme représentant de son gouvernement auprès de la Confédération germanique, le prince Gor-

tchakof, on l'a déjà vu, avait lié connaissance et entretenu les rapports les plus intimes avec un collègue dont il appréciait comme personne les rares qualités d'esprit, et probablement aussi de cœur. Les deux amis s'étaient séparés dans l'été de 1854, alors que le plénipotentiaire russe alla remplir sa mission angoissante de Vienne; mais ils ne devaient pas tarder à se rejoindre de nouveau, et à se retrouver dans cette parfaite communauté d'idées et de sentiments qui, constatée dès les premiers jours de Francfort, ne s'est point démentie dans la suite et a duré pendant vingt-ciuq ans: *grande mortalis ævi spatium.* Cet ami, conquis par le prince Gortchakof sur les bords riants du Mein, n'était autre que M. de Bismarck, le futur chancelier d'Allemagne.

Otto-Édouard-Léopold de Bismarck-Schœnhausen, né le 1er avril 1815, à Schœnhausen, terre héréditaire de sa famille dans la Vieille-Marche de Brandebourg, ne peut guère se flatter d'avoir, comme son ami Alexandre Mikhaïlovitch, du sang des saints dans ses veines : ses biographes relèvent même, avec une satisfaction visible, que deux au moins de ses aïeux ont été excommuniés par l'Église et sont morts dans l'impénitence finale. Ce qui est plus grave, c'est que les historiens les plus autorisés de la Marche de Brandebourg,

M. de Riedel entre autres, contestent jusqu'à l'origine nobiliaire de la famille : ils démontrent que le premier de la lignée dont parlent les documents authentiques du quatorzième siècle, Rulo Bismarck, fut membre, et à plusieurs reprises même, prévôt de la « *guilde* des maîtres tailleurs en drap » à Stendal, petite bourgade de la Vieille-Marche. Le fait ne paraît pas douteux; mais les bourgeois de Stendal n'ont-ils pas pu, tout aussi bien que ceux de certaines villes de Toscane, imposer l'obligation de se faire inscrire dans une des *guildes* à tout noble de la campagne qui voulait habiter la cité? C'est là l'opinion des *tories* dans ce curieux débat généalogique; à les entendre, les bons bourgeois de Stendal auraient marché de pair au quatorzième siècle avec les grands citoyens de Florence et de Pise, et Rulo Bismarck aurait été maître tailleur en drap à peu près comme Dante, son contemporain, fut apothicaire. Les *whigs*, au contraire, les biographes aux couleurs *nationales-libérales*, en prennent gaiement leur parti, et l'un d'eux conclut ingénieusement, qu'en tout état de cause, l'ancêtre Rulo doit « contempler du haut des cieux, avec satisfaction et orgueil, le splendide manteau impérial que son descendant a su tailler au roi Guillaume dans le drap de l'Europe... »

En des temps relativement plus modernes, la maison

des Bismarck présente, comme mainte famille de la noblesse campagnarde de Brandebourg, une suite non interrompue de modestes et fidèles serviteurs de l'État, tantôt militaires, tantôt employés dans des fonctions civiles. Le dix-huitième siècle nous en offre deux spécimens un peu plus curieux, le grand-père et le grand-oncle du chancelier, l'un surnommé le *Poëte,* l'autre l'*Aventurier*. Le *Poëte,* il faut bien faire cet aveu pénible, composait ses vers en langue française ; on a notamment de lui un *Éloge ou Monument érigé à la mémoire de Christine de Bismarck, née de Schœnfeld,* par CHARLES-ALEXANDRE DE BISMARCK ; Berlin, 1774. C'est à sa femme défunte que le capitaine de cavalerie en retraite a cru devoir élever ce mausolée de paroles et de rimes *welches,* pleines de la fade sentimentalité du temps. L'*Aventurier* (Ludolf-Auguste) justifie mieux son nom : il tua son domestique dans un accès de colère ou d'ivresse, fut gracié, prit du service en Russie, se mêla d'intrigues politiques en Courlande, et dut aller en exil en Sibérie. Gracié de nouveau, il entra dans la diplomatie russe, remplit plusieurs missions, et mourut général-commandant à Poltava. Disons en passant que ce Ludolf ne fut pas le seul de sa famille à servir sous les drapeaux russes, et que le nom de Bismarck se trouvait ainsi être de longtemps bien noté à Saint-Pétersbourg.

Les biographes whigs insistent beaucoup sur ce point, que la mère du jeune Otto, « femme intelligente, ambitieuse et quelque peu froide, » a été une bourgeoise, une demoiselle Menken, d'une famille de savants bien connus à Leipzig. Ils aiment à établir de la sorte que le restaurateur de l'empire relève par sa mère de la bourgeoisie, de cette bourgeoisie studieuse et lettrée qui est la grande force de l'Allemagne, — tout en tenant à la noblesse et à l'armée par son père capitaine de cavalerie en retraite, comme le grand-père, le *Poëte.* Ces profonds Germains ont un faible, on le sait, pour tout symbolisme; ils décorent même très-souvent de ce nom ce qui n'est qu'un jeu d'esprit, voire un jeu de mots, et c'est ainsi qu'ils attachent une certaine signification à la futile circonstance que le jeune Otto a été *confirmé*[1] à Berlin par les mains de Schleiermacher, le célèbre docteur en divinité, dont la science était beaucoup plus respectable que la vie : « de la sorte, et pour un moment fugitif il est vrai, mais solennel, le jeune homme appelé à une vie d'action par excellence fut mis en contact avec notre théologie savante et notre philosophie romantique. » On

[1] Cérémonie religieuse qui, dans l'Église protestante, répond en quelque sorte à ce que la première communion représente dans l'Église catholique.

n'a pas manqué non plus de relever le nom de « Cloître-Gris » (*Grauer-Kloster*) que portait à Berlin le lycée où fit ses études le futur destructeur des couvents, ainsi que de noter l'origine française d'un de ses principaux professeurs, le docteur Bonnell, descendant d'une famille huguenote réfugiée dans le Brandebourg à la suite de la révocation de l'édit de Nantes.

Après avoir fini ses études au lycée du *Cloître-Gris*, Otto de Bismarck se rendit à l'université de Gœttingue, à la célèbre *Georgia-Augusta* pour y faire son droit. En réalité, il ne fit qu'y mener la vie des fils de la muse qui ont le bonheur ou le malheur d'être en même temps des fils de famille, des *cavaliere;* il ne cultiva que la chasse, l'équitation, la natation, la gymnastique et l'escrime. Il eut plus de vingt duels et justifia pleinement le nom glorieux de *bursche*[1], qui devait lui rester encore longtemps, alors même qu'il fut ambassadeur et ministre. On comprend aisément que les *Institutes* et les *Pandectes* n'ont pu être beaucoup approfondies au milieu de tant d'exercices corporels, et l'essai même d'échanger la bruyante *Georgia-Augusta* contre l'université plus posée et reposante de Berlin se trouva être un remède plus héroïque qu'efficace. M. de Bismarck a-t-il jamais

[1] Terme familier pour désigner un « gars, » un étudiant tapageur.

passé d'une manière régulière cet « examen d'État » (*staats-examen*) qui, en Prusse, est la condition indispensable de toute fonction publique? Grave question qui fut longtemps débattue en Allemagne, et dont on s'est fait une arme pendant vingt ans contre l'homme de parti, le député, l'ambassadeur, le président du conseil. Fait digne de remarque et qui caractérise bien l'esprit formaliste et réglementaire de la nation : M. de Bismarck avait déjà défié toute l'Europe et démembré la monarchie danoise, que, dans les journaux de l'opposition en Allemagne, partaient encore de temps en temps comme des fusées attardées, des allusions malignes à cet examen d'État demeuré problématique ! Ce n'est que depuis l'époque de Sadowa que cessèrent définitivement ces méchancetés déplacées : Sadowa fit passer bien d'autres irrégularités encore, et de beaucoup plus graves assurément.

C'est peut-être le lieu de se demander quels fruits M. de Bismarck a recueillis de sa vie scolaire, et d'apprécier, ne fût-ce que sommairement, la culture et le genre de son esprit. Il paraît certain que M. de Bismarck n'est point un homme de science et d'étude, et que son éducation libérale présente plus d'une lacune. Contraste plaisant, des deux chanceliers, russe et allemand, dont l'un n'a connu qu'un lycée d'une valeur

très-discutable, tandis que l'autre a fréquenté le *gymnase* et l'*alma mater* les plus renommés de la docte Germanie, c'est bien l'élève de Tsarskoë-Sélò qui, en fait de connaissances classiques et de vrais *humaniora*, pourrait rendre des points à l'heureux nourrisson de la *Georgia-Augusta*. Toutefois, il est bon de faire observer que M. de Bismarck remplit, et au delà, certain programme posé un jour par le spirituel et regretté Saint-Marc Girardin aux hommes du monde bien élevés. « Je ne demande pas, disait-il, qu'ils sachent le latin, je demande seulement qu'ils l'aient oublié. » De sa jeunesse scolaire, il est resté toujours au chancelier d'Allemagne un fonds de culture qu'il sait bien faire valoir à l'occasion, et il possède à un degré très-suffisant sa Bible, son Shakspeare, son Gœthe et son Schiller, ces quatre éléments de toute éducation même très-ordinaire dans les pays allemands, — précieux et enviable *quadrivium* des enfants d'Arminius! Le prince Gortchakof a les raffinements ainsi que les faiblesses de l'homme de lettres; il soigne son « mot », il châtie sa phrase, il se mire et s'admire dans ses compositions : on sait qu'il a été surnommé un jour le *Narcisse de l'écritoire*. Par le goût, par le sens exquis, par l'instinct d'artiste, il a une supériorité marquée sur son ancien collègue de Francfort; mais celui-ci reprend tous ses

avantages dès que l'on considère le cachet original et personnel qu'il sait donner à sa pensée et à sa parole, dès que l'on cherche l'individualité, le souffle créateur, le *mens agitans molem,* ce je ne sais quoi de mystérieux et puissant que la sculpture antique rendait si ingénieusement en mettant une flamme au front de certaines de ses statues.

Le chancelier d'Allemagne n'est pas un lettré dans la stricte et un peu vulgaire acception du mot; il n'est, à proprement parler, ni un orateur, ni un écrivain. Il ne sait pas bien développer un thème, graduer les arguments, ménager les transitions; il ne construit pas sa période et ne s'en soucie point. Il a de la difficulté à s'énoncer, aussi bien à la tribune que la plume à la main; son style est heurté, parfois bien incorrect, aussi peu académique que possible; il est embrouillé, enchevêtré, trivial même par moments. Toute proportion gardée et toutes réserves faites, il y a du Cromwell dans sa manière de s'exprimer; mais bien autrement encore que chez Cromwell est-on forcé d'admirer chez lui de ces éclairs de la pensée, de ces images fortes et imprévues, de ces mots pénétrants qui frappent, qui se gravent et qui restent. Lorsque dernièrement, au milieu d'une argumentation assez décousue et embarrassée sur son conflit avec Rome, il vint à s'écrier tout

à coup : « Soyez sûrs d'une chose, messieurs, *nous n'irons pas à Canossa !* » on dut reconnaître qu'il avait su comprimer là, dans une sorte de *cæterum censeo* menaçant, tout un monde de souvenirs et de passions. Dans un esprit bien différent, dans des temps aussi bien lointains déjà, il est vrai, parlant un jour, — il y a de cela près de vingt ans, — des principes de la révolution et de la contre-révolution, il devait dire que ce n'est pas un débat parlementaire qui pourra jamais décider entre ces deux principes : « La décision ne viendra que de Dieu, du Dieu des batailles, *alors qu'il laissera tomber de sa main les dés de fer du destin !* » On croit entendre de Maistre dans ce dernier membre de phrase, et, comme M. de Maistre, le chancelier d'Allemagne a eu, lui aussi, son passage décrié du *bourreau :* nous voulons parler de cette invocation au *fer* et au *sang,* qu'il faut replacer dans son cadre et mettre dans son vrai jour, — la remettre à sa date, — pour en apprécier tout le relief à côté de la brutalité incontestable. L'invocation fut faite alors que ces *nationaux-libéraux,* aujourd'hui d'une platitude si grande envers lui et d'une *obéissance de cadavre,* voulaient l'empêcher de réformer l'armée, tout en lui demandant de faire l'unité de l'Allemagne. L'homme qui sentait gronder dans son âme le tonnerre lointain de Sadowa et de Sedan lança

à ce moment aux rhéteurs le défi qu'il n'a que trop justifié depuis, disant que ce n'était pas par des discours qu'on ferait l'unité de l'Allemagne : « Pour faire cette unité, il faudra du fer et du sang!... » Cet orateur ne respire pas à l'aise dans l'uniforme qui ne le quitte jamais, et il ne procède que par saillies et boutades; il amasse péniblement les nuages de sa rhétorique, mais l'étincelle finit par jaillir et par éclairer toute une situation. Pour se faire comprendre, il emploiera les images les plus grandes ou les plus familières, sans choix, à tout hasard et rencontre; il empruntera une citation à Shakspeare et à Gœthe aussi bien qu'aux *Guêpes* de M. Alphonse Karr ou à tel couplet de vaudeville. Une de ses inspirations les plus heureuses, les plus mémorables, il l'a trouvée un jour, soudain, dans le libretto de *Freischütz.*

Qu'on veuille bien nous permettre de rappeler ce dernier épisode, au risque même de nous attarder quelque peu dans des explications préliminaires dont un auditoire allemand, tout plein des souvenirs de son *Freischütz,* n'avait point besoin. Dans cet opéra de Weber, Max, le chasseur bon et malheureux, emprunte une cartouche à Robin, le mauvais génie, et abat aussitôt un aigle dont il pose une des plumes fièrement à son casque. Il demande encore quelques-unes de ces

cartouches, mais Robin lui apprend que ce sont des « balles enchantées », et que pour les avoir il faut se donner aux esprits infernaux, leur livrer son âme. Max recule, et alors Robin, en ricanant, lui apprend qu'il a beau hésiter, que le pacte est fait et qu'il est déjà engagé par la balle dont il s'est servi : « Pensais-tu donc que cet aigle fût un don gratuit?... » Eh bien! lorsque en 1849 le jeune orateur de la Marche de Brandebourg eut à conjurer la Chambre prussienne de ne pas accepter pour le roi de Prusse la couronne impériale que lui offrait le Parlement de Francfort, il finit par s'écrier : « C'est le radicalisme qui apporte au roi ce cadeau! Tôt ou tard ce radicalisme se dressera devant le roi, lui demandera sa récompense, et montrant l'emblème de l'aigle sur ce nouveau drapeau impérial, il lui dira : *Pensais-tu que cet aigle fût un don gratuit?...* » Image saisissante et aussi profonde qu'ingénieuse! Oui, on ne se sert pas impunément des « balles enchantées » de la révolution, et on ne fait pas son pacte avec le démon populaire sans y laisser quelque chose de son âme. Tôt ou tard viendra se dresser devant vous le mauvais génie dont vous avez accepté le concours, le Robin des bois et des rues; il arrivera pour vous prendre votre salut et vous signifier qu'il n'entend pas avoir travaillé pour le roi de Prusse...

Ce magnifique mouvement oratoire du jeune député de la Marche, le chancelier de l'Allemagne eût pu le méditer avec fruit dans plus d'une circonstance décisive, le jour par exemple où il renversa tel trône séculaire, le jour aussi où il donna le signal du *Kulturkampf*...

L'écrivain ne diffère pas beaucoup de l'orateur, et, en parlant de l'écrivain, nous pensons surtout à ces lettres intimes et familières qui ont été publiées dans le livre bien connu de George Hesekiel, et qui ont eu en Allemagne un succès mérité. C'est toujours la même obscurité, le même embarras d'élocution, le même trouble, traversés de temps en temps d'expressions vives et originales, de figures étonnantes, d'un *humour* âcre, strident, qui grince et vous pince avec une volupté cruelle. Ces lettres sont pour la plus grande part adressées à sa sœur, à la « chère Malvina » (mariée à un Arnim), et nous aurons encore plus d'un emprunt à leur faire dans la suite de cette étude. On y a signalé certaines descriptions de la nature, du clair de lune, de la mer du Nord, de la vue du Danube des hauteurs de Buda-Pesth, qui ne manquent pas en effet de couleur et font tableau; il y a quelque chose de Henri Heine dans ces *Reisebilder* tout privés, et on en a fait la remarque : comme il y a peut-être bien aussi

du Hamlet (et quel Hamlet !) dans le passage suivant, le seul passage mélancolique qu'il nous ait été donné de rencontrer au milieu de tant de saillies sanguines et robustes. « A la grâce de Dieu! tout n'est au fond qu'une question de temps, peuples et individus, sagesse et folie, paix et guerre. Au demeurant, tout sur la terre n'est qu'hypocrisie et jonglerie, et, ce *masque de chair une fois tombé,* l'homme d'esprit et le sot doivent se ressembler beaucoup, et il doit être difficile de distinguer, entre le Prussien et l'Autrichien, *leurs squelettes bien proprement préparés.* Cela devrait guérir de tout patriotisme spécifique... » Ces lignes sont tombées de la même main pourtant qui depuis, et par un patriotisme bien *spécifique* assurément, a fourni tant de milliers de *sujets* aux préparateurs de squelettes!...

On voit par ces lettres que M. de Bismarck maniait déjà de bonne heure et avec prédilection cette ironie où il est passé maître : ironie froide, narquoise, et qui trop souvent approche du ricanement. Il l'emploiera plus tard dans ses discours, dans ses conversations avec les ministres et les ambassadeurs, et jusque dans les négociations diplomatiques, aux moments même les plus importants, les plus décisifs de l'histoire. A des moments pareils, cette ironie affectera tantôt une grande franchise, tantôt une grande politesse, mais

une franchise à vous faire tomber à genoux devant le premier mensonge quelque peu décent, une politesse à vous faire implorer une incivilité sans phrases comme un véritable bienfait. Un jour, à la veille même de la guerre de 1866, le comte Karolyi, ambassadeur d'Autriche et agissant au nom de son gouvernement, sommera M. de Bismarck de déclarer catégoriquement s'il pense déchirer le traité de paix, le traité de Gastein : — « Non, sera la réplique, je n'ai pas cette pensée; *mais, si je l'avais, vous répondrais-je autrement ?* » — Voilà un exemple de cette franchise qui déroute, qui confond et semble vous crier à l'oreille avec tel diable de l'*Inferno :*

Tu non pensavi ch' io loico fossi !

Quant à la politesse meurtrière que saura parfois revêtir le sarcasme de M. de Bismarck, rappelons ici le mot qu'il lancera plus tard aux négociateurs de Versailles venant traiter avec lui de la reddition de Paris affamé, et offrir deux cents millions de contributions. « Oh! dira-t-il, *Paris est un trop grand personnage* pour que nous le traitions d'une manière si mesquine; faisons-lui l'honneur d'un milliard. » — C'est là la tournure assurément originale que l'émule de Heine ima-

ginera de donner à la *maxima reverentia* qu'on doit au malheur!... Lorsqu'on est destiné dans l'âge mûr à exercer son *humour* avec tant d'aisance aux dépens des princes et des peuples, le moyen, étant jeune, de ne pas plaisanter spirituellement tel pauvre diable de paysan de Poméranie qui a bu trop d'eau? Dans une de ses lettres à sa chère Malvina, le jeune gentilhomme campagnard décrit avec une verve hilare une inondation qui est venue bouleverser son domaine que traverse un petit affluent de la maigre rivière Hampel. Cette inondation l'a coupé de tous ses voisins, lui a emporté tant et tant de barils d'eau-de-vie, « a introduit un interrègne anarchique de Schievelbein jusqu'à Damm », — et il finit par ce trait : « *Je suis fier de pouvoir le dire,* dans mon petit affluent de la Hampel, un voiturier s'est noyé avec son cheval et tout son chargement de goudron!... » Combien autrement fier sera encore un jour ce gentilhomme alors que, dans l'Europe devenue son domaine, il verra disparaître au milieu des flots, des flots de sang cette fois, toute une armée et son chef, tout un empire et son empereur, — *currus Galliæ et auriga ejus!*... Cela n'a pas empêché, à un autre moment, le jeune gentilhomme campagnard de se jeter bravement à la nage pour retirer de l'eau son palefrenier et de gagner la médaille de sauvetage;

pendant bien des années même, cette médaille était seule à orner la large poitrine du ministre de Prusse à Francfort. Interrogé un jour par un collègue auprès du *Bund* sur une décoration dont le corps diplomatique n'est guère coutumier, il répondit avec le ton qui n'est qu'à lui, qu'il lui arrivait parfois de sauver un homme, — dans ses moments perdus, bien entendu; pour peu qu'on l'eût pressé, il était capable d'ajouter qu'il ne le faisait que pour se donner de l'exercice.

Ainsi, et pour nous résumer, de l'époque de son apprentissage au *Cloître-Gris* et à la *Georgia-Augusta,* Otto de Bismarck a emporté un bagage littéraire qui, sans être ni trop lourd ni trop complet, lui a cependant permis de faire son tour du monde politique avec aisance et honneur. Dès cette époque également, son esprit révèle les qualités précieuses qui le distinguent encore : une imagination vive et puissante, un rare bonheur d'expressions parfois grandioses, parfois vulgaires, mais toujours frappantes; enfin un *humour* qui n'a point de pareil et qui, pour parler avec Jean-Paul, est un vrai *sirocco* pour l'âme. Avec tout cela, point de grâce, point de charme, de distinction ni de délicatesse, — aucun accent généreux, aucune corde douce et sympathique, absence complète de ce *milk of human kindness* dont parle le poëte, manque absolu de cette

charité qui, selon le grand moraliste chrétien, est comme le parfum céleste de l'âme. Quant à l'art ou plutôt au métier, quant au travail qui consiste à coordonner ses phrases, à les lier et les agencer, à introduire de l'harmonie et de la clarté dans les différentes parties du discours, à en effacer les aspérités et les inégalités, quant au *style* en un mot, M. de Bismarck ne l'a jamais appris ou l'a toujours dédaigné. Si nous osions appliquer à ce style une de ces images triviales, mais expressives, dont il nous offre lui-même plus d'un exemple, nous le comparerions volontiers à certaine boisson bizarre, à peine croyable, et que, d'après le dire de ses biographes, le chancelier d'Allemagne a de tout temps affectionnée : elle consiste dans un mélange de vin de Champagne et de *porter!* Le langage est à l'instar du breuvage : on lui trouve le piquant, le pétillant, l'émoustillant de l'*ay* en même temps que la lourdeur, la noirceur et surtout l'amertume du *stout.*

Chose curieuse, l'homme qui devait un jour imposer à tous les États de la Germanie les durs règlements bureaucratiques et militaires de la Prusse, « mettre l'Allemagne en selle, » pour employer un de ses mots, la serrer dans l'étroite camisole du service obligatoire, — indirectement même, dresser toute l'Europe à de nouveaux exercices et lui faire quitter la charrue pour

l'épée, les occupations libérales pour les manœuvres d'automne et d'été, — cet homme n'a, pour son compte, jamais pu s'astreindre aux devoirs scolaires, ni au travail régulier du bureau, ni à la sévère discipline du soldat. Il a affirmé lui-même quelque part n'avoir entendu que *deux* heures de cours pendant tout son séjour à la *Georgia-Augusta*. Le stage universitaire terminé, il essaya à plusieurs reprises la carrière administrative ou judiciaire ; il l'essaya à Aix-la-Chapelle, à Potsdam, à Greifswalde, puis de nouveau à Potsdam, et dut chaque fois y renoncer, dégoûté par le travail monotone du bureau ou par des démêlés avec ses supérieurs. On raconte à cet égard la piquante réponse du jeune *referendarius* à un chef qui lui avait fait faire antichambre pendant une heure : « J'étais venu pour vous demander un court congé ; mais pendant cette longue heure j'ai eu le temps de réfléchir, et je vous demande ma démission. » Par deux fois aussi il fit l'essai du service militaire, sans arriver à un grade plus élevé que celui de lieutenant de la *landwehr*, grade qu'il appréciait pourtant, et dont il aimait à endosser l'uniforme aux occasions solennelles, du temps même où il était déjà ministre à Francfort ; on sait que la journée de Sadowa lui valut depuis les insignes de général. Ces dix ou douze années qui s'écoulèrent pour M. de Bismarck

depuis son examen d'État tant discuté jusqu'à son entrée à la Chambre de Prusse, les biographes allemands les décorent du beau nom « d'années d'orage et de tourmente », qui rappelle une des époques les plus brillantes de leur littérature [1]. Elles furent orageuses en effet, remplies d'avortements de plus d'un genre, de voyages, d'embarras financiers, peut-être bien aussi d'un amour contrarié. C'est du moins le sens qu'on inclinerait à donner au passage suivant d'une lettre adressée à sa sœur Malvina : « J'ai beau me roidir, je finirai par épouser ***; le monde le veut ainsi, et rien ne paraît plus naturel, puisque nous sommes restés tous les deux sur le carreau. Elle me laisse froid, il est vrai; mais cela, elles le font toutes; il n'est pas si mal du reste qu'on ne puisse quitter ses sentiments avec ses chemises, si rarement même qu'on change ces dernières... »

Il semble avoir porté une affection très-sincère à cette sœur : il lui prodigue les noms les plus tendres, il l'appelle tantôt sa petite chère, sa Malvina, sa *Maldewinchen,* sa bonne petite Arnim, « sa Créuse »; il lui arrive même une fois de dire (pardonnez-le-lui, ô divinités de Walhalla) tout simplement *et en français :* « ma sœur! »

[1] *Sturm und Drang Periode*, première période de Goethe et de Schiller.

Dans toutes les lettres de cette époque, datées la plupart des terres de Kniephof ou de Schœnhausen (ce n'est que plus tard que M. de Bismarck fit l'acquisition du fameux Varzin), à côté d'un *humour* toujours strident et mordant, on voit percer un certain désenchantement, à côté des soucis de fortune apparaissent de temps en temps des projets pour l'avenir, bien modestes assurément et qui visent rarement la politique. En 1846, il attache une certaine importance à être nommé intendant des digues dans le district (*deichhauptmann*). « La place n'est pas rémunérée, mais elle présente de l'intérêt par rapport à Schœnhausen et aux autres terres, car c'est d'elle que dépendra en grande partie si nous serons de nouveau sous l'eau comme l'an passé... Bernard (un ami) insiste pour que j'aille en Prusse (à Berlin?); je voudrais bien savoir ce qu'il entend par là. Il soutient que, par mes dispositions et mes penchants, je suis fait pour le service d'État, et que tôt ou tard je finirai par y entrer... » Puis tout à coup, et à la veille même de la réunion du premier Parlement de Prusse, on est surpris par le projet d'un voyage aux Indes, — probablement pour y faire fortune et s'y établir, — et l'on songe involontairement à Cromwell voulant s'embarquer pour l'Amérique à la veille du Long-Parlement. N'allez pas cependant croire que les jours passent

tristes et moroses à Kniephof et à Schœnhausen : on y mène, on y surmène la vie de *junker* (hobereau), et les officiers de la garnison dans le voisinage sont de bons et solides gaillards en compagnie desquels on chasse, on danse, « on vide de grands bocaux remplis moitié de champagne, moitié de porter »; on réveille ses hôtes le matin en leur tirant des coups de pistolet tout près de l'oreiller; on effraye les cousines en entrant au salon avec quatre renards, et l'on fait honneur au nom donné par toute la contrée au propriétaire du domaine, le nom de « Bismarck l'Enragé » (*der tolle Bismarck*). On est rageur et tapageur, on est prompt à dégaîner, à se battre au pistolet ou à l'épée, et l'on n'évite même pas telle scène de pugilat. Un jour, dans un estaminet, à Berlin, l'ancien élève de la *Georgia-Augusta* brisa sa chope de bière sur le crâne d'un inconnu peu respectueux dans son langage pour un membre de la famille royale, non toutefois sans avoir d'abord adressé un avertissement charitable à l'insolent déclamateur, ni sans avoir après, très-posément, très-poliment, demandé au garçon le coût de la casse [1]. Ceci se passait en 1850; M. de Bismarck était déjà député depuis plusieurs années et sur le point de devenir ministre

[1] Dans l'édition populaire du livre de M. Hesekiel, cette scène est *illustrée* par une vignette.

Jak zostat dyplomatą

plénipotentiaire auprès de la Confédération germanique.

Der tolle Bismarck, ce n'est pas seulement à Kniephof et à Schœnhausen qu'on appelait ainsi le futur chancelier d'Allemagne. Les Berlinois eux-mêmes n'eurent pas d'autre nom pour lui pendant longtemps, pendant toute la période parlementaire du jeune député de la Marche, depuis son *maiden-speech* et sa première apparition à la tribune, — alors qu'ayant provoqué un tumulte indescriptible par une sortie violente contre les libéraux, il tira de sa poche un journal et se mit tranquillement à lire en attendant l'apaisement de l'orage, — jusqu'à son dernier discours du 3 décembre 1850, qui porta au comble l'exaspération de la Chambre, mais valut à l'orateur un poste diplomatique. Le succès procède un peu comme la loi nobiliaire des Chinois : il fait remonter la gloire en arrière et jette du lustre sur les obscurs antécédents du favori de la fortune. Ce serait toutefois confondre les temps et déplacer la perspective historique que de vouloir assigner à M. de Bismarck dans ces années 1847-50 quelque chose du rôle important qu'il ne devait acquérir que quinze ans plus tard. La vérité est que ce rôle n'était dans cette première période ni aussi considérable ni surtout aussi considéré que serait tentée de se l'arranger une abstraite méthode

inductive. Membre actif et remuant du groupe des *junker* en 1847 et du grand *parti de la Croix* qui se forma après la révolution de Février, le gentilhomme campagnard de Schœnhausen fut loin d'avoir au sein de ce parti l'autorité d'un Gerlach et d'un Stahl, ou la grande situation de tel seigneur féodal de Silésie ou de Poméranie. Malgré son audace, son impétuosité et son sang-froid, malgré les saillies parfois les plus heureuses d'une éloquence alors bien autrement inégale et embarrassée encore qu'elle ne l'est aujourd'hui, M. de Bismarck ne fut à cette époque que le Hotspur et l'enfant terrible de la sacrée phalange qui défendait le trône, l'autel et les principes conservateurs; c'était en quelque sorte le général du Temple des chevau-légers borusses, un général du Temple doublé d'un marquis de Piré, A tout prendre, il ne passait que pour un Thadden-Trieglaff réussi, ce brave M. Thadden-Trieglaff qui déclarait bien vouloir la liberté de la presse, à la condition toutefois « qu'il y eût une potence à côté de chaque journal pour y accrocher les folliculaires ». Les propos de M. de Bismarck, — ami et voisin de cet ingénieux législateur de la presse, — ne furent pas parfois beaucoup plus raisonnables; ne lui arriva-t-il pas un jour de dire en toutes lettres « que toutes les grandes villes devraient être détruites et rasées

de la terre, comme des foyers éternels de révolution » ?

Les Athéniens de la Sprée riaient de ces lazzi, répétaient ces mots pleins d'*humour,* et admiraient surtout certain argument *ad hominem* au moyen d'une chope de bière. Parfois aussi ils commentaient avec malice les avances faites aux purs, aux démocrates, par le hobereau de Schœnhausen. Cela lui arrivait en effet par intermittence et accès de bonne humeur; douze ans plus tard même, au moment où il revenait de France pour prendre en mains les rênes de l'État, il devait encore bien égayer son monde par la fameuse petite branche d'olivier qu'il montra un jour à un ancien collègue de la Chambre, le très-radical docteur d'Ester. Cette branche, lui dit-il, il l'avait cueillie à son récent passage par Vaucluse, sur le tombeau de Laure et de Pétrarque; il la serrait précieusement dans son porte-cigares et comptait encore l'offrir en temps utile à messieurs les rouges « en signe de réconciliation... » Il a été dans la destinée étrange de cet homme extraordinaire de n'être pris au sérieux que le jour où il devint terrible. *Der tolle Bismarck,* disaient les Allemands en 1850; à Francfort, ce bon comte Rechberg l'appelait dédaigneusement un *bursche,* et il passa pour un personnage *moquable* aux yeux d'un

ministre français, un homme d'esprit pourtant, encore en 1864. L'année d'après, sur la plage légendaire de Biarritz, il poursuivait de ses projets l'empereur Napoléon III, qui, appuyé au bras de l'auteur de *Colomba,* jetait de temps en temps dans l'oreille du sénateur académicien ces mots : « Il est fou ! » Cinq ans plus tard, le rêveur de Ham remettait son épée au *fou* de la Marche.

« J'appartiens, — telle fut la déclaration provocante de M. de Bismarck dans un de ses premiers discours à la Chambre, — j'appartiens à une opinion qui se fait gloire des reproches d'obscurantisme et de tendances au moyen âge; j'appartiens à cette grande multitude qu'on oppose avec dédain à la partie plus intelligente de la nation. » Il voulait un *État chrétien.* « Sans base religieuse, disait-il, l'État n'est qu'une agrégation fortuite d'intérêts, une espèce de bastion dans la guerre de tous contre tous; sans cette base religieuse, toute législation, au lieu de se régénérer aux sources vives de l'éternelle vérité, n'est plus que ballottée par des idées humanitaires aussi vagues que changeantes. » C'est pour cela qu'il se prononçait contre l'émancipation des juifs, et repoussait surtout avec horreur l'institution du mariage civil, institution dégradante et qui « faisait de l'Église le porte-queue (*schleppentræger*) d'une bu-

reaucratie subalterne[1]. » Il fut aussi intransigeant pour le trône que pour l'autel : il narguait le principe de la souveraineté du peuple; le suffrage universel (qu'il devait introduire lui-même un jour par tout l'empire d'Allemagne!) lui paraissait un danger social et un outrage au bon sens. Il niait les droits de la nation; la couronne seule avait des droits : le vieil esprit prussien ne connaissait que ceux-là, — « et ce vieil esprit prussien est un Bucéphale qui se laisse bien monter par son maître légitime, mais qui jettera par terre tout cavalier de dimanche (*sonntaysreiter*)! »

Adversaire résolu des idées modernes, des théories constitutionnelles et de tout ce qui formait alors le programme du parti libéral en Prusse, le député de la Marche combattait avec la même énergie les deux grandes passions nationales de ce parti : la « délivrance » du Slesvig-Holstein et l'unité de l'Allemagne. Il déplorait que « les troupes royales prussiennes fussent allées défendre la *révolution* dans le Slesvig contre le souverain légitime de ce pays, le roi de Danemark »; il affirmait qu'on faisait à ce roi une véritable querelle d'Allemand,

[1] Séance de la Chambre du 15 novembre 1849. On sait que le chancelier d'Allemagne a dernièrement fait voter une loi qui institue en Prusse le mariage civil. — Du reste, aucun des discours qui vont être cités ne se trouve dans le recueil officiel des *Discours* de M. de Bismarck publié à Berlin.

qu'on lui cherchait noise « à propos de bottes » (*um des kaisers bart*), et il n'hésitait pas à déclarer, au milieu d'une Chambre frémissante, que la guerre provoquée dans les duchés de l'Elbe était « une entreprise éminemment inique, frivole, désastreuse et révolutionnaire... [1]. » Quant à l'unité de l'Allemagne, le jeune orateur des ultras la repoussait au nom du droit, de la souveraineté et de l'indépendance des princes, ainsi qu'au nom du patriotisme bien entendu. Il était Prussien, un Prussien *spécifique*, un Prussien encroûté (*stockpreusse*), et se souciait fort peu d'unir la bonne et ferme pâte borusse « aux éléments dissolvants (*das zerfahrene wesen*) du Sud ». Il en appelait à l'armée : est-ce que cette armée demandait à échanger les vieilles couleurs nationales, noir et blanc, contre cette tricolore allemande qui ne lui était connue que comme l'emblème de la révolution? est-ce qu'elle demandait à échanger sa vieille marche du *Dessauer* contre la chanson d'un professeur Arndt sur la *patrie allemande?* — Il a été déjà parlé de son discours contre la couronne impériale offerte par le Parlement de Francfort, de l'emprunt ingénieux fait alors au libretto du *Freischütz*. Tout en refusant la couronne impériale, Frédéric-Guillaume IV n'en

1 Séance de la Chambre du 21 avril 1849. Voyez aussi l'interpellation de M. Temme dans la séance du 17 avril 1863.

essayait pas moins, pendant ces années 1849 et 1850, de sauver quelques épaves de ce naufrage des idées unitaires, il s'efforçait de grouper autour de lui, et avec l'aide de libéraux, une partie notable du corps germanique, de créer une espèce de Confédération du Nord : « l'union restreinte » devint pour un moment le mot d'ordre d'un programme que le général de Radowitz fut chargé de réaliser par la mise en scène du Parlement d'Erfurt. M. de Bismarck condamnait sans pitié ni faiblesse toutes ces vaines tentatives : avec le grand théoricien de son parti, le célèbre professeur Stahl, il plaidait le retour au *statu quo* d'avant 1848 ; il demandait comme lui « qu'on relevât en Allemagne la colonne renversée du droit », qu'on restaurât le *Bund* sur ses bases légales, aux termes du traité de Vienne, et ne cessait de mettre la politique prussienne en garde contre toute « course de Phaéton » dans une région de nuages et de foudre.

La foudre ne tarda pas à éclater en effet, et la « course de Phaéton » fut brusquement arrêtée par la main de ce grand ministre autrichien qui n'a fait lui-même que traverser comme un météore lumineux les régions les plus élevées du pouvoir pour disparaître soudain et laisser après lui des regrets éternels. Le prince Félix de Schwarzenberg rappelle à certains égards ces hommes

d'État dont l'Angleterre offrait parfois jadis l'étonnant exemple, ces Peterborough, ces Bentinck et leurs semblables, qui ont su interrompre presque subitement une vie adonnée aux plaisirs et aux folles légèretés du monde pour se révéler d'emblée comme de véritables génies politiques et mourir avant l'âge, après avoir épuisé les ivresses du bonheur facile et de la gloire, bien autrement ardue. On sait de quelle main ferme et hardie le prince saisit le timon des affaires en Autriche et en combien peu de temps il réussit à relever une monarchie placée au bord de l'abîme. Sa conduite fut-elle de tout point irréprochable, fut-elle même prévoyante jusqu'au bout? Là n'est point pour nous la question; bornons-nous à constater que rarement ministre a rencontré plus de bonheur dans sa courte carrière, trouvé tant d'assurance dans le succès, et jusque dans les nécessités fâcheuses parlé d'un ton plus fier et plus hautain. Cette fois le prince de Schwarzenberg parla avec toute l'autorité que lui donnait le droit; il parla même trop durement peut-être, et la Prusse sembla un moment prête à relever le gant. Frédéric-Guillaume IV demanda aux Chambres un crédit de 14 millions de thalers pour l'armement, et prononça un discours belliqueux. L'Europe devint attentive, l'Assemblée nationale de France fut sur le point de décréter une nouvelle

levée de troupes, et, prélude fatidique d'une tragédie qui ne devait se jouer que quinze ans plus tard, en 1850 comme en 1866, Louis-Napoléon crut devoir encourager le cabinet de Berlin, l'encourager sous main, et en opposition directe avec le sentiment général du pays! Tandis que l'Assemblée nationale en France se prononçait très-catégoriquement pour la neutralité et que le ministre des affaires étrangères y inclinait même pour l'Autriche, le président de la République envoyait à Berlin un confident intime, M. de Persigny, avec la mission d'engager le roi de Prusse autant que possible à la guerre. La guerre parut inévitable; déjà les troupes étaient échelonnées des deux parts, déjà même des rencontres d'avant-postes avaient eu lieu. Tout à coup, et devant un ultimatum menaçant de Vienne, corroboré d'un avis amical de Saint-Pétersbourg, M. de Manteuffel, le président du conseil de Prusse, fit proposer à celui d'Autriche de se rendre à une entrevue à Oderberg, sur la frontière des deux États; quelques heures même après avoir expédié cette proposition, il lui fit savoir *par le télégraphe* (procédé alors encore très-peu usité) que, sur les ordres positifs de son roi, il irait jusqu'à Olmutz sans attendre sa réponse. Il s'y rendit en effet, et signa là (29 novembre 1850) les préliminaires de paix, les fameuses « ponctuations » par lesquelles la Prusse

cédait sur tous les points aux exigences de l'Autriche.

Il n'est pas étonnant qu'une si profonde humiliation, — précédée d'une démarche de détresse jusque-là inouïe dans les annales de la diplomatie, et suivie bientôt d'une dépêche autrichienne qui bien inutilement ne faisait qu'envenimer la plaie [1], — remplit la Prusse libérale de douleur et d'indignation. C'est en vain que M. de Manteuffel essaya de justifier sa conduite devant la représentation nationale, et affirma aimer mieux être placé « en face des balles coniques que des discours pointus » (*lieber spitzkugeln als spitze reden*); la Chambre de Berlin exprima avec passion les doléances du pays, et M. de Vincke termina une philippique des plus véhémentes par les mots : « A bas le ministère! » Un seul orateur osa prendre la défense du ministre et faire à un pareil moment l'apothéose de l'Autriche. Déjà l'année précédente M. de Bismarck avait envié pour son pays le rôle de l'empereur Nicolas en Hongrie; depuis lors il n'avait négligé aucune occa-

[1] Une circulaire du prince Schwarzenberg, livrée à la publicité par une indiscrétion calculée, après avoir raconté l'incident du télégraphe et la course éperdue de M. de Manteuffel au-devant du ministre autrichien, ajoutait : « S. M. l'empereur crut de son devoir d'obtempérer au désir du roi de Prusse, *si modestement exprimé.* »

2 Ironie losu

sion de venger l'empire des Habsbourg des injures que lui adressait le libéralisme allemand, et il demeura fidèle à cette politique jusque dans des circonstances aussi extraordinaires et au milieu des clameurs indescriptibles de l'Assemblée. Il maintint qu'il n'y avait pas en Allemagne de fédération possible et légitime en dehors de l'Autriche. Un des plus grands griefs des Teutons contre l'Autriche a été de tout temps de ne pas former un État purement allemand, de recéler dans son sein des populations différentes et d'une race « inférieure » : c'était là le principal argument du Parlement de Francfort en faveur de la constitution d'une Allemagne en dehors de l'empire des Habsbourg, et M. de Bismarck ne s'est pas fait faute de le reproduire en 1866 dans une circulaire mémorable. En 1850, le député de la Marche ne partageait pas cette opinion; il était convaincu que « l'Autriche était une puissance allemande dans toute la force du terme, bien qu'elle eût le bonheur d'exercer aussi sa domination sur des nationalités étrangères », et il concluait hardiment que « *la Prusse devait se subordonner à l'Autriche* afin de combattre de conserve avec elle la démocratie menaçante... » Certes, en remémorant cette séance de la Chambre prussienne du 3 décembre 1850, on peut, pour parler avec Montesquieu, se donner le spectacle des vicissi-

tudes étonnantes de l'histoire; mais l'ironie du sort commence à prendre des proportions vraiment fantastiques, alors qu'on veut bien songer que ce fut précisément ce discours du 3 décembre 1850 qui décida de la vocation de M. de Bismarck et lui ouvrit la carrière des affaires étrangères. Forcé de consentir à la restauration du *Bund,* et résigné à la prépondérance de l'empire des Habsbourg, le gouvernement prussien crut en effet ne pouvoir donner de meilleurs gages de ses dispositions qu'en nommant son plénipotentiaire auprès de la Confédération germanique l'orateur fougueux dont le dévouement à la cause des Habsbourg a su résister même à l'épreuve de l'humiliation d'Olmutz, et c'est comme le partisan le plus décidé de l'Autriche que le futur vainqueur de Sadowa fit son entrée dans l'arène de la diplomatie !...

La Chambre fut prorogée à la suite de cette discussion orageuse. La rupture avec le parti national était consommée, et M. de Manteuffel, dont l'esprit froid et bureaucratique ne sympathisait au fond que très-médiocrement avec les ultras, jugea cependant utile de fortifier le gouvernement en leur faisant quelques avances. Plusieurs postes éminents dans le service civil furent confiés aux membres de l'extrême droite : M. de Kleist-Retzow entre autres eut la présidence des pro-

vinces rhénanes. On ne pouvait guère songer à utiliser de la même manière les talents de l'ancien *referendarius* de Potsdam et de Greifswalde, qui avait montré si peu de dispositions et de goût pour la carrière administrative : par des considérations déjà indiquées, on imagina de l'envoyer à Francfort comme premier secrétaire de légation d'abord, mais avec l'assurance d'être nommé au bout de quelque temps représentant en titre. Le choix ne laissa pas de causer une certaine surprise : c'était un procédé tout nouveau (on s'y est habitué depuis, et ailleurs) que de récompenser un député par une mission diplomatique de son attitude ou de son vote à la Chambre. On se demandait du reste si l'excentrique et impétueux chevalier de la Marche pouvait bien passer pour *the right man in the right place* au milieu de circonstances tellement délicates. Le timide et méticuleux M. de Manteuffel n'était pas sans appréhension à cet égard, et l'empressement même avec lequel M. de Bismarck acceptait la place ne faisait qu'augmenter le malaise du président du conseil. Le roi Frédéric-Guillaume IV, qui personnellement goûtait beaucoup le bouillant « Percy » du *parti de la Croix,* n'en eut pas moins, lui aussi, des hésitations. « Votre Majesté peut toujours faire l'essai avec moi, lui dit l'aspirant à la diplomatie; si cela n'allait pas, Votre Majesté serait

bien libre de me rappeler au bout de six mois ou même avant. »

Il ne devait être rappelé qu'au bout de huit ans, par le successeur de Frédéric-Guillaume IV. Et pourtant, dès les premiers jours de sa mission (juin 1851), il s'exprimait ainsi, dans une lettre intime, sur le compte des hommes et des choses qu'il était chargé de manier : « Nos relations ici consistent dans une méfiance et un espionnage mutuels. Si du moins on avait quelque chose à espionner ou à cacher ! mais ce sont de pures fadaises pour lesquelles ces gens se tourmentent l'esprit. Ces diplomates, qui débitent d'un air d'importance leur bric-à-brac, me semblent dès à présent beaucoup plus ridicules que tel député de la seconde Chambre se drapant dans le sentiment de sa dignité. S'il ne survient des événements extérieurs, je sais dès aujourd'hui sur le bout du doigt ce que nous aurons fait dans deux, trois ou cinq ans, et ce que nous pourrions expédier en vingt-quatre heures, si nous voulions être sincères et raisonnables un jour durant. Je n'ai jamais douté que tous ces messieurs ne fissent leur cuisine à l'eau ; mais un potage si aqueux et si fade qu'il est impossible d'y trouver un œil de graisse ne laisse pas de m'étonner... Je fais des progrès très-rapides dans l'art de ne dire rien du tout avec beaucoup de paroles ; j'écris des

rapports de plusieurs feuilles, nets et ronds comme des *leading articles,* et si, après les avoi lus, Manteuffel y comprend goutte, il est plus fort que moi... Personne, pas même le plus méchant des démocrates, ne peut se faire une idée de ce que la diplomatie cache de nullité et de charlatanisme... »

Quelques années plus tard, pendant les complications d'Orient, il écrira à sa sœur Malvina : « Je suis à une séance du *Bund;* un très-honoré collègue lit un très-ennuyeux rapport sur la situation anarchique dans la Lippe Supérieure, et je pense ne pouvoir mieux utiliser ce moment qu'en épanchant devant toi mes sentiments fraternels. Ces chevaliers de la *Table ronde,* qui m'entourent dans ce rez-de-chaussée du palais Taxis, sont des hommes fort honorables, mais fort peu récréatifs; la table a vingt pieds de diamètre et est couverte d'un tapis vert. Pense à X... et à Z... de Berlin; ils ont tout à fait le *pli* de ces messieurs du *Bundestag...* Je prends l'habitude de me faire à toutes choses, avec le sentiment d'une innocence qui bâille. Ma disposition d'esprit est celle d'une lassitude insouciante (*gaenzliche wurschtigkeit*) après que j'ai réussi d'amener peu à peu le *Bund* à la conscience désolante de son profond néant. Te rappelles-tu le *lied* de Heine : O *Bund,* ô chien, tu n'es pas sain, etc.?... Eh bien! ce *lied* sera bientôt, et

par un vote unanime, élevé au rang d'hymne national des Allemands. »

La lassitude, le dégoût, ainsi que le mépris pour le *Bund,* augmenteront d'année en année. En 1858, il pensera à quitter décidément la carrière. Il en aura assez de « ce régime des truffes, des dépêches et des grand'croix » ; il parlera de « se retirer sous les canons de Schœnhausen », ou bien mieux encore de « se rajeunir de dix ans et de reprendre le poste offensif de 1848 et 1849 ». Il voudrait combattre sans être gêné par les liens et les convenances officielles, mettre bas l'uniforme et « faire de la politique en caleçon de bain (*in politischen schwimmhosen*)... »

Quoi d'étonnant, d'ailleurs? De tous les hommes politiques imaginables, M. de Bismarck était certes le moins fait pour porter du respect et trouver du goût à un corps délibérant essentiellement modéré et modérateur, où tout se passait en discussions à huis clos, en rapports longuement élaborés, longuement motivés et plus longuement encore débattus, et où les coups d'estoc et de taille faisaient absolument défaut. Un grand congrès de paix ne peut guère avoir d'attrait pour des Percy bouillants que la moindre conférence de Bangor[1] fait déjà sortir de leur peau, et le *Bundes-*

[1] SHAKSPEARE, *Henry IV,* Ire part., acte III, scène 1re.

tag, on l'a dit, était un congrès de paix permanent appelé à maintenir le *statu quo* et à écarter toute cause de conflit. Les petits incidents, les petites manœuvres et les petites luttes d'influence ne manquaient pas, il est vrai, dans cette communauté, pas plus que dans toute autre : ils servaient à entretenir la bonne humeur des diplomates ordinaires, et étaient généralement considérés comme des stimulants utiles pour la bonne gestion des affaires et la bonne digestion des dîners; mais qu'ils devaient paraître mesquins aux yeux d'un homme d'action et de combat; qu'ils devaient l'irriter, parfois même l'exaspérer ! — Observer les affaires du monde de ce poste du Mein qui permettait de les saisir dans leur ensemble, profiter des renseignements abondants pour en composer des dépêches brillantes propres à instruire et surtout à amuser un maître auguste; trouver à l'occasion un mot bien spirituel, bien malicieux, et s'en réjouir, en faire jouir les autres, le porter même tout chaud à Stuttgart et en confier l'expédition lointaine à une gracieuse grande-duchesse, — c'était là une occupation qui pouvait contenter un prince Gortchakof, charmer même les loisirs d'un homme élevé à l'école du comte Nesselrode et vieilli dans la carrière. Le moyen de faire agréer une pareille existence à un chevalier de la Marche improvisé mi-

nistre plénipotentiaire, le moyen d'enfermer dans un cercle si étroit, bien qu'enchanteur, un « fiancé de Bellone », tout frémissant encore des batailles livrées sans relâche pendant quatre ans sur une scène retentissante! Pour trouver une compensation telle quelle dans le milieu nouveau où il venait d'être placé, il lui aurait fallu au moins quelque grande combinaison européenne, quelque grande négociation capables d'éprouver ses facultés et de les faire valoir, — et on lui parlait du « bric-à-brac » de la Lippe Supérieure! Une négociation aussi insignifiante que celle avec le pauvre Augustenbourg, menée à bonne fin en 1852, ne pouvait certes pas compter parmi les triomphes dignes d'un Bismarck[1], et c'était là cependant le seul et piteux

[1] Elle ne laisse pas cependant d'être intéressante et d'avoir même un côté bien piquant. Plein encore de la conviction qu'on avait fait au Danemark une guerre « éminemment inique, frivole et révolutionnaire », le plénipotentiaire prussien auprès du *Bund* travailla en 1852 très-activement à écarter pour l'avenir une cause possible de perturbation, et négocia un marché d'Ésaü avec le duc Christian-Auguste Augustenbourg, l'ancien fauteur du *slesvig-holsteinisme*, et prétendant éventuel aux duchés. Grâce à l'entremise de M. de Bismarck, le vieux duc signa, contre la somme de 1 million 1/2 de rixdalers donnée par le gouvernement de Copenhague, un acte solennel par lequel il s'engagea « *pour lui et sa famille,* sur sa parole et son honneur de prince, à ne rien entreprendre qui pût troubler la tranquillité de la monarchie danoise ». Cela n'empêcha point le fils de Christian de faire valoir impudemment ses prétendus droits en 1863, ni même M. de Bis-

« œil de graisse » qu'il lui eût été encore donné de découvrir dans le potage cuisiné pendant plusieurs années à Francfort!...

Il est vrai que la question d'Orient ne tarda pas à éclater, et qu'elle sembla même d'abord ouvrir des perspectives assez vastes. La Prusse penchait pour la Russie, les États secondaires de l'Allemagne se montraient encore plus ardents et allaient parfois jusqu'à se donner l'air de vouloir dégaîner; tant pis pour l'Autriche si elle persistait à faire cause commune avec les alliés : cela pouvait amener des modifications territoriales importantes et toutes à l'avantage de la maison Hohenzollern!.. Aussi le représentant de la Prusse auprès de la Confédération germanique (« Son Excellence le lieutenant », comme on l'appelait alors à cause de l'uniforme de la *landwehr* qu'il aimait à porter) prêta-t-il dans cette crise un appui chaleureux et constant à son collègue de Russie, devenu son ami le plus intime. Il ne fut pas cependant longtemps à reconnaître que la Confédération germanique ne sortirait pas de sa neutralité, que les États secondaires, malgré toutes les agita-

marck de les appuyer pendant un certain temps, jusqu'au moment où les fameux syndics de la couronne vinrent jeter le doute dans l'âme du premier ministre de Berlin et lui prouver que les duchés, n'appartenant de droit à personne, appartenaient au roi Guillaume par le fait de la conquête.

tions dans les conférences de Bamberg, ne prendraient point part active soit dans un sens, soit dans l'autre, et que la guerre serait *localisée* dans la mer Noire et la Baltique. Il en conçut un profond dédain pour le *Bund*, eut « conscience de son insondable néant », et fredonna au tapis vert du palais Taxis le *lied* de Heine sur la diète de Francfort. De plus, il fit à cette occasion une expérience douloureuse qu'il n'oublia point, qu'il rappellera encore bien des années après dans une dépêche confidentielle demeurée célèbre. « Pendant les complications orientales, écrira-t-il en 1859 à M. de Schleinitz, l'Autriche l'emportait sur nous à Francfort malgré toute la communauté d'idées et de penchants que nous avions alors avec les États secondaires. Ces États, après chaque oscillation, indiquent toujours avec l'activité de l'aiguille aimantée le même point d'attraction... » Rien de plus naturel pourtant : ce n'est pas de l'empire des Habsbourg que le Hanovre et la Saxe avait à redouter certaine annexion, les événements ne l'ont que trop prouvé depuis; mais l'homme qui un jour put désirer la destruction des grandes villes, comme foyers de l'esprit révolutionnaire, n'hésita pas à condamner en son âme et conscience les petits États comme les foyers inextinguibles de « l'esprit autrichien ».

L'Autriche, en effet, ne tarda pas à prendre dans les

préoccupations et les ressentiments du chevalier de la Marche la place que naguère y avait tenue la révolution, et le champion si chaleureux des Habsbourg dans les Chambres de Berlin devint peu à peu leur ennemi le plus acharné, le plus implacable au sein du *Bundestag*. D'ailleurs tous les grands hommes de la Prusse, à commencer par le grand-électeur et Frédéric II, et sans en excepter Guillaume I[er], ont eu de tout temps, par rapport à l'Autriche, « deux âmes dans leur poitrine » comme Faust, ou, comme Rebecca, « deux enfants s'entre-choquant dans leur sein »; deux principes en un mot, dont l'un les portait à un respect presque religieux pour l'antique et illustre maison impériale, tandis que l'autre les poussait à la conquête et à la spoliation aux dépens de cette même maison. Au mois de mai 1848, l'honnête et poétique roi Frédéric-Guillaume IV déclarait à une députation des ministres des États germaniques[1] « qu'il considérerait comme le plus heureux jour de sa vie celui où il tiendrait le lave-main (*waschbecken*) au couronnement d'un Habsbourg comme empereur d'Allemagne »; cela ne l'empêcha point plus tard de sourire de temps en temps à l'œuvre du Parlement de Francfort, et de travailler à « l'union restreinte »

[1] A la tête de cette députation se trouvait le ministre de Nassau, le baron Max de Gagern.

sous les auspices du général de Radowitz. Et de même M. de Bismarck fut certainement très-sincère comme député du Parlement prussien dans sa « religion de l'Autriche », alors qu'au nom des principes conservateurs il prenait la défense énergique des Habsbourg contre les agressions du libéralisme allemand ; mais il était maintenant représentant de son gouvernement au palais Taxis, il rencontrait l'Autriche sur son chemin dans une lutte d'influence auprès des États secondaires, dans une lutte d'intérêts concernant les affaires d'Orient, et il commençait à s'engager dans un ordre d'idées au bout duquel il devait rencontrer la politique du « coup au cœur ». C'est ainsi qu'à l'occasion de la guerre d'Orient et dans la même ville de Francfort prit naissance chez les deux futurs chanceliers de Russie et d'Allemagne cette haine de l'Autriche qui devait avoir des conséquences si funestes, car, que l'on ne s'y trompe pas, c'est la connivence de ces deux hommes politiques, — la fatale idéologie de l'empereur Napoléon III y aidant pour une très-grande part, il est juste de l'ajouter, — qui a rendu possibles les catastrophes dont nos jours ont été témoins : la calamité de Sadowa et la destruction du *Bund,* le démembrement du Danemark aussi bien que celui de la France! Chez le prince Gortchakof, ce sentiment d'hostilité a éclaté soudain

par suite d'une appréciation erronée des événements, mais que partagea avec lui toute sa nation. Chez M. de Bismarck, la haine de l'Autriche n'eut pas une origine aussi spontanée, elle n'eut pas, par exemple, pour origine les griefs d'Olmutz, dont le député de la Marche a su au contraire aisément triompher; elle fut lente à se former, elle se développa, se consolida à la suite d'une lutte longue et journalière au sein du *Bund*, à la suite d'une expérience acquise au bout de plusieurs années de vaines tentatives, et de la conviction définitive que le Habsbourg n'abandonnerait jamais de son plein gré les États secondaires et les défendrait contre tout essai d'absorption. Résumant l'enseignement que lui avait donné son séjour de huit ans à Francfort, le représentant de la Prusse auprès de la Confédération germanique écrira en 1859, dans sa dépêche souvent citée à M. de Schleinitz, ces mots remarquables : « Je vois dans nos rapports fédéraux un vice que tôt ou tard il nous faudra guérir *ferro et igne...* » *Ferro et igne!* c'est là la version première du texte reçu sur « le fer et le sang », et tel que l'établira un jour d'une manière officielle le président du conseil dans un discours à la Chambre.

En même temps que l'ancienne « religion de l'Autriche » subissait chez son ardent confesseur d'autrefois

une transformation si radicale, un changement non moins curieux s'accomplissait dans son esprit par rapport à plusieurs autres articles du *credo* de son parti. Éloigné de la mêlée et ne participant plus aux luttes parlementaires, il commençait à envisager plus froidement certaines questions jadis brûlantes, et à mettre des tempéraments à plus d'une antipathie des jours passés. Dès 1852, au retour d'une excursion à Berlin, il écrit : « Il y a quelque chose de démoralisant dans l'air de la Chambre; les meilleurs hommes du monde y deviennent vains et s'attachent à la tribune comme une femme à la toilette... Je trouve les intrigues parlementaires creuses et indignes au delà de toute expression; tant qu'on vit au milieu d'elles, on a des illusions sur leur compte, et l'on y attache je ne sais quelle importance... Toutes les fois que j'arrive là-bas de Francfort, j'éprouve l'impression d'un homme à jeun qui tomberait au milieu de gens ivres. » Bien des choses jadis honnies et abhorrées prenaient maintenant un aspect moins repoussant aux yeux de l'homme d'État mûrissant de grands projets d'avenir. « La Chambre et la presse pourraient devenir les plus puissants instruments de notre politique extérieure », écrira en 1858 l'ancien contempteur du parlementarisme et ami de M. Thadden-Triglaff, et c'est ainsi qu'on trouve dans

la correspondance de ces temps la vague idée d'une représentation nationale du *Zollverein,* voire un penchant prononcé pour le suffrage universel lui-même, pourvu que ces moyens puissent devenir des *instrumenta regni.* L'exemple du second empire exerçait alors une influence dont l'historien devra bien tenir compte. Ce système d'un absolutisme teint de passions populaires, « tigré de rouge », pour employer une expression caractéristique de M. de Bismarck, séduisait l'imagination de plus d'un aspirant aux coups d'État et aux coups d'éclat, et le ci-devant collègue du docteur d'Ester dut penser plus d'une fois que le Hanovre ou la Saxe valait bien « quelque court plongeon dans les eaux bourbeuses de la démocratie ».

Que le but semblait lointain pourtant, et que de voiles couvraient encore l'avenir indistinctement entrevu! Ce n'était pas sous le roi Frédéric-Guillaume IV, dont l'intelligence s'obscurcissait de plus en plus, qu'il était permis de songer à l'action; l'avénement même du régent, le roi Guillaume actuel, semblait d'abord ne devoir rien changer à la situation extérieure. Les nouveaux ministres du régent, les ministres de l'*ère nouvelle,* comme on le disait alors, étaient d'honnêtes doctrinaires qui parlaient du développement des libertés concédées et de l'affermissement du régime représen-

tatif; les bons et les naïfs, ils laissaient même Guillaume Ier proclamer un jour solennellement « que la Prusse ne devait faire que des *conquêtes morales* en Allemagne »! Évidemment l'*ère nouvelle* n'était point encore l'ère de M. de Bismarck. Pendant les années qui s'écoulèrent depuis la guerre d'Orient jusqu'à son ambassade en Russie, on voit le représentant de la Prusse auprès de la Confédération germanique dans une agitation constante, en voyages continuels à travers l'Allemagne, la France, le Danemark, la Suède, la Courlande et la haute Italie, cherchant des sujets de distraction, ou bien peut-être aussi des sujets d'observation, et ne revenant chaque fois à Francfort que pour y soulever un incident, casser quelque « bric-à-brac », et pousser à bout le nerveux et bilieux comte Rechberg, représentant de l'Autriche et président du *Bundestag*. Ses fréquentes excursions à Paris lui firent pressentir les événements qui se préparaient en Italie; il n'en devint que plus agressif, et il arriva un moment où son rappel fut considéré à Francfort comme indispensable pour le maintien de la paix. C'est à ce moment qu'il songea à quitter définitivement la carrière, à jeter bas l'uniforme et à faire de la politique « en caleçon de bain ». Il consentit cependant à la faire encore en « peau d'ours et avec du caviar », ainsi qu'il s'expri-

mait dans une de ses lettres, autrement dit à échanger son poste de Francfort contre celui de Saint-Pétersbourg. On espérait ainsi l'éloigner du terrain brûlant, le « mettre à la glace » (encore une expression de M. de Bismarck); pour lui, il attachait peut-être d'autres espérances à ce déplacement, et trouvait en tout cas de la consolation à revoir l'ancien collègue de Francfort, devenu ministre principal d'un grand empire, et avec lequel il s'était toujours si bien entendu. Le 1er avril 1859, « le jour anniversaire de sa naissance », M. de Bismarck remettait ses lettres de créance dans la capitale de la Russie.

CHAPITRE III

UN MINISTRE NATIONAL EN RUSSIE.

Les prédécesseurs du prince Gortchakof : Panine, Bestoujef, Nesselrode. — Traditions séculaires et principes fondamentaux de la politique extérieure russe jusqu'à la retraite du comte Nesselrode. — Politique nouvelle inaugurée par le prince Gortchakof. — Grande situation personnelle. — Recherche de la popularité. — Sa haine des Allemands et ses sympathies françaises. — L'empereur Napoléon III prépare la guerre d'Italie. — Accord des deux cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg dans les questions du Monténégro, de la Serbie et des Principautés danubiennes (1856-59). — Complications italiennes : services rendus à la France par la Russie pendant la guerre d'Italie (1859). — Annexion de la Savoie et rupture de l'entente anglo-française (1860). — Profits que retire la Russie de cette nouvelle situation : circulaire du 20 mai 1860 au sujet des chrétiens d'Orient. — Isolement de la France. — Entrevue des souverains du Nord à Varsovie et embarras de la diplomatie française (1860). — La Russie devient plus amicale mais aussi plus exigeante. — Habileté supérieure du prince Gortchakof dans cette première période de son ministère. — Il profite de l'alliance française sans trop compromettre les principes conservateurs de son gouvernement.

Dans le développement prodigieux que prit l'empire des tsars depuis l'impulsion que lui avait donnée le génie de Pierre le Grand, on peut certes signaler plus d'un ministre des affaires étrangères russe dont le nom a le droit d'être recueilli par l'histoire. Ce n'était

point par exemple un esprit ordinaire que ce comte Panine qui sut concevoir et faire accepter par différents États l'idée de la *neutralité armée* sur mer, et cela à une époque où la Russie commençait à peine à compter parmi les Puissances maritimes de second ou de troisième ordre. Si dans cette conception hardie, aussi bien que dans les tentatives encore plus intéressantes de Panine pour limiter le pouvoir absolu des tsars par des institutions aristocratiques, il était permis de voir l'influence lointaine d'une origine italienne (les Panine descendent des Pagnini de Lucques), on ne saurait méconnaître par contre le caractère tout à fait indigène, grandement autochthone, d'un autre ministre fameux du même siècle, de ce chancelier Bestoujef dont Rulhière nous a retracé la figure profondément originale. Bestoujef, qui parlait parfaitement, feignait d'être bègue, et il eut le courage de simuler ce défaut pendant dix-sept ans. Dans ses conversations avec les ambassadeurs étrangers, il balbutiait de façon à ne pas être compris; il se plaignait également d'être sourd, de ne pas saisir toutes les finesses de la langue française, et se faisait répéter mille fois la même chose. Il avait l'habitude d'écrire les notes diplomatiques de sa propre main d'une manière tout à fait illisible; on les lui renvoyait, et il lui arrivait d'en dénaturer quelque-

fois la teneur. Tombé en disgrâce, Bestoujef recouvra immédiatement la parole, l'ouïe et tous les sens.

Bien différent est le type qu'a présenté pendant toute la première moitié de ce siècle le prédécesseur immédiat du prince Gortchakof, le chancelier des empereurs Alexandre Ier et Nicolas. Lié à l'Allemagne par son origine et ses intérêts de famille, n'ayant même jamais appris à parler la langue du pays dont il soignait les relations avec les autres Puissances, le comte Charles-Robert de Nesselrode n'en a pas moins fourni une longue et laborieuse carrière à la satisfaction de ses deux augustes maîtres, et figuré avec honneur dans des congrès et conférences à côté des Talleyrand et des Metternich. Sans recourir aux subterfuges par trop asiatiques d'un Bestoujef, le comte Nesselrode connut et pratiqua toutes les roueries permises du métier, et peu d'hommes l'égalèrent dans l'art de conserver un air de dignité et d'aisance au milieu des situations les plus embarrassantes. Il sut changer de conduite sans trop changer de langage, et ménagea entre autres très-délicatement la transition entre la politique peu favorable aux Grecs du tsar Alexandre Ier et les sympathies franchement philhellènes de son successeur. Pendant la dernière crise orientale, il mit toutes les ressources d'un esprit délié et subtil au service d'une cause dont

il n'entrevoyait que les graves dangers, et dont le côté national et religieux lui échappait complétement. A l'encontre aussi de Bestoujef, et bien plus européen en ce sens comme en tant d'autres, M. de Nesselrode perdit dans sa disgrâce ou plutôt dans sa retraite, la plus grande partie de ses facultés et de ses vertus, et causa surtout une déception immense par ses Mémoires posthumes, composés au déclin de l'âge et d'une insignifiance désespérante; mais peut-être bien ne fut-ce là qu'un dernier trait d'habileté et une malice diplomatique de plus que de tromper à ce point la curiosité des profanes, et de laisser un récit aussi vide et peu instructif que possible d'une vie si bien remplie.

Aucun pourtant des hommes d'État russes qui viennent d'être nommés n'a été un grand ministre dans l'acception occidentale de ce mot; aucun d'eux (pour ne prendre les comparaisons que dans des monarchies absolues) n'eut la situation d'un duc de Choiseul en France au siècle passé, l'autorité d'un prince Clément de Metternich en Autriche dans le siècle présent, ou bien seulement la notoriété et la popularité dont jouit actuellement le prince Gortchakof dans la Russie elle-même. Les Bestoujef, les Panine, les Nesselrode, étaient, on peut le dire, bien plus connus à l'étranger que dans leur propre pays, et les contemporains furent

loin de leur attribuer la valeur que leur reconnut plus tard la postérité, grâce aux révélations posthumes des archives. Aucun d'eux ne fut porté au pouvoir par un courant d'opinion, ni soutenu dans son poste par la faveur publique; aucun d'eux ne prétendit marquer son individualité, imprimer une direction personnelle aux affaires dont il avait la gestion. C'est que depuis Pierre le Grand jusqu'au règne actuel l'éclat du nom impérial en Russie reléguait dans l'ombre tout autre nom, et qu'à moins d'être un favori en titre ou un grand capitaine, tout serviteur d'État n'y passait que pour l'exécuteur subalterne d'une volonté unique et absolue. La politique extérieure surtout y était considérée comme du domaine exclusif du souverain, et la fixité même du système rendait en quelque sorte secondaire et indifférente la question des personnes chargées de le mettre en œuvre. Depuis Pierre le Grand, en effet, le gouvernement russe a toujours eu dans ses relations avec l'Europe certaines traditions éprouvées par l'expérience, certains principes consacrés et dont il ne s'écartait guère. Le ministre des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, quel que fût son nom, devait toujours travailler à augmenter le prestige russe parmi les populations chrétiennes de l'Orient, veiller au maintien de l'équilibre des forces entre l'Au-

triche et la Prusse, et étendre l'influence de son gouvernement parmi les États secondaires de l'Allemagne. A ces quelques règles, pour ainsi dire élémentaires et invariables, de la politique extérieure russe était venu s'ajouter, à partir de 1815, un principe international de conservation, une idée supérieure de solidarité entre les gouvernements pour la défense de l'ordre établi, le sentiment des devoirs et des intérêts communs créés aux représentants de l'autorité monarchique en face des passions subversives nées de la Révolution, et c'est cet ensemble des vues et des convictions des deux empereurs Alexandre Ier et Nicolas que le comte Nesselrode a eu pendant près d'un demi-siècle la mission de faire prévaloir dans tous les actes et documents émanés de la chancellerie de Saint-Pétersbourg.

Il a été dans la destinée du successeur du comte Nesselrode de rompre peu à peu avec tout cet ensemble de traditions et de principes et d'inaugurer pour l'empire des tsars, dans ses relations extérieures, une politique toute nouvelle. On peut discuter le mérite de cette politique, et en discuter d'autant plus longuement qu'elle est loin encore d'avoir porté tout son fruit; ce qui est indiscutable, ce qui frappe à première vue, c'est que le prince Gortchakof a su attacher son nom à un changement de système qui marquera dans les an-

nales diplomatiques de son pays, et se créer à lui-même, comme ministre des affaires étrangères de Russie, une situation toute personnelle, une place importante et telle que ne l'a jamais eue aucun de ses prédécesseurs. Alexandre Mikhaïlovitch n'est pas seulement le serviteur fidèle de son auguste maître; il est le chef véritable de son département, le ministre dirigeant; il accepte hautement sa part de responsabilité et surtout sa part d'éclat dans les différentes transactions de l'Europe. Phénomène également nouveau en Russie, ce ministre tient non pas seulement à la faveur de son souverain, mais bien aussi à celle de la nation; il ménage l'opinion publique de son pays, il la soigne, il la flatte même parfois, et elle le paye de retour. Elle a eu ses moments d'engouement pour Alexandre Mikhaïlovitch, voire ses moments d'enthousiasme, — après les affaires de Pologne; bien plus, elle l'a en quelque sorte pressenti et créé; elle n'a point été pour peu dans l'élévation du plénipotentiaire de Vienne à la haute position laissée vacante par le comte Nesselrode au mois d'avril 1856.

En 1815, lors de son retour triomphal du congrès de Vienne, Alexandre Ier put distinguer à son gré, entre tant d'hommes célèbres qui formaient alors l'état-major de la diplomatie russe, le membre le moins

connu et le plus humble de ce corps illustre; écartant les Capo d'Istria, Pozzo di Borgo, Ribeaupierre, Razoumovsky, Stakelberg, d'Anstett, il lui fut loisible de confier la direction de la politique extérieure à un gentilhomme allemand originaire de Westphalie, né à Lisbonne et Russe seulement par naturalisation. En 1856, après le congrès de Paris, le choix du prince Gortchakof au même poste fut, nous ne dirons pas imposé, mais certainement indiqué à l'empereur Alexandre II par la voix du peuple ou, si l'on aime mieux, par cette voix des salons qui ne laissait pas à ce moment de prendre de plus en plus un accent populaire. Aussi, dès son début à l'hôtel de la place du Palais, l'ancien élève de Tsarskoë-Sélò se distingua-t-il par des allures libérales et des avances faites à l'esprit public qui durent parfois bien étonner son prédécesseur encore en vie, et en possession du titre honorifique de chancelier. Pour la première fois, un ministre russe eut des « mots » non-seulement pour les salons, mais pour les salles de lecture et les bureaux des journalistes, de ces mots qui allèrent droit au cœur de la grande dame et du gentilhomme campagnard, de l'humble étudiant et du superbe officier de la garde. Son aphorisme sur l'Autriche[1]

[1] « L'Autriche n'est pas un État, ce n'est qu'un gouvernement. »

fit le tour de toutes les Russies ; un autre aphorisme, emprunté à une circulaire, vint bientôt transporter la nation : la phrase célèbre sur « la Russie qui ne boude pas, mais qui se recueille », semblait être dictée par l'âme même du peuple et lui arracha un cri d'enthousiasme. C'était alors, on s'en souvient, le réveil de l'esprit russe après une longue période de compression ; les journaux, les recueils périodiques inauguraient leurs joyeux ébats ; les écrivains, les hommes de lettres, commençaient à prendre une importance auparavant inconnue : Alexandre Mikhaïlovitch, le diplomate qui a de tout temps montré du goût et de la sympathie pour la littérature russe, l'ancien condisciple de Pouchkine, passa pour l'homme d'État patriote aux yeux des Pogodine, des Axakof, des Katkof, etc. On lui connaissait une grande haine pour l'Autriche, un penchant prononcé pour l'alliance française, et la nation, qui partageait également et jusqu'à l'exaltation ces deux sentiments, salua en lui le ministre national par excellence. Rapprochement étrange, bien fait pour démontrer l'inanité des mots et l'instabilité des choses d'ici-bas, c'est comme le partisan le plus décidé de l'empire des Habsbourg que M. de Bismarck, que le futur vainqueur de Sadowa fit son entrée dans le cénacle des diplomates, et de même ce fut l'ennemi

implacable des Allemands et l'ami chaleureux des Français qu'exaltaient surtout en 1856 les Russes dans la personne de leur vice-chancelier, de l'homme d'État qui plus tard, par une politique d'omission et de commission, devait favoriser comme nul autre le démembrement de la France et la constitution d'une Allemagne plus grande, plus puissante et plus redoutable que ne l'a jamais connue l'histoire des siècles passés!... Il est vrai que par les « Allemands » la Russie de 1856 entendait principalement les Autrichiens[1], et que dans la France d'alors elle admirait surtout un certain absolutisme aux instincts démocratiques, qui se montrait tout pénétré des malheurs de l'Italie, qui faisait profession

[1] Aussi bien que les Allemands nés ou naturalisés en Russie, qui encombrent les diverses branches du service de l'État et occupent en général une place très-large et importante dans l'administration de l'Empire. A son avénement au ministère, Alexandre Mikhaïlovitch fit sonner bien haut son intention de « purger » son département de tous ces « intrus ». La routine toutefois et surtout la paresse slave (qui laisse volontiers aux étrangers et aux « intrus » toute besogne demandant de la persévérance et de l'application) ne tardèrent point à triompher du principe de nationalité ; la palingénèse du ministère annoncée avant tant de fracas aboutit à un mouvement très-insignifiant dans le personnel de l'ordre inférieur ; et le chancelier dut trouver précisément parmi les Allemands ses deux aides les plus dévoués et les plus capables : M. de Westmann, décédé au mois de mai dernier (1875) à Wiesbaden, et M. de Hamburger, nommé tout récemment secrétaire d'Etat.

de sympathiser avec la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, et qui n'avait pas encore prononcé le nom funeste de la Pologne.

« Tranquillisez-vous, avait dit l'empereur des Français à M. de Cavour au mois d'avril 1856, après la clôture du congrès de Paris, tranquillisez-vous, j'ai le pressentiment que la paix actuelle ne durera pas longtemps[1]. » Le prince Gortchakof avait sans nul doute le même pressentiment et peut-être bien quelques données encore plus positives à cet égard. La pensée de « faire la guerre pour une idée », la pensée d'affranchir l'Italie s'était dès lors fixée dans l'esprit de Napoléon III; au moment de signer le traité de Paris « avec une plume d'aigle », il laissait planer déjà son regard voilé et rêveur sur les plaines classiques de la Lombardie. Or, pour l'entreprise que méditait la France contre l'Autriche, et où il était à peine permis de compter sur une neutralité ombrageuse de l'Angleterre, il fut jugé utile de se ménager de bonne heure l'amitié de la Russie et de la Prusse. La Prusse était sortie bien amoindrie de la crise orientale avec sa politique de « la main libre » ; l'Angleterre, l'Autriche et la Turquie avaient même eu peu de goût à l'admettre aux honneurs du congrès. Le

[1] Lettre de M. de Cavour à M. Castelli. — BIANCHI, *Storia documentata*, t. VII, p. 622.

président du conseil de Berlin, M. de Manteuffel, avait dû longtemps faire antichambre pendant que les plénipotentiaires de l'Europe étaient déjà en pleine délibération, et ce n'est que sur les instances de l'empereur des Français que l'envoyé prussien fut enfin admis. Napoléon III tint absolument en 1856 à laisser reprendre son rang en Europe à cette Prusse qui quatorze ans plus tard devait le détrôner! Quant à la Russie, il a été déjà parlé des politesses et des cordialités dont le comte Orlof a été l'objet de la part de la France pendant tout le temps du congrès. Depuis lors[1], dans les arrangements successifs des diverses difficultés que fit surgir l'exécution de quelques-unes des clauses du traité de Paris (Bolgrad, île des Serpents, navigation du Danube, etc.), on vit les arguments ou les interprétations du plénipotentiaire russe appuyés presque constamment par le plénipotentiaire de la France. Dans les différentes et nombreuses conférences et commissions qui se suivirent en ces années 1856-1859 pour le règlement des questions pendantes, la distribution des voix fut presque invariablement celle-ci : l'Angleterre et l'Autriche

[1] Voyez, pour ceci et tout ce qui suit sur les rapports de la France et de la Russie dans les années 1856-63, nos *Études de diplomatie contemporaine* (Paris, 1866) Ire partie, chapitres I-III.

d'un côté, et de l'autre la France, la Russie et la Prusse.

Le prince Gortchakof se prêta de bonne grâce à toutes ces prévenances du cabinet des Tuileries. Par exemple, il ne fut pas assez complaisant pour le suivre dans une campagne de remontrances contre le gouvernement de Naples, campagne entreprise de concert avec le cabinet de Saint-James, à la suite des fameuses lettres adressées à lord Aberdeen par M. Gladstone sur le régime du roi Ferdinand II. Une pareille ingérence dans les affaires intérieures d'un État indépendant ne parut pas bien correcte aux yeux du successeur du comte Nesselrode; mais il fut d'autant plus empressé à seconder l'empereur Napoléon III dans ses généreux desseins, toutes les fois qu'il s'agissait d'améliorer le sort des populations chrétiennes dans l'empire ottoman, d'augmenter leur autonomie, et, comme on le disait alors, de *réformer le Turc*. « Pour réformer le Turc, opinait méchamment M. Thouvenel, l'ambassadeur de France à Constantinople, il faudrait d'abord commencer par l'empaler » ; on commença du moins par lui appliquer la question du *hatt-houmayoum*, par l'interroger sur ses intentions en faveur des raïas de la Bosnie, de la Bulgarie et de l'Herzégovine, et par agacer passablement avec tout cela les cabinets de Vienne et de Londres.

Bien plus grande fut naturellement la sollicitude pour les États vassaux du bon Padishah, pour la Moldavie, la Valachie, la Serbie et le Monténégro; ces États avaient déjà une demi-indépendance, on fit le possible pour la rendre entière.

Le petit prince du Monténégro, ancien protégé et salarié de l'empereur Nicolas, était venu visiter le souverain de la France après la paix de Paris, et eut dès son retour des démêlés avec le Sultan, à la suite desquels l'*Algésiras* et l'*Impétueuse* parurent devant Raguse. Des vaisseaux français dans les eaux d'Orient pour menacer la Turquie, à la grande mortification de l'Angleterre et de l'Autriche, aux grands applaudissements de la Russie, et tout cela deux ans à peine après la guerre de Crimée!... Le spectacle ne manquait pas assurément d'originalité et préparait le monde à une série de surprises. — Vers le même temps, la Serbie venait de chasser le prince Alexandre Kara Géorgevitch, et de rappeler au trône le vieux Miloch Obrenovitch. La Porte protesta, l'Angleterre et l'Autriche se joignirent à la protestation; mais, grâce aux efforts communs de la Russie et de la France, on finit par donner raison à l'Assemblée nationale serbe, dont le principal grief contre le prince dépossédé fut d'avoir montré trop de sympathie pour les alliés dans la guerre de 1853!

— La question des Principautés danubiennes présenta un côté tout autrement grave et tout autrement piquant aussi. La France et la Russie avaient plaidé au congrès de Paris pour l'union complète de la Moldavie et de la Valachie; les autres Puissances s'y étaient opposées, et, de guerre lasse, on était tombé d'accord pour accepter une combinaison qui assimilait complétement l'administration dans les deux pays, tout en maintenant leur séparation. C'était, comme plus tard en Italie, le projet de confédération opposé à celui d'unité; mais alors aussi fut donné sur les bords du Danube le premier exemple de cette stratégie nationale qui devait bientôt se produire sur une plus vaste échelle dans la Toscane et l'Émilie. La double élection du prince Couza fut en effet le premier essai de cette diplomatie populaire qui plus tard, dans les affaires italiennes, se plaisait si souvent à confondre les combinaisons de hauts plénipotentiaires et hauts contractants, et venait proclamer à la face du monde un fait accompli de par le suffrage de la nation. — Les votes populaires annulant les arrangements de la diplomatie, et l'accord de la France et de la Russie pour respecter ces votes, ce sont là les deux traits saillants de la politique dans ces années 1856-1859, politique que l'opinion libérale de l'Europe accueillait avec faveur, sans trop s'étonner

d'une pareille concordance de vues entre les cabinets des Tuileries et de Saint-Pétersbourg sur ce terrain même d'Orient encore chaud des boulets de la guerre, sur ce terrain d'où la Russie avait dû d'abord, dans la pensée des alliés de 1853, être complétement exclue, et où elle reprenait maintenant influence et racine, modestement il est vrai, et sous l'ombre protectrice de la France.

Vinrent enfin les complications italiennes, et le gouvernement du tsar multiplia les témoignages de ses bons rapports avec le cabinet des Tuileries. « Nos relations avec la France sont *cordiales* », répondit le prince Gortchakof à lord Napier, chargé par son gouvernement de sonder les dispositions de la Russie dans des occurrences aussi graves. L'Angleterre faisait alors des efforts considérables pour empêcher la guerre d'Italie d'éclater; lord Cowley, envoyé avec un certain fracas en mission à Vienne, s'évertuait à découvrir les bases possibles d'un accommodement, et déjà le cabinet de Saint-James se flattait de l'espoir d'avoir enchaîné la tempête, quand le prince Gortchakof vint subitement proposer un *congrès* et prononcer ce mot fatal qui alors, comme si souvent depuis, ne fut que le signal de la rupture. Un congrès! un traité de paix avant toute hostilité, la gloire du triomphe sans le péril de la vic-

toire, — ce fut là l'éternel *hysteron-proteron* de l'idéologie napoléonienne, ce fut là la chimère poursuivie par le rêveur de Ham dans la question de la papauté, dans la question de Pologne et de Danemark, et jusque dans la catastrophe de 1870, après la déclaration de guerre, et il est curieux de voir le prince Gortchakof colporter ici le premier un remède que la France impériale devait si souvent recommander encore pour tous les maux chroniques de l'Europe [1]. Le chef du gouvernement anglais, le vieux comte Derby, se plaignit amèrement de l'affreux tour que lui avait joué la proposition venue de Saint-Pétersbourg, et l'on n'a jamais

[1] Il est vrai que, dans une circulaire du 27 mai 1859, le vice-chancelier russe prit soin de donner un commentaire à sa proposition, et de prouver que le congrès qu'il avait projeté ne visait à rien de chimérique. « Ce congrès, disait-il, *ne plaçait aucune Puissance en présence de l'inconnu :* le programme en avait été tracé d'avance. L'idée fondamentale qui avait présidé à cette combinaison *n'apportait de préjudice à aucun intérêt essentiel. D'une part, l'état de possession territoriale était maintenu,* et de l'autre il pouvait sortir du congrès *un résultat qui n'avait rien d'exorbitant ni d'inusité dans les relations internationales.* » On fera bien de relire cette remarquable circulaire et d'en peser chaque mot : on y trouvera la plus curieuse et la plus substantielle critique, faite pour ainsi dire par anticipation, des divers projets de congrès, tels que devait plus tard les présenter à l'Europe l'empereur Napoléon III, notamment l'excentrique projet qui vint surprendre le monde dans le discours impérial du 5 novembre 1863.

douté en Angleterre qu'elle n'eût été amenée par un coup de télégraphe parti de Paris. Non moins serviable pour la France se montra le vice-chancelier russe dans sa circulaire du 27 mai 1859, où il s'efforçait de calmer l'ardeur belliqueuse des États secondaires de l'Allemagne, et c'est dans cette dépêche célèbre qu'il fit la judicieuse démonstration ainsi que l'éloge mérité de la « combinaison purement et exclusivement défensive » du *Bund*, combinaison salutaire qui permettait de *localiser* une guerre devenue inévitable, « au lieu de la généraliser et de donner à la lutte un caractère et des proportions qui échappent à toute prévision humaine ».

Napoléon III descendit dans les plaines de la Lombardie; l'Autriche fut vaincue à Magenta et à Solferino, et la Russie put savourer sa première vengeance du Habsbourg ingrat qui l'avait « trahie » devant Sébastopol. L'année d'après, à la suite de l'annexion de la Savoie, lord Russell vint faire la déclaration solennelle au Parlement que son pays « ne devait pas se séparer du reste des nations de l'Europe; qu'il devait être toujours prêt à agir avec les divers États, s'il voulait ne pas redouter aujourd'hui telle annexion et demain entendre parler de telle autre ». Ce fut là l'oraison funèbre de l'alliance anglo-française : quatre ans après la guerre de Crimée, la France avait perdu l'un et l'autre de

ses deux grands alliés dans la crise d'Orient, et ce n'est pas la Russie qui songeait à s'en plaindre. Elle ne protesta point contre l'annexion de la Savoie, elle déclara même n'y voir qu'une « transaction régulière »; mais elle profita du moment pour faire sa rentrée dans la politique européenne et pour remettre sur le tapis la question... de l'empire ottoman! Le 4 mai 1860, le prince Gortchakof convoquait chez lui les ambassadeurs des grandes Puissances, afin d'examiner avec eux la situation « douloureuse et précaire » des chrétiens de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Bulgarie, et bientôt une circulaire du vice-chancelier (20 mai) insista pour la réunion d'une conférence, afin de remanier les stipulations établies par le traité de Paris. « Le temps des illusions est passé, s'écriait dans cette circulaire Alexandre Mikhaïlovitch; toute hésitation, tout ajournement amèneraient de graves inconvénients, » et il s'emparait même de l'affranchissement récent de l'Italie comme d'un argument pour l'indépendance future des populations qui éveillaient toute sa sollicitude : « Les événements accomplis à l'occident de l'Europe ont retenti dans tout l'Orient *comme un encouragement et comme une espérance!...* » Ainsi, quatre ans à peine après le traité de Paris, la Russie revenait de nouveau parler au monde du « malade », et, pour le faire, elle

ne s'abritait plus, comme dans les conférences et commissions de 1856-59, sous la protection et le langage de la France, elle allait toute seule et prenait l'initiative du débat!

Ce n'est pas assez : dans cette seule année 1860, le cabinet de Saint-Pétersbourg devait regagner presque tout le terrain perdu depuis la guerre de Crimée; ce fut une année de grâce particulière pour la Russie, car ce fut une année de méfiance universelle contre la France. L'acquisition de la Savoie, le spectacle étrange et profondément immoral qu'offraient les négociations de ce traité de Zurich, déchiré avant même d'être signé, les annexions piémontaises en Italie, l'expédition de Garibaldi en Sicile, le « droit nouveau » dont parlaient en France les journaux officieux, et la fameuse brochure sur *le Pape et le Congrès*, avaient jeté l'alarme et éveillé au plus haut degré les inquiétudes de l'Europe. Lord Palmerston déclarait « ne plus vouloir donner une main à l'ancien allié qu'en tenant l'autre sur le bouclier de la défense », et il armait ses *volontaires*. La Suisse se démenait tumultueusement; le *National-Verein* jurait de mourir pour la défense du Rhin, et il n'est pas jusqu'à ces honnêtes et paisibles Belges qui ne crussent devoir affirmer dans une adresse au roi que, « si leur indépendance était menacée, ils sauraient se

soumettre aux plus dures épreuves ». Au-dessus de ces frayeurs populaires s'agitaient les conciliabules des souverains : les princes allemands se réunissaient à Bade, et l'empereur des Français crut opportun de les surprendre en quelque sorte au milieu de leurs délibérations en faisant ce « rapide voyage » dont le *Moniteur* promettait de « très-heureux résultats ». — « Il ne fallait rien moins que la *spontanéité* d'une démarche aussi significative, ajoutait la feuille officielle, pour faire cesser ce concert unanime de bruits malveillants et de fausses appréciations. En effet, l'Empereur, en allant expliquer franchement aux souverains réunis à Bade comment sa politique ne s'écartait jamais du droit et de la justice, a dû porter dans des esprits aussi distingués et aussi exempts de préjugés la conviction que ne manque pas d'inspirer un sentiment vrai expliqué avec loyauté. » Il paraîtrait cependant que la conviction ne l'avait pas emporté complétement sur les préjugés, car, à la suite de la réunion de Bade, il y en eut une autre à Tœplitz, entre l'empereur d'Autriche et le prince-régent de Prusse, où l'on convint encore d'une troisième qui devait avoir lieu à Varsovie avec l'empereur de Russie, — et le tsar accepta le rendez-vous.

« Ce n'est pas de la coalition, c'est de la conciliation que je vais faire à Varsovie, » déclarait l'empereur

Alexandre II à l'ambassadeur français, M. le duc de Montebello, et aux Tuileries on fut naturellement bien ému de la tournure que prenaient les choses. Les formes conciliantes ne manquèrent pas en effet à la dépêche par laquelle le prince Gortchakof « invitait le gouvernement français à lui faire connaître dans quelle mesure il croirait pouvoir seconder les efforts qu'allait tenter la Russie pour prévenir *la crise dont l'Europe était menacée* » ; mais, si polies que fussent ces formes, elles ne cachaient pas moins une légère sommation de s'expliquer. Le cabinet des Tuileries répondit par un mémorandum où il prenait avant tout « l'engagement catégorique de ne donner aucun appui au Piémont dans le cas où l'Autriche serait attaquée en Vénétie ». Les cabinets de Vienne et de Berlin firent leurs remarques sur plusieurs points du mémorandum français, et les adressèrent... au vice-chancelier russe, qui les transmit à Paris avec la demande de nouveaux éclaircissements plus explicites et plus rassurants. Somme toute, aucun résultat positif ne sortit de cette rencontre des trois souverains du Nord, qui un moment avait causé de très-vives appréhensions à la France. C'est que l'empereur Alexandre n'était au fond allé à Varsovie que dans un intérêt tout particulier; il n'y avait voulu faire ni de la coalition ni de la conciliation ; il avait voulu faire tout sim-

plement un acte d'influence, la démonstration de sa force. Il était flatté de voir ces souverains, ces princes allemands, venir dans l'ancienne capitale de la Pologne pour y délibérer sur la situation générale et y recevoir le mot d'ordre : cela rappelait les beaux jours de l'empereur Nicolas. D'un autre côté, la Russie était bien aise aussi de faire sentir à la France tout le prix de son amitié, de lui faire comprendre que ses services avaient maintenant leur valeur beaucoup plus grande, peut-être même leur tarif... Les pièces habiles qui émanèrent successivement dans ces années 1856-60 de la chancellerie de Saint-Pétersbourg indiquent d'une façon très-plastique la marche toujours ascendante de la Russie depuis la paix de Paris. Dans la première de ces circulaires célèbres, elle déclarait « ne point bouder, mais se recueillir » ; dans la seconde, à l'occasion des complications italiennes, elle sortait déjà « de la réserve qu'elle s'était imposée depuis la guerre de Crimée ». Après l'annexion de la Savoie, « sa conscience lui reprochait de garder plus longtemps le silence sur l'état malheureux des chrétiens en Orient,... etc. » Enfin dans ce mois d'octobre 1860 elle est le porte-voix des intérêts généraux de l'Europe, l'intermédiaire qui demande des explications au cabinet des Tuileries. Protégée modeste de la France et pleine de « réserve »

jusqu'à la guerre d'Italie, elle monte en 1859 au rang d'une « amie précieuse », pour devenir après l'entrevue de Varsovie l'alliée importante et presque indispensable, — une alliée bien résolue à ne plus accepter de rôle secondaire, à garder sa place d'influence marquée, à se faire une large part dans les grandes combinaisons de l'avenir.

Assurément la politique décousue, indécise et éternellement contradictoire de l'empereur Napoléon III faisait beau jeu à la Russie ; mais il est juste de reconnaître que le prince Gortchakof ne laissa échapper aucune chance de fortune, et que sans créer les événements il sut admirablement les mettre à profit. La supériorité de l'homme d'État se révèle surtout par la mesure qu'il a su garder dans sa « cordialité » et jusque dans sa vengeance, par l'esprit prévoyant qu'il ne cessa de conserver au milieu même des entraînements du succès. Il n'est pas douteux par exemple que les avertissements de la Russie après la bataille de Solferino, les craintes qu'alors elle exprima soudain de ne pouvoir plus longtemps contenir l'Allemagne dans son ardeur à venir au secours de l'Autriche, n'aient contribué pour beaucoup à la paix hâtive de Villafranca, et, si funeste que fût cet événement au point de vue des intérêts de la France et même de l'Autriche, on ne

saurait nier que la Russie y a trouvé parfaitement son compte. En effet, l'exécution complète du programme « des Alpes jusqu'à l'Adriatique » eût probablement donné une tout autre tournure aux affaires italiennes, eût certainement rendu possible dans l'avenir une réconciliation sincère entre la France et l'Autriche, tandis que la demi-solution ébauchée par la paix de Villafranca, en laissant toutes les questions en suspens, ne pouvait qu'envenimer les rapports des deux belligérants et rendre l'amitié russe d'autant plus précieuse à la France. D'un autre côté, cette campagne de Lombardie, tout en donnant satisfaction aux rancunes moscovites nées de la guerre d'Orient, fut encore loin de détruire un des éléments fondamentaux de la politique traditionnelle des tsars par rapport à l'Allemagne: malgré la perte du Milanais, l'Autriche conservait sa situation intacte au centre de l'Europe, y faisait contrepoids à la Prusse, et l'entrevue de Varsovie venait de prouver que l'influence russe parmi les États germaniques n'avait point certes diminué.

Non moins circonspect et habile se montra le vice-chancelier russe à ne pas trop compromettre, dans ses connivences avec l'empereur Napoléon III pendant ces années 1856-60, certains principes généraux de conservation qui avaient fait la grandeur et la force du

règne de Nicolas. Sans doute en Serbie, dans les Principautés danubiennes, Alexandre Mikhaïlovitch ne fut pas d'une orthodoxie rigoureuse, et souffrit que des votes populaires y vinssent annuler les arrangements stipulés par les traités; mais par rapport à ces pays d'Orient la Russie s'est de tout temps permis mainte licence politique. Dans les affaires d'Occident par contre, le prince Gortchakof eut soin de rester autant que possible dans les traditions et de ne pas trop verser dans le « droit nouveau ». Il laissait les journaux et les écrits périodiques de Moscou et de Saint-Pétersbourg s'enorgueillir à leur aise de ce que la Russie contribuait puissamment à la délivrance des peuples et au triomphe des nationalités : pour lui, dans les documents datés de sa chancellerie, il se garda bien de tous ces néologismes et persévéra dans la terminologie consacrée par le vieux langage diplomatique. Dans ces documents, il n'était point parlé des aspirations nationales ni des votes populaires, lorsque le Milanais et la Savoie changèrent de maîtres : aux yeux du vice-chancelier russe, c'étaient tout simplement des faits de guerre, « des transactions régulières ». Encore moins songea-t-il à faire de la propagande révolutionnaire à l'étranger et à s'associer au commerce d'exportation que, selon une remarque malicieuse d'alors, Napoléon III avait entre-

trepris avec les idées libérales. Il déclina catégoriquement toute participation aux remontrances adressées au roi de Naples, et déclara dans sa circulaire du 22 septembre 1856 « que vouloir obtenir d'un souverain des concessions quant au régime intérieur de ses États par voie comminatoire ou par des démonstrations menaçantes, c'était se substituer violemment à son autorité, gouverner à sa place et proclamer sans fard le droit du fort sur le faible ». — Enfin dans sa fameuse note au prince Gagarine du 10 octobre 1860, il tança vertement le gouvernement sarde pour sa conduite dans l'Émilie, la Toscane, les duchés de Parme et de Modène, et s'éleva avec force contre ces dépossessions de princes et ces annexions de provinces que six ans plus tard il devait tolérer, favoriser même en Allemagne. « Ce n'est plus, disait-il dans la dépêche au prince Gagarine, une question d'intérêts italiens, mais d'intérêts généraux, communs à tous les gouvernements; c'est une question qui se rattache directement à ces lois éternelles sans lesquelles ni l'ordre, ni la paix, ni la sécurité ne peuvent exister en Europe. » Il railla finement ces Jenner de la politique qui recommandaient la vaccine de l'anarchie pour lui ôter son caractère pernicieux et prétendaient retirer les armes à la démagogie en s'appropriant son bagage : « La nécessité où le gouverne-

ment sarde prétend se trouver de combattre l'anarchie ne le justifie point, puisqu'*il ne fait que marcher avec la Révolution pour en recueillir l'héritage.* » En un mot, le vice-chancelier russe profita avec une dextérité prodigieuse des bonnes dispositions de la France et bien plus encore de ses fautes, sans jamais lui sacrifier la volonté, les convenances et les principes de son propre gouvernement; il se servit de l'empereur Napoléon III sans trop le servir, et surtout sans jamais s'asservir à un ordre d'idées où la Russie pouvait trouver quelque déception. Pour le bien de la Russie, pour le bonheur de l'Europe, il eût été à désirer que le prince Gortchakof eût gardé plus tard, dans son intimité avec la Prusse, un peu de cette mesure et de cet égoïsme intelligent dont il a fait preuve d'une manière si supérieure lors de son intimité avec la France. « Pour s'aimer, il faut rester deux », a dit le grand théologien du moyen âge au sujet de ce que ces siècles de foi appelaient l'amour divin, les rapports de l'âme humaine avec son céleste créateur; le précepte est assurément bien plus à recommander encore dans les rapports beaucoup moins mystiques entre les Puissances de la terre, et le vice-chancelier russe ne l'a point oublié pendant cette première période de son ministère, durant ces années de « cordialité » avec le cabinet des Tuileries. Ce n'est

que dans la seconde période que le cœur chez Alexandre Mikhaïlovitch commença de l'emporter sur la raison d'État, et que l'amour pour M. de Bismarck prouva être plus fort que le monde, plus fort même que la Russie et ses intérêts bien entendus...

que dans la seconde période que le cœur chez Alexandre Mikhaïlovitch commença de l'emporter sur la raison d'État, et que l'amour pour M. de Bismarck prouva être plus fort que le monde, plus fort même que la Russie et ses intérêts bien entendus...

CHAPITRE IV

UN DIPLOMATE FRONDEUR A SAINT-PÉTERSBOURG.

M. de Bismarck à la cour de Saint-Pétersbourg. — Complications italiennes. — Pieux désirs et aigreurs patriotiques de l'envoyé prussien. — Lettres familières pendant les années 1859-60. — La noblesse courlandaise. — Passion de la couleur locale. — Grande faveur de M. de Bismarck auprès de la société russe. — Lente évolution de la cour de Berlin vers une politique d'action. — Effets de la mobilisation de l'armée en 1859. — La réforme militaire. — Le prince-régent. — Ses antécédents réactionnaires. — Sa longue impopularité. — La princesse Augusta. — Réconciliation avec les idées modernes et la cause du progrès. — La régence et « l'ère nouvelle ». — Les *conquêtes morales en Allemagne.* — Opposition du pays et des Chambres contre la réforme militaire. — Grave conflit constitutionnel. — Le « droit nouveau », et la « mission piémontaise » de la maison Hohenzollern. — Le prince-régent devient roi de Prusse sous le nom de Guillaume Ier (janvier 1861). — Sa visite à Compiègne (octobre 1861). — Bruits sur l'alliance des trois cours des Tuileries, de Saint-Pétersbourg et de Berlin. — M. de Bismarck l'homme de la situation. — Ses assiduités auprès de Guillaume Ier. — Une revue à Berlin, et le « Polignac de la Prusse » (mai 1862). — Mission en France (juin-septembre 1862). — La diplomatie de la franchise. — Langage tenu par M. de Bismarck devant les hommes d'État français. — Une visite à M. Thiers. — Voyage au midi de la France. — Appelé au poste de ministre des affaires étrangères (septembre 1862). — Une branche d'olivier cueillie sur le tombeau de Laure et un mot d'adieu laissé aux bureaux du quai d'Orsay.

Pendant que le prince Gortchakof recueillait ainsi les fruits de sa politique « française », parmi lesquels

celui de la vengeance tirée de l'Autriche ne fut pas à coup sûr le moins doux ni le moins savoureux, son ancien collègue de Francfort, devenu représentant de la Prusse près la cour de Russie, se consumait à ses côtés dans la fièvre langoureuse d'un homme d'action entravé par l'honnête ineptie. Il était arrivé à Saint-Pétersbourg au printemps de l'année 1859, trois mois après la fameuse réception du jour de l'an faite à M. de Hübner par l'empereur Napoléon III; les complications italiennes étaient en train d'aboutir, et le vice-chancelier russe se prêtait à toutes les habiletés diplomatiques qui, selon le désir du cabinet des Tuileries, devaient pousser l'empereur François-Joseph à la déclaration de la guerre. Le nouveau plénipotentiaire de la Prusse près la cour de Saint-Pétersbourg n'eut pas un moment de doute sur la conduite que son gouvernement devait tenir dans des occurrences si propices. C'est de ce temps (12 mai 1859) que date sa dépêche confidentielle à M. de Schleinitz, où il recommandait la rupture avec le *Bund,* le procédé radical par le fer et le feu, *ferro et igne.* Il avait fait l'année précédente un voyage à Paris, il avait eu l'occasion de s'aboucher avec l'empereur des Français et de reconnaître ses bonnes dispositions pour la Prusse, les vœux étonnants qu'on faisait aux Tuileries pour la grandeur et la prospérité de la patrie de Frédéric II

et de Blücher. Au mois de novembre de cette même année 1858, Napoléon III avait chargé le marquis Pepoli, alors en route pour Berlin, de bien représenter au Hohenzollern tous les avantages qu'il trouverait dans une rupture avec l'Autriche : « En Allemagne, avait dit l'empereur des Français, l'Autriche représente le passé, la Prusse représente l'avenir ; en s'enchaînant à l'Autriche, la Prusse se condamne à l'immobilité ; elle ne peut s'en contenter : elle est appelée à une plus haute fortune ; elle doit accomplir en Allemagne les grandes destinées qui l'attendent et que l'Allemagne attend d'elle[1]. » Ainsi pensait le futur prisonnier de Wilhelmshœhe à la veille de Magenta et de Solferino, et « Son Excellence le lieutenant » ne trouvait certes rien à objecter contre un si magnifique programme ; mais ces bons ministres de l'*ère nouvelle* à Berlin n'avaient malheureusement pas la moindre notion du « droit nouveau », et il ne fut pas jusqu'au prince-régent lui-même qui ne parlât encore que de conquêtes purement *morales*. On était même à se demander à Potsdam si l'on ne devait pas assister l'Autriche, si l'on n'avait pas d'obligations fédérales envers l'empereur François-Joseph!... Le Samson de la Marche se débattit en vain dans les liens que lui

[1] MASSARI, *Il Conte Cavour*, p. 268.

imposaient les « Philistins de la Sprée », et la guerre d'Italie devint sa Dalila : c'est de cette époque en effet que date la calvitie tant renommée du chancelier actuel d'Allemagne.

Il est intéressant d'étudier dans les lettres intimes à Malvina l'état d'esprit de M. de Bismarck pendant ces années 1859-1860. Au commencement des hostilités, et désespérant évidemment de voir son gouvernement adopter la ligne de conduite qu'il n'avait cessé de lui recommander, il quitte son poste, s'en va à Moscou visiter le Kremlin, passe une journée agréable dans une villa, d'autant plus agréable « qu'on a le sentiment d'y être à l'abri du télégraphe ». La nouvelle d'une grande bataille livrée en Lombardie (Magenta) le fait néanmoins revenir à Saint-Pétersbourg. « Il y aura peut-être quelque chose à faire pour les diplomates. » A Saint-Pétersbourg, il apprend les velléités étranges qu'on a maintenant à Berlin d'intercéder pour l'Autriche, de mobiliser les armées fédérales, et il en conçoit les plus grandes appréhensions pour son pays. Il en tombe malade; un cas d'hépatite des plus graves met ses jours très-sérieusement en danger. « On m'a couvert tout le corps d'innombrables ventouses grandes comme des soucoupes, de sinapismes et de vésicatoires tout à fait démesurés, et j'étais déjà à moitié du che-

min vers un monde meilleur quand je parvins à convaincre mes médecins que mes nerfs sont détraqués par huit ans de chagrins et d'excitations sans répit (les huit années de Francfort!) et qu'en continuant à m'affaiblir ils me conduiront au typhus ou à l'imbécillité. Mon bon naturel a fini par l'emporter, grâce surtout à quelques douzaines de bouteilles de bon vin. »

Le bon naturel n'en resta pas moins chagrin et morose, et deux mois plus tard il avoue qu'il n'eût pas été fâché d'en finir alors avec la vie. L'Autriche était vaincue, il est vrai, elle avait perdu deux grandes batailles et une province des plus riches; mais la Prusse n'avait retiré aucun avantage matériel, palpable, de ce désastre du Habsbourg, et le chevalier de la Marche n'était pas homme à nourrir, comme son ami Alexandre Mikhaïlovitch, une haine purement platonique. Il se consolait pourtant par la pensée que la paix de Villafranca n'était qu'une trêve : « Vouloir dans l'état actuel réconcilier sérieusement l'Autriche avec la France, c'est travailler à la quadrature du cercle. » — « Je tâcherai, écrit-il à l'approche de l'automne 1859, de me blottir dans ma peau d'ours et de me laisser couvrir par la neige; au dégel du mois de mai prochain, je verrai ce qui restera de moi et de nos affaires; si c'est trop peu, je ferai un règlement de compte définitif

avec la politique. » Le mois de mai prochain apporte des événements graves; l'annexion de la Savoie devient le signal des grandes méfiances de l'Europe, dont il a été parlé plus haut; mais le cabinet de Berlin persiste dans ses anciens errements, et le prince-régent a, en juillet, une entrevue avec l'empereur François-Joseph à Tœplitz. « J'apprends, écrit le représentant de la Prusse près la cour de Saint-Pétersbourg avec un dépit non déguisé, que nous avons été rasés à Tœplitz, splendidement rasés; nous nous sommes laissé prendre à la bonhomie viennoise. Et tout cela pour rien, pas même le moindre plat de lentilles... » Enfin, au mois d'octobre, après Castelfidardo et la conquête du royaume de Naples, le cabinet de Berlin adresse une note énergique à M. de Cavour sur la conduite de la maison de Savoie dans la péninsule italienne. La note établit que « c'est uniquement dans la voie légale des réformes et en respectant les droits existants qu'il est permis à un gouvernement régulier de réaliser les vœux légitimes des nations », et se termine par le passage qui suit : « Appelés à nous prononcer sur les actes et les principes du gouvernement sarde, nous ne pouvons que les déplorer profondément, et nous croyons remplir un devoir rigoureux en exprimant de la manière la plus explicite et la plus formelle notre désapprobation et de

ces principes et de l'application qu'on a cru pouvoir en faire. » On se doute de la mauvaise humeur que de pareilles naïvetés durent causer au futur destructeur du *Bund,* au futur spoliateur du Danemark, du Hanovre et de tant d'autres États. Il songe de nouveau à quitter la carrière ; il est résolu dans tous les cas à « s'en tenir à la situation d'un naturaliste observateur » vis-à-vis de la politique monstrueuse qu'on fait à Berlin. Il est tout étonné du scandale que cause sur les bords de la Sprée la publication du *Journal* posthume de M. de Varnhagen, *journal* plein de révélations piquantes sur la cour de Prusse. « Pourquoi tant s'indigner? n'est-ce pas pris sur le vif? Varnhagen est vain et méchant, mais qui ne l'est point? Le tout ne dépend-il pas de la manière dont la nature a mûri notre vie? Selon que nous avons eu des piqûres de vers, de l'humidité ou du soleil, nous voilà doux, aigres ou pourris. »

Cela ne l'empêcha point toutefois de cultiver soigneusement pendant ces années 1859-1860 ses relations avec le monde politique de Saint-Pétersbourg, de s'y enraciner et d'attacher par mille liens la fortune de son pays à cette amitié de la Russie dont il comprenait tout le prix. La position des représentants de la Prusse a été de tout temps exceptionnelle à Saint-Pétersbourg ; grâce à l'étroite parenté des deux cours, ils jouissaient

au Palais-d'Hiver d'une confiance et d'une intimité que n'y obtenaient presque jamais les envoyés des autres États. M. de Bismarck sut ajouter à toutes ces conditions favorables l'influence de son mérite personnel et de la bonne renommée qu'il s'était acquise, au point de vue russe, pendant son long séjour à Francfort. Ses voyages antérieurs en Courlande l'avaient fait connaître et aimer par la noblesse allemande des provinces Baltiques, par les Keyserlingk, les Uxküll, les Nolde, les Brewern, etc., toujours si influents à la cour, à la chancellerie et dans la diplomatie russe. « Les premiers prophètes de la grandeur future de M. de Bismarck, dit un écrivain très au fait de la société de Saint-Pétersbourg, les premiers qui prédirent la mission providentielle qui lui était réservée en Germanie, furent peut-être ces barons de la Courlande et de la Livonie, chez lesquels le chancelier actuel d'Allemagne était venu si souvent passer la saison de chasse, partager leurs amusements, leurs banquets et leurs conversations politiques [1]. » Le représentant de la Prusse près la cour de Saint-Pétersbourg se garda toutefois de trop s'abandonner à ce penchant pour les Courlandais et les Livoniens; il eut soin de faire dans ses affections, ou

[1] *Aus der Petersburger Gesellschaft*, t. II, p. 90.

du moins dans ses démonstrations, la part la plus grande à la Russie russe, à la Moscovie autochthone (*nastaïastchaïa*). Cet enthousiasme pour les mœurs et le génie des « Scythes », cet amour pour la « peau d'ours et le caviar » furent-ils bien sincères? Il est peut-être permis d'en douter; il est permis de supposer que l'homme qui, au nom de sa supériorité germanique, a tant de fois et hautement exprimé son dédain pour les Welches et les Latins, éprouve au fond un mépris plus grand encore pour cette race slave que tout bon Allemand fait rimer avec esclave [1]. Quoi qu'il en soit, jamais ambassadeur étranger sur les bords de la Néva n'a eu autant de dévotion que le chevalier de la Marche pour les étoiles polaires, n'y a poussé aussi loin que lui la passion de la couleur locale. Il la poussa jusqu'à entretenir dans sa maison plusieurs petits oursons qui (comme autrefois les renards à Kniephof) venaient, à

[1] En 1862, au moment de quitter définitivement son poste de Saint-Pétersbourg, M. de Bismarck reçut la visite d'un collègue, un diplomate étranger. On parla de la Russie, et le futur chancelier d'Allemagne dit entre autres choses : « J'ai l'habitude, en quittant un pays où j'ai longtemps séjourné, de lui consacrer une des breloques de ma montre sur laquelle je fais graver l'impression finale qu'il m'a laissée ; voulez-vous savoir l'impression que j'emporte de Saint-Pétersbourg? » Et il montra au diplomate passablement intrigué une petite breloque sur laquelle étaient gravés ces mots : *la Russie, c'est le néant !...*

l'heure du dîner, bondir dans la salle à manger, déranger agréablement les convives, lécher la main du maître et « pincer le mollet aux domestiques [1] ». Nemrod émérite, il ne manqua aucune expédition contre le roi noir des forêts boréales; il ne négligeait pas d'endosser à ces occasions le costume de chasse moscovite, et l'attelage *à la russe* lui est demeuré cher jusqu'à présent et jusque dans les rues de Berlin. Il affectait également de s'intéresser beaucoup au mouvement littéraire du pays; il eut un professeur de russe dans sa maison, et il en apprit assez pour pouvoir donner des ordres à ses gens dans leur idiome natal, pour surprendre même un jour délicieusement l'empereur Alexandre par quelques phrases prononcées dans la langue de Pouchkine.

Les Russes ne purent faire que l'accueil le plus cordial à un diplomate qui se montrait si épris de leurs us et coutumes, de leurs plaisirs et de leurs « particularités », et qui de plus avait l'avantage de succéder à ce bon M. de Werther, dont la réputation, là ni ailleurs, n'a pas été précisément celle d'un caractère trop hilare. Par contre, on n'a jamais connu sur les bords de la Néva un Prussien aussi gai que cet excel-

[1] M. de Bismarck depuis a fait cadeau de ces quadrupèdes au jardin zoologique de l'ancienne ville libre de Francfort.

lent M. de Bismarck, aussi bon enfant, aussi bon vivant, ayant à ce point le gros rire, le gros sel et le fin mot. Il n'y eut pas jusqu'aux plaisanteries qu'il se permettait sur le compte des « Philistins de la Sprée », des « perruques de Potsdam », qui ne lui valussent un succès folâtre : un ministre plénipotentiaire médisant de son propre gouvernement, un diplomate grondeur et frondeur à l'endroit de la politique même qu'il avait la mission de représenter et de seconder, c'était là une originalité que savait apprécier un monde toujours à l'affût du piquant et du ragoûtant. Il sut plaire à l'impératrice-mère, gagner surtout les bonnes grâces de la grande-duchesse Hélène, dont l'influence à la cour était considérable, et dont l'appui chaleureux ne lui manqua jamais dans la suite, aux moments les plus graves de sa carrière de ministre. L'empereur l'avait pris en grande affection, l'invitait régulièrement à ses chasses à l'ours et lui faisait l'honneur de l'admettre dans son cortége pendant ses voyages à Varsovie et à Breslau pour la rencontre du prince-régent de Prusse. Quant au prince Gortchakof, il goûtait plus que jamais la société de son ancien collègue de Francfort, et les salons répétaient souvent tel mot malicieux, tel méchant propos dont l'Autriche faisait ordinairement les frais, et dont on attribuait la paternité indifféremment

tantôt à l'un, tantôt à l'autre de ces deux amis, devenus inséparables, et que de vilains intrigants voulaient pourtant séparer! Dès la fin de 1859, M. de Bismarck écrit dans une lettre intime : « L'Autriche et ses chers confédérés intriguent à Berlin pour me faire rappeler d'ici : je suis cependant bien gentil. Que la volonté de Dieu se fasse!... »

A Berlin, en attendant, on commençait peu à peu à glisser sur une pente qui devait rapidement faire descendre la politique prussienne des régions nuageuses de l'*ère nouvelle* sur ce terrain de réalités et d'action où la conviait depuis si longtemps l'ami d'Alexandre Mikhaïlovitch, et, chose curieuse, ce fut précisément la mobilisation de l'armée prussienne en 1859, mobilisation tant réprouvée par M. de Bismarck, qui devint la cause immédiate de ce revirement aux conséquences incalculables.— Il est de mise maintenant en France de se représenter le gouvernement prussien comme méditant depuis un demi-siècle une guerre de revanche et de conquête, fourbissant lentement les armes et dressant une suite de générations pour l'heure décisive du combat. Rien de plus faux cependant. Ni le gouvernement de Frédéric-Guillaume III, ni celui de Frédéric-Guillaume IV n'ont jamais nourri des projets belliqueux, et l'humiliation même d'Olmutz ne devint point un

aiguillon pour le ministère de la guerre à Berlin. Les deux prédécesseurs de Guillaume Ier ne sacrifiaient à l'esprit militaire que juste ce qu'il fallait pour faire figure parmi les grandes Puissances, pour passer des revues et pouvoir parler de leurs troupes fidèles et de leur épée toujours vaillante : au fond, ils n'étaient pas bien loin de penser comme le grand-duc Constantin, le frère de l'empereur Nicolas, qui dit un jour naïvement : « Je déteste la guerre, elle gâte les armées ! » L'épée des Blücher et des Scharnhorst était rouillée depuis 1815 ; l'adoption même du fusil à aiguille dès 1847 n'a été qu'un incident, une expérience plutôt scientifique ; en 1848 et en 1849, les troupes prussiennes n'ont pas brillé d'un éclat bien merveilleux dans la guerre des Duchés, et ont été même misérablement tenues en échec par les bandes indisciplinées de l'insurrection de Posen et de Bade. Le frère du roi, qui avait commandé les troupes dans le pays de Bade, fut douloureusement ému du spectacle que présentèrent alors ses soldats, et, devenu régent du royaume (octobre 1858), il pensa dès les premiers jours à la réforme militaire. Toutefois ce ne fut que la mobilisation essayée lors des complications italiennes (dans l'été de 1859) qui fit éclater aux yeux de tous les graves inconvénients et incohérences de l'organisation jusque-là en vigueur.

Deux hommes supérieurs, MM. de Moltke et de Roon, s'unirent au prince-régent pour remanier le système de fond en comble. Ils y déployèrent une intelligence, une énergie et une rapidité sans exemple dans l'histoire; ils surent profiter de toutes les découvertes de la science et ne laissèrent point surtout échapper la grande leçon que devait donner bientôt dans l'Amérique du Nord une guerre civile formidable, mais bien riche aussi en expériences et en inventions de tout genre. Malgré les obstacles que l'on ne cessait de leur susciter de toutes parts, ces deux hommes en vinrent, au bout de six ans, à créer une force armée toute nouvelle, puissante, invincible, et « l'instrument[1] », encore tout rude et rudimentaire en 1860, prouva sa « perfection » néfaste au jour calamiteux de Sadowa! — Non moins erronée est l'opinion, très-généralement répandue cependant, que le peuple prussien eût demandé à son gouvernement des victoires et des agrandissements : pour réfuter ces suppositions toutes gratuites, il suffit de rappeler que les divers Parlements de Berlin n'ont

1 « Pour sortir vainqueur de ce combat (contre l'Autriche), il m'a fallu deux choses : le sentiment de la justice de ma cause, et l'*instrument* capable de la faire triompher, je veux dire l'armée prussienne. Je ne doutais pas de *la perfection de l'instrument*... » Réponse de Guillaume Ier à la députation du Hanovre, 17 août 1866.

cessé de s'opposer à la réforme militaire, et qu'ils avaient pour eux la voix presque unanime du pays. Les idées de la grandeur allemande, de la puissance allemande, de la mission allemande, hantaient bien plus l'imagination des professeurs et des écrivains que celle du peuple; c'étaient des thèmes académiques, de beaux morceaux de rhétorique et d'opposition, encore avaient-ils bien plus cours au sud du Mein qu'au nord de ce fleuve, — et c'est là précisément l'art étonnant de M. de Bismarck d'avoir su, pour parler avec Münchhausen, « condenser des brouillards en pierres de taille d'un édifice gigantesque », et faire d'un rêve de savants une passion populaire. La force de la volonté, la force du caractère et, pour tout dire, le génie peuvent encore, même dans un siècle de nivellement démocratique et de médiocrité égalitaire, jouer un rôle dont ne se doute guère notre pauvre philosophie de l'histoire, qui noie si lestement toute responsabilité et toute initiative dans la fatalité aveugle des « masses », et, comme le dit un proverbe tudesque, ne sait plus distinguer les arbres à force de regarder la forêt. Otez de l'histoire toute récente de la Prusse trois ou quatre hommes qui répondent aux noms de Guillaume Ier, Moltke, Roon et Bismarck, et le vieux Barberousse eût très-probablement jusqu'à l'heure présente

continué son sommeil séculaire dans la grotte du Kyffhäuser.

La nature se complaît aussi bien dans des analogies que dans des contrastes, et c'est ainsi que les antécédents de ce prince-régent, qui aujourd'hui porte le nom de Guillaume Ier, empereur d'Allemagne, ne laissent pas de présenter quelque similitude avec le passé de l'homme extraordinaire qui, à l'heure du destin, devait lui forger, *ferro et igne,* la couronne impériale de Barberousse. Pour s'éclairer sur ces antécédents, il faut bien recourir au *Journal* posthume de M. Varnhagen von Ense, — le Dangeau libéral, hargneux, compromettant au plus haut degré, aimable en somme, de la cour de Berlin, — le même *Journal* dont nous avons vu M. de Bismarck prendre la défense dans une lettre intime contre les clameurs que cette publication avait soulevées dans la capitale de la Prusse. Il n'est point douteux que le prince Guillaume n'eût fait une opposition énergique aux velléités libérales qui avaient signalé les débuts du règne de son frère, le roi Frédéric-Guillaume IV. Il s'était fait élaborer à cette époque des *mémoires à consulter* qui établissaient son droit de *veto* dans tout changement des lois fondamentales de l'État. Le bruit d'une protestation formelle déposée en son nom et en celui de ses descendants contre tout projet

de constitution trouva un moment du crédit jusqu'au sein du ministère ; en tout cas, il ne donna son consentement à la charte « féodale » octroyée par son frère le 3 février 1847 que sous la réserve expresse que les États ne statueraient pas sur le budget et ne s'occuperaient jamais des affaires étrangères. Aussi l'impopularité de l'héritier présomptif fut-elle grande avant la révolution de 1848 ; pendant le fatal mois de mars de cette année, c'est contre lui surtout que se déchaîna la fureur des habitants de Berlin, qui lui attribuaient (et à tort) l'ordre donné aux troupes de faire feu sur le peuple. Il dut alors quitter le pays pour une « mission » à Londres, et la multitude ne se refusa point la satisfaction d'inscrire sur le palais du fugitif les mots de *propriété nationale*. Revenu d'Angleterre après l'apaisement de l'effervescence révolutionnaire, il se mit en 1849 à la tête des troupes pour aller étouffer en Bade une insurrection ridicule et prétexta « d'importantes opérations militaires », qui le retenaient dans le sud de l'Allemagne, pour ne pas assister à la séance solennelle du 6 février 1850, où le roi Frédéric-Guillaume IV prêta serment au Statut définitif.

Dans la suite pourtant, vers les dernières années surtout du règne désenchanté et morose de son frère, le prince de Prusse finit par se relâcher de sa rigueur

« réactionnaire », et fit notamment une opposition assez marquée aux influences « piétistes » à la cour de Potsdam. Des affections et des considérations de famille contribuaient, elles aussi, à créer au prince une situation à part. L'estime et la tendresse dont Frédéric-Guillaume IV entourait sa femme ne la consolaient pas toujours de la stérilité dont elle était frappée, et la vue d'une belle-sœur mère heureuse des enfants désignés pour la couronne, appelée elle-même probablement à occuper un jour le trône, amena des froissements et des irritations que ressentait vivement l'épouse de l'héritier présomptif. La princesse Augusta n'était pas d'humeur à supporter certaines piqûres. Issue de cette maison de Weimar qui s'était toujours distinguée par son goût pour les arts et les plaisirs de la vie, elle eut de bonne heure des connaissances, des amitiés à elle, et une attitude assez différente du train ordinaire de la cour pour ressembler parfois à une divergence recherchée avec intention. Ces dispositions de la princesse Augusta ne laissèrent pas d'exercer à la longue leur influence sur l'époux, et il n'est pas jusqu'au projet, longtemps caressé par le couple auguste, réalisé enfin en 1857, d'unir leur fils aîné à la fille de la reine Victoria qui ne fût regardé comme une avance faite à l'opinion populaire. Il ne manqua pas en effet de courtisans

à Potsdam, nous apprend le terrible M. de Varnhagen, qui se demandaient en leur âme et conscience s'il était bien digne de la maison de Hohenzollern de se lier par le sang avec une dynastie qui n'était souveraine qu'à demi et tenue en dépendance par une Chambre des communes!... Que les temps et les mœurs ont bien changé à cette cour de Postdam qui dernièrement a vu l'héritière présomptive du trône de Prusse et d'Allemagne, cette même fille de la reine Victoria, envoyer des télégrammes affectueux au docteur Strauss mourant, et rendre à l'auteur de la *Vie de Jésus* un hommage *in extremis* qui transporta d'enthousiasme tous les vaillants chevaliers du *Kulturkampf!*

Habituée de la sorte, et depuis plusieurs années déjà, à considérer le frère du roi comme réconcilié avec les idées modernes et favorable à la cause du progrès, la nation fut beaucoup moins étonnée que charmée de l'entendre, à son avénement à la régence, tenir un langage libéral et constitutionnel. Une « ère nouvelle » allait commencer pour la Prusse; ce mot fut presque officiellement adopté pour désigner le changement de système, et dans une allocution mémorable, adressée le 8 novembre 1858 au cabinet qu'il venait de former, le prince-régent traçait le programme d'une politique

réparatrice. Il y engageait ses conseillers à opérer des améliorations dans ce qui est arbitraire ou contraire aux besoins de l'époque. Tout en se défendant contre un laisser-aller dangereux envers les idées libérales et en exprimant la volonté « d'empêcher courageusement ce qui n'a pas été promis », il n'en proclamait pas moins le devoir de tenir avec loyauté les engagements contractés et de ne pas repousser les réformes utiles. L'allocution finissait par la phrase devenue célèbre et depuis si fréquemment citée, « que la Prusse devait faire des *conquêtes morales en Allemagne*... »

L'accord entre le régent et la nation ne fut point cependant d'une très-longue durée; les rapports ne tardèrent pas à s'aigrir et à s'acheminer vers une rupture complète, grâce précisément à la réforme projetée de l'armée. Le prince avait à cœur cette réforme: les événements de 1859 n'avaient fait que le convaincre de l'urgence absolue d'une mesure que son esprit caressait depuis bien des années; mais les députés de la nation refusèrent de le suivre dans cette voie et lui firent une opposition tenace, inébranlable. Ils ne comprenaient rien à l'obstination que le prince mettait à un projet qui ne répondait nullement aux besoins ni aux aspirations du pays, et ils riaient de ceux qui prétendaient qu'une fois en possession de son nouvel « instru-

ment », le Hohenzollern, lui aussi, allait *faire grand!*... « On avait résisté, dit judicieusement un écrivain allemand, à la tentation du Parlement de Francfort en 1849 et à la provocation d'Olmutz en 1850; on avait laissé passer les occasions que présentèrent les guerres de 1854 et de 1859. L'amour de la paix était absolu, il y avait absence complète d'ambition, on était tout à fait résigné à la situation politique qu'on occupait, et d'un autre côté personne ne voulait admettre qu'un royaume aussi paisible pût être menacé par les voisins. Dans un tel état de choses, tout agrandissement de l'armée, entraînant après lui une augmentation de charges militaires et financières, déjà assez lourdes sans cela pour les citoyens, ne paraissait au pays qu'un caprice inconcevable de ses gouvernants [1]. » Les Chambres refusèrent les crédits demandés; le gouvernement passa outre et continua les dépenses. La question militaire devint ainsi une question budgétaire et se transforma bientôt en un conflit constitutionnel irrémédiable. Vers la fin de 1861, on ne voyait plus d'autre remède à la situation qu'un coup d'État.

Non moins profond et irrésistible fut bientôt le changement dans les idées de la cour de Potsdam par

[1] Constantin ROESSLER, *Graf Bismarck und die deutsche Nation*, Berlin 1871.

rapport à la politique extérieure. A mesure que se perfectionnait « l'instrument » (et il se perfectionnait rapidement), on commençait à s'interroger sur son emploi le plus pratique et le plus fructueux. On ne savait pas encore bien distinctement ce qu'on voulait, mais on le voulait avec force, avec la force qu'on puisait dans des bataillons sans cesse grossissants. Assurément on ne visait toujours qu'à des conquêtes morales en Allemagne, mais on pensait qu'une morale en action, appuyée quelque peu par des fusils à aiguille, donnerait des résultats excellents. L'atmosphère était chargée d'électricité et de principes de nationalité, et ce n'étaient point seulement les professeurs et rhéteurs du *National-Verein* qui recommandaient « une Allemagne unie avec une pointe prussienne » (*mit preussischer spitze*). Lorsque au mois d'octobre 1860 l'envoyé de Prusse, le comte Brassier de Saint-Simon, vint lire au comte Cavour la fameuse note de M. de Schleinitz contre les annexions italiennes, le président du conseil sarde écouta en silence la mercuriale, exprima ensuite son vif regret d'avoir déplu à ce point au gouvernement de Berlin, mais déclara aussi se consoler par la pensée que « la Prusse saura encore un jour gré au Piémont de l'exemple qu'il venait de lui donner ». En France, les journaux de la démocratie autoritaire, les organes dévoués

du « droit nouveau », ne cessaient de célébrer la « mission piémontaise » de la maison Hohenzollern, et l'on a rappelé plus haut les encouragements que Napoléon III laissait parvenir à Berlin dès 1858. La visite faite par le roi Guillaume Ier [1] à l'empereur des Français à Compiègne dans le mois d'octobre 1861 était à cet égard un symptôme d'autant plus significatif qu'aucun des souverains du Nord n'avait encore jusque-là donné cette marque de courtoisie à l'élu du suffrage universel. Des bruits étranges commencèrent dès lors à courir sur l'alliance des trois cours des Tuileries, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, et ils persistèrent jusqu'au mois de mars 1863. Des publications d'origine mystérieuse, mais qui dénotaient une connaissance très-spécieuse des choses politiques, parlaient des « *grandes agglomérations d'États* se résumant en trois races, — les races romane, germanique et slave, — auxquelles correspondaient trois centres de gravitation, la France, la Prusse et la Russie, et de l'établissement définitif de la paix du monde au moyen d'une *triple alliance des monarchies universelles*, où trouveraient leur expression plénière (*abschluss*) non-seulement les trois races principales du système européen, mais bien aussi les trois grandes

[1] Frédéric-Guillaume IV étant mort le 2 janvier 1861, le prince-régent prit dès ce jour le nom de Guillaume Ier.

églises chrétiennes[1] » !! Lord Palmerston déclarait vers cette même époque dans le Parlement, avec sa désinvolture britannique, « que la situation semblait grosse au moins d'une demi-douzaine de guerres respectables », et, malgré l'obscurité qui couvre encore les transactions des années 1861 et 1862, il n'est pas douteux que Napoléon III n'ait bercé alors parfois son esprit nuageux d'une combinaison embrassant à la fois l'Orient et l'Occident, combinaison aussi vague que gigantesque, et dont le prince Gortchakof se préparait à profiter avec sa dextérité éprouvée. Quoi qu'il en soit de ces projets ténébreux, le Hohenzollern n'eut qu'à se louer de son séjour à Compiègne, qu'il devait encore rappeler avec un certain attendrissement deux ans plus tard dans sa réponse si polie à l'invitation du congrès. En octobre 1861, Napoléon III n'eut probablement à Compiègne d'autre langage que celui qu'il avait tenu en 1858 à Berlin par l'entremise du marquis Pepoli, le langage fatidique « sur les grandes destinées qui attendaient la Prusse en Allemagne et que l'Allemagne attendait d'elle ».

C'est ainsi que les difficultés du dedans et les facilités

[1] Voyez la remarquable brochure intitulée *Europa's Cabinete und Allianzen*, Leipzig 1862. C'est l'œuvre d'un diplomate russe célèbre dans la littérature politique, le même dont le livre sur la *Pentarchie* eut un retentissement si grand sous la monarchie de Juillet.

du dehors, les conflits parlementaires à l'intérieur et les constellations politiques à l'extérieur vinrent, vers la fin de 1861, également solliciter le roi de Prusse à des résolutions énergiques. Il fallait un homme de vigueur pour les actes de vigueur qu'on projetait, et les regards se portèrent tout naturellement sur ce diplomate frondeur à Saint-Pétersbourg qui, depuis tant d'années déjà, n'avait cessé de critiquer les ministres de l'*ère nouvelle* et de réprouver leur conduite au dedans comme au dehors. Malgré la promesse qu'il s'était donnée de « s'en tenir à la situation d'un naturaliste observateur », M. de Bismarck ne se fit pas faute de pousser de temps en temps une pointe pendant ces années 1860 et 1861, et de répéter sans se lasser le précepte de Strafford, le précepte de *thorough* (à outrance!). Nous le voyons dans ces années faire des voyages très-fréquents en Allemagne, rechercher les occasions de rencontrer le chef de l'État, de l'entretenir de ses idées et de lui présenter divers mémoires. En octobre 1861, à la veille même du voyage de Compiègne, il lui soumet un petit travail dont il attend quelque succès et dont il n'est point si difficile du reste de s'imaginer la teneur, alors surtout qu'on a soin d'étudier une lettre intime écrite par lui peu de jours auparavant (18 septembre 1861) et dirigée tout

entière contre un programme politique que le parti conservateur en Prusse venait de publier. Dans cette curieuse lettre, il s'élève avec violence contre le *Bund,* « la serre chaude du particularisme », demande « une concentration plus roide (*straffer*) des forces armées de l'Allemagne et une configuration plus naturelle des frontières des États » ; mais avant tout il met son parti en garde contre la *dangereuse fiction d'une solidarité qui existerait entre tous les intérêts conservateurs*... Triompher de cette « dangereuse fiction » très-fortement enracinée dans certains esprits, c'était là en effet la grande difficulté pour le futur ministre de Guillaume Ier, son *omne tulit punctum,* car il n'est pas si aisé dans cet ordre de choses de bien distinguer entre la réalité et la fiction, il est même peut-être périlleux de les discuter, et un Retz eût certainement dit des intérêts conservateurs ce qu'il a si finement remarqué du droit des peuples et de celui des rois, « qu'ils ne s'accordent jamais si bien ensemble que dans le silence ». M. de Bismarck eut encore plus d'une fois à lutter contre cette « fiction » à Berlin comme à Saint-Pétersbourg, et si l'esprit aussi ouvert que délié de son ami Alexandre Mikhaïlovitch s'est le plus souvent laissé convaincre sans trop de résistance, il n'en fut pas de même du Hohenzollern, qui, dans la suite, en mainte occasion et aux moments

décisifs, devait éprouver des scrupules, des frissons et ce que Falstaff appelle des « fièvres tierces de la conscience ».

Au retour de Guillaume Ier de Compiègne, la nomination du chevalier de la Marche à la direction des affaires était déjà une chose bien arrêtée et fixée. M. de Bismarck vint aussitôt après assister au couronnement du roi à Kœnigsberg, et il ne retourna à Saint-Pétersbourg que pour y prendre définitivement son congé. Au commencement du mois de mai 1862, il était de nouveau à Berlin; à la grande parade militaire qui eut lieu dans la capitale à l'occasion de la consécration de la statue du comte de Brandebourg (17 mai), les hommes politiques, les députés et les hauts fonctionnaires de l'État se le montraient déjà comme le « Polignac » imminent de la Prusse. Les craintes et les espérances qu'éveillait une telle prévision ne devaient point cependant se réaliser de sitôt, et le monde fut quelque peu dérouté en apprenant soudain que M. de Bismarck venait d'être désigné pour le poste de Paris. Hésitait-il encore à se charger du fardeau du pouvoir et préférait-il en tout cas attendre le résultat des nouvelles élections auxquelles on allait recourir en Prusse? Il est plus probable qu'avant d'inaugurer son gouvernement de combat il ait voulu ajouter quelques entretiens nouveaux à ceux qui

venaient d'avoir lieu à Compiègne, prendre encore une fois la mesure de l'homme dont une croyance alors universelle faisait dépendre les destinées de l'Europe, et préparer en général les esprits en France à la politique nouvelle qu'il allait tenter.

Il ne resta à Paris que deux mois, pendant les délicieux mois de juin et de juillet; mais ce court séjour lui suffit et au delà pour compléter ses études et éclairer sa religion. Il eut plus d'une conversation avec le souverain de la France, dont tout le monde à cette époque exaltait les idées profondes, commentait à l'infini les moindres paroles, admirait jusqu'au silence, et que lui cependant, le futur vainqueur de Sedan, n'hésitait pas dans ses épanchements intimes à définir dès lors comme « une grande incapacité méconnue ». Il vit aussi les hommes influents dans le gouvernement et dans la société, et tâcha de les rallier à ses idées et à ses projets. Il ne cachait pas que son souverain ne tarderait point à faire appel à lui, et il exposait sans détour la ligne de conduite qu'il adopterait en pareille occurrence. Ce que l'histoire aura peut-être le plus à admirer dans le chancelier actuel d'Allemagne, ce sera l'art suprême avec lequel il a parfois manié la vérité : cet homme de génie a su donner à la franchise elle-même toutes les vertus politiques de la fourberie. Très-rusé et très-

astucieux quant aux moyens, il a cependant toujours été, sur le but qu'il poursuivait, d'une désinvolture, d'une indiscrétion sans pareille, et c'est ainsi qu'il eut à Paris, dès 1862, de ces confidences étonnantes qui ne faisaient qu'amuser et qui auraient dû faire réfléchir[1].

La France, — disait M. de Bismarck alors et depuis, en 1862 comme en 1864 et 1865, toutes les fois qu'il lui fut donné d'entretenir tel des hommes politiques des bords de la Seine, — la France aurait tort de prendre ombrage de l'accroissement de l'influence de la Prusse, et, le cas échéant, de son agrandissement territorial aux dépens des petits États. De quelle utilité, de quel secours sont donc ces petits États sans volonté, sans force, sans armée? Si loin d'ailleurs que puissent aller les desseins et les besoins de la Prusse, ils s'arrêteront nécessairement au Mein : la ligne du Mein est sa frontière naturelle; au delà de ce fleuve, l'Autriche gardera, accroîtra même sa prépondérance, et il y aura ainsi toujours en Allemagne deux puissances se faisant un contre-poids utile. Le bon ordre y gagnera, et la France n'y perdra certes rien, elle en retirera même des avantages immenses pour sa politique, pour son action dans le monde. La Prusse, en effet, a une con-

[1] Voyez nos *Préliminaires de Sadowa*, chapitre I.

figuration malheureuse, impossible; *elle manque de ventre* du côté de Cassel et le Nassau, *elle a l'épaule démise* du côté du Hanovre, elle est en l'air, et cette situation pénible la condamnait nécessairement à suivre en tout la politique de Vienne et de Saint-Pétersbourg, à tourner sans relâche dans l'orbite de la Sainte-Alliance. Mieux configurée, plus solidement assise, ayant ses membres au complet, elle serait rendue à elle-même, aurait la liberté de ses mouvements, la *liberté des alliances*, — et quelle alliance plus désirable pour elle que celle de l'empire français? Plus d'une question aujourd'hui pendante et presque insoluble pourrait alors être abordée avec une sécurité complète : celle de Venise, celle d'Orient, — qui sait? peut-être même celle de Pologne! Enfin, si les agrandissements possibles de la Prusse semblaient être excessifs et rompre la balance des forces, qu'est-ce qui empêcherait la France de s'agrandir, de s'arrondir à son tour? Pourquoi n'irait-elle pas prendre la Belgique et y *écraser un nid de démagogie?* Ce n'est pas le cabinet de Berlin qui s'y opposerait; *suum cuique*, c'est bien là l'antique et vénérable devise de la monarchie prussienne...

Tout cela était dit avec enjouement, avec entrain, avec esprit, accompagné de mainte remarque ingénieuse, malicieuse, de mots heureux sur les hommes

et les choses, sur cette Chambre des seigneurs à Berlin, par exemple, composée de respectables *perruques,* et la Chambre des députés, également composée de perruques, mais non point respectables, et sur un personnage auguste, le plus respectable, mais le plus perruque de tous... M. de Bismarck eut à Paris, pendant ces deux mois, presque le même succès qui avait accompagné ses trois ans de séjour sur les bords de la Néva. Les importants, les gens en place, se gardèrent bien de le surfaire toutefois : ils lui reconnaissaient volontiers toutes les qualités d'un homme d'esprit, mais ils ne pouvaient pas se décider à le prendre pour *un homme sérieux.*

Il ne fut pas mieux apprécié, paraît-il, par un sage retiré alors de la scène politique, mais qui, au milieu de ses chères études, n'en suivait pas moins avec attention, avec passion, les grandes affaires du monde. Un soir du mois de juin 1862, dans le salon bien connu de la place Saint-Georges où l'esprit brillant et caustique de M. Thiers réunissait autour de lui toutes les oppositions décentes du second Empire, l'annonce brusquement jetée de Son Excellence l'ambassadeur de Prusse vint profondément surprendre le maître de la maison aussi bien que ses nombreux hôtes : les diplomates en mission près la cour des

Tuileries ne s'aventuraient guère à cette époque dans l'hôtel mal noté de « l'historien illustre et national ». L'étonnement devint bien plus grand encore alors que M. de Bismarck, saisissant aussitôt le fil de la conversation, se mit à développer le plan de sa politique future en Allemagne, si la confiance de son auguste maître l'appelait jamais dans les conseils de la couronne. L'assistance fut d'accord à trouver l'ambassadeur bien bizarre, et sa franchise parut « une sorte de défi ironique adressé à la bonne foi des gens ». Quelques jours après, M. Thiers rendit visite à M. de Bismarck, qui, au milieu de l'entretien, lui dit tout à coup avec une bonhomie caressante et captieuse : « Avouez-le, vous boudez, avec vos amis et vos livres. — Quand on a des opinions, répondit l'homme d'État français, il faut les respecter. — Vous avez raison, fut la réplique, *il faut avoir des idées, mais il faut les servir par le pouvoir.* » Cette maxime caractéristique à peine émise : « Tenez, j'arrangerai votre affaire avec l'Empereur », ajouta l'envoyé de Prusse, et, dans le regard qui accompagna cette parole étrange, l'interlocuteur crut lire la pensée secrète : soyez ministre, et, à nous deux, nous referons la carte de l'Europe... L'ancien ministre du roi Louis-Philippe détourna la conversation, en écartant d'un geste l'offre

et l'idée, et ne tarda pas à prendre congé de l'homme extraordinaire [1]. Il ne devait le revoir que huit ans plus tard, à Versailles, vainqueur de Napoléon III et maître de la France.

Dans les derniers jours du mois de juillet, le nouveau représentant de la Prusse près la cour des Tuileries entreprit un voyage d'agrément dans le midi de la France. Il visita tour à tour Chambord, Bordeaux, Avignon, Luchon, Toulouse, et fit une excursion dans les Pyrénées. « Le château de Chambord, écrit-il dans une lettre datée du 27 juillet 1862, répond par son isolement aux destinées de son possesseur. Dans les grands portiques et les salles splendides où tenaient autrefois leur cour et leurs chasses les rois avec leurs maîtresses, les jouets d'enfant du duc de Bordeaux constituent maintenant le seul mobilier. La concierge, qui me servait de guide, me prit pour un légitimiste et *écrasa* une larme en me montrant un petit canon de son prince. Je lui ai payé cette larme d'un franc au-dessus du tarif, bien que je me sente peu de vocation à subventionner le carlisme. » A Bordeaux, il se réjouit d'avoir pu « étu-

[1] Les détails qui précèdent sont empruntés à la narration faite par M. Thiers lui-même en 1870 à l'évêché d'Orléans, et recueillie par M. A. Boucher dans ses intéressants *Récits de l'invasion*, (Orléans, 1871), p. 321-322

dier *dans l'original* et au sortir de la cave ces grands maîtres nommés Laffitte, Mouton, Pichon, Larose, Margaux, Branne, Armillac, etc. », qu'en Allemagne on ne connaît généralement que « par de mauvaises translations ». Il est ravi de son tour dans les Pyrénées, mais ce sont surtout les bains de Biarritz et de Saint-Sébastien qui font son bonheur. Il « s'y voue tout entier au soleil et au sel de mer », il y oublie la politique et n'y connaît ni journaux ni dépêches. C'est à ce moment (fin septembre 1862) qu'il reçoit de son souverain l'appel pressant de venir à Berlin. Les élections avaient donné un résultat déplorable; l'immense majorité de la nouvelle Chambre appartenait aux *progressistes*. On n'avait pu se décider à Berlin sur le choix du président du futur ministère, — « du couvercle pour le pot gouvernemental », comme s'exprime M. de Bismarck; — il devait remplir ces fonctions par intérim en prenant le portefeuille des affaires étrangères. Brûlé par les rayons du midi et fortifié par les ondes du golfe, « hâlé et salé », l'ancien aspirant à la charge d'intendant des digues dans un district de la Marche se mit en route pour son pays, afin d'y occuper la première place dans l'État. En passant par Avignon, il visita la tombe de Laure à Vaucluse; il y cueillit la branche d'olivier tant commentée depuis, ce signe de

sa réconciliation future avec la démocratie, qu'il montra à M. d'Ester dès son entrée à la Chambre[1]. Il ne fit pour ainsi dire que traverser cette fois Paris, mais il s'y arrêta assez pour y laisser un mot caractéristique et qui résumait tout son programme. « Le libéralisme, dit le chef désigné du gouvernement de Prusse en prenant congé dans les bureaux du quai d'Orsay, le libéralisme n'est qu'un enfantillage qu'il est facile de mettre à la raison ; mais la révolution est une force, et il faut savoir s'en servir. »

[1] Voir plus haut, p. 73.

CHAPITRE V

LES CAMPAGNES DE LA VISTULE ET DE L'ELBE.

Le génie et le hasard dans l'œuvre de M. de Bismarck. — Situation de l'Europe à son avénement au ministère (septembre 1862). — Intimité de la France et de la Russie. — L'insurrection polonaise (janvier 1863). — Suicide d'un peuple. — Folie de l'Europe. — Lord John Russell. — Sages hésitations du gouvernement français. — *Grande remontrance* en faveur de la Pologne. — Exaspération de la Russie. — Popularité et exaltation du prince Gortchakof. — Profits que retire M. de Bismarck du changement de situation. — Ses premiers tâtonnements. — Vues de la Prusse sur la Vistule — Curieuse conversation avec le vice-président de la Chambre. — Mot de M. de Bismarck sur le *spectateur profane*. — Les duchés de l'Elbe. — M. de Bismarck joue à l'indifférence dans la question des Duchés. — Profonde satisfaction de lord John Russell et de M. Quade. — *Minute* du 14 octobre 1863. — Dernières dépêches au sujet de la Pologne. — Retraite de l'Angleterre et dépit de la France. — L'empereur Napoléon III fait la proposition d'un congrès (5 novembre 1863). — Terreurs de lord John Russell et rupture de tout concert européen. — M. de Bismarck brusque l'exécution fédérale dans le Holstein. — Mort subite du roi de Danemark, Frédéric VII (15 novembre 1863) — Résolution et habileté suprême de M. de Bismarck : il éconduit l'Angleterre, la France, l'Autriche et les États secondaires. — L'Europe révolutionnaire de 1848 et l'Europe monarchique de 1864. — Le démembrement d'une monarchie. — Services rendus par la Russie à la Prusse dans la campagne de l'Elbe.

Si grande qu'on veuille bien faire la part du génie dans l'œuvre de M. de Bismarck, on ne saurait nier

qu'une part très-grande aussi en revient à l'imprévu, à un concours extraordinaire de circonstances, à cette déesse Fortune en un mot, dont les *minnesinger* du moyen âge ne se lassaient pas de chanter les louanges, dont Dante lui-même n'a pas manqué de célébrer dans des strophes immortelles « la course toujours lumineuse comme un astre au ciel, et la sentence toujours cachée comme un serpent sous l'herbe ». Sans doute, on peut admirer l'audace extrême avec laquelle le chancelier actuel de l'Allemagne a tant de fois laissé tomber de sa main les *dés de fer du destin;* on peut même, pour parler avec le spirituel abbé Galiani, soupçonner plus d'un dé pipé dans une *rafle de six* tellement persistante. Il n'en est pas moins vrai que, dans sa longue carrière de joueur, le président du conseil à Berlin a rencontré parfois, aux heures les plus décisives, telle chance merveilleuse qu'aucune sagesse humaine ne pouvait prévoir, qu'aucune habileté politique n'était en mesure de préparer et où le *ponte* hardi n'a eu que le mérite, très-considérable encore assurément, de ne pas laisser échapper la veine et d'épuiser la série. Un de ces coups du sort magnifiques, un de ces événements tout à fait prodigieux échut ainsi au ministre de Guillaume Ier dès son début au pouvoir, dès le mois de janvier de l'année 1863. Cet événement posa les premiers fondements

de sa grandeur à venir, il devint le point de départ de son action en Europe, le point d'Archimède d'où il souleva dans la suite tout un monde de projets téméraires, et il importe de bien l'apprécier.

L'idéal que M. de Bismarck s'était proposé en prenant en ses mains les rênes de l'État, c'était l'agrandissement, « l'arrondissement » de la monarchie de Frédéric II. Il en avait fait l'aveu anticipé lors de sa mission à Paris; il le déclara très-franchement aussi dès la première séance de la commission de la Chambre à Berlin, une semaine à peine après avoir été nommé ministre (29 septembre 1862). Il ne prévoyait certes pas dans quelle mesure il lui serait donné de réaliser cet idéal, jusqu'à quelles limites il pourrait étendre en Allemagne des conquêtes qui cesseraient d'être « morales »; mais il prévoyait bien que dans cette tentative il trouverait dans l'Autriche un adversaire résolu, et il en prenait son parti[1]. La seule question qui le préoccupât, c'était l'attitude que garderaient en vue de certaines éventualités les autres grandes Puissances de l'Europe. Parmi ces dernières, il ne comptait pas l'Angleterre;

[1] Voyez la célèbre dépêche circulaire de M. de Bismarck, du 24 janvier 1863, où il rend compte des curieux entretiens qu'il eut avec l'ambassadeur d'Autriche, le comte Karolyi, dans les derniers mois de l'année 1862, aussitôt après son avénement aux affaires.

avec sa rare sagacité politique, il avait jugé de bonne heure à quel état d'apprivoisement et de douceur cette excellente école de Manchester avait réduit le léopard, jadis si farouche, et sa conviction que la fière Albion ne penserait pas à mal et se laisserait même quelque peu honnir devait être bientôt pleinement justifiée dans la piteuse campagne de Danemark. « L'Angleterre n'entre plus dans mes calculs, disait-il quelques années après dans un entretien familier, et savez-vous depuis quand je ne compte plus avec elle? Depuis le jour où elle a renoncé de son plein gré aux îles Ioniennes : une Puissance qui cesse de prendre et qui commence à rendre est une Puissance finie... » Restaient la France et la Russie, et il n'était pas interdit de penser que, bien habilement ménagés, ces deux États pourraient jusqu'à un certain point favoriser les desseins prussiens ou du moins ne pas trop les contrarier. Sur les bords de la Néva, il y avait les anciennes rancunes nées de la guerre d'Orient, imparfaitement assouvies par la guerre de Lombardie; il y avait les relations bien plus anciennes encore, de tout temps intimes, entre les Gottorp et les Hohenzollern, relations devenues plus intimes que jamais, grâce aux efforts tout récents de M. de Bismarck pendant son séjour à Saint-Pétersbourg; enfin il y avait l'ami

Alexandre Mikhaïlovitch, l'ancien collègue de Francfort, si bien prévenu en faveur du nouveau ministre du roi Guillaume Ier, si bien uni avec lui dans la haine contre l'Autriche, si bien prémuni aussi contre la « dangereuse fiction » d'une solidarité qui existerait entre tous les intérêts conservateurs. Sur les bords de la Seine, dans les Tuileries, encore si redoutées, trônait un souverain qui, à force de raisonner le bien général de l'humanité, perdait de plus en plus la raison d'État française, et dont le regard vague, vacillant, ne devait pas être bien difficile à éblouir, alors surtout qu'on ferait miroiter devant lui le « droit nouveau » et l'affranchissement de Venise. D'ailleurs depuis le congrès de Paris s'était établie entre les deux cabinets des Tuileries et de Saint-Pétersbourg une « cordialité » qui grandissait de jour en jour, et dans laquelle la Prusse commençait d'avoir sa très-large part : n'y avait-il pas lieu dès lors d'espérer pour cette dernière, dans l'entreprise qu'elle méditait, un concours généreux ou du moins une neutralité bienveillante de deux Puissances si amies entre elles, et si peu sympathiques à la maison de Habsbourg?

Et pourtant une telle entreprise était si profondément contraire aux intérêts bien entendus et aux traditions bien enracinées de la Russie ainsi que de la

France, la substitution au centre de l'Europe d'une grande monarchie militaire et conquérante à une confédération pacifique et « purement défensive » présentait des inconvénients si manifestes, des dangers même si évidents pour la sécurité et l'équilibre du monde, que le président du conseil à Berlin ne devait guère s'abandonner sous ce rapport à des espérances trop flatteuses. Les amers ressentiments au Palais-d'Hiver et les douces rêveries au palais des Tuileries ne pouvaient prévaloir longtemps contre la réalité de la géographie et la brutalité des faits. A moins qu'à Paris et à Saint-Pétersbourg on ne manquât complétement d'hommes d'État ayant un peu de discernement politique dans l'esprit, un peu d'histoire nationale dans l'âme, il était à parier que les deux gouvernements russe et français ne sauraient demeurer spectateurs indifférents d'un bouleversement si redoutable dans la balance du continent. De bienveillante, leur neutralité ne tarderait pas à devenir par degrés attentive et alarmée, se changerait même en hostilité déclarée à mesure que s'accentueraient les succès prussiens, et il n'est pas jusqu'à cette cordialité entre les deux empires, en apparence si favorable à la Prusse, qui ne constituerait alors un péril de plus en facilitant une action prompte et décisive contre le Hohenzollern. — Telle étant la situation

de l'Europe au commencement de l'année 1863, ce que le nouveau ministre de Guillaume Ier pouvait souhaiter dans ses combinaisons les plus hardies, invoquer dans ses rêves les plus dorés, c'était quelque incident imprévu, quelque événement extraordinaire qui brouillât les deux empereurs Alexandre II et Napoléon III d'une manière irrémédiable, qui ravivât à Saint-Pétersbourg toutes les anciennes rancunes contre Vienne, qui permît à la Prusse de s'attacher la Russie par des liens encore plus forts, indissolubles, tout en conservant ses bons rapports nécessaires avec le cabinet des Tuileries... Chimère! se fût certainement écrié, devant de pareilles exigences, le plus téméraire des constructeurs d'hypothèses, problème d'algèbre et d'alchimie politique indigne d'occuper un esprit tant soit peu sérieux! Eh bien! le hasard, cette providence des heureux de la terre, ne tarda pas à faire surgir un événement qui réalisa au profit de M. de Bismarck toutes les conditions du problème indiqué, qui remplit chacun des points d'un programme aussi fantastique... « Si l'Italie n'existait pas, il faudrait l'inventer », devait dire plus tard en 1865 le président du conseil à Berlin [1]; au mois de janvier 1863, il ne pensait pas autrement à coup sûr de la question polonaise.

[1] La Marmora. *Un po più di luce*, p. 59.

" Une grande étourderie "

L'histoire offre peu d'exemples d'une chute aussi rapide, aussi humiliante, du sublime à l'odieux et au pervers, que l'a présentée, sur les bords de la Vistule, ce drame lamentable qui, après deux années de poignantes péripéties, arrivait à sa catastrophe finale dans ce mois de janvier 1863, comme pour célébrer le joyeux avénement de M. de Bismarck aux affaires. Certes il y eut quelque chose de très-poétique et de très-élevé dans ces premières manifestations de Varsovie, alors qu'un peuple si longtemps, si cruellement éprouvé, vint un jour s'agenouiller devant le château du lieutenant du roi dans une plainte muette, n'ayant en main que le signe du Christ, et ne demandant que « son Dieu et sa patrie!... » Le lieutenant du roi, qui n'était autre que le vieux héros de Sébastopol, le prince Michel Gortchakof eut horreur d'une lutte si inégale, si étrange; il en appela à Saint-Pétersbourg, et, miracle de la miséricorde divine, de ce lieu d'où depuis trente ans ne partaient que des ordres de sang et de supplice, vint cette fois une parole de clémence et de réparation. Un souffle généreux animait alors les classes gouvernantes et intelligentes en Russie; on était sous l'influence des idées de réforme et d'émancipation, on tenait à l'estime de l'Europe, à l'amitié de la France, et l'on avait le désir très-sincère de se concilier la Pologne. L'empereur

Alexandre II envoya son frère à Varsovie; un patriote d'une rare vigueur d'esprit et de caractère prit en main le gouvernement civil; l'instruction, la justice, l'administration, recevaient une empreinte nationale; une autonomie modeste, mais sérieuse, fut assurée au pays. Les préceptes de la plus vulgaire sagesse, l'instinct de la conservation, les leçons effroyables du passé, tout devait conseiller aux Polonais de profiter de ces bonnes dispositions de leur souverain, de mettre à l'épreuve les institutions accordées, d'accepter avec empressement la main qu'on leur tendait. Tout en effet le leur conseillait, mais ils pliaient sous l'anathème que les saintes Écritures ont dès longtemps prononcé contre tout royaume qui se laisse guider par des femmes et des enfants. Les femmes et la jeunesse des écoles résolurent de continuer, de multiplier des manifestations qui avaient si bien réussi, et qui, en cessant d'être spontanées, devinrent théâtrales et sacriléges. La démagogie européenne eut hâte de transporter sur un terrain si bouleversé ses emblèmes, ses mots de désordre, ses sociétés secrètes et ses *instrumenta regni*; de loin, du fond du Palais-Royal, venaient des recommandations « de laisser là les momeries catholiques et de faire des barricades ». Le grand parti conservateur se montra pusillanime là comme ailleurs, comme partout,

comme toujours, et, en voulant sauver sa popularité, il perdit toute une population. On fit le vide autour du frère de l'Empereur, autour du ministre patriote, et ce vide ne tarda pas à être rempli par l'horreur, par la terreur et le crime. Le gouvernement se débattit en vain contre une ténébreuse organisation qui l'enveloppait de toutes parts; il prit des mesures contradictoires et violentes. La démagogie eut gain de cause : elle réussit à jeter dans une révolte impuissante, insensée, un peuple malheureux qui depuis un siècle semble s'être imposé la tâche d'étonner le monde par des résurrections périodiques et de le rebuter en même temps par des suicides non moins périodiques, hélas!

Cette criminelle folie d'une nation ne devait être égalée que par l'étourderie non moins coupable que mit l'Europe à l'encourager et à l'attiser. L'Europe, qui n'avait pas osé toucher à la question polonaise pendant la guerre de Crimée, crut opportun de sympathiser, de badiner avec elle dans ce moment le plus intempestif et le plus désespéré! Lord John Russell fut le premier à entrer dans la lice. Il avait, en 1861, écrit la fameuse dépêche à sir J. Hudson, et s'était persuadé à lui-même et à l'Angleterre qu'il avait par là délivré l'Italie. L'année d'après, dans la dépêche célèbre de Gotha, il avait imaginé pour le Danemark

une constitution des plus originales en quatre parties, avec quatre parlements, et donné ainsi le signal du démembrement de la monarchie scandinave. Cette fois il crut devoir recommander des institutions parlementaires pour la Pologne, et sur l'observation de l'ambassadeur russe, qu'il serait difficile au tsar d'avantager à ce point ses sujets polonais sur ses propres nationaux, il demanda naïvement pourquoi l'on n'étendrait pas le même bienfait à toutes les Russies[1]? — Le comte Rechberg, le fatal ministre qui dirigeait alors les affaires extérieures à Vienne, éprouva de son côté le besoin de se montrer compatissant; il s'accorda le malin et bien coûteux plaisir de payer au cabinet de Saint-Pétersbourg, en monnaie polonaise, les sympathies que ce dernier avait témoignées à la cause italienne. Comme si l'Autriche n'avait pas assez souffert déjà des griefs imaginaires des Moscovites au sujet de la prétendue « trahison » pendant la guerre de Crimée, il tint à leur donner des griefs fort légitimes par une « connivence[2] »

[1] « Pourquoi en effet des institutions représentatives ne seraient-elles pas accordées en même temps au royaume de Pologne et à l'empire de Russie? » Dépêche de lord John Russell à lord Napier, du 10 avril 1863.

[2] « Cette *connivence* de l'Autriche n'est pas ce qu'il y a de moins remarquable dans l'histoire de cette insurrection. » Dépêche confidentielle de M. de Tengoborski à M. d'Oubril, 4 février 1863.

très-réelle en Gallicie : la Gallicie devint en effet le refuge, la place d'armes et la place de ravitaillement pour les insurgés du royaume.

Il est juste de reconnaître que le gouvernement français avait longtemps hésité avant de s'engager dans une voie aussi périlleuse. Dès les premiers temps de l'agitation polonaise, une note publiée dans le *Moniteur* du 23 avril 1861 avait mis la presse et l'opinion publique en garde contre « la supposition que le gouvernement de l'Empereur encourageait des espérances qu'il ne pourrait satisfaire ». — « Les idées généreuses du tsar, continuait la note du *Moniteur*, sont un gage certain de son désir de réaliser les améliorations que comporte l'état de la Pologne, et il faut faire des vœux pour qu'il n'en soit pas empêché par des manifestations irritantes. » Le gouvernement français persévéra dans cette attitude sensée et tout amicale pour le tsar pendant les années 1861 et 1862, malgré l'intérêt que la presse parisienne ne cessait de prendre aux événements « dramatiques » de Varsovie, malgré plusieurs débats animés qui eurent lieu dans les Chambres anglaises, et qui furent plutôt à l'adresse de la France que de la Russie. Les hommes d'État britanniques, en effet, n'avaient pas jugé inutile, pendant ces deux années 1861 et 1862, d'embarrasser quelque peu le cabinet

des Tuileries dans ses penchants très-prononcés pour l'alliance russe par l'évocation fréquente et sympathique du nom de la Pologne. Lord Palmerston surtout, dans un discours très-spirituel du 4 avril 1862, se mit à exalter les Polonais, à célébrer leur patriotisme « indomptable, inextinguible, inépuisable », tout en ne négligeant pas de leur rappeler les cruelles déceptions que leur avait déjà causées, « à une autre époque », un empereur français. Napoléon III résistait toujours aussi bien aux émotions irréfléchies du dedans qu'aux excitations intéressées du dehors. Encore le 5 février, après l'explosion déjà du funeste soulèvement, M. Billault, le ministre orateur au sein du Corps législatif, qualifia durement l'insurrection polonaise comme l'œuvre des « passions révolutionnaires », et insista avec force sur le danger « des paroles inutiles et des protestations vaines »; mais le langage bruyant des ministres anglais, l'attitude énigmatique de l'Autriche, et en dernier lieu la convention militaire que conclut M. de Bismarck avec la Russie (8 février 1863), et qu'il fit sonner bien haut, finirent par l'emporter. Après avoir tant fait depuis sept ans pour gagner la « cordialité » russe, après lui avoir sacrifié presque tous les fruits de la guerre d'Orient, Napoléon III renversa brusquement un échafaudage si laborieusement construit. et se mit

en quête d'organiser contre le gouvernement du tsar une *grande remontrance* européenne, dont le premier et terrible effet fut tout naturellement de grossir en Pologne le torrent de sang et de larmes. Le cri général à Varsovie devint dès lors qu'il fallait faire « durer » l'insurrection pour justifier l'intervention de l'Europe [1], qu'il fallait laisser couler le sang polonais tant que coulerait l'encre sympathique des chancelleries. On connaît l'issue déplorable de cette grande campagne diplomatique, qui dura neuf mois et ne servit qu'à démontrer le profond désaccord des puissances de l'Occident. L'ingérence étrangère blessa la Russie dans son orgueil, et la poussa à entreprendre contre la nationalité polonaise une œuvre d'extermination générale, méthodique, implacable, et qui ne s'est plus ralentie depuis.

Si peu sérieux au fond, si frivole même que fût le tournoi diplomatique des Puissances occidentales en faveur de la Pologne, les Russes n'en crurent pas moins avoir été menacés un moment d'un péril extrême, et n'y avoir échappé que grâce à la fermeté de leur ministre « national », à son courage patriotique, à ses dépêches habiles, dignes et vigoureuses. Certes, le

1 « L'insurrection polonaise, à laquelle *sa durée* imprimait un caractère national », devait dire l'empereur Napoléon III lui-même dans son discours du 5 novembre 1863.

ministre est humainement très-excusable de n'avoir pas protesté contre une croyance aussi flatteuse : il se laissa faire, il se laissa dire qu'il avait repoussé une nouvelle invasion et « vaincu l'Europe » : *scripsit et salvavit !* Il fut comblé de faveurs par son auguste maître, il reçut les ovations enthousiastes de ses compatriotes, il devint l'idole de la nation à côté de M. Katkof et du sanguinaire Mouravief. Pendant toute une année, il ne se passa pas un seul banquet, dans le coin le plus obscur de la Russie, sans que ces trois noms « sauveurs et bénis » y fussent célébrés par des discours, fêtés par des toasts, félicités par des télégrammes, et, quelque répugnance que dût éprouver dans son for intérieur le descendant des Rourik et le nourrisson des humanités classiques à être ainsi constamment accolé à un journaliste furibond et à un effroyable bourreau, il en fit le sacrifice à son amour du pays et de la popularité. Dans son empressement bienveillant à accueillir les hommages qui lui venaient de toutes parts, il s'oublia même un jour jusqu'à remercier, avec le sourire stéréotypé, la noblesse allemande des provinces Baltiques d'un diplôme de citoyen honoraire qu'elle lui avait envoyé, et le parti national lui reprocha, avec une certaine amertume, le « ravissement coupable » auquel il s'était laissé aller à cette occasion. Alexandre Mikhaïlovitch eut

tous les honneurs de la triste campagne de 1863; les profits en revinrent à un autre, à l'ancien collègue de Francfort, au président du conseil de Berlin, qui devait y trouver une base solide et assurée pour toute une grande stratégie dans l'avenir. Voici en effet comment se présentait, au point de vue des intérêts et des espérances de la Prusse, le bilan de la situation que venait de créer, vers la fin de 1863, la *grande remontrance* européenne dans les affaires de Pologne : la béate quiétude de l'Angleterre était dûment constatée; la France et la Russie étaient brouillées désormais, et d'une manière irréparable, les ressentiments contre l'Autriche étaient devenus plus vifs que jamais à Saint-Pétersbourg, et plus que jamais aussi le ministre prussien avait le droit de compter sur l'amitié reconnaissante, sur le dévouement à toute épreuve du prince Gortchakof; enfin il n'était pas si difficile de prévoir qu'après son éclatant échec de Varsovie le César du droit nouveau aurait hâte de reporter ses regards sur Venise, de vouloir « faire quelque chose pour l'Italie », et favoriserait d'autant plus bénévolement « une jeune Puissance du Nord » dans ses entreprises contre le Habsbourg, que déjà l'idéologie napoléonienne avait depuis longtemps assigné à cette jeune Puissance « de grandes destinées en Allemagne... »

Ce serait cependant faire trop d'honneur au génie humain que de supposer à M. de Bismarck une vue dès l'abord très-claire et précise de toutes ces conséquences favorables, prodigieuses même, que devait amener pour lui la fatale insurrection de Pologne. Bien des circonstances sembleraient indiquer plutôt que, dans les commencements surtout, le ministre prussien n'ait fait que tâtonner et chercher sa voie dans une direction quelque peu aventurée et par des chemins de traverse. Chose curieuse, et qui devrait peut-être donner à réfléchir encore aujourd'hui, M. de Bismarck, qui avait certes bien étudié la Russie, qui l'avait habitée pendant plusieurs années et venait à peine de la quitter, paraît avoir très-sérieusement douté des forces de cet empire en 1863, et douté à tel point qu'il ne le crut pas même capable de vaincre cette pauvre échauffourée de la malheureuse jeunesse polonaise! Il exprimait ses appréhensions à cet égard devant les plénipotentiaires d'Angleterre et d'Autriche [1], et alla un jour jusqu'à faire des confidences surpre-

[1] « Dans les précédentes occasions, M. de Bismarck m'a toujours parlé de la probabilité que l'armée russe serait trop faible pour étouffer l'insurrection. » Dépêche de sir A. Buchanan, 21 février 1863. — Il tint le même langage au ministre d'Autriche, comte Karolyi. De son côté, le directeur de la chancellerie diplomatique du grand-duc Constantin écrivait dès le 4 février, à la

nantes sur ce thème au vice-président de la Chambre de Prusse, M. Behrend[1]. « Cette question, dit le ministre de Guillaume Ier vers le milieu du mois de février, peut être résolue de deux manières : ou il faut étouffer promptement l'insurrection de concert avec la Russie et arriver devant les Puissances occidentales avec un fait accompli, ou bien on pourrait laisser la situation se développer et s'aggraver, attendre que les Russes fussent chassés du royaume ou réduits à invoquer un secours, et alors *procéder hardiment et occuper le royaume pour le compte de la Prusse ;* au bout de trois ans, tout là-bas serait germanisé... — Mais c'est un propos de bal qu'on veut bien me tenir? s'écria le vice-président stupéfait (l'entretien avait lieu à un bal de la cour). — Non, fut la réponse ; je parle sérieusement de choses sérieuses. Les Russes sont las

première nouvelle de l'envoi des généraux prussiens pour la conclusion d'une convention militaire : « Tout en reconnaissant la courtoisie de la mission de ces messieurs, nous ne pouvons pas nous rendre un compte exact de ce qui l'a motivée. Il n'y a pas de *pericolo* (*sic !*) *in mora,* et nous n'en sommes pas à avoir besoin de la coopération des troupes étrangères... Le gouvernement prussien fait le diable beaucoup plus noir qu'il n'est en effet. » Dépêche confidentielle de M. de Tengoborski à M. d'Oubril, ministre de Russie à Berlin.

[1] Les journaux allemands de l'époque ont publié cet entretien d'après le propre récit de M. Behrend, qui ne l'a pas démenti. Voyez entre autres la *Gazette de Cologne* du 22 février 1863.

du royaume, l'empereur Alexandre me l'a dit lui-même à Saint-Pétersbourg. » — Cette pensée de récupérer la ligne de la Vistule, perdue depuis Iéna, a hanté plus d'une fois l'esprit de M. de Bismarck pendant l'année 1863 : bien entendu, on ne voulait obtenir cette « rectification de frontière » que du consentement de l'empereur Alexandre II, mais on ne négligeait pas les moyens qui eussent quelque peu forcé une pareille solution. Un des confidents les plus intimes du ministre et actuellement représentant de l'Allemagne près le roi Victor-Emmanuel, M. de Keudell, propriétaire de vastes domaines dans le royaume de Pologne, profitait de ses relations avec les notables du malheureux pays pour leur insinuer à plusieurs reprises de s'adresser à Berlin, d'y demander par exemple une occupation prussienne *temporaire* qui les mît à l'abri des sévices russes! En cherchant bien dans l'histoire de cette funeste insurrection, on y trouverait peut-être d'autres agents prussiens, beaucoup plus obscurs, mais aussi beaucoup plus compromettants que M. de Keudell... Le président du conseil à Berlin espérait-il sérieusement tant obtenir de la « lassitude » de l'empereur Alexandre et de l'amitié du prince Gortchakof?

Quoi qu'il en fût de ces espérances ou de ces arrière-pensées, M. de Bismarck mit un empressement fiévreux

à marquer dès le début sa solidarité absolue avec le vice-chancelier russe en face de l'Occident. Il lui offrit une convention militaire de la façon la plus spontanée, la plus impétueuse même ; il prit sa défense en toute occasion et ne cessa de l'assister fidèlement, ardemment, dans ses passes d'armes diplomatiques avec les cabinets d'Angleterre, de France et d'Autriche, essuyant avec délices le premier feu des notes de M. Drouyn de Lhuys, supportant avec joie les clameurs universelles de la presse, répondant avec hauteur aux interpellations de son Parlement. Les grands hommes du parti *progressiste* ne comprenaient rien, en cette occasion comme en tant d'autres, à la politique de leur « Polignac » ; ils la trouvaient inopportune, périlleuse, et demandaient où était en tout cela l'intérêt allemand ? A quoi le Polignac répondit un jour dans la Chambre par cette image voilée et bien significative pourtant, que, « placé devant l'échiquier de la diplomatie, le *spectateur profane* croit la partie finie à chaque nouvelle pièce qu'il voit avancer, et peut même tomber dans l'illusion que le joueur change d'objectif... »

Certes M. de Bismarck ne changeait point d'objectif et pensait toujours à l'agrandissement de la Prusse ; mais il est évident que jusqu'à l'automne de cette

année 1863 il n'avait pas encore de plan bien arrêté : il « avançait des pièces » dans des directions différentes et attendait l'inspiration du hasard pour savoir de quel côté il porterait « le coup », du côté du Mein, de la Vistule ou de l'Elbe? Il avait visé un moment le Cassel et s'était jeté avec quelque crânerie dans le conflit constitutionnel de ce pays avec l'Électeur; il avait même donné à cette occasion le plaisant spectacle d'un ministre intervenant dans un État voisin pour y forcer le prince à la plus stricte observation du régime parlementaire, tout en gouvernant lui-même en dehors de la constitution et au moyen des impôts prélevés contrairement au vote de la Chambre. Sans parler des projets aventureux qu'on nourrissait à Berlin touchant une rectification possible de frontière du côté de la Vistule, sur les bords de l'Elbe il y avait l'ancienne, la sempiternelle question des Duchés, question assoupie depuis le traité de Londres, mais réveillée de nouveau en 1859 à la suite des événements d'Italie et devenue même brûlante depuis une dépêche fameuse, mortelle pour le Danemark, que lord John Russell, dans un moment d'inconcevable étourderie, avait lancée de Gotha le 24 septembre 1862, — le jour précisément de l'arrivée de M. de Bismarck au ministère! Les États secondaires, la diète de Francfort et M. de

Rechberg lui-même étaient devenus très-ardents et faisaient assaut de patriotisme allemand dans cette cause du Slesvig-Holstein, cause qu'ils croyaient au fond chimérique, et par laquelle ils entendaient seulement embarrasser la Prusse, la convaincre de « tiédeur nationale ». La tentation devenait grande de prendre au mot les États secondaires, la diète de Francfort, voire l'Autriche, de les entraîner contre le Danemark dans une guerre qui doterait la Prusse du magnifique port de Kiel et lui permettrait en outre de faire l'essai de « l'instrument » que le roi Guillaume Ier « perfectionnait » depuis quatre ans,... pourvu que la guerre pût être *localisée* et que les Puissances européennes ne voulussent pas se mettre en travers comme en 1848! Le président du conseil à Berlin ne désespérait pas complétement d'y arriver par des manœuvres patientes et savantes. Il comptait sur l'amitié du prince Gortchakof, sur diverses constellations politiques, enfin sur la confusion étrange, et, pour parler avec Montaigne, sur « le grand tintamarre de cervelles » que certains principes de droit nouveau et de nationalité avaient introduit dans telle chancellerie du continent. Il se disait parfois que dans cette grave entreprise il pourrait bien n'avoir en définitive pour adversaire convaincu que ce bon lord Russell, qui, après sa fatale

dépêche de Gotha, s'était de nouveau ravisé, s'était même constitué l'avocat, le protecteur et le *mentor* du malheureux gouvernement de Copenhague : un tel jouteur n'avait pas de quoi trop effrayer le preux chevalier de la Marche.

Dans les premiers temps toutefois, et tant que durèrent les négociations sur la Pologne, le chevalier de la Marche crut devoir user de prudence et jouer devant le cabinet de Saint-James à l'indifférence extrême au sujet de cette affaire « vexante » des Duchés. Rien n'est plus instructif que de suivre dans les *state papers* ainsi que dans les documents communiqués au *Rigsraad* les épanchements intimes et presque journaliers par lesquels M. de Bismarck était parvenu à persuader jusqu'à la dernière heure non-seulement à lord Russell et à son envoyé sir A. Buchanan, mais bien aussi à M. de Quade, le ministre danois près la cour de Berlin, que cette question du Slesvig-Holstein était une *marotte* des États secondaires et de l'Autriche, que la Prusse était loin de partager ces effervescences et ces concupiscences tudesques et qu'elle faisait son possible pour les calmer, pour les éconduire! Le 14 octobre 1863, quinze jours après que la diète de Francfort eut décrété l'exécution fédérale dans le Holstein, M. de Bismarck stipulait même une *minute* avec l'envoyé de la Grande-

Bretagne, sir A. Buchanan, par laquelle il s'engageait *à prévenir cette exécution,* si le Danemark acceptait la médiation anglaise [1]. Le Danemark accepta, et lord Russell put enfin respirer. Encore, le 6 novembre 1863, M. Quade écrivait de Berlin à son gouvernement : « Le premier ministre de Prusse, soit en raison de ses vues personnelles, soit à cause de l'attitude prise par l'Angleterre, a mis l'affaire dans une position qui *dépasse de beaucoup tout ce qu'on aurait pu espérer.* Je ne suis pas certain que la question soit envisagée à Vienne avec la même netteté et la même chaleur (chaleur pour les intérêts du Danemark!) qu'elle l'est ici... » Ainsi jugèrent la situation sir A. Buchanan et M. Quade encore le 6 novembre; mais ils ne tardèrent pas à être brusquement réveillés de leurs illusions par une dépêche éplorée du principal secrétaire d'État, datée du 9 novembre et conçue en ces termes : « Si les informations qui me parviennent sont exactes, M. de Bismarck n'oppose plus aucune objection (*no longer offers any objection*) à l'exécution fédérale dans le Holstein; le gouvernement de Sa Majesté ne peut que laisser à l'Allemagne la responsabilité d'exposer

1 Dépêche de M. Buchanan du 17 octobre 1863. *Inclosure. — Minute of conversation between M. de Bismarck and sir A. Buchanan.*

l'Europe à une guerre générale... » Les informations n'étaient malheureusement que trop exactes, et les déboires du bon Johnny allaient commencer.

C'est que deux faits importants venaient d'avoir lieu dans l'intervalle de trois semaines qui s'était écoulé depuis la *minute* du 14 octobre; dans cet intervalle, le cabinet de Saint-James avait donné au gouvernement russe quittance définitive des affaires de Pologne, et l'empereur Napoléon III avait lancé dans le monde un fantastique projet de congrès *pour l'arrangement de toutes les questions pendantes!*... Charmé au plus haut degré du concours que lui prêtait M. de Bismarck en ce mois d'octobre dans les difficultés danoises, le principal secrétaire d'État s'était enfin décidé à lui faire le sacrifice tant de fois demandé de la question polonaise, à rappeler même par le télégraphe un courrier porteur d'une note très-comminatoire à l'adresse du gouvernement de Saint-Pétersbourg, et à remplacer cette missive par une dépêche des plus humbles, qui renonçait à toute controverse ultérieure sur cette matière (20 octobre)[1]. De son côté, l'empereur des Français,

[1] Cherchant une issue tant soit peu honorable à la campagne si follement engagée, le chef du *foreign office* avait imaginé vers la fin de septembre (à la suite du discours de Blairgowrie) de déclarer l'empereur Alexandre *déchu de ses droits sur la Pologne* « pour n'avoir pas rempli les conditions en vertu desquelles la

tenu au courant de ces menées, profondément dépité de cet abandon de l'Angleterre, et ne pouvant se résoudre à accepter son échec ni surtout à en faire l'aveu sans phrases devant le Corps législatif, avait imaginé (5 novembre) cet appel à un congrès général,

Russie a obtenu ce royaume en 1815 ». La France devait faire une déclaration analogue; mais M. Drouyn de Lhuys, devenu prudent, et pour cause, ne voulut expédier sa note qu'après que celle de l'Angleterre fût parvenue au prince Gortchakof. Lord Russell écrivit donc sa dépêche; elle fut lue au conseil, approuvée par lord Palmerston, et copie en fut donnée au ministre des affaires étrangères de France. Déjà lord Napier avait été avisé d'informer le prince Gortchakof d'une « communication importante » qu'il aurait bientôt l'honneur de lui transmettre, et le duc de Montebello était également instruit par le gouvernement français d'avoir à appuyer son collègue de la Grande-Bretagne dans sa déclaration solennelle; déjà même le document tant débattu était parti pour sa destination et s'acheminait vers Saint-Pétersbourg... quand soudain, et à l'ébahissement indicible des initiés, un coup de télégraphe arrêtait brusquement en Allemagne le courrier porteur de la note; un autre coup de télégraphe informait lord Napier qu'il ne serait plus donné suite à « l'importante communication ». C'est que dans l'intervalle le comte Bernstorff était venu faire lecture au *foreign office* d'une dépêche prussienne où M. de Bismarck invitait le principal secrétaire d'État à prendre garde à sa démarche, — car, si le tsar était déclaré déchu de ses droits sur la Pologne pour sa violation du traité de Vienne, les gouvernements allemands pourraient bien aussi déclarer de leur côté le roi de Danemark déchu de sa souveraineté sur les duchés de l'Elbe pour n'avoir pas rempli tous les engagements du traité de Londres... Lord John Russell rappela le courrier et déchira la note. — Voyez nos *Études de diplomatie contemporaine,* Ire partie, chapitre III.

Wszystko par terre, tylko alians Pr.-R. stoi

qui ne fit qu'augmenter les inquiétudes de l'Europe, et inspirer notamment au chef du *foreign office* des terreurs indicibles. Non content de répondre à l'invitation du cabinet des Tuileries par une note des plus acerbes et blessantes, lord John Russell se mit en campagne afin de préserver les cours étrangères de la contagion de l'idée française ; il perdit presque entièrement de vue les dangers du Danemark et ne songea plus qu'à combattre le projet de Napoléon III, projet assurément peu viable, et qui, pour mourir de sa mort naturelle, n'avait nul besoin d'un pareil déploiement des forces britanniques. Le président du conseil de Prusse jugea le moment venu d'abattre son jeu. La dernière ombre d'une entente occidentale venait de disparaître ; seule l'alliance de la Russie et de la Prusse demeurait intacte, inébranlable, au milieu du désarroi général des cabinets ; aucun concert européen pour la protection du Danemark n'était à craindre. M. de Bismarck pouvait maintenant « ne plus avoir d'objection » contre l'exécution fédérale dans le Holstein, et bientôt un événement inespéré, un de ces coups de fortune magnifiques comme les a rencontrés si souvent le ministre de Guillaume Ier dans sa merveilleuse carrière, vint lui prouver qu'il était décidément en veine. La mort subite du roi Frédéric VII (15 novembre 1863) a

quelque chose de si tragique, de si fatal pour les destinées du Danemark, qu'elle fait penser à l'une des paroles les plus désolées que nous ait léguées l'antiquité, à ce cri lugubre de l'historien : *non esse curæ deis securitatem nostram, esse ultionem.*

Cette mort donna en effet une tournure toute nouvelle aux exigences tudesques envers la malheureuse monarchie scandinave. L'Allemagne ne se contentait plus d'une exécution fédérale dans le Holstein; elle prétendait ne pas reconnaître la souveraineté du nouveau roi Christian IX dans les Duchés, et voulait y introniser cette intrigante et félone famille d'Augustenbourg dont M. de Bismarck lui-même avait jadis obtenu le désistement contre 1 million et 1/2 de *rixdalers* payé par le gouvernement de Copenhague. Ce n'est que de ce moment aussi que les idées du ministre de Guillaume Ier semblent s'être fixées avec la dernière précision : décidément c'est du côté de l'Elbe que la Prusse allait commencer à « s'arrondir » et à compléter son unité! Une fois la résolution prise, M. de Bismarck mit à l'exécuter une ardeur, une audace, une habileté incomparables; ce coup d'essai fut un coup de maître, et le grand Machiavel eût certainement trouvé un plaisir « divin » à contempler l'adresse, ou, comme il eût dit, la *virtù* avec laquelle le chevalier de la Marche sut,

dans l'espace de quelques semaines, empaumer ce pauvre lord Russell, enguirlander l'empereur Napoléon III, entraîner l'Autriche dans une expédition lointaine, aussi injuste qu'insensée, mettre en avant le *Bund* et l'évincer en même temps, terroriser les États secondaires et éconduire leur protégé, prendre enfin en ses mains uniques la sainte cause de la patrie allemande, et, selon le mot de l'apôtre, se faire tout à tous!...

Le spectacle que présentait l'Europe au commencement de l'année 1864 était à coup sûr l'un des plus bizarres et des plus affligeants qu'ait connus l'histoire. Deux grandes Puissances jalouses l'une de l'autre, et destinées même bientôt à se livrer des combats mortels pour les dépouilles arrachées à leur victime, deux grandes Puissances, à la fois stimulées et décriées par toute une ligue des princes et des peuples de la Germanie, attaquaient un État faible, mais qui fut une monarchie antique et glorieuse, et dont l'existence était proclamée par tous les cabinets nécessaire à la balance des nations; elles l'attaquaient sous le prétexte le plus futile, au nom d'une cause que le chef même de la coalition avait qualifiée jadis d' « éminemment inique, frivole, désastreuse et révolutionnaire ». C'est d'ailleurs pour punir le roi Christian IX de sa désobéis-

sance au *Bund* que la Prusse et l'Autriche s'étaient chargées de cette œuvre de « justice », et cette œuvre, elles l'inauguraient par une déclaration formelle de leur propre désobéissance envers le même *Bund;* elles agissaient en « mandataires de l'Allemagne », et l'Allemagne entière protestait contre l'usurpation du mandat! — Toutes ces choses monstrueuses, l'Europe les regardait et les laissait faire, cette même Europe qui en 1848, lors de la première agression allemande contre le royaume scandinave, n'avait pas manqué à son devoir et avait su noblement le remplir malgré la grande tourmente révolutionnaire qui eût pu lui servir d'excuse. Les Puissances furent unanimes alors pour défendre le faible contre l'oppresseur; l'empereur Nicolas se trouva d'accord sur ce point avec la république du général Cavaignac, et il n'est pas jusqu'aux diplomates improvisés par la « surprise » de février qui n'eussent montré à ce moment une intelligence suffisante des conditions de l'équilibre du monde. Il a été réservé à des hommes d'État des plus expérimentés, à des chanceliers vieillis dans la tradition et le respect des traités, à des représentants des monarchies régulières et fortes, de laisser consommer une œuvre révolutionnaire que les Bastide et les Petetin avaient cru de leur devoir de ne point

admettre[1] ! Sans doute c'est surtout l'Angleterre qui portera devant la postérité la honte de la ruine du Danemark, car c'est elle qui avait pris en main la cause du royaume scandinave, qui l'avait conseillé, guidé, morigéné jusqu'au dernier jour, et qui avait solennellement déclaré *qu'au moment du danger il ne combattrait pas seul;* il serait toutefois injuste d'en prétendre exonérer complétement le reste des Puissances européennes. Aussi plus d'un esprit réfléchi et honnête assignait-il dès lors à ce démembrement d'une monarchie en plein dix-neuvième siècle toute la portée qu'avait eue un autre démembrement au siècle précédent, et en prévoyait-il avec anxiété de grands bouleversements et des catastrophes formidables dans l'avenir. Les naïfs, ou, pour parler avec M. de Bismarck, les *profanes,* pouvaient seuls croire la partie finie après ce premier coup porté au droit des nations, après ce premier exploit aussi de « l'instrument » merveilleux que le gouvernement prussien avait mis tant d'années et de soins à « perfectionner ».

[1] « En 1848, le Danemark avait demandé la protection de la France; M. Bastide, alors ministre des affaires étrangères sous la république, prit chaudement (*warmly*) la cause, et il fut même question d'envoyer 10,000 hommes pour assister les Danois dans la défense de leur pays... » Dépêche de lord Cowley du 13 février 1864. — Voyez aussi les curieuses dépêches de M. Petetin, alors envoyé de la république en Hanovre.

Le canon de Missunde fut pour le chevalier de la Marche ce que le canon de Toulon avait été autrefois pour certain officier de la Corse, et cette courte campagne des Duchés révéla bien des choses au futur vainqueur de l'Europe. Il y apprit que les droits légitimes, les traités consacrés, les *minutes* stipulées, la foi jurée et maintes autres vieilleries réputées inattaquables étaient bien plus débiles et caducs encore que les pauvres forteresses élevées par les Danois dans les âges précédents, et, si les Moltke et les Roon firent dans cette guerre l'essai pleinement satisfaisant de leur fusil à aiguille, il put de son côté éprouver les qualités précieuses, inaltérables, de son instrument à lui... Il faut bien le dire, pendant toute cette expédition contre le Danemark, le prince Gortchakof n'a cessé de favoriser le ministre prussien par tous les moyens, de lui tendre avec empressement, et le plus souvent à la dérobée, une main secourable à chaque traversée difficile. Son concours fut absolu et d'autant plus efficace qu'il prenait les dehors d'une neutralité affairée en quête d'un arrangement pacifique. C'est ainsi qu'il aida le président du conseil de Berlin à faire entrer dans la tête récalcitrante de lord Russell le raisonnement aussi spécieux que plaisant, que l'occupation du Holstein par les troupes fédérales deviendrait un titre de validation

entre les mains du nouveau roi de Danemark. « M. de Bismarck me dit, écrivait le 28 novembre 1863 sir A. Buchanan, qu'une exécution fédérale préviendrait tout mouvement révolutionnaire dans le Holstein, et serait en même temps à un certain degré une *reconnaissance indirecte* du roi Christian IX comme duc de Holstein de la part de la diète de Francfort. Son Excellence affirma que l'état alarmant de l'Allemagne commandait qu'il fût procédé immédiatement à l'exécution; mais elle ne put ou ne voulut m'expliquer comment une pareille exécution serait une reconnaissance de la souveraineté du roi Christian et pourrait éviter l'apparence d'une occupation... » Trois jours après, le 1er décembre, lord Napier mandait de son côté de Saint-Pétersbourg : « Le langage du prince Gortchakof me fait croire qu'il est persuadé que M. de Bismarck a des *vues modérées* dans cette question. Le vice-chancelier est disposé à considérer une exécution fédérale, si elle est bien conduite, comme une *mesure conservatrice*. Dans son opinion, les troupes fédérales, agissant d'après des instructions judicieuses, assureraient l'ordre, et maintiendraient la distinction nécessaire entre la question législative et la question dynastique... » *Je dépouille, donc je reconnais!* disait M. de Bismarck par une logique qui n'était qu'à lui, mais que partageait à ce

moment le prince Gortchakof et que ces deux amis essayèrent bientôt d'appliquer aussi au Slesvig, après que le chef du *foreign office* s'y fut résigné dans le Holstein[1]. « Le vice-chancelier russe m'a fait ce matin la suggestion, écrivait de nouveau lord Napier de Saint-Pétersbourg, en date du 11 janvier, qu'on devrait engager le Danemark à *admettre* l'occupation du Slesvig par des forces de l'Autriche et de la Prusse à titre de *garantie* donnée à ces deux Puissances par rapport à la population allemande du duché... » Ainsi continuent de nous instruire et de nous édifier les *state papers* et les documents communiqués au *Rigsraad :* on n'y trouve pas une seule insinuation ou « suggestion » partie des bords de la Sprée contre le Danemark qui ne soit aussitôt répercutée sur les bords de la Néva. Et pourtant le Danemark a été de tout temps l'ami et le protégé de l'empire des tsars! Plus que toute autre Puissance au monde, la Russie avait intérêt à préserver la liberté de la Baltique, à ne pas laisser tomber le port de Kiel aux mains de la Germanie; plus que toute autre Puissance aussi, elle était tenue de faire cette

[1] Les feuilles officieuses de Berlin ont renouvelé ce raisonnement dans leurs récentes discussions sur les lois de garantie accordées au Saint-Siége. Le pape, argumentaient-elles, ne peut pas être traité en souverain, vu qu'il n'y a pas moyen d'exercer contre lui des représailles en se saisissant de ses États.

réflexion que la Courlande et la Livonie parlaient un allemand bien autrement pur et harmonieux que le Slesvig! Enfin c'était bien la cause de la révolution contre celle de la souveraineté légitime qui se trouvait engagée dans ce débat sur l'Eider : le vieux Nesselrode l'avait déclaré dans une circulaire célèbre, et qu'eût dit l'empereur Nicolas de pareilles complaisances pour la révolution de la part d'un chancelier russe?... Alexandre Mikhaïlovitch fera encore l'étonnement de l'histoire par l'immensité de sa gratitude envers M. de Bismarck.

Preliminarze Sadowy

CHAPITRE VI

GUERRE D'ALLEMAGNE.

Seconde période du ministère du prince Gortchakof. — Les bouderies d'Alexandre Mikhaïlovitch et les rêveries de Napoléon III. — *Idées napoléoniennes* au sujet de l'Allemagne. — Isolement de la France en 1864. — Convention de septembre. — Arrivée de M. de Bismarck à Paris (octobre). — Langage qu'il y tient. — Le *parti de l'action* dans les conseils de l'Empire. — Encouragements emportés à Berlin par M. de Bismarck. — Circulaire prussienne du 24 décembre concernant les Duchés. — Consultation et arrêt des syndics de la Couronne (1865). — Proposition faite à l'Autriche. — Menaces de guerre. — Première campagne de Bohême (juillet 1865). — Convention de Gastein (août). — Incident Lucca et lettre à M. André (de Roman). — Sympathies autrichiennes de M. Drouyn de Lhuys. — Sympathies prussiennes du *parti de l'action*. — Projet chimérique de l'empereur Napoléon III : il se réserve le rôle de juge de camp et protecteur du droit. — Entrevue de Biarritz (octobre). — Le mot du sphinx. — La Vénétie et *la grande guerre pour la nationalité allemande*. — Politique téméraire de la Prusse (1866). — L'Allemagne hostile à l'entreprise de M. de Bismarck. — Violente opposition des Chambres et des populations en Prusse. — Les *perruques* de Potsdam et les scrupules de Guillaume I[er]. — Négociations secrètes avec l'Italie et avec le parti de la révolution européenne. — Mission du général Govone et traité avec le cabinet de Florence (avril 1866). — Nouvelles hésitations du roi Guillaume et manifestations pacifiques en France. — Le discours d'Auxerre (6 mai). — La guerre. — La bataille de Sadowa (3 juillet). — Réveil terrible aux Tuileries. — Le prince Gortchakof jouit et se recueille.

Ainsi fut inaugurée au sujet des questions de Pologne et de Danemark cette action commune des deux minis-

tres de Russie et de Prusse, qui devait persister pendant tant d'années encore et avoir une influence si considérable, si désastreuse, sur les affaires du continent. Avec cette année 1863 commence la seconde période du ministère du prince Gortchakof, sa seconde *manière,* assurément beaucoup plus discutable. A la « cordialité » française, convenablement dosée et en somme tonique, qui avait prévalu jusque-là, va succéder l'amitié prussienne, trop passionnée, trop absorbante sans contredit. Dans cette seconde période, en effet, Alexandre Mikhaïlovitch ne gardera plus cet esprit calme et réservé et cet égoïsme intelligent qui ont fait sa fortune lors de ses intimités avec l'empereur Napoléon III; il embrassera toutes les opinions, toutes les causes de son redoutable ami de Berlin, sans malheureusement posséder son étonnante flexibilité d'esprit, son art merveilleux de se tourner et de se retourner. Rien par exemple n'égale l'adresse avec laquelle M. de Bismarck sait à l'occasion oublier un passé importun[1], ne plus se sou-

[1] Et pourtant, l'empereur Guillaume Ier ne se trompait guère en disant un jour à M. d'Arnim que *la rancune était le trait dominant du caractère de M. de Bismarck!* (*Pro nihilo*, Vorgeschichte des Arnimschen Processes, p. 77.) — On cite un aphorisme on ne peut plus caractéristique du chancelier d'Allemagne dans un album de dame : *J'oublie parfois, jamais je ne pardonne!...*

venir surtout de ses torts envers autrui; il a même pour cela un euphémisme charmant, il appelle cela un *malentendu*. C'est de ce nom qu'il a décoré plus d'une fois et du haut de la tribune sa longue et outrageante lutte contre le Parlement et jusqu'à la guerre qu'il fit en 1866 à l'Autriche (petit malentendu qui coûta la vie à 40,000 hommes!), et comment ne pas admirer aussi l'affection, l'enthousiasme qu'il a fini par inspirer à cet excellent lord Russell, l'homme d'État certes qu'il a le plus berné, le plus maltraité en 1863 pendant le différend danois? Quant à ses démêlés polonais de la même année 1863 avec les Puissances occidentales, il fut d'autant plus prompt à les effacer de sa mémoire, que ces Puissances elles-mêmes avaient le sentiment d'une grande étourderie commise. Il dicta au roi Guillaume une réponse des plus polies et pleine des attendrissants souvenirs de Compiègne à la lettre de Napoléon III concernant le congrès, et vers la fin de l'année il se trouvait déjà dans un accord touchant avec le cabinet des Tuileries au sujet du traité de Londres, traité qui garantissait l'intégrité de la monarchie danoise, et qu'une circulaire de M. Drouyn de Lhuys qualifiait maintenant d'*œuvre impuissante!* En ce qui regarde l'Autriche, il lui accorda très-vite une indulgence plénière pour son égarement polonais du printemps, voire

pour l'entreprise bien autrement répréhensible tentée au mois d'août dans *la journée des princes* à Francfort; au mois de novembre, il en faisait déjà son compagnon et son complice dans la guerre des Duchés. Tout autre se montra le prince Gortchakof : il ne voulut jamais pardonner à la France et à l'Autriche leur ingérence dans les affaires de Pologne, et demeura récalcitrant à maint essai de raccommodement. Il ne connut plus d'intimité qu'avec le cabinet de Berlin, et l'ancien collègue de Francfort devint son unique confident et allié. Le fameux aphorisme de 1856 subit dès lors une modification importante : à partir de 1863, le chancelier russe se mit à *bouder* tout en continuant de *se recueillir,* et les Achéens ont payé bien cher ce dépit d'Achille! Les bouderies d'Alexandre Mikhaïlovitch ont été presque aussi fatales à l'Europe que les rêveries de Napoléon III.

Un rêve, un vrai *songe d'une nuit d'été,* telle apparaît, par rapport aux affaires d'Allemagne, cette politique napoléonienne à la fois raisonnée et chimérique, ingénieuse et ingénue, qui crut sincèrement travailler au bien et n'accumula que désastres et ruines. On avait eu un jour une vision sublime aux Tuileries : l'Italie était complétée dans son unité, l'Autriche relevée, la Prusse rendue plus homogène, l'Allemagne plus satis-

faite, l'Europe régénérée et la France rassurée et glorieuse. Tout cela ne dépendait que d'une seule hypothèse, mais qui n'en était point une, d'une bataille livrée et gagnée par les *kaiserliks* braves et aguerris de tout temps contre cette *landwehr* prussienne qui depuis un demi-siècle n'avait pas senti la poudre[1], — et c'est sur ce frêle esquif, dans cette « coque de noix », comme eût dit le Puck du *Midsummer night's dream,* que furent embarquées la fortune de César et celle de la France!... Tout le monde en effet croyait à ce moment à la supériorité militaire incomparable de l'Autriche

[1] Voici ce qu'à la veille même de Sadowa on enseignait aux militaires français sur les forces respectives des deux Puissances allemandes : « L'armée prussienne, dans laquelle le service est très-court, n'est en quelque sorte qu'une école de *landwehr*. C'est une organisation magnifique sur le papier, mais un instrument douteux pour la défensive, et qui serait fort imparfait pendant la première période d'une guerre offensive... L'Autriche, dont la population est d'environ 37 millions d'habitants, a une grande et belle armée qui laisse loin derrière elle comme organisation les armées prussienne et russe. Après la France, elle occupe le premier rang comme puissance militaire. » *Cours d'artillerie à l'école militaire d'application de l'artillerie et du génie à Metz*, 1864. — Au commencement de 1866, il est vrai, l'attaché militaire de l'ambassade de France à Berlin, M. de Clermont-Tonnerre, attirait l'attention de son gouvernement sur les nouvelles armes de la Prusse, « armes terribles ». Tout en tenant compte de ce fait, on n'y vit cependant qu'une chance un peu meilleure pour la Prusse dans une lutte toujours inégale avec l'Autriche et d'une issue nullement douteuse

sur sa rivale téméraire en Allemagne; personne n'admettait la possibilité d'une victoire prussienne, encore moins d'une victoire aussi décisive et aussi foudroyante que devait l'être Sadowa. « C'était là, disait plus tard M. Rouher dans une séance mémorable du Corps législatif, c'était là un événement que l'Autriche, que la France, que le militaire, que le simple citoyen, avaient considéré tous comme invraisemblable, car c'était comme une présomption universelle que l'Autriche devait être victorieuse, et que la Prusse devait payer et payer chèrement le prix de ses imprudences... » Cette présomption, très-réelle et universelle alors, demeurera la seule excuse de Napoléon III devant l'histoire, dans cette fantasmagorie lamentable qui fut annoncée au monde par le discours d'Auxerre au mois de mai 1866, mais dont les origines remontent à la convention de septembre et à la première excursion de M. de Bismarck en France après sa campagne de Danemark, en automne 1864[1].

« J'ai du moins une supériorité sur mon vainqueur, dit après la bataille d'Austerlitz, avec une dignité non dépourvue certes de finesse, l'empereur d'Autriche François Ier à M. de Talleyrand, le négociateur de la

[1] Voyez nos *Préliminaires de Sadowa,* ainsi que l'ouvrage si instructif du général La Marmora, *Un pó più di luce*, Firenze, 1873.

Mot o Cesarzmie

paix de Presbourg ; je puis rentrer dans ma capitale après un si grand désastre, tandis qu'il serait difficile à votre maître, malgré tout son génie, de faire la même chose dans une situation semblable. » Ce mot curieux fait ressortir d'une manière bien saisissante le vice profond, incurable, de tout césarisme. Pas plus que le vainqueur d'Austerlitz, Napoléon III ne pouvait accepter d'échec ; il était tenu de *faire grand*, condamné au succès et au prestige. Aussitôt après les mésaventures et les mécomptes dans les affaires de Pologne, de Danemark et du congrès, il dut songer à une revanche, il dut reporter ses regards du nord au sud, et « prendre une attitude » par la convention de septembre, qui semblait être la préface d'une nouvelle et grande œuvre. On était isolé en Europe, aigri contre l'Angleterre, très-gêné vis-à-vis de la Russie, plus que froid avec l'Autriche, et c'est avec un certain tressaillement intime qu'on vit M. de Bismarck accourir en France (octobre 1864) à la première nouvelle de la convention conclue avec le cabinet de Turin. Évidemment on allait « faire quelque chose pour l'Italie » ; sans rancune comme sans préjugés, le président du conseil de Prusse venait renouer les conversations entamées, deux ans auparavant, lors de sa courte mission de Paris.

Il n'apportait rien de nouveau à la vérité; il affirmait seulement que son alliance avec le Habsbourg dans la guerre contre le Danemark n'avait été qu'un simple incident, et laissait clairement entrevoir son désir de garder pour la Prusse les pays récemment conquis sur l'Elbe au nom de la Confédération germanique. Pour le reste, il ne faisait que varier l'ancien thème sur le duel inévitable, imminent, entre Berlin et Vienne, sur les avantages qu'en pourrait recueillir l'Italie, sur l'utilité pour la France d'avoir une Prusse mieux configurée, solidement assise, et dès lors son alliée naturelle, immanquable dans toutes les questions de *civilisation* et de *progrès*. De tels épanchements, venant d'un ministre qui avait donné sa mesure dans la campagne des Duchés, rencontrèrent maintenant un auditoire bien autrement attentif qu'en 1862. Sans le prendre encore pour un homme tout à fait *sérieux,* on tomba d'accord pour lui reconnaître la qualité d'un homme utile, d'un homme de l'avenir, que l'Italie devrait cultiver avec soin, que la France, de son côté, ferait bien de surveiller, de stimuler et de manier. Les coryphées de la démocratie impériale, le prince Napoléon le premier, se montraient surtout épris des perspectives qu'on leur ouvrait. Un membre distingué de ce groupe, un diplomate réputé habile

entre tous et que son nom déjà obligeait envers la cause italienne, fut recherché dans sa retraite et placé à la tête de la mission à Berlin, érigée maintenant en ambassade. Un autre membre du « parti de l'action » également en disponibilité depuis quelque temps, un ancien ambassadeur à Rome, ne tarda pas, lui aussi, à être rappelé dans les conseils de l'empire : à côté de M. Rouher, il était destiné à y former un contre-poids utile aux idées quelque peu « surannées » de M. Drouyn de Lhuys. Au delà des Alpes enfin, à Turin, un général bien connu pour sa « prussomanie » avait pris en main la direction des affaires politiques dès le 23 septembre. Chacun de ces trois personnages, — M. Benedetti, M. de La Valette, le général La Marmora, — aura son rôle et son jour dans le grand drame de 1866.

A ce moment toutefois, dans l'automne 1864, aucun plan ne fut arrêté ni même discuté : on n'en était encore qu'aux simples confidences, à des conversations ondoyantes et fuyantes, à ce que, dans le langage diplomatique, on n'eût pas même osé appeler un échange d'idées ; mais l'impression que remporta le ministre prussien de cette rapide excursion en France fut assez encourageante pour lui faire lancer aussitôt cette circulaire du 24 décembre 1864 qui devint le point de départ de son action contre l'Autriche. Dans cette cir-

culaire, en effet, M. de Bismarck posait pour la première fois la question des pays de l'Elbe, qu'il savait bien être une question de guerre. Six mois auparavant, dans la déclaration péremptoire faite le 28 mai 1864 au sein de la conférence de Londres, l'Autriche et la Prusse avaient demandé « la réunion des duchés de Slesvig et de Holstein en un seul État sous la souveraineté du prince héréditaire d'Augustenbourg », et le cabinet de Berlin eut soin d'ajouter alors que ce prince avait « aux yeux de l'Allemagne *le plus de droits* à la succession, que sa reconnaissance par le *Bund* était par conséquent assurée et qu'il réunissait de plus les *suffrages indubitables* de la grande majorité des populations de ces pays... » Tout autres étaient les sentiments du ministre prussien vers la fin de la même année, quelque temps après son retour de Paris. Dans une dépêche-circulaire adressée aux cours allemandes, le président du conseil de Berlin déclarait maintenant (24 décembre 1864) que des doutes graves étaient venus assaillir son esprit touchant les titres du duc d'Augustenbourg, que plusieurs concurrents sérieux, tels que les princes d'Oldenbourg et de Hesse, avaient surgi dans l'intervalle [1], qu'au milieu de revendications si

[1] Il n'est pas inutile de marquer en passant les circonstances au milieu desquelles s'étaient produites ces nouvelles candida-

multipliées et si confuses il se trouvait perplexe, que sa conscience n'était pas suffisamment édifiée sur le point de droit, qu'il éprouvait le besoin de se recueillir et de « consulter les légistes »!

On connaît l'arrêt magnifique que ne tardèrent pas à prononcer les « légistes », — les syndics de la Couronne, — ainsi que les conclusions que sut en tirer le ministre si scrupuleux dans sa conscience. Il y avait des juges à Berlin, et ils le prouvèrent en déboutant toutes les parties, en les déclarant toutes mal fondées dans leurs prétentions : Hesse, Oldenbourg, Brandebourg, Sonderbourg-Augustenbourg, aucun d'eux n'avait de droits à la succession du Slesvig-Holstein ; seul, le roi de Danemark y avait des titres! Or, comme le roi

tures. Sommé par la conférence de Londres de formuler ses prétentions, M. de Bismarck n'avait pu faire autrement que de suivre l'Autriche et se prononcer (28 mai 1864) pour le duc d'Augustenbourg. Le 2 juin, à la réunion suivante de la conférence (le télégraphe avait eu le temps de jouer), le plénipotentiaire russe déclarait inopinément que l'empereur, son auguste maître, « désirant faciliter autant qu'il dépendait de lui les arrangements à conclure », avait cédé ses droits éventuels, comme chef de la maison Holstein-Gotorp, à son parent... le grand-duc d'Oldenbourg! Le 18 juin, un autre parent de l'empereur Alexandre II, le prince Frédéric-Guillaume de Hesse, venait également faire valoir ses droits à la succession, auprès de la conférence de Londres. — C'est là un exemple des nombreux et discrets services que le prince Gortchakof a su rendre à son ami de Berlin dans la triste campagne des Duchés.

B. ozukaje – prawdos.

de Danemark avait été forcé par la guerre d'abandonner les provinces de l'Elbe aux souverains de la Prusse et de l'Autriche, M. de Bismarck en concluait que les deux monarques pouvaient disposer de leur « propriété » suivant leur convenance, sans aucune intervention du *Bund*, et il demandait à l'empereur François-Joseph de céder sa part de conquête contre de beaux deniers comptants. Cette impudente prétention, le ministre prussien finit par la formuler dans une dépêche hautaine et pleine de menaces, datée le 11 juillet 1865 de Carlsbad, de l'endroit même où le vieux roi Guillaume était venu jouir de l'hospitalité autrichienne durant la saison des eaux. L'alerte fut vive pendant quelques semaines. M. de Bismarck ne faisait pas mystère des négociations qu'il venait d'entamer avec l'Italie; il disait à M. de Gramont « que, loin de redouter la guerre, il l'appelait de tous ses vœux »; quelques jours après, il déclarait même à M. de Pfordten, président du conseil de Bavière, « que l'Autriche ne saurait soutenir une campagne, qu'il suffirait de porter un seul coup, de livrer une seule et grande bataille *du côté de la Silésie* pour avoir raison du Habsbourg ». Au fond, il ne voulait que tâter le terrain et faire une forte reconnaissance. A ce moment, il n'était pas encore assez sûr des dispositions de l'em-

pereur Napoléon III pour oser risquer le grand enjeu ; il fallait du temps aussi avant d'amener le pieux Hohenzollern à prononcer le « Dieu le veult! » d'une guerre fratricide. Il dut se contenter de cette convention de Gastein (14 août 1865), qui ne fut qu'un arrangement provisoire, une première brèche faite pourtant aux droits du *Bund* et comme une consécration indirecte des conclusions qu'il avait prétendu tirer de l'arrêt prononcé par les fameux syndics de la Couronne.

Le jour même où il signait à Gastein cette transaction équivoque, M. de Bismarck écrivait à sa femme un petit billet ainsi conçu : « Je n'ai pas trouvé pendant plusieurs jours un moment de loisir pour te donner de mes nouvelles. Le comte Blome est de nouveau ici, et nous faisons notre possible pour conserver la paix et boucher les crevasses de l'édifice. Avant-hier j'ai consacré une journée entière à la chasse. Je crois t'avoir écrit que je suis revenu bredouille de ma première expédition ; cette fois j'ai du moins abattu une biche, mais je n'ai vu rien autre chose pendant les trois heures que je me livrais sans broncher aux expérimentations de toutes les espèces d'insectes, et que la bruyante activité de la cascade au-dessous de moi m'arrachait du cœur le cri : *Petit ruisseau, laisse là*

ton murmure[1]. Après tout, c'était un très-beau coup tiré à travers le précipice : l'animal, tué roide, tomba les quatre pattes en l'air de la hauteur de plusieurs clochers dans le torrent à mes pieds... » Après tout, ce n'était pas non plus un coup manqué que celui qui abattit pour ne plus se relever le candidat chéri du *Bund*, le pauvre Augustenbourg, et fit tomber le petit duché de Lauenbourg dans la gibecière prussienne ! Ce fait de chasse et de diplomatie eut même un retentissement extraordinaire en Allemagne, en France, et il n'est pas jusqu'à lord John Russell qui n'en ressentit la secousse. Le principal secrétaire d'État tint à honneur de s'associer à M. Drouyn de Lhuys dans une protestation très-éloquente contre les arrangements pris à Gastein, et l'escadre cuirassée de la Grande-Bretagne, qui n'avait point paru dans la Baltique lors de la guerre du Danemark, vint du moins cette fois rendre une visite courtoise à la flotte française de Cherbourg. Là se borna du reste la démonstration des deux Puissances de l'Occident ; M. de Bismarck put jouir en paix de son triomphe et du titre de comte que lui rapporta la belle campagne de 1865.

Est-il permis de se départir de la gravité de l'his-

[1] Vers d'une chanson allemande.

toire pour signaler encore un autre incident de Gastein, un petit tableau de genre et de mœurs qui fit beaucoup parler de lui à cette époque, et devint même l'objet d'explications intimes entre le président du conseil de Prusse et un ami dévoué, tout confit en dévotion? Et pourquoi pas, si la lettre de M. de Bismarck à M. André (de Roman) au sujet de mademoiselle Pauline Lucca est une des pages les plus curieuses de sa correspondance familière, si elle éclaire d'un jour bien pittoresque ce front vaste et chauve sur lequel la main du roi Guillaume venait de poser la couronne de comte!... Donc, au milieu de ces négociations politiques et de ses chasses aux biches, M. de Bismarck trouva le temps à Gastein de se faire photographier dans une attitude romanesque avec mademoiselle Lucca, première cantatrice de l'Opéra royal de Berlin. Les photographies causèrent un certain scandale sur les bords de la Sprée; les coryphées du *parti de la Croix* furent surtout émus des licences thermales que prenait l'ancien lévite du Tabernacle, le fervent disciple de MM. Stahl et de Gerlach. M. le pasteur André (de Roman) voulut bien accepter le rôle du Nathan de la Bible, et, dans un sermon écrit, tout confidentiel, il ne se borna pas à parler de la Bethsabée de l'Opéra, il dit aussi quelques mots bien sentis touchant la réparation par les armes que le

premier ministre de Prusse avait voulu tout dernièrement imposer au bon docteur Virchow, le très-savant et très-pacifique inventeur de la *trichine*. M. le pasteur André trouvait que ce n'était point là la conduite d'un véritable chrétien; il ne cachait pas non plus que les anciens amis gémissaient de ne plus voir leur Éliacin assister au service divin, et commençaient même à être bien inquiets de l'état de son âme. C'est à une pareille semonce que M. de Bismarck répondit par la lettre intime qui suit et qu'une indiscrétion heureuse a depuis livrée à la publicité, lettre bien caractéristique assurément et qui fait encore une fois penser à ce Cromwell dont le souvenir a été déjà si souvent évoqué dans le cours de cette étude.

« Cher André [1], bien que mon temps soit très-mesuré, je ne puis cependant me refuser à répondre à une interpellation qui m'est adressée par un cœur honnête et sous l'invocation du Christ. Je suis profondément peiné de causer du scandale aux chrétiens qui ont la foi, mais j'ai la certitude que c'est là une chose inévitable dans ma situation. Je ne parlerai déjà pas des camps qui me sont nécessairement opposés en politique, et qui n'en comptent pas moins dans leur sein un grand nombre de chrétiens, des gens qui m'ont de beaucoup devancé dans la voie du

[1] On a tâché de conserver à la traduction le caractère d'édifiante obscurité qui distingue l'original.

salut, et avec lesquels cependant je dois être en lutte pour des choses qui, à mon sentiment comme au leur, sont des choses terrestres; j'en appellerai seulement à ce que vous dites vous-même : « que rien de ce qui est omis ou commis dans les régions élevées ne demeure caché ». Où est l'homme qui, dans une pareille situation, ne causerait pas de scandale à tort ou à raison? Je vous accorderai bien plus encore, car votre expression « ne demeure caché » n'est point exacte. Plût à Dieu qu'en dehors des péchés que le monde me connaît je n'en eusse pas sur mon âme d'autres qui restent ignorés et pour lesquels je ne puis espérer de pardon que de ma foi dans le sang du Christ! Comme homme d'État, je crois même user de beaucoup trop de ménagements encore; d'après mon sentiment, je suis plutôt lâche, et cela parce qu'il n'est pas si facile dans des questions qui se posent devant moi d'arriver toujours à cette clarté au fond de laquelle s'épanouit la confiance en Dieu. Celui qui me reproche d'être un homme politique sans conscience me fait du tort; il devrait d'abord commencer par éprouver lui-même sa conscience sur ce champ de combat. Pour ce qui regarde l'affaire de Virchow, j'ai de longtemps dépassé l'âge où, dans de pareilles questions, on demande conseil à ce qui est chair et sang; si j'expose ma vie pour une cause, je le fais dans cette foi que j'ai fortifiée par un combat long et pénible, mais aussi par la prière fervente et humble devant Dieu; cette foi, la parole de l'homme ne peut la renverser, pas même la parole d'un ami dans le Seigneur et d'un serviteur de l'Église. Il n'est point vrai que je ne fréquente jamais une église. Depuis tantôt sept mois, je suis ou absent (de Berlin) ou malade; qui donc a pu faire l'observation de ma négligence? Je

conviens volontiers que cela a pu arriver souvent, bien moins par le manque de temps que par des considérations de santé, l'hiver surtout; je suis tout prêt à donner des éclaircissements plus circonstanciés à tous ceux qui se croient la vocation d'être mes juges en cette matière : pour vous, vous m'en croirez sans autres détails de médecine. Quant à la photographie Lucca, vous porteriez probablement un jugement moins sévère, si vous saviez à quel hasard elle doit son origine. En outre, mademoiselle Lucca, quoique cantatrice, est une dame à laquelle on n'a jamais, pas plus qu'à moi, reproché des relations illicites. Néanmoins j'aurais certainement eu soin de me tenir en dehors du verre braqué sur nous, si j'avais dans un moment tranquille réfléchi au scandale que tant de fidèles amis devaient trouver à ce badinage. Vous voyez par les détails dans lesquels j'entre que je considère votre lettre comme bien intentionnée, et que je ne songe en aucune façon à me mettre au-dessus du jugement de ceux qui partagent avec moi la même foi; mais j'attends de votre amitié et de vos lumières chrétiennes que vous recommandiez aux autres, pour les circonstances futures, plus d'indulgence et de charité dans leurs jugements : nous en avons besoin tous. Je suis du grand nombre des pécheurs auxquels manque la gloire de Dieu; je n'en espère pas moins comme eux que, dans sa grâce, il ne voudra pas me retirer le bâton de l'humble foi à l'aide duquel je cherche à trouver ma voie au milieu des doutes et des dangers de ma situation; cette confiance toutefois ne doit pas me rendre sourd aux reproches faits par des amis, ni impatient de jugements superbes et durs. »

Serrons la haire avec la discipline; ne songeons plus qu'au diplomate en tunique et en casque, au « comte de fer » (*der eiserne graf*), comme l'appellera bientôt son peuple, et voyons les dispositions de la France à son égard au moment où, après avoir quitté la vallée rocailleuse de Gastein, il se préparait à visiter la douce plage de Biarritz pour y saluer le sphinx, pour l'interroger, le deviner, et... le précipiter!

En France, dans les conseils de l'Empire, les débats étaient devenus de jour en jour plus vifs entre les anciens et les modernes, entre les zélateurs du droit nouveau et les partisans d'une politique plus circonspecte et traditionnelle, à mesure que s'était accentué et aggravé le conflit austro-prussien. Les ardents eussent volontiers poussé à une alliance offensive et défensive avec la Prusse. Ils montraient le mouvement irrésistible qui entraînait l'Allemagne vers l'unité et les avantages que retirerait la France en favorisant cette évolution au lieu de la contrarier, en s'attachant par les liens d'une reconnaissance éternelle le Piémont de la Germanie comme elle l'avait déjà fait avec celui de la Péninsule. Amis passionnés de l'Italie et adversaires plus violents encore de l'Autriche, ce boulevard de la réaction, de la légitimité et du pouvoir temporel, ils chérissaient dans le royaume de Frédéric le Grand le représentant

incontestable de la civilisation, et tremblaient de le voir aller au-devant d'une défaite certaine dans une lutte inégale avec les *kaiserliks*. A les entendre, ce n'était pas trop de l'action réunie de la France, de l'Italie et de la Prusse pour sauver la cause du progrès et pour asseoir l'Europe sur des bases nouvelles et inébranlables. Pourquoi du reste la Belgique ne deviendrait-elle pas la récompense légitime des efforts français en faveur de l'Allemagne, ainsi que l'était devenue la Savoie à la suite de la constitution du royaume d'Italie, et comment se refuser à une combinaison dans laquelle chacune des trois nations représentant par excellence les idées modernes sur le continent était appelée à compléter son unité respective?

Bien différent était à cet égard le sentiment des anciens, des hommes d'État de la vieille école, de tout un groupe politique dont M. Drouyn de Lhuys fut alors au sein du cabinet le représentant le plus autorisé et clairvoyant, sinon le plus ferme. Écartant d'abord toute velléité concernant la Belgique comme une cause certaine d'un conflit formidable avec l'Angleterre, ils affirmaient l'impossibilité absolue de trouver pour la France une compensation tant soit peu en rapport avec le dommage que lui causerait l'unification de l'Allemagne. Sans méconnaître les aspirations germaniques

à une réforme fédérale, à une constitution plus homogène et plus unitaire, ils se demandaient où était pour la France l'obligation de hâter une telle œuvre, et s'il n'était pas dans tous les cas plus désirable qu'une transformation pareille s'accomplît par les classes éclairées et pacifiques, par la diète fédérale, voire par l'Autriche, — de tout temps respectueuse pour les droits acquis et les souverainetés particulières, — plutôt que par une puissance au premier chef militaire, bureaucratique et centralisatrice. N'était-ce pas là du reste le vœu presque général de l'autre côté du Rhin, des dynasties aussi bien que des Chambres, des princes aussi bien que des peuples, et la prétention de la Prusse entre autres de confisquer à son profit la conquête faite sur le Danemark ne venait-elle pas d'y soulever toutes les consciences. Il n'y avait que la presse de la France et de l'Italie qui s'obstinât à parler de la « mission piémontaise » du Hohenzollern ; sur les bords du Mein et de l'Elbe, tout le monde repoussait cette prétendue mission, et il n'est pas jusqu'au *National Verein,* bien déconsidéré depuis quelque temps d'ailleurs, qui, tout en réclamant une « Allemagne unie avec une pointe prussienne », n'en répudiât pas moins M. de Bismarck et ne le déclarât indigne de prendre en main une cause aussi sainte. Quant au danger de

Klaczko: Co powinna robić Francja?

voir la Prusse succomber dans la lutte et rendre par là le Habsbourg tout-puissant en Germanie, il y avait un moyen bien simple d'empêcher pareille éventualité, c'était de refuser au gouvernement de Berlin tout concours dans l'entreprise qu'il méditait. Si téméraire en effet que fût M. de Bismarck, il n'était point douteux qu'il n'oserait jamais défier l'Autriche et ses alliés du *Bund* devant un *veto* formel de la France, qui lui ôterait en même temps tout espoir du côté de l'Italie [1]. La conduite à suivre dans de telles occurrences semblait dès lors aussi clairement indiquée que singulièrement facile. Sans se mêler directement des affaires allemandes, sans froisser en rien les susceptibilités tudesques, on pouvait opposer une digue infranchissable à l'ambition prussienne : on n'avait qu'à main-

[1] « Quoi qu'on en puisse dire maintenant, si la France s'était montrée opposée à ces démarches (le traité de l'Italie avec la Prusse), nous ne pouvions courir les risques de nous trouver en face d'une alliance austro-française. La Prusse était aussi préoccupée que nous, peut-être même davantage, de l'attitude que prendrait la France dans le cas d'une guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche. » La Marmora, *Un pó più di luce*, p. 80. — Trois jours avant la signature du traité secret avec l'Italie, M. de Bismarck disait au général Govone : *Tout cela, bien entendu, si la France le veut, car, si elle venait à montrer de la mauvaise volonté, alors rien ne pourrait se faire.* Dépêche du général Govone au général de La Marmora du 5 avril 1866. *Ibid.*, p. 139.

tenir le *statu quo;* une telle politique aurait inévitablement pour elle l'appui chaleureux de l'Angleterre et encouragerait la résistance de l'Autriche et des États secondaires. Sans doute la question vénitienne se trouverait par là écartée; mais, outre que la paix de l'Europe et la grandeur de la France valaient bien la « perle de l'Adriatique », il n'était pas interdit d'espérer beaucoup pour la cité des lagunes du progrès du temps et des bons rapports conservés et augmentés entre la France et l'Autriche

Gardant le plus souvent le silence au milieu de ces débats contradictoires, aimant du reste à planer au-dessus des passions et des agitations de son entourage dans la sérénité d'une intelligence calme et méditative, l'empereur Napoléon III mûrissait lentement un projet qui lui semblait tenir un compte suffisant des arguments opposés des deux côtés, et qui de plus répondait bien à la recommandation faite par lui vers le même temps à son ministre des affaires étrangères : *inertia sapientia!* L'Italie lui tenait naturellement plus au cœur qu'à M. Drouyn de Lhuys; c'était là une passion, peut-être bien un engagement de jeunesse, et il n'est pas jusqu'à l'impératrice Eugénie qui ne fût devenue ardente pour l'affranchissement de Venise depuis l'entrée de M. de La Valette au ministère, depuis le jour

aussi où M. le chevalier Nigra avait su tourner quelques couplets pleins de grâce et d'allusions au sujet d'une gondole qu'elle s'était fait construire pour la pièce d'eau de Fontainebleau. Non moins invétéré et bien plus fatal encore fut chez Louis-Napoléon le penchant pour la patrie de Blücher et de Scharnhorst : les « grandes destinées » de la monarchie de Brandebourg en Allemagne formaient un des articles de sa foi cosmopolite. *La situation géographique de la Prusse est mal délimitée!* ainsi devait-il s'écrier encore l'année suivante à un moment solennel et dans un document beaucoup trop oublié [1]. Il n'entendait pas certes détruire l'empire de Habsbourg et faire régner le Hohenzollern du Sund jusqu'à l'Adriatique, ainsi que l'eussent facilement admis les intransigeants et les *know-nothing* du principe de nationalité. Fort appréciateur de la logique dans les affaires des États, et en cela (en cela seul peut-être!) esprit vraiment français, l'ancien prisonnier de Ham eût volontiers construit une Prusse essentiellement protestante en face d'une Autriche traditionnellement catholique au sein de la Germanie, en laissant aux États secondaires une situation intermédiaire

[1] Lettre de l'empereur à M. Drouyn de Lhuys du 11 juin 1866. C'est à cette lettre, solennellement présentée au Corps législatif, que sont empruntées les citations qui suivent.

et flottante aussi bien au point de vue religieux que politique. Une Prusse agrandie et arrondie sur l'Elbe et la Baltique et rendue par là « plus forte et plus homogène dans le nord » lui paraissait une combinaison utile, presque indispensable en face de la Russie, et il était de toute justice qu'en échange des nouveaux et vastes territoires protestants qu'elle allait acquérir, la monarchie de Frédéric II perdît la Silésie, pays catholique et ancien patrimoine des Habsbourg, qu'elle renonçât aussi aux provinces catholiques du Rhin, situées trop en dehors de son orbite naturel. « On maintiendrait ainsi à l'Autriche sa grande position en Allemagne », sa position surtout comme grand État catholique, et le retour de la Silésie serait pour l'empereur François-Joseph une ample compensation de la province vénitienne, qu'il céderait au roi Victor-Emmanuel. Pour les États secondaires de la Confédération, on médiatiserait à leur profit plusieurs des petits princes inutiles, on leur adjoindrait peut-être, comme nouveau membre du *Bund,* un nouvel État composé surtout des provinces rhénanes retirées à la Prusse, on leur assurerait dans tous les cas « une union plus intime, une organisation plus puissante, un rôle plus important », ainsi que ne cessaient de le réclamer les grands meneurs du parti de Wurtzbourg, les avocats de la

triade, MM. de Beust, de Pfordten et de Dalwigk. Chose curieuse, dans ces vastes projets qui embrassaient le monde et qui tendaient à déterminer et à satisfaire les « besoins légitimes » de l'Italie, de la Prusse, de l'Autriche, de la Confédération germanique, la seule question obscure et jamais résolue dans l'esprit du souverain français était celle des compensations qu'en présence de ce remaniement universel il pourrait réclamer pour son propre pays. Il n'osait pas toucher au problème de la Belgique : c'eût été, déclarait-il très-honnêtement, « un acte de brigandage[1] ». Il ne se faisait pas non plus d'illusion sur la possibilité d'annexer d'importants territoires germaniques : le plus ordinairement il s'arrêtait à l'idée d'une simple rectification de frontières du côté de la Sarre et du Palatinat, et d'une neutralisation de la ligne des forteresses allemandes sur le Rhin. Réduit même à des proportions si modestes, le but ne lui semblait pas moins digne d'être ardemment poursuivi, vu les satisfactions bien autrement grandes et morales que trouverait la France dans

[1] Il s'est servi de cette expression plus d'une fois et d'un ton très-convaincu dans le conseil des ministres avant 1866. Ce n'est que plus tard, après Sadowa, qu'il céda un moment au « parti de l'action » dans ses visées sur la Belgique, et donna son acquiescement aux ténébreuses négociations du mois d'août 1866. Voyez plus loin, chapitre VII.

l'achèvement de son œuvre en Italie et dans le règlement rationnel des affaires d'Allemagne.

Du reste ce qui, dans la situation qui se nouait, flattait surtout ses instincts, généreux au fond et vaguement humanitaires, c'est qu'il espérait en recueillir des avantages considérables pour son pays, pour l'univers entier, sans avoir besoin de tirer l'épée, sans faire verser une goutte de sang, « par la seule force morale », par l'ascendant du nom de la France. Il était résolu à « rester dans une neutralité attentive », à n'en sortir que dans le cas extrême où des victoires trop complètes de l'un des belligérants menaceraient « de rompre l'équilibre et de modifier la carte de l'Europe au profit d'une seule Puissance ». Il le proclamait très-haut, à toutes les occasions, et se faisait gloire d'une politique aussi « désintéressée », — politique bien étrange pourtant et qui, selon le mot très-judicieux du prince Napoléon, se déclarait d'avance *hostile au vainqueur!* « Vous avez changé l'adresse de votre lettre », dit avec une fine raillerie le vainqueur d'Austerlitz à l'envoyé prussien qui lui apportait les félicitations de son souverain; le neveu de Napoléon Ier s'arrangeait de manière à ne pouvoir changer d'adresse, à indisposer par anticipation le triomphateur encore inconnu. Il est vrai qu'il croyait le connaître, qu'avec tout le

monde il le voyait dans l'empereur d'Autriche, et qu'il comptait prendre avec lui des arrangements préventifs. D'ailleurs, dût même l'armée de Guillaume Ier se montrer de beaucoup supérieure à l'opinion que généralement on avait d'elle, — et, plus perspicace en cela que son entourage, il admettait pleinement une pareille éventualité, — encore ne prévoyait-il dans ce cas qu'une lutte bien longue et fatigante qui épuiserait les deux parties et lui permettrait d'autant plus facilement d'intervenir en juge du camp et en protecteur du droit. Il espérait ainsi toujours pouvoir, à son heure et à ses convenances, prononcer une parole de paix, d'équité et d'équilibre, et il était convaincu que « cette parole serait écoutée... » L'important pour le moment, c'était que la Prusse engageât le combat, et pour l'y décider il fallait lui procurer l'alliance de l'Italie. Il fallait aussi éviter soigneusement avec la cour de Berlin un débat intempestif sur des combinaisons et des compensations à venir, la moindre insistance sur ce point délicat pouvant froisser les sentiments patriotiques de Guillaume Ier, refroidir son ardeur belliqueuse, écraser dans son œuf tout un monde de grandes choses, *novus rerum ordo!* Mieux valait ne rien demander, ne rien promettre, ne rien compromettre. A quoi bon du reste exiger des billets d'un insolvable, prendre des sûretés

envers quelqu'un dont le sort paraissait si peu assuré et que, selon toutes les probabilités, on aurait bientôt à protéger, à défendre contre les conditions trop dures que voudrait lui faire son vainqueur autrichien?...

Si compliquée et spécieuse que fût la stratégie imaginée par l'empereur des Français, il est hors de doute que M. de Bismarck l'a pénétrée dès le début, qu'il l'a devinée, pressentie en quelque sorte avant même qu'elle ne se fût complétement fixée dans l'esprit de son auteur, et nous avons à cet égard une preuve des plus saisissantes. Au mois d'août 1865, à l'époque où eurent lieu entre les deux gouvernements de Prusse et d'Italie les premiers pourparlers contre l'Autriche, que vint aussitôt interrompre la brusque conclusion de l'armistice de Gastein, M. Nigra écrivait au général La Marmora, en s'inspirant évidemment des observations de son collègue de Prusse à Paris, le comte Goltz : « Le cabinet de Berlin ne voudrait pas qu'une fois la guerre déclarée et commencée, la France vînt, comme le Neptune de Virgile, dicter la paix, poser des conditions ou convoquer un congrès à Paris[1]... » Ainsi tout est prévu dans ces quelques lignes écrites bien avant Biarritz, tout jusqu'à ce congrès naturellement

[1] Dépêche de M. Nigra du 8 août 1865. LA MARMORA, p. 45.

qu'un Napoléon III ne pourrait guère manquer de prôner un jour ou l'autre, et qu'il devait en effet mettre en avant au mois de mai 1866. « La difficulté consiste donc, poursuit M. Nigra dans sa dépêche, à obtenir de la France une promesse de neutralité absolue. L'empereur Napoléon voudra-t-il ou pourra-t-il faire cette promesse? *voudra-t-il la donner par écrit comme le désire la Prusse?...* » Cette promesse de neutralité *absolue,* M. de Bismarck certes ne l'a point obtenue à Biarritz (octobre 1865), encore moins y fut-il question d'un engagement quelconque *par écrit;* mais il y apprit d'une bouche auguste que l'Italie avait raison de songer à « compléter son unité », et ne manquerait sans doute pas de profiter de la première occasion favorable, — que la France, de son côté, était bien résolue de respecter l'Allemagne, de ne pas contrarier au delà du Rhin les « aspirations nationales ». A moins que la carte de l'Europe ne vînt à être modifiée à son détriment, la France garderait la neutralité, et cette neutralité ne saurait qu'être « bienveillante » à une combinaison où les intérêts de l'Italie se trouveraient engagés. Il est permis de reconnaître une réminiscence et comme un fragment des conversations de Biarritz dans cette déclaration curieuse, faite six mois après par le président du conseil de Prusse au général

Govone [1], « qu'en dehors de la part de profit qu'il pourrait y trouver, et *rien qu'au point de vue des principes,* l'empereur des Français approuverait plutôt la grande guerre pour la nationalité allemande que la guerre pour les duchés de l'Elbe!... »

Ce qui, pendant le séjour de Biarritz, dut le moins échapper à un observateur sagace comme M. de Bismarck, c'était la prise que donnait sur l'esprit de Louis-Napoléon son attachement profond pour la patrie de Cavour et de Manin; là était la clef de la position, le vrai mot du sphinx, et cette certitude acquise compensait aux yeux du ministre prussien bien des doutes encore inquiétants, le faisait passer sur mainte réticence de l'auguste taciturne [2]. A certains égards, il pouvait même se féliciter de la réserve qu'on gardait envers lui, du soin qu'on prenait à éviter une discussion de détail; cela le dispensait à son tour de tout engagement précis, de toute offre prématurée, cela lui permettait de se tenir dans les généralités, de faire des courses fantastiques à travers les espaces et les siècles, — et il n'y manqua point. Il parla de la Belgique et

[1] Dépêche du général Govone du 17 mars 1866. La Marmora, p. 90.

[2] C'est à son retour de Biarritz que M. de Bismarck dit au chevalier Nigra ces mots significatifs : « Si l'Italie n'existait pas, il faudrait l'inventer. » La Marmora, p. 59.

d'une partie de la Suisse comme le complément nécessaire et légitime de l'unité française, — de l'action commune de la France et de l'Allemagne pour la cause du progrès et de l'humanité, — d'un accord futur entre Paris, Berlin et Florence, voire Londres et Washington, pour conduire les destinées de l'Europe, pour régler celles du monde entier, pour rendre par exemple la Russie à sa vocation véritable en Asie et l'Autriche à sa mission civilisatrice sur le Danube. Que de fois on a vu, sur cette plage désormais historique du golfe de Biscaye, l'empereur Napoléon III se promenant lentement au bras de Prosper Mérimée, tandis qu'à une distance respectueuse le président du conseil de Prusse le suivait pérorant, gesticulant et ne recevant d'ordinaire pour toute réponse qu'un regard terne et légèrement incrédule, et que la pensée s'arrête aujourd'hui douloureusement devant ce groupe étrange du César romantique, du romancier césarien et du terrible *réaliste* qui, bien obséquieux à ce moment envers son hôte impérial, devait quatre ans plus tard lui assigner durement la prison de Wilhelmshœhe! De temps en temps Napoléon III faisait sentir à l'auteur de *Colomba*, par une furtive pression au bras, combien il trouvait plaisant ce diplomate à l'imagination fertile, ce représentant d'une Puissance plus que pro-

blématique, qui dépeçait si lestement l'Europe et distribuait les royaumes. « Il est fou!... » a-t-il même chuchoté un jour à l'oreille de son compagnon; mais, avant de récriminer contre une parole si cruellement expiée depuis, on ferait peut-être bien de se rappeler le passage suivant d'une dépêche qu'écrira encore l'année d'après le général Govone : « En me parlant du comte de Bismarck, M. Benedetti me dit que c'était un diplomate pour ainsi dire *maniaque*[1] », et M. Benedetti eut soin d'ajouter qu'il connaissait son homme de longue date, qu'il le « suivait » depuis tantôt quinze ans!...

Ne fallait-il pas en effet être quelque peu *maniaque*, avoir ce « petit grain de folie » que Molière attribue à tous les grands hommes, que Boerhaave, lui aussi, croit trouver à tout grand génie[2], pour lancer la monarchie de Brandebourg dans une aventure aussi éminemment périlleuse que fut celle de 1866? Le ministre de Guillaume Ier le disait bien du reste à Paris, qu'il allait peut-être au-devant d'un second Olmutz, et ses biographes citent de lui une parole tout autrement caractéristique encore : « que la mort sur l'échafaud

[1] Dépêche du général Govone du 6 avril 1866. LA MARMORA, p 139.

[2] Est aliquid delirii in omni magno ingenio. — Boerhaave

n'est en certaines circonstances ni le plus déshonorant ni le pire des trépas. » Au point de vue diplomatique, sa seule assurance était l'amour profond de Napoléon III pour la cause italienne, et après comme avant Biarritz le « Neptune de Virgile » se dressait toujours menaçant, libre de prononcer son *quos ego :* une fois la guerre déclarée et commencée, la France pouvait toujours venir dicter la paix, poser les conditions ou convoquer un congrès. Le tout était donc de ne pas laisser à la neutralité bienveillante de Napoléon III le temps d'opérer ces changements immanquables, le tout était de faire vite et bien, de frapper dès le début un coup qui dictât la paix à Vienne et le respect à Paris : la victoire n'était qu'à ce prix! Or, outre qu'il y a eu de tout temps heur et malheur dans les choses de ce monde, — « que le Dieu tout-puissant est capricieux », selon la singulière expression de M. de Bismarck à un moment des plus solennels [1], — jusqu'à quel point était-il permis de compter sur une armée formée depuis quelques années à peine, et qui pas plus que ses chefs n'a jamais fait la grande guerre? Circonstance extraordinaire en effet, et qui fera l'éternel étonnement de l'histoire, des deux hommes éminents qui prenaient

[1] Au moment où commençaient les hostilités; dépêche de M. de Barral du 15 juin 1866. LA MARMORA, p. 332.

Jenerałowie pruscy!

sur eux plus spécialement l'effrayante responsabilité de la lutte à engager, aucun n'avait exercé un commandement supérieur, n'avait illustré son nom sur un grand champ de bataille! Avant 1864, la seule campagne à laquelle eût jamais assisté le général de Moltke fut celle de Syrie entre les Turcs et les Égyptiens; en 1864, il avait porté les armes contre sa propre patrie dans cette invasion du Danemark qui n'était point certes faite pour produire des Turennes et des Bonapartes. Le général de Roon avait fait partie en 1832 d'un « corps d'observation » qui regarda les Français assiéger Anvers, et ne s'était distingué depuis que par des livres de géographie militaire. « D'après tout ce que nous avons entendu dire aux officiers, écrivait de Berlin le général Govone à la date du 2 avril 1866, l'armée n'est pas enthousiaste de la guerre contre l'Autriche; il y a plutôt dans ses rangs de la sympathie pour l'armée autrichienne. Je sais bien qu'une fois la guerre déclarée, l'armée s'électriserait et ferait bravement son devoir, mais elle n'est ni un stimulant ni un appui pour la politique que veut faire prévaloir le comte de Bismarck [1]. »

Quant à l'opinion publique en Germanie, quant au

[1] Dépêche du général Govone du 2 avril 1866. La Marmora, p. 131.

sentiment national des blonds enfants d'Arminius, loin d'y trouver « un appui et un stimulant », la politique du ministre prussien n'y rencontrait que répugnance et imprécations. Il fallait toute l'idéologie napoléonienne pour voir dans la lutte qui se préparait « la grande guerre pour la nationalité allemande »; il fallait tout l'aveuglement de la presse autoritaire et démocratique en France pour assimiler l'entreprise de M. de Bismarck au delà du Rhin à l'œuvre de Cavour dans la Péninsule. La nationalité allemande n'était ni opprimée ni menacée nulle part; aucun des États du *Bund* ne gémissait sous une domination étrangère; les maisons régnantes dans le Hanovre, la Saxe, le Wurtemberg, la Bavière, etc., étaient des dynasties indigènes antiques et glorieuses, populaires et libérales; la plupart de ces pays jouissaient d'un système constitutionnel et parlementaire inconnu à Berlin; les villes de Francfort, Hambourg, Lubeck, Brême, étaient même des républiques! Aujourd'hui que le succès a obscurci la conscience et jusqu'à la mémoire des générations contemporaines, et qu'une triste philosophie de l'histoire se trouve toujours à point pour justifier le présent en falsifiant le passé, on est tout près de reconnaître le mouvement « providentiel », irrésistible, qui entraînait l'Allemagne vers l'unité prussienne et d'appeler presque avec M. de

Bismarck la campagne de 1866 « un simple malentendu ». La vérité est que cette campagne fut une guerre civile, une lutte fratricide, et qu'il n'est pas jusqu'au peuple prussien lui-même qui n'en ait répudié la pensée et maudit l'auteur encore à la veille de Sadowa. A la veille de Sadowa, les villes principales du royaume, Cologne, Magdebourg, Stettin, Minden, etc., envoyaient des adresses au souverain en faveur de la paix et contre « une politique funeste du cabinet » ; la grande corporation des marchands de Kœnigsberg, de la cité de Kant, décidait même de ne plus illuminer le jour de la fête du roi. Dès son arrivée à Berlin, le général Govone écrivait : « Non-seulement les hautes classes, mais encore les classes moyennes sont contraires ou peu favorables à la guerre. Cette aversion se voit dans les journaux populaires; il n'existe pas de haine contre l'Autriche. De plus, quoique la Chambre n'ait ni grand prestige ni grande popularité, les débats créent encore des adversaires au comte de Bismarck. » Deux mois plus tard, et à l'approche des hostilités, il écrivait : « Malheureusement l'esprit public en Prusse ne se réveille pas d'une manière sensible, même en face d'une situation si décisive si vitale pour le pays[1]. »

[1] Dépêches du général Govone du 2 avril et du 22 mai 1866. La Marmora, p. 131 et 245.

Il est vrai qu'aucun de ces obstacles n'était de nature à ébranler le président du conseil à Berlin dans ses résolutions, ni à ralentir la marche qu'il s'était tracée. Il en était tout autrement par contre des difficultés et des hésitations auxquelles il se heurtait à la cour même, auprès des *perruques* de Potsdam, auprès de son souverain surtout, et en mainte circonstance le « comte de fer » put bien dire comme certaine Éminence rouge « que le cabinet du roi et son petit-coucher lui donnaient plus d'embarras que l'Europe entière ». Malgré la foi de Guillaume Ier dans sa « mission d'en haut », malgré la résolution également forte de garder à tout prix son bon port de Kiel, il n'envisageait pas moins une lutte ouverte avec l'empereur d'Autriche, un acte d'hostilité déclarée contre ce souverain allemand qui portait le nom vénéré de Habsbourg, comme la dernière des extrémités, et il ne voulait y recourir qu'après avoir épuisé tous les moyens d'une transaction amiable. Pour ce cas extrême, et à l'encontre de l'empereur Napoléon III, il préferait aussi de beaucoup la petite guerre pour les Duchés à « la grande guerre pour la nationalité allemande »; mais ce qui lui répugnait avant toute chose, c'était l'idée d'un pacte avec l'Italie, d'un pacte véritable, offensif et défensif, au lieu d'un traité « générique » portant une vague déclaration d'*alliance*

et d'amitié et destiné seulement, ainsi qu'on le lui avait persuadé d'abord, à faire réfléchir l'Autriche et l'amener à composition. Lui, le loyal Hohenzollern, faire la guerre à un Habsbourg de compte à demi avec un *welche*, — lui, l'oint du Seigneur, le vieux combattant de la Sainte-Alliance, devenir le frère d'armes d'un Victor-Emmanuel, ce représentant de la révolution, cet usurpateur qui avait renversé tant de princes légitimes, assiégé et détrôné son propre neveu, et fait asseoir auprès de lui, dans les carrosses du roi, Garibaldi en chemise rouge!

Les défaillances et les remords à ce sujet étaient très-sincères, quoi qu'on en ait dit, et il ne fallait rien moins que l'art merveilleux de M. de Bismarck pour triompher à la longue de ces syncopes de la « mission », pour opérer ces tumeurs de la conscience. « Voilà mon médecin! » devait dire un jour à une princesse russe qui le félicitait de sa bonne mine le vieux monarque de Prusse en désignant son premier ministre[1]. La difficulté *d'entraîner le roi*, de triompher de ses *superstitions*, de ses *anciennes idées*, de ses *scrupules légitimistes*, — ces mots reviennent sans cesse à la bouche de M. de Bismarck dans les entretiens confidentiels du printemps 1866, que les précieux rapports du général

[1] George HESEKIEL, III, p. 271.

Govone ont si heureusement conservés pour la postérité. Assurément, en étudiant ces rapports, ainsi que les autres dépêches que M. le marquis La Marmora a bien voulu livrer au public, on peut se donner le spectacle d'une comédie à cent actes divers, tous peu faits pour honorer la nature humaine; on peut s'y demander qui l'emporte en duplicité de langage et en *æs triplex* du front, des petits-fils de Machiavel ou des héritiers de l'Ordre teutonique; on peut y admirer comment, pour employer une expression ingénue du négociateur italien, la *vipère* méridionale tâche de *mordre le charlatan* du nord, et le charlatan de mettre son pied sur la vipère[1]. Ce qui toutefois est le plus curieux et le plus instructif dans ces documents, c'est de voir la quantité de choses que le président du conseil de Prusse est parvenu dans ce court espace de quelques mois à faire apprendre à son royal maître, la quantité plus grande encore qu'il a su lui faire oublier. Un de ces oublis les plus remarquables sans contredit est certaine *parole d'honneur* transmise en *juin* 1866 par une personne très-auguste à l'empereur François-Joseph, *qu'il n'y avait aucun traité de signé avec l'Italie*[2], alors que ce

[1] ... *E la vipera avrà morsicato il ciarlatano.* Dépêche du général Govone du 15 mars 1866. LA MARMORA, p. 88.

[2] C'est la reine Augusta qui l'avait affirmé dans une lettre à

traité, un traité d'alliance offensive et défensive en bonne et due forme, comptait à ce moment déjà deux mois d'existence, qu'il avait été signé le 8 avril à Berlin par les plénipotentiaires respectifs, ratifié par le roi d'Italie à Florence le 14, et ratifié ensuite le 20 par le roi de Prusse à Berlin...

A côté de l'Italie officielle, le ministre de Guillaume I[er] eut soin de s'attacher également l'Italie souterraine, celle qui grondait dans les bas-fonds de la jeune monarchie, et le général La Marmora se plaint à plusieurs reprises, dans son livre si intéressant, « des relations intimes et cordiales que le ministre de Prusse à Florence, le comte Usedom, entretenait avec quelques membres du parti de l'action », et dont il ne suivait que trop souvent les malencontreux avis. De son côté, le consul de Prusse à Bukharest tenait en main (février 1866) le fil d'une conspiration qui devait amener la chute du prince Couza et ménager un appoint considérable à l'action du gouvernement de Berlin. « Le libéralisme est un enfantillage qu'il est facile de mettre à la raison, mais la révolution est une force dont il faut savoir se

l'empereur d'Autriche, en disant avoir reçu à cet égard la parole d'honneur de son royal époux. Voyez la curieuse dépêche de M. Nigra du 12 juin 1866, ainsi que le télégramme du général La Marmora du même jour. LA MARMORA, p. 305 et 310.

Stosunki Bism. z Rewolucją Mod. Rumunji

servir », avait dit un jour à Paris le chevalier de La Marche, et il ne tarda pas à prouver les deux vérités de son aphorisme. On sait que ses rapports avec Mazzini furent continués longtemps même après Sadowa[1], et les engagements contractés en 1866 envers la Prusse par les chefs magyars ont pesé depuis, pèsent encore à l'heure qu'il est, et beaucoup plus qu'on ne le soupçonne généralement, sur la politique extérieure de l'empire des Habsbourg. C'est aussi dans les conciliabules des hommes de la révolution européenne que fut élaboré le plan de campagne fantastique que M. d'Usedom voulut imposer au général La Marmora dans sa fameuse dépêche du 17 juin[2]; il y recommandait de faire une « guerre à fond », de tourner le quadrilatère, de longer l'Adriatique, de pénétrer en Hongrie, que soulèverait aussitôt le nom de Garibaldi : « nous frapperons ainsi l'Autriche, non aux extrémités, mais au cœur! » Quant à l'essai de former sous les

[1] Après la mort du grand agitateur italien, les journaux de Florence ont publié ses lettres à M. de Bismarck pendant les années 1868-1869. En prévision d'une guerre entre la France et l'Allemagne, Mazzini y suggère le plan de renverser Victor-Emmanuel, si ce dernier se faisait l'allié de l'empereur Napoléon III.

[2] Il importe de faire observer que la partie stratégique de la note d'Usedom était une copie *presque littérale* d'un article de Mazzini publié dans le *Dovere* de Gênes, du 26 mai 1866.

ordres du général réfugié Klapka une légion composée des déserteurs de l'armée autrichienne, le président du conseil de Prusse a bien voulu affirmer devant les Chambres de Berlin, dans son discours célèbre du 16 janvier 1874, qu'il avait *repoussé avec énergie tous ces projets au commencement de la guerre.* « Ce n'est qu'après la bataille de Sadowa, au moment où l'empereur Napoléon III, par une dépêche télégraphique, avait fait entrevoir la possibilité de son intervention, ce n'est qu'alors, et comme un acte de légitime défense, que j'ai non pas ordonné, mais seulement toléré la formation de cette légion hongroise. » Malheureusement les dates ne sont guère d'accord avec les déclarations du chancelier actuel d'Allemagne. La bataille de Sadowa eut lieu le 3 juillet; or dès le 12 juin M. de Bismarck faisait savoir au gouvernement italien qu'il avait définitivement accepté le concours des défections slaves et hongroises [1], et il demeure avéré que, bien avant Sadowa, bien avant même tout commencement de guerre, le gouvernement prussien avait eu recours à un moyen qui, selon les propres expressions du chancelier, devait « exciter à la révolte et à la trahison les régiments

[1] Voyez les notes de M. d'Usedom du 12 et 17 juin, ainsi que la dépêche du comte Barral du 15 juin. LA MARMORA, p. 316, 331, 345-348.

servir », avait dit un jour à Paris le chevalier de La Marche, et il ne tarda pas à prouver les deux vérités de son aphorisme. On sait que ses rapports avec Mazzini furent continués longtemps même après Sadowa[1], et les engagements contractés en 1866 envers la Prusse par les chefs magyars ont pesé depuis, pèsent encore à l'heure qu'il est, et beaucoup plus qu'on ne le soupçonne généralement, sur la politique extérieure de l'empire des Habsbourg. C'est aussi dans les conciliabules des hommes de la révolution européenne que fut élaboré le plan de campagne fantastique que M. d'Usedom voulut imposer au général La Marmora dans sa fameuse dépêche du 17 juin[2]; il y recommandait de faire une « guerre à fond », de tourner le quadrilatère, de longer l'Adriatique, de pénétrer en Hongrie, que soulèverait aussitôt le nom de Garibaldi : « nous frapperons ainsi l'Autriche, non aux extrémités, mais au cœur! » Quant à l'essai de former sous les

[1] Après la mort du grand agitateur italien, les journaux de Florence ont publié ses lettres à M. de Bismarck pendant les années 1868-1869. En prévision d'une guerre entre la France et l'Allemagne, Mazzini y suggère le plan de renverser Victor-Emmanuel, si ce dernier se faisait l'allié de l'empereur Napoléon III.

[2] Il importe de faire observer que la partie stratégique de la note d'Usedom était une copie *presque littérale* d'un article de Mazzini publié dans le *Dovere* de Gênes, du 26 mai 1866.

Hegel

ordres du général réfugié Klapka une légion composée des déserteurs de l'armée autrichienne, le président du conseil de Prusse a bien voulu affirmer devant les Chambres de Berlin, dans son discours célèbre du 16 janvier 1874, qu'il avait *repoussé avec énergie tous ces projets au commencement de la guerre.* « Ce n'est qu'après la bataille de Sadowa, au moment où l'empereur Napoléon III, par une dépêche télégraphique, avait fait entrevoir la possibilité de son intervention, ce n'est qu'alors, et comme un acte de légitime défense, que j'ai non pas ordonné, mais seulement toléré la formation de cette légion hongroise. » Malheureusement les dates ne sont guère d'accord avec les déclarations du chancelier actuel d'Allemagne. La bataille de Sadowa eut lieu le 3 juillet; or dès le 12 juin M. de Bismarck faisait savoir au gouvernement italien qu'il avait définitivement accepté le concours des défections slaves et hongroises [1], et il demeure avéré que, bien avant Sadowa, bien avant même tout commencement de guerre, le gouvernement prussien avait eu recours à un moyen qui, selon les propres expressions du chancelier, devait « exciter à la révolte et à la trahison les régiments

[1] Voyez les notes de M. d'Usedom du 12 et 17 juin, ainsi que la dépêche du comte Barral du 15 juin. LA MARMORA, p. 316, 331, 345-348.

magyars et dalmates de l'armée autrichienne ». N'oublions pas du reste que, tout en traitant avec Mazzini et M. Klapka, le ministre de Guillaume Ier ne se faisait pas faute de dénoncer à l'Europe l'esprit jacobin de la maison de Habsbourg : « Le roi, notre auguste maître, disait une dépêche prussienne du 26 janvier 1866, est douloureusement affecté de voir se déployer (dans les duchés de l'Elbe), sous l'égide de l'aigle autrichienne, des tendances révolutionnaires et hostiles à tous les trônes. Si à Vienne on croit pouvoir assister tranquillement à cette transformation d'une race distinguée jusqu'ici par ses sentiments conservateurs en un foyer d'agitations révolutionnaires, nous ne pouvons le faire de notre côté, et nous sommes décidés à ne pas le faire. »

C'est au milieu de pareilles menées ténébreuses et de négociations plus ou moins régulières, de préparatifs de guerre et d'échanges continuels de notes, de luttes parlementaires aussi et de combats presque journaliers avec les « perruques » de la cour, que se passèrent pour le président du conseil à Berlin les six premiers mois de l'année 1866, et rarement homme d'État eut à traverser une période plus troublée, plus émouvante. Les flots des événements lui faisaient tantôt toucher le rivage, tantôt le rejetaient au large et semblaient l'éloigner plus que jamais de son but. Ce fut par

exemple un grand coup de fortune que cette révolution en Roumanie et l'acclamation du prince Hohenzollern par le peuple de Bukharest, car cet incident fermait brusquement une porte par laquelle, d'après l'opinion de plus d'un homme politique d'alors, la question vénitienne aurait pu s'en aller en paix [1], et c'étaient des mains françaises qui avaient contribué à l'installation du jeune prince prussien sur les bords du Danube! L'instant d'après, toutefois, M. de Bismarck fut de nouveau réveillé de sa sécurité par des bruits vagues sur des pourparlers engagés entre l'Autriche et la France touchant la ville de Saint-Marc. Il en profita du moins pour décider le roi à signer le traité secret du 8 avril avec le gouvernement de Florence; mais bientôt l'offre de désarmement faite par le cabinet de Vienne, les débats au sein du Corps législatif et les manifestations de l'opinion publique en France, de plus en plus favorable à la cause de la paix, apportaient une

[1] Dans une dépêche du 1er mars 1866, M. Nigra rend compte au général La Marmora que, conformément à son autorisation, il a essayé d'entamer la question de l'échange des Principautés danubiennes contre la Vénétie. Il a fait valoir les avantages que cette solution aurait pour la France et pour l'Angleterre, qui verraient ainsi s'accomplir pacifiquement les deux programmes des guerres de Crimée et d'Italie. Le ministre ajoute que l'empereur Napoléon III était resté *frappé de cette idée.* LA MARMORA, p. 119.

accalmie désespérante et redonnaient courage aux nombreux partisans de l'Autriche à la cour de Guillaume I[er]. L'empereur Napoléon III rendit alors au ministre prussien le service signalé de remettre en mouvement la grande machine politique qui commençait à se ralentir; il prononça le discours d'Auxerre (6 mai) et jeta un défi plein d'imprécations aux traités de 1815. Cela ne l'empêcha point pourtant de dérouter aussitôt tous les plans de M. de Bismarck par la proposition soudaine d'un congrès, et, sous le coup de ce nouvel incident qui semblait tout compromettre, le président du conseil à Berlin parla *pour la première fois* de compensations pour la France. « Je suis bien moins Allemand que Prussien, dit-il au général Govone; je n'aurais aucune difficulté à céder à la France tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle, mais le roi aurait des scrupules très-graves[1]. » Bien entendu, il eût demandé en retour au gouvernement français une coopération active à la guerre, ce qui n'entrait aucunement dans les vues de Napoléon III, ce que l'état de l'opinion en France ne permettait même pas de concevoir. « Le congrès et la paix — écrivait M. Benedetti le 29 mai[2] — renverseraient tous les projets de M. de

[1] Dépêche du général Govone du 3 juin 1866. La Marmora, p. 275.
[2] *Ma mission en Prusse*, p. 125 et 129.

2. rozmowy Fr. z Aus. o Wenecji
3. rozmowy Wilh. I z Franz J. o Szlezwig

Bismarck, au moment où il se croit à la veille de les réaliser. Il n'est pas de ces esprits qui se font aisément illusion, et il est persuadé que, devant les Puissances réunies en conférence, sa politique ambitieuse serait tenue en échec et réduite à abdiquer... Il craint aussi de faciliter par son absence (en se rendant à Paris pour le congrès) le succès des influences occultes qui n'ont pas renoncé à amener un rapprochement entre les deux souverains des deux grandes Puissances allemandes. S'il s'éloignait, on pourrait parvenir à surprendre le consentement du roi à une entrevue avec l'empereur d'Autriche, et il lui importe de *surveiller soigneusement lui-même les avenues du palais*. Ses préoccupations à cet égard sont tellement éveillées, qu'il se propose, assure-t-on, de suivre le roi en campagne si la guerre vient à éclater... » Sur ces entrefaites, il apprenait que de nouvelles négociations venaient d'être entamées entre l'Autriche et la France au sujet de Venise, et que d'un autre côté le roi faisait à son insu des propositions à l'empereur François-Joseph pour un arrangement amiable : Guillaume Ier préférait toujours la petite question des Duchés à la grande guerre pour la nationalité allemande! On se doute quel dut être à ce moment l'état d'esprit du ministre qui, depuis bien des mois déjà, se plaignait

devant le comte de Barral, le plénipotentiaire italien à Berlin, d'être trahi par ses agents à Londres, à Florence et à Paris. Il croyait de plus sa vie en danger depuis un attentat fait sur sa personne le 7 mai; il n'était pas sans inquiétude sur son séjour en France pendant le congrès auquel il allait participer et qu'il redoutait à tant d'autres égards encore. « Il ne sort plus qu'accompagné, mandait le comte Barral le 1er juin, et des agents de police français viendront jusqu'à la frontière pour le suivre pendant tout le voyage [1]. »

Le voyage n'eut pas lieu, comme on sait; la Prusse, selon le mot de M. d'Usedom, fut « sauvée du congrès », et le prince Gortchakof n'a pas peu contribué à cette œuvre de salut. Ami toujours secourable, il fut le premier à penser que la conférence projetée n'avait pas de « but pratique » avec les réserves que voulait y apporter l'Autriche [2], et donna ainsi le signal de la déroute générale. Dès lors M. de Bismarck se remit à « travailler l'esprit de son royal maître », et il finit par lui enlever

[1] Télégrammes du comte Barral du 7 avril et du 1er juin 1866. La Marmora, p. 141 et 266.

[2] Télégramme de M. de Launay, de Saint-Pétersbourg, du 1er juin 1866. La Marmora, p. 266. — On peut voir dans le même ouvrage avec quel empressement M. de Bismarck se saisit de cette opinion du chancelier russe et la transmit par le télégraphe aux divers cabinets.

jusqu'au dernier *scrupule.* « Sa Majesté, télégraphiait encore à la date du 23 mai le comte Barral de Berlin, était très-*émotionnée* de la situation, dont elle parlait *avec de grosses larmes aux yeux.* » Quinze jours plus tard, le 8 juin, le roi ne pleurait plus, mais « il y avait encore dans sa voix quelque chose de triste indiquant clairement la décision d'un homme résigné qui ne croit pas pouvoir faire autrement. Sa Majesté m'a dit qu'elle avait pleine confiance dans la justice de sa cause. J'ai la conscience nette, a-t-elle ajouté d'un air ému et en portant la main sur son cœur; longtemps on m'a accusé de vouloir la guerre dans des vues ambitieuses, mais maintenant le monde entier sait quel est l'agresseur [1]. »

« Je reviendrai par Vienne ou par Munich, ou je chargerai avec le dernier escadron, avec celui qui ne revient pas », dit M. de Bismarck à un ambassadeur étranger au moment de quitter Berlin avec le quartier général, le 30 juin 1866. Deux jours après, il se trouvait déjà à Jitschin, sur le champ encore fumant d'une grande bataille qui venait d'être livrée. « J'arrive à l'instant même, écrit-il à sa femme de Jitschin; le sol est encore jonché de cadavres, de chevaux et d'armes.

[1] Télégrammes de M. de Barral. — LA MARMORA, p. 248 et 294.

Nos victoires sont beaucoup plus grandes que nous le croyions... Envoie-moi des romans français à lire, mais pas plus d'un seul à la fois. Que Dieu te garde! » Ceci était écrit le 2 juillet 1866; le lendemain avait lieu la bataille de Sadowa; le lendemain l'Allemagne se trouvait aux pieds de ce singulier amateur de *romans français*, et l'empereur Napoléon III était douloureusement réveillé de son roman à lui, de son long rêve humanitaire. Comme la Titania du *Midsummer night's dream*, la France impériale s'apercevait tout à coup que, dans un état d'hallucination inconcevable, elle avait caressé un monstre.

Et pendant que tant de choses se passaient sur la scène du monde, grandes, merveilleuses et terribles, la Russie continuait à bouder et à se recueillir : elle se recueillait dans l'adoration perpétuelle de la Prusse. On cherche en vain la trace de son action dans des événements qui concernaient pourtant à un si haut point ses intérêts, ses alliances de famille, ses traditions séculaires. « Puisque j'en suis à la Russie, écrivait M. Benedetti à son chef au printemps de l'année 1866, laissez-moi noter que j'ai toujours remarqué, non sans surprise, l'indifférence avec laquelle le cabinet de Saint-Pétersbourg m'a paru, depuis l'origine, envisager les prétentions de la Prusse et l'éventualité d'un

conflit entre les deux grandes Puissances germaniques; que je n'ai pas été moins frappé de *la constante sécurité* dans laquelle j'ai trouvé M. de Bismarck sur l'attitude et les intentions de l'empire du Nord... » La Russie se tait en 1865 pendant la crise de Gastein; au mois de mai 1866, elle n'accepte l'invitation au congrès que pour en désespérer la première et en décourager les autres Puissances; elle est absente des délibérations de Nikolsbourg et de Prague, elle y laisse à la France le soin de faire des efforts pour le sud de l'Allemagne, pour la Saxe, elle lui laisse même l'honneur de stipuler une clause en faveur du malheureux Danemark, la patrie de la future tsarine! Un moment, il est vrai, M. d'Oubril, l'ambassadeur russe à Berlin, un diplomate de la vieille école, s'était montré fort alarmé des victoires et des conquêtes du Hohenzollern; il fut mandé en toute hâte à Saint-Pétersbourg et « en revint peu de semaines après totalement rassuré et affectant une satisfaction que n'ont plus troublée un seul instant ni les revers des princes allemands alliés de la maison de Russie, ni les développements que la Prusse a donnés à sa puissance militaire[1] ». Le

[1] Benedetti, *Ma Mission en Prusse,* p. 99 et 254. — Il sera parlé plus loin de la proposition d'un congrès, faite par le prince Gortchakof au lendemain de Sadowa, mais aussitôt abandonnée par lui.

Idjota Gorczakow

prince Gortchakof ne sacrifiait pas aux vieilles idoles du droit des nations et d'équilibre, il ne partageait pas certains préjugés touchant la « solidarité qui existerait entre tous les intérêts conservateurs », et il avait l'âme trop haute pour jalouser un bon voisin. D'ailleurs lui aussi n'avait-il pas « vaincu l'Europe », trois ans auparavant, dans la campagne mémorable de Pologne? Des personnes augustes, des princesses et des grandes-duchesses avaient beau dire, avec les femmes de la Bible, que Saül en a tué mille, mais David dix mille; elles avaient beau montrer leurs parents spoliés et leurs patrimoines confisqués : Alexandre Mikhaïlovitch n'enviait pas les jeunes lauriers de son ancien collègue de Francfort devenu chancelier de la Confédération du Nord. Il se réjouissait de voir l'Autriche bien punie et la France bien mortifiée; pour le reste, il estimait que rien n'était changé et qu'il n'y avait qu'un grand chancelier de plus dans ce siècle.

CHAPITRE VII

L'ÉCLIPSE DE L'EUROPE.

Illusions de M. Thiers dans l'automne 1870. — Le *carton russe* à Versailles.— Date précise de l'entente de la Prusse et de la Russie contre la France. — Les deux mois de juillet et d'août 1866. — Effarement de la cour des Tuileries au lendemain de Sadowa. — Mesures proposées par M. Drouyn de Lhuys. — Opposition du parti du Palais-Royal et de M. Rouher. — Ce qu'il y avait à faire : urgence d'un congrès. — Napoléon III se décide pour une médiation isolée et envoie M. Benedetti au quartier général prussien. — Curieux langage tenu par M. de Bismarck devant M. Benedetti à Brunn et à Nikolsbourg. — Piége tendu à la France : elle affranchit la Prusse de tout contrôle de l'Europe et hâte les préliminaires de Nikolsbourg (26 juillet). — Mot de M. de Bismarck sur la *politique de pourboire*. — Note secrète française du 5 août demandant la rive gauche du Rhin avec Mayence. — Refus hautain de M. de Bismarck. — *Négociations dilatoires*. — Voyage de M. Benedetti à Paris et abandon de la note du 5 août. — Situation difficile de M. Benedetti. — Il plaide pour une alliance secrète avec la Prusse au sujet de la Belgique. — Pourparlers concernant ce *traité secret*. — Inconcevable étourderie de l'ambassadeur français près la cour de Berlin. — Paix définitive avec l'Autriche (26 août). — Méfiances soudaines de M. de Bismarck : il hésite à signer l'*acte secret*. — Démission de M. Drouyn de Lhuys et circulaire du ministre intérimaire, M. de Lavalette, du 16 septembre. — Usage que fait M. de Bismarck de deux propositions secrètes de la France touchant le Rhin et la Belgique. — Conventions militaires avec les États du Sud (17-23 août). — Mission du général Manteuffel à Saint-Pétersbourg

(août). — Accord établi entre la Prusse et la Russie pour l'éventualité d'une guerre avec la France. — Faute capitale de la politique napoléonienne au lendemain de Sadowa : élimination de l'Europe.

Dans les premiers jours du triste mois de novembre 1870, le petit salon de la maison Jessé, située rue de Provence à Versailles, voyait réunis le soir au coin du feu deux illustres interlocuteurs dont l'Europe haletante épiait à ce moment avec anxiété les moindres démarches. Accoudé à une table de travail sur laquelle « deux bouteilles garnies de bougies à leur goulot faisaient office de flambeaux[1] », M. de Bismarck avait demandé à M. Thiers la permission de fumer un cigare, et se reposait des négociations poursuivies pendant toute la journée au sujet de l'armistice et de la paix, dans une causerie pleine d'abandon et de médisance sur les événements de la guerre. Entre autres choses, il racontait que l'empereur Napoléon III, retiré dans un petit jardin après la capitulation de Sedan, avait pâli en le voyant arriver armé de deux pistolets à la ceinture : « il m'a cru capable d'une action de mauvais goût. » On ne se tromperait guère en supposant que

[1] Ce détail ainsi que tous ceux qui suivent sont empruntés à la narration faite par M. Thiers lui-même, quelques jours plus tard, à l'évêché d'Orléans, et recueillie par M. A. Boucher dans ses *Récits de l'invasion*, p. 318-325.

Thiers et Bismarck

l'homme qui depuis l'attentat de Blind n'avait cessé de montrer une préoccupation très-nerveuse de sa personne[1] prêtât ici dans la circonstance, et peu généreusement à coup sûr, au malheureux monarque des sentiments qui furent loin de son cœur. Quoi qu'il en soit, le ministre prussien se complut pendant des heures entières dans des réminiscences et des historiettes où il fit briller tout son esprit, et de son côté M. Thiers, à peine revenu de ce voyage de quarante jours pendant lequel il avait deux fois traversé l'Europe et négocié avec tant de souverains et de ministres, n'était pas en reste d'anecdotes piquantes et d'aperçus ingénieux. Il pensa cependant devoir rappeler après un certain temps les affaires sérieuses qui l'amenaient au quartier général; mais M. de Bismarck, — ce « sauvage plein de génie », comme devait l'appeler bientôt

[1] On a déjà cité plus haut la dépêche de M. de Barral de Berlin, le 1er juin 1866, trois semaines après l'attentat de Blind : « Il (M. de Bismarck) ne sort plus qu'accompagné, et des agents de police français viendront jusqu'à la frontière pour le suivre pendant tout le voyage. » — M. JULES FAVRE (*Histoire du gouvernement de la Défense nationale*, t. Ier, p. 163-164) parle des inquiétudes manifestées par le ministre de Guillaume Ier lors de l'entrevue au château de Haute-Maison à Montry : « Nous sommes très-mal ici ; vos francs-tireurs peuvent m'y viser par ces croisées. » On se rappelle aussi le langage tenu plus tard par le chancelier d'Allemagne dans les Chambres prussiennes au sujet de l'attentat de Kulmann.

l'homme d'État français dans ses épanchements à l'évêché d'Orléans, — semblait vouloir prolonger autant que possible un babil délicieux, et, prenant la main de M. Thiers, il s'écria : « Laissez-moi, je vous en supplie, laissez-moi, il est si bon de se trouver un peu avec la civilisation! » La *civilisation,* admise à la fin à plaider de nouveau sa cause, n'en retrouva pas moins l'ancien « comte de fer » sous le causeur affable et disert de tout à l'heure : les arts n'avaient décidément en rien adouci les mœurs politiques du *sauvage.* Alors M. Thiers se souvint des dispositions favorables qu'il avait rencontrées en Russie, et il crut utile de les faire valoir dans un moment aussi critique. Déjà pendant son séjour à Saint-Pétersbourg il avait adressé à la délégation de Tours une dépêche télégraphique singulièrement optimiste. « Il avait tout lieu, y disait-il, d'être très-satisfait de l'accueil de l'empereur, de la famille impériale, du prince Gortchakof et des autres dignitaires aussi bien que de celui de la société russe en général. L'empereur et son chancelier s'étaient chaudement exprimés contre l'exigence par la Prusse de conditions de paix exorbitantes; ils avaient déclaré que la Russie ne donnerait jamais son consentement à des conditions qui ne seraient pas équitables, que par conséquent le consentement des autres Puissances ferait

également défaut : les exactions de la Prusse ne seraient de la sorte que l'effet de la force et ne reposeraient sur aucune sanction [1]. » Sans entrer dans de tels développements, M. Thiers parla cette fois en termes généraux des marques de sollicitude que lui avait données « son ami le prince Gortchakof », et finit par assurer que la Russie s'alarmait et s'irritait. A ce mot, M. de Bismarck se leva et sonna : « Apportez le carton où sont les papiers de la Russie. » Le carton apporté : « Lisez, dit-il, voici trente lettres venues de Saint-Pétersbourg. » M. Thiers n'eut garde de ne pas profiter de la permission : il lut, il sut et il fut désabusé.

Du reste, il n'a tenu qu'à l'illustre historien du Consulat et de l'Empire de s'épargner cette cruelle déception, d'éviter aussi plus d'une fausse démarche dans sa course rapide à travers l'Europe, pour peu qu'il eût voulu consulter les hommes compétents ou seulement

[1] D'après l'analyse de lord Lyons, à qui M. de Chaudordy communiqua ce télégramme. Dépêche de lord Lyons, du 6 octobre 1870. — Il est curieux de rapprocher de ce singulier télégramme de M. Thiers l'opinion exprimée par le prince Gortchakof devant l'ambassadeur anglais « que les conditions indiquées dans la circulaire de M. de Bismarck du 16 septembre ne pouvaient être modifiées que par les événements militaires, et que rien n'autorisait une semblable conjecture ». (Dépêche de sir A. Buchanan du 17 octobre.) Or les conditions indiquées dans la circulaire prussienne du 16 septembre étaient déjà *l'Alsace et Metz*.

leur accorder la moindre attention. M. de Beust par exemple était parfaitement en mesure de l'édifier sur les rapports réels de la Russie et de la Prusse; mais c'est surtout M. Benedetti qui eût pu lui dire la date précise et bien ancienne déjà de l'accord survenu entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg en prévision d'une guerre avec la France, ainsi que les circonstances bien extraordinaires qui avaient accompagné cet accord. Rappelons ici brièvement ces circonstances en essayant de les dégager autant que possible de certaines obscurités dont les parties intéressées continuent à les entourer, et reportons-nous encore une fois au lendemain de Sadowa, aux transactions publiques ou secrètes qui suivirent ce jour lugubre. La plupart des combinaisons politiques qui devaient être si fatales à la France dans la guerre de 1870, elles furent nouées et consolidées pendant cette période aussi funeste qu'accidentée, pendant les deux mois de juillet et d'août de l'année 1866.

« Aucune des questions qui nous touchent ne sera résolue sans l'assentiment de la France », avait déclaré l'empereur Napoléon III le 11 juin 1866 dans un document solennel produit devant le Corps législatif, et

parmi ces questions toute « modification de la carte de l'Europe au profit exclusif d'une grande Puissance » était naturellement placée en première ligne. Or, usant de la victoire aussi immense qu'inespérée du 3 juillet 1866, la Prusse entendait changer la carte à son profit exclusif. Au lieu de « maintenir à l'Autriche sa grande position en Allemagne », ainsi que l'avait réclamé la lettre impériale du 11 juin, la Prusse exigeait que l'empire des Habsbourg fût totalement exclu de la Confédération germanique; au lieu d'accorder aux États secondaires « un rôle plus important, une organisation plus puissante », elle prétendait à l'hégémonie complète sur l'Allemagne entière, et voulait en outre exécuter de larges annexions dans les pays occupés par ses troupes. En fomentant cette guerre qui devait aboutir à des résultats si imprévus, la politique impériale avait avant tout poursuivi deux buts : l'affranchissement de Venise et le règlement équitable des affaires d'Allemagne. Venise était cédée, cédée même avant tout commencement d'hostilités, et en acceptant cette cession, en annonçant dans le *Moniteur* cet « événement important » après le grand désastre du général Benedeck, l'empereur Napoléon, au jugement de son ministre des affaires étrangères, était d'autant plus tenu de ne pas laisser écraser l'Au-

triche et ses alliés qu'il s'y agissait des intérêts vitaux de la France elle-même. Le ministre demanda en conséquence à son auguste maître de convoquer le Corps législatif, d'envoyer à la frontière de l'est une armée d'observation que le maréchal Randon se faisait fort de réunir très-rapidement, et de déclarer à la Prusse qu'on occuperait la rive gauche du Rhin, si elle ne se montrait pas modérée dans ses exigences envers le vaincu, et si elle réalisait des acquisitions territoriales de nature à déséquilibrer l'Europe.

Assurément, après les expériences terribles de l'année 1870, on peut élever des doutes très-légitimes sur l'efficacité des mesures proposées par M. Drouyn de Lhuys au mois de juillet 1866; il est bon toutefois de rappeler que le prestige de la France était encore grand et presque intact, que l'Autriche pouvait en huit jours faire revenir d'Italie 120,000 ou 130,000 soldats encore tout chauds de la victoire de Custozza, et que les troupes du général Moltke déjà commençaient à éprouver les conséquences naturelles de toute guerre même heureuse. « La Prusse est victorieuse, mandait l'ambassadeur de France près la cour de Vienne, mais elle est épuisée. Du Rhin à Berlin, il n'y a pas 15,000 hommes à rencontrer. Vous pouvez dominer la situation par une simple démonstration militaire, et vous

le pouvez en toute sécurité, car la Prusse est incapable en ce moment d'accepter une guerre avec la France. Que l'empereur fasse une simple démonstration militaire, et il sera étonné de la facilité avec laquelle il deviendra, sans coup férir, l'arbitre et le maître de la situation. » Dans les lettres intimes adressées par M. de Bismarck à sa femme pendant cette campagne, on retrouve quelques traces des préoccupations qui assaillaient à ce moment son esprit, de ses efforts surtout pour parler raison aux exaltés, « aux bonnes gens qui ne voyaient pas plus loin que leur nez et *nageaient à leur aise sur la vague écumante de la phrase* ». Six jours après Sadowa, en marche sur Vienne, il écrivait de Hohenmauth : « Te rappelles-tu encore, mon cœur, que nous avons passé par ici il y a dix-neuf ans, en allant de Prague à Vienne? Aucun miroir ne montrait à ce moment l'avenir, ni en 1852 non plus, alors que je traversais cette ligne ferrée avec le bon Lynar!... Pour nous, tout va bien, et nous aurons une paix qui en vaudra la peine, si nous n'exagérons pas nos demandes et ne croyons pas avoir conquis le monde. Malheureusement nous sommes aussi faciles à nous enivrer qu'à désespérer, et j'ai la tâche ingrate de mettre de l'eau dans un vin bouillant et de faire valoir que *nous ne sommes pas seuls en Europe* et que nous avons trois

voisins. » Enfin, dans son discours célèbre du 16 janvier 1874 au *Reichstag*, le chancelier d'Allemagne, en parlant de ces jours décisifs, a fait l'aveu important que, « si la France n'avait alors que très-peu de troupes disponibles, néanmoins un petit appoint peu considérable de troupes françaises eût suffi pour faire une armée très-respectable en s'unissant aux corps nombreux de l'Allemagne du Sud, qui de leur côté pouvaient fournir d'excellents matériaux dont l'organisation seule était défectueuse. Une telle armée *nous eût mis de prime abord dans la nécessité de couvrir Berlin et d'abandonner tous nos succès en Autriche.* » Ajoutons à cela que l'Allemagne était encore effervescente contre la politique « fratricide » de la Prusse, que les procédés et les exactions des généraux Vogel de Falkenstein et Manteuffel avaient exaspéré tous les esprits sur les bords du Mein : il y eut un instant unique, bien fugitif aussi, il est vrai, où l'apparition des Français sur le Rhin n'eût point blessé les susceptibilités tudesques, eût même été saluée avec joie! « Sire, disait alors à l'empereur Napoléon III un des ministres les plus éminents de la Confédération germanique, Sire, une simple démonstration militaire de votre part peut sauver l'Europe, et l'Allemagne vous en gardera une reconnaissance éternelle. Si vous laissez échapper ce moment, *d'ici à*

quatre ans vous serez forcé de faire la guerre à la Prusse, et vous aurez alors toute l'Allemagne contre vous... »

Mais l'effarement causé par les victoires prodigieuses de la Prusse fut trop grand aux Tuileries pour qu'on pût y conserver le sang-froid que réclamaient si impérieusement les circonstances. Le fusil à aiguille fut aussi une révélation qui, tour à tour exaltée ou dépréciée outre mesure par des autorités réputées compétentes, n'en contribua pas moins à augmenter les perplexités venues de toutes parts; enfin des doutes s'élevèrent même sur la possibilité de réunir le nombre d'hommes dont parlait le ministre de la guerre : la fatale expédition du Mexique avait englouti presque toutes les armes et presque toutes les troupes de la France[1]!

[1] C'était là l'opinion que parvint à accréditer le *parti de l'action;* des bruits coururent même un moment à Paris sur l'arrestation du maréchal Randon (ministre de la guerre), et son écrouement à Vincennes. Au mois d'avril 1867, les principaux personnages politiques de l'Empire, notamment les membres du Conseil privé, reçurent communication d'un *mémoire confidentiel* de l'ancien ministre de la guerre que venait de remplacer au mois de janvier le maréchal Niel. Dans ce *mémoire*, le maréchal Randon s'efforçait de démontrer l'inanité des accusations portées contre lui et maintenait son dire que, au lendemain de Sadowa, il était aisé de réunir dans le plus bref délai 100,000 hommes sur la frontière du Rhin. Le *mémoire confidentiel* a été depuis, en octobre 1870, livré à la publicité par les soins de son auteur sous le titre : *De la situation de l'armée en l'année* 1866. Grenoble, 1870.

On dut se faire l'aveu étrange qu'on avait souhaité avec ardeur, favorisé, provoqué la plus grande des complications européennes sans même s'être demandé si, au moment critique et prévu de la rupture de l'équilibre du monde, on serait en état de faire ne fût-ce qu'une simple démonstration militaire. Le *parti de l'action,* dans les conseils de l'Empire, eut dès lors beau jeu pour célébrer la Prusse comme l'agent puissant de la civilisation et du progrès, pour s'élever contre les tendances de tout temps autrichiennes des bureaux du quai d'Orsay, et recommander plus que jamais une alliance avec M. de Bismarck : il fallait lui donner carte blanche en Allemagne et compléter l'unité française en s'emparant de la Belgique. M. Drouyn de Lhuys n'eut pas de peine à démontrer l'inanité, la témérité de pareilles suggestions, et il demandait, non sans amertume, comment la France, qu'on déclarait incapable de mettre sur pied ne fût-ce qu'un corps d'observation sur le Rhin, se trouverait assez forte pour attaquer Anvers, provoquer l'Angleterre et finir par aligner probablement contre soi toutes les Puissances de l'Europe, parmi lesquelles la Prusse ne serait point la dernière. Il n'était pas en reste de récriminations, et il démontrait le zèle officieux et coupable qu'on avait mis à faire éclater une guerre dont lui, pour son

Nie było armji-

compte, il n'avait jamais cessé de redouter les conséquences, combien aussi l'on avait eu soin de ne mettre aucune condition au *laisser-aller* accordé à l'une des parties, la plus redoutable, la plus habile et avec laquelle il était le plus essentiel de prendre d'avance ses sûretés. Du côté où il n'était point constamment contrarié, il n'avait négligé aucune précaution; en cas de victoire de l'Autriche, la Vénétie était toujours acquise à l'Italie. « Dans mon opinion, ajoutait ingénument le ministre, au point de vue français, c'est un mauvais résultat; mais l'empereur y tenait avant tout, je le lui ai procuré. » C'était bien le moins, pensait-il, qu'on lui laissât obtenir de l'autre côté les compensations, *françaises cette fois,* qui seules pourraient justifier devant la nation les complaisances passées envers la Prusse...

Les débats furent longs et très-vifs pendant plusieurs jours, et des influences diverses s'agitèrent dans les directions les plus opposées. Le parti du Palais-Royal n'était pas le seul du reste à prêcher l'abandon du vaincu de Sadowa; dans une certaine mesure, il trouva des adhérents parmi les hommes d'État les plus modérés dans leur opinion et d'ordinaire les plus calmes dans leurs jugements. M. Rouher fut un des premiers à dissuader de toute démonstration armée sur la frontière

de l'est, et bientôt nous l'entendrons même parler d'une alliance *nécessaire et féconde* entre la France et la Prusse! « L'Autriche, pensait un autre membre important du Conseil privé, n'inspire aujourd'hui que cet intérêt, si voisin de l'indifférence, qui s'attache aux forts devenus faibles par leur faute, n'ayant su rien prévoir et rien préparer. *Jusqu'ici, tout est pour le mieux*[1]... » Tandis que M. Magne prononçait ainsi le *væ victis* sur l'empire des Habsbourg, — sans se douter que quatre ans plus tard, hélas! l'Europe se servirait d'expressions presque identiques à l'égard de la France elle-même, — une femme auguste, une sœur du roi de Wurtemberg et proche parente de la famille impériale de France, tenait un tout autre langage. « Vous vous faites d'étranges illusions, disait-elle; votre prestige a plus diminué dans cette dernière quinzaine que pendant toute la durée du règne! Vous permettez de détruire les faibles; vous laissez grandir outre mesure l'insolence et la brutalité de votre plus proche voisin; vous acceptez un cadeau, et vous ne savez même pas adresser une bonne parole à celui qui vous le fait. Je regrette que vous ne croyiez intéressée à la question et que vous ne voyiez pas le funeste

[1] Note confidentielle de M. Magne pour l'empereur. — *Papiers et correspondance de la famille impériale,* t. Ier, page 240.

baba – Królowa holenderska

danger d'*une* puissante Allemagne et d'*une* puissante Italie. C'est la *dynastie* qui est menacée, et c'est elle qui en subira les suites... Ne croyez pas que le malheur qui m'accable dans le désastre de ma patrie me rende injuste ou méfiante. — La Vénétie cédée, il fallait secourir l'Autriche, marcher sur le Rhin, imposer vos conditions! Laisser égorger l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute... » Faute ou crime, la décision à cet égard était déjà prise avant que fût parvenu aux Tuileries cet appel chaleureux de la reine de Hollande [1]. Napoléon III était très-souffrant à cette époque, se débattant sous les premières étreintes d'un mal cruel qui ne lui a plus pardonné, par suite moins porté que jamais à des résolutions vigoureuses, et, dès le 10 juillet, après un grand conseil des ministres tenu à Paris en présence de l'empereur, le prince de Metternich dut télégraphier à Vienne que la France n'interviendrait dans le conflit que par la parole de ses diplomates.

Il y avait pourtant quelque chose de plus efficace, de plus loyal dans tous les cas, à tenter qu'une vaine mé-

[1] La lettre, adressée à un ancien ministre de France à la Haye et mise sous les yeux de l'empereur, fut retrouvée aux Tuileries après le 4 septembre. — *Papiers et correspondance de la famille impériale*, t. Ier, p. 14.

Co radzi Klaczko ?

diation isolée, pleine de réticences périlleuses et de calculs égoïstes : il y avait tout simplement à saisir l'ensemble des Puissances d'une question à coup sûr éminemment « européenne » et qui intéressait à un si haut degré l'équilibre du monde. Une parole de la France dans le sens indiqué « eût certainement été écoutée », pour emprunter une expression à la lettre impériale du 11 juin, car il n'est pas jusqu'au prince Gorchakof lui-même qui ne parlât à ce moment de la nécessité d'un congrès général[1]. Sous le coup de la première et violente commotion causée par l'effondrement subit de l'Autriche, à la vue de tant de parents et cousins de son auguste maître menacés de spoliation et de ruine, le chancelier russe avait en effet laissé échapper ce mot vrai de la situation. Si dévoué qu'il fût à son ancien collègue de Francfort, si fasciné par son génie, Alexandre Mikhaïlovitch n'avait pas encore assez dépouillé le vieil Adam, l'attaché de la suite du comte Nesselrode aux réunions de Laybach et de Vérone, pour admettre d'emblée qu'une transformation si considérable du droit public pût s'effectuer à l'insu de

[1] Ce ne fut du reste qu'une courte velléité de la part du prince Gortchakof, un propos sans conséquence et dont nous trouvons la seule trace authentique dans une phrase obscure d'une dépêche de l'ambassadeur français à Berlin. Voyez BENEDETTI, *Ma Mission en Prusse*, p. 226.

Napoleon całe życie wołał o kongresy w niewłaściwym czasie a raz miał czas właściwy i nie zawołał

l'Europe et en dehors de son consentement. Comment le cabinet des Tuileries ne saisit-il pas au mot le chancelier russe? Comment n'essaya-t-il pas de provoquer un concert des Puissances devant un bouleversement aussi menaçant pour la balance des États? Comment ne vit-il pas qu'en traitant séparément avec M. de Bismarck, il ne faisait que le jeu du vainqueur? Malgré tous ses triomphes, malgré même toute son audace, le ministre de Prusse n'eût pas été médiocrement embarrassé de venir demander devant l'aréopage des Puissances l'abolition presque complète des traités de 1815, le détrônement de l'antique maison des Guelfes ou l'expulsion de l'empire des Habsbourg du sein de l'Allemagne, et l'on verra dans la suite les habiletés qu'il mit en œuvre pour se soustraire à un pareil contrôle et rendre la France complice dans cette éclipse de l'Europe. Fatalité bizarre de l'idéologie napoléonienne! le rêveur de Ham avait passé tout son règne à proposer des congrès, à les invoquer aux moments les plus inopportuns, dans les circonstances les moins propices, et il négligea d'appliquer cette panacée tant célébrée et recommandée dans la seule occasion où elle était réclamée par le bon sens et le bon droit, dans la seule crise où elle eût pu devenir utile, salutaire! Bonheur non moins surprenant du ministre de Guillaume Ier, qui

fut « sauvé du congrès », selon le mot du comte Usedom, et sauvé à deux reprises dans l'espace de quelques semaines : au mois de juin, grâce à la complaisance du prince Gortchakof, et au mois de juillet, grâce à l'infatuation de la France! On n'ignorait pas certes aux Tuileries la velléité manifestée dans un moment d'heureuse inspiration par Alexandre Mikhaïlovitch ; mais on avait si éloquemment « maudit » les traités de 1815 dans le discours d'Auxerre, on avait annoncé avec tant de fracas « l'événement important » de Venise et fait illuminer Paris! On tenait au prestige comme toujours, à la gloire de paraître en « Neptune de Virgile », ne fût-ce qu'aux yeux des profanes, et puis on espérait plus que jamais obtenir quelque bonne aubaine en obligeant encore une fois le « Piémont de la Germanie ». M. Benedetti reçut par conséquent l'ordre de se rendre au quartier général en Moravie pour offrir à M. de Bismarck la médiation française, pour le « pressentir » également sur les avantages que dans son équité il ne pourrait guère manquer d'accorder au médiateur empressé.

Rien de plus curieux que le langage tenu par le ministre de Prusse à l'ambassadeur de France lors de ces

Bism. i Benedetti w Brunn

premiers entretiens en Moravie. M. de Bismarck débuta par renouveler les fantaisies de Biarritz, et c'est un vrai Tilsitt au rebours qu'il se donnait l'air d'ébaucher dans ce quartier général de Brunn : le fils de Frédéric-Guillaume III, du vaincu d'Iéna, semblait vouloir offrir au neveu de Napoléon Ier de partager le monde avec lui, de le partager au détriment de la Russie et de l'Angleterre! « Il essaya de me prouver, mandait M. Benedetti à la date du 15 juillet, que les revers de l'Autriche permettaient à la France et à la Prusse de modifier leur état territorial, et de résoudre dès à présent la plupart des difficultés qui continueront à menacer la paix de l'Europe. Je lui rappelai qu'il existait des traités, et que la guerre qu'il désirait prévenir serait le premier résultat d'une pareille politique. M. de Bismarck me répondit que je me méprenais, que la France et la Prusse, unies et résolues à redresser leurs frontières respectives en se liant par des engagements solennels, étaient désormais en situation de régler ensemble ces questions, sans crainte de rencontrer une résistance armée *ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de la Russie*... » En d'autres termes, — et ces termes se trouvent également employés dans le rapport de M. Benedetti, — le ministre de Prusse tenait « à s'affranchir de l'obligation de subir le contrôle de l'Europe » grâce

à une entente séparée avec la France. Quant au moyen d'amener cette entente si précieuse, il était tout simple : la France n'avait qu'à chercher fortune le long de la Meuse et de l'Escaut. « Je n'apprendrai rien de nouveau à Votre Excellence, écrivait M. Benedetti à son chef quelques jours après de Nikolsbourg, en lui annonçant que M. de Bismarck est d'avis que nous devrions chercher des compensations en Belgique et qu'il m'a offert de s'en entendre avec nous. » Il ne déclinait pourtant pas toute idée de faire à la France sa part sur le Rhin, pas par exemple dans les territoires prussiens, où il serait difficile de décider le roi Guillaume à renoncer à une portion quelconque de ses possessions ; mais « on pourrait peut-être trouver quelque chose dans le Palatinat », c'est-à-dire en Bavière. On était toujours « beaucoup plus Prussien qu'Allemand », et il y avait avec la Walhalla des accommodements.

Le gouvernement français donna en plein dans le piége qui lui fut ainsi tendu, et il aida dès l'abord la Prusse à *s'affranchir de tout contrôle de l'Europe,* en travaillant à ces préliminaires de Nikolsbourg, signés le 26 juillet, qui consacraient l'exclusion de l'Autriche de l'Allemagne et constituaient une Confédération du Nord sous l'hégémonie du Hohenzollern. Cette grave atteinte au droit public et à l'équilibre du monde une

fois concédée, et la guerre virtuellement finie, on se remit à parler de compensations. Dans une lettre adressée à M. de Goltz et datée de Vichy 3 août, M. Drouyn de Lhuys déclarait que l'empereur, son auguste maître, « n'a pas voulu compliquer les difficultés d'une œuvre *d'intérêt européen* en traitant *prématurément* avec la Prusse des questions territoriales »; mais le moment semblait enfin venu d'aborder ces questions, d'autant plus qu'on se préparait à pratiquer de larges annexions au nord du Mein. « Le roi, avait écrit M. de Bismarck à M. de Goltz dès le 10 juillet, le roi attache moins de prix à la constitution d'une Confédération politique du Nord *et tient avant tout à des annexions;* il préférerait abdiquer plutôt que de revenir sans une importante acquisition territoriale [1]... » Outre les duchés de l'Elbe en effet, dont l'abandon avait été stipulé à Nikolsbourg, la Prusse prétendait encore absorber les villes libres, le Cassel, le Hanovre, voire la Saxe, et aux Tuileries on pensait mesurer les exigences françaises d'après le nombre d'âmes et de lieues carrées que demanderait pour lui Guillaume le Conquérant. « La grande guerre pour la nationalité allemande » qu'avait recommandée à Biarritz le César

1 Dépêche chiffrée interceptée par les Autrichiens et publiée dans la *Relation de la guerre de* 1866 par l'État-major autrichien.

populaire tournait de la sorte à ce « marché du bétail humain » tant reproché au congrès de Vienne, aux traités « maudits » de 1815, — et comment ne point reconnaître que la France joua là un rôle peu digne d'elle? C'était de sa part renier à la fois le droit nouveau et le droit ancien, le principe de la volonté nationale aussi bien que celui de la légitimité des princes; c'était de plus vouloir réaliser un gain illicite et en somme mesquin à l'occasion d'une grande calamité universelle, et, pour parler avec l'humoriste anglais, profiter de l'éruption du Vésuve pour se cuire un œuf à la coque! M. de Bismarck eut à ce moment un mot cruel, mais qui n'était pas tout à fait immérité : « La France, dit-il à un ancien ministre de la Confédération germanique, la France fait *une politique de pourboire...* »

Une lettre écrite par M. Rouher à la date du 6 août 1866, et recueillie depuis parmi les papiers des Tuileries [1], nous fait voir les étranges illusions que nour-

[1] *Papiers et correspondance de la famille impériale*, t. II, p. 225-228. — Les éditeurs prétendent que cette lettre était adressée à M. de Moustier, ce qui est de tous points erroné, M. de Moustier se trouvant alors à Constantinople. Nous inclinons à croire que le destinataire était M. Conti, qui avait accompagné l'empereur à Vichy. On se rappelle que Napoléon III, très-irrité et souffrant pendant toute cette époque, s'était rendu le 27 juillet à Vichy, où vint le voir pour un moment M. Drouyn de Lhuys; le chef de l'État ne put toutefois prolonger son séjour dans la ville d'eaux et fut de retour à Paris dès le 8 août

rissait alors le gouvernement français, et que l'ambassadeur de Prusse à Paris entretenait de son mieux. « M. de Goltz trouve notre prétention légitime en principe, mandait le ministre d'État; il considère que satisfaction doit être donnée au seul vœu de notre pays pour constituer entre la France et la Prusse *une alliance nécessaire et féconde.* » L'embarras est seulement de bien déterminer la somme des exigences qu'on doit poser. « L'impératrice voudrait demander beaucoup ou rien, pour ne pas compromettre nos prétentions définitives. » Pour M. Rouher, il pense que « l'opinion publique aura un *aliment* et une *direction,* si demain nous pouvons dire officiellement : la Prusse consent à ce que nous reprenions les frontières de 1814, et à effacer ainsi les conséquences de Waterloo ». Bien entendu, le ministre d'État n'admet pas « que cette rectification obtenue vaille quittance pour l'avenir ». — « Sans doute, il faudra que de nouveaux faits se produisent pour que de nouvelles prétentions s'élèvent, mais ces faits se produiront certainement. L'Allemagne n'en est qu'à la première des oscillations nombreuses qu'elle subira avant de trouver sa nouvelle assiette. Tenons-nous plus prêts, à l'avenir, à profiter mieux des événements; les occasions ne nous manqueront pas. Les États du sud du Mein notamment seront d'ici

à peu d'années une pomme de discorde ou une matière à transaction. M. de Goltz ne dissimule pas dès à présent des convoitises vis-à-vis de ce groupe de confédérés... » Ainsi au moment même où l'on se glorifiait de « sauver » les États du sud, d'établir au delà du Rhin une combinaison politique nouvelle que le ministre d'État devait bientôt décorer du fameux nom de *trois tronçons* et déclarer merveilleusement rassurante pour la France, on se réservait déjà d'abandonner cette combinaison, d'en trafiquer « pour un prix convenable »!

Qu'il était naïf cependant de croire qu'après Sadowa et Nikolsbourg, la ruine de l'Autriche consommée, l'Allemagne complétement soumise, toute intervention de l'Europe écartée et la faiblesse militaire de la France d'alors divulguée à tous les vents [1], on trouverait la Prusse accessible à des arrangements qu'elle n'avait pas voulu prendre avant ses victoires immenses, au moment de ses plus grandes perplexités et au milieu des angoisses d'une crise que tout le monde s'accordait à proclamer périlleuse à l'extrême! Encore le 8 juin,

[1] « Il se dit beaucoup trop depuis quelque temps que la France *n'est pas prête.* » Note confidentielle de M. Magne du 20 juillet (*Papiers et correspondance de la famille impériale,* t. I, p. 241). M. de Goltz avait pénétré ce secret de bonne heure et n'avait cessé de recommander à M. de Bismarck une attitude ferme à l'égard de la France.

à la veille de la guerre, M. Benedetti retraçait ainsi qu'il suit les dispositions de l'opinion publique en Prusse à l'égard de la France : « Les appréhensions que nous inspirons partout en Allemagne subsistent toujours, et elles se réveilleront unanimes et violentes au moindre indice qui laisserait soupçonner notre intention de nous étendre vers l'est. Le roi, comme le plus humble de ses sujets, ne supporterait pas en ce moment qu'on lui fît entrevoir l'éventualité d'un sacrifice sur le Rhin. Le prince royal, si profondément pénétré des dangers de la politique dont il est le témoin, déclarait, il n'y a pas longtemps, à un de mes collègues, avec une extrême vivacité, qu'il préférait la guerre à la cession, ne fût-ce que du petit comté de Glatz[1]... » Et c'est le même diplomate qui avait de telle manière apprécié la situation avant la campagne de Bohême, c'est ce même ambassadeur qui mainte-

[1] *Ma Mission en Prusse*, p. 171-172. — M. Drouyn de Lhuys, qui avait déjà obtenu de l'Autriche la cession, en tout état de cause, de la Vénétie, insistait à ce moment plus que jamais pour qu'on prît également d'avance des sûretés avec la Prusse, « la plus redoutable, la plus habile des parties ». M. Benedetti ne cessait de dissuader d'une pareille démarche, dans la crainte que la Prusse ne renonçât en ce cas à tout projet de guerre contre l'Autriche, et cette dépêche du 8 juillet n'était au fond qu'une nouvelle plaidoirie en faveur du *laisser-aller* sans condition qu'on devait accorder à M. de Bismarck.

nant prit sur lui de présenter à M. de Bismarck les demandes du cabinet des Tuileries, qui alla jusqu'à lui soumettre le 5 août un projet de traité secret impliquant l'abandon à la France de toute la rive gauche du Rhin sans en excepter la grande forteresse de Mayence! « En présence des importantes acquisitions que la paix assurait au gouvernement prussien, dit M. Benedetti, je fus d'avis qu'un remaniement territorial était désormais nécessaire à notre sécurité. Je n'ai rien provoqué, j'ai encore moins garanti le succès; je me suis seulement permis de l'espérer, pourvu que notre langage fût ferme et notre attitude résolue. » A-t-on manqué de fermeté ou n'en a-t-on montré que trop? M. de Bismarck affirme dans tous les cas avoir répondu sur un ton qui ne laissait pas certes d'être résolu. « Fort bien, aurait-il répliqué aux instances pressantes de l'ambassadeur, alors nous aurons la guerre! Mais faites bien observer à Sa Majesté l'empereur qu'une guerre pareille pourrait devenir dans certaines éventualités *une guerre à coups de révolution,* et qu'en présence de dangers révolutionnaires les dynasties allemandes feraient preuve d'être plus solidement établies que celle de Napoléon [1]. »

[1] BENEDETTI, *Ma Mission en Prusse,* p. 177 et 178.—*Moniteur* prussien (*Reichsanzeiger*) du 21 octobre 1871.

Ce ne fut pas là toutefois le dernier mot du ministre prussien. Bien décidé à ne pas admettre la discussion au sujet du Rhin, il tint cependant à ne pas complétement décourager l'ambassadeur français et à continuer avec lui un jeu qu'il devait plus tard, dans sa circulaire du 29 juillet 1870, appeler du nom, inconnu jusque-là dans le dictionnaire de la diplomatie, de *négociations dilatoires*. Il parla de son penchant pour Napoléon III, de sa grande ambition de résoudre de concert avec lui les problèmes importants de l'avenir. « Il faut à la Prusse l'alliance d'une grande Puissance », c'était là sa conviction intime, il ne cessait de le prêcher au roi son auguste maître, — et quelle alliance plus désirable, au point de vue du progrès et de la civilisation, que celle de l'empire français? Il revint ainsi à ses récents épanchements de Brunn et de Nikolsbourg, il insinua « qu'on pourrait prendre *d'autres arrangements* propres à satisfaire les intérêts respectifs des deux pays [1] », et fortifia M. Benedetti dans son dessein de se rendre à Paris et d'exposer la situation à qui de droit.

A Paris, la lutte d'influences était engagée avec

[1] *Ma Mission en Prusse,* p. 181. Cette assertion de M. Benedetti se trouve pleinement confirmée par la note trouvée parmi les papiers des Tuileries dont il sera parlé plus loin.

vigueur entre le ministre des affaires étrangères et l'ambassadeur de Prusse, M. de Goltz, puissamment secondé par le *parti de l'action*, auquel l'arrivée de M. Benedetti (11 août) vint apporter un appoint considérable. M. Drouyn de Lhuys ne fut nullement surpris de l'*ingratitude prussienne*, comme s'était exprimé M. Benedetti dans une de ses dernières dépêches [1]; mais, par une logique qui nous échappe, il ne s'en félicita pas moins de voir les exigences françaises enfin formulées : « On pourrait les reprendre en temps

[1] « La Prusse méconnaîtrait ce que commandent la justice et la prévoyance et nous donnerait en même temps la mesure de son ingratitude, si elle nous refusait les garanties que l'extension de ses frontières nous place dans l'obligation de revendiquer. » Dépêche de M. Benedetti, du 5 août 1866, trouvée au château de Cerçay parmi les papiers de M. Rouher, et publiée dans le *Moniteur* prussien du 21 octobre 1871. — Vers la même époque, on parlait aussi de l'ingratitude de l'Italie. « L'ingratitude injustifiable de l'Italie irrite les esprits les plus calmes », écrivait M. Magne dans sa note confidentielle pour l'empereur en date du 20 juillet. Le cabinet de Florence en effet suscitait à la France à ce moment des embarras inouïs par des susceptibilités et des exigences pour le moins fort déplacées. Après avoir été battus par terre et par mer, à Custozza et à Lissa, et avoir reçu en récompense le magnifique cadeau de la Vénétie, les Italiens élevaient encore des prétentions sur le Tyrol ! Il y eut même un instant où l'empereur pensa « renoncer au funeste présent qui lui a été fait et déclarer, par un acte officiel, qu'il rendait à l'Autriche sa parole ». Voyez la curieuse note de M. Rouher pour l'empereur, *Papiers et correspondance de la famille impériale*, II. p. 229 et 23.

utile »; il ne se doutait guère de l'emploi que sur les bords de la Sprée on ferait bientôt du projet de traité du 5 août! Il espérait en outre que la fin de non-recevoir rencontrée à Berlin donnerait à réfléchir aux ardents promoteurs des liaisons dangereuses, qu'elle empêcherait certains engagements pour l'avenir qu'il appréhendait avant toute chose; mais là aussi son jugement se trouva être complétement en défaut. M. de Goltz lui apprit soudain qu'il était tombé d'accord avec l'empereur sur les annexions à effectuer par Guillaume I[er] dans l'Allemagne du Nord, et une lettre adressée le 12 août par le chef de l'État au marquis de Lavalette vint couper court à toute controverse avec la Prusse. « Il résulte de ma conversation avec Benedetti, écrivait Napoléon III au ministre de l'intérieur, que nous aurions toute l'Allemagne contre nous pour un très-petit bénéfice; il est important de ne pas laisser l'opinion publique s'égarer sur ce point. » Le malheur fut seulement que le gouvernement impérial lui-même laissa à ce moment égarer son opinion sur un point bien autrement scabreux, et que la Belgique devint pour lui dès lors l'objet d'une négociation aussi décevante que fatale, et dont plus tard, au début de la guerre de 1870, il devait en vain s'efforcer d'éluder la responsabilité accablante.

Bism. wciąga Napoleona w pułapkę co do Belgii i Szwajcarii

Que dans ces ténébreux projets sur le pays de la Meuse et de l'Escaut M. de Bismarck ait été dès l'origine le grand tentateur du gouvernement impérial, et le tentateur même longtemps repoussé, c'est là une vérité qui aujourd'hui ne peut guère être mise en doute, les documents authentiques publiés dans les dernières années suffisent pour convaincre l'esprit le plus incrédule. Ce n'est pas seulement dans ses conversations avec le général Govone que le président du conseil de Prusse a indiqué à plusieurs reprises et très-clairement la Belgique et certaines parties de la Suisse comme les territoires les plus propres à « indemniser la France » : bien avant le printemps de l'année 1866, bien avant même l'entrevue de Biarritz, M. de Bismarck avait essayé de *vendre la peau de l'ours,* comme le lui dit un jour Napoléon III. Le général La Marmora, qui en sait long, ajoute que « l'ours n'était ni dans les Alpes ni dans les Carpathes, il se portait fort bien (*stava benone*), et n'avait envie ni de mourir ni d'aller en cage[1] ». De pareilles suggestions ne furent pas sans doute de nature à trop effaroucher le *parti de l'action* dans les conseils de l'Empire, elles trouvèrent même auprès de lui un accueil empressé ; mais dédaigneusement écartées jusque-

1 La Marmora, *Un pò più di luce,* p. 117. — Rapport du général Govone, 3 juin 1866. *Ibidem,* p. 275.

là par M. Drouyn de Lhuys, traitées de « projets de brigandage » par le chef de l'État, elles durent attendre cette heure d'*angoisses patriotiques* que marque l'arrivée de M. Benedetti pour être enfin prises en considération sérieuse.

Certes l'ambassadeur de France près la cour de Berlin eut dans cette année 1866 une situation bien difficile et pénible, nous allions presque dire pathétique. Il avait travaillé avec ardeur, avec passion à amener ce *connubio* de l'Italie et de la Prusse qui lui semblait être une bonne fortune immense pour la politique impériale, une victoire éclatante remportée sur l'ancien ordre des choses au profit du « droit nouveau » et des idées napoléoniennes. Dans la crainte, très-fondée d'ailleurs, de voir cette œuvre avorter et la Prusse reculer, si on lui parlait de compensations éventuelles et d'engagements préventifs, il n'avait cessé de dissuader son gouvernement de toute tentative de ce genre et d'insister sur le patriotisme farouche, intraitable et ombrageux de la maison Hohenzollern, au point même d'être soupçonné parfois à l'hôtel du quai d'Orsay de forcer quelque peu les couleurs et de faire certain diable plus noir et plus allemand qu'il ne l'était. L'œuvre avait réussi enfin, réussi au delà de toute attente, réussi à faire peur, à convaincre du coup M. Benedetti « qu'un

remaniement territorial était désormais nécessaire à la sécurité de la France ». Ce remaniement, il s'était un moment flatté de l'obtenir sur le Rhin ; « il n'avait point garanti le succès, mais il s'était permis de l'*espérer* ». Éconduit avec fermeté sinon avec hauteur, « et ayant pris la mesure de l'ingratitude prussienne », il s'était néanmoins remis à espérer aussitôt que le ministre de Guillaume Ier lui eut insinué « qu'on pourrait prendre d'*autres arrangements* propres à satisfaire les intérêts respectifs des deux pays », et il s'était cramponné à l'expédient qu'on faisait miroiter ainsi à ses yeux, avec d'autant plus d'énergie fiévreuse qu'il y voyait un nouveau triomphe pour le droit moderne et les principes chers à son parti. Jaloux de réparer les conséquences d'une politique que pour sa part il avait contribué plus que tout autre à faire triompher, reconnaissant du reste les difficultés, sinon les impossibilités pour la cour de Berlin de céder une portion quelconque du sol germanique, et toujours convaincu du sincère désir de M. de Bismarck « de désintéresser la France[1] », il se fit auprès de Napoléon III, à cette

[1] « Tous les efforts qu'il (M. de Bismarck) avait sans cesse renouvelés pour combiner un accord avec nous prouvent assez que dans son opinion il était essentiel de désintéresser la France. » *Ma Mission en Prusse*, p. 192. Ainsi pensait l'ex-ambassadeur de France encore en 1871 !

neure décisive, l'interprète des idées qu'il avait recueillies au quartier général de Brunn et plaida avec chaleur cette alliance « nécessaire et féconde » avec la Prusse qui, préconisée de longue date par le Palais Royal, avait déjà eu le bonheur de séduire tout récemment jusqu'à l'esprit si pondéré de M. Rouher.

Bien entendu, il ne s'agissait pas d'une action immédiate à laquelle d'ailleurs la situation militaire du pays ne permettait guère de songer ; il s'agissait seulement d'un accord et d'une solidarité à établir pour des éventualités futures, pour le moment par exemple, plus ou moins lointain, mais immanquable, où la Prusse penserait à couronner son œuvre, à franchir le Mein, à étendre sa domination de la Baltique jusqu'aux Alpes ; il s'agissait de *se placer hardiment sur le terrain des nationalités !*... « Si la France se place hardiment sur le terrain des nationalités, dit une note curieuse retrouvée parmi les papiers des Tuileries, et qui résume incontestablement les idées du parti de l'action à cette époque[1], il importe d'établir dès à présent qu'il n'existe pas de nationalité belge, et de fixer ce point essen-

[1] *Papiers et correspondance de la famille impériale*, I, p. 16 et 17. Les éditeurs ont cru reconnaître dans cette note l'écriture de M. Conti, chef du cabinet de l'empereur ; ne serait-elle pas plutôt de M. Benedetti ?

tiel avec la Prusse. Le cabinet de Berlin semblant d'autre part disposé à entrer avec la France dans les arrangements qu'il peut convenir à la France de prendre avec lui, il y aurait lieu de négocier un acte secret qui engagerait les deux parties. Sans prétendre que cet acte fût une garantie parfaitement sûre, il aurait le double avantage de compromettre la Prusse et d'être pour elle un gage de la sincérité de la politique ou des intentions de l'empereur... Pour être certain de trouver à Berlin une confiance qui est nécessaire au maintien d'une entente intime, nous devons nous employer à dissiper les appréhensions qu'on y a toujours entretenues, qui ont été réveillées et même surexcitées par nos dernières communications. Ce résultat ne peut être obtenu par des paroles, il faut un acte, et celui qui consisterait à régler le sort ultérieur de la Belgique de concert avec la Prusse, en prouvant à Berlin que l'empereur cherche décidément ailleurs que sur le Rhin l'extension nécessaire à la France depuis les événements dont l'Allemagne vient d'être le théâtre, nous vaudra du moins une certitude relative que le gouvernement prussien ne mettra pas d'obstacle à notre agrandissement dans le nord. »

C'est avec la mission de négocier un *acte secret*, engageant les deux parties dans le sens indiqué par la note qu'on vient de lire, que M. Benedetti quitta Paris vers le milieu du mois d'août. L'acte devait stipuler une alliance offensive et défensive entre les deux États, et, en échange de la reconnaissance des faits accomplis déjà ou encore à accomplir en Allemagne, assurer à l'empereur Napoléon III le concours diplomatique de la Prusse pour l'acquisition du Luxembourg et son concours *armé* pour le moment où la France jugerait opportun de s'annexer la Belgique. Aussitôt rendu à son poste, l'ambassadeur français se mit résolûment à l'œuvre; il mena la négociation *à l'insu de son chef immédiat*[1], et n'en référa qu'à l'empereur et

[1] « A mon départ de Paris, vers le milieu de ce mois d'août, — dit M. Benedetti dans son livre : *Ma Mission en Prusse*, p. 194, — M. Drouyn de Lhuys avait offert sa démission, et j'avais lieu de supposer que sa succession serait donnée à M. de Moustier, qui occupait alors l'ambassade de Constantinople. Il n'y avait donc pas, à ce moment, de ministre des affaires étrangères. Dans cet état de choses, je jugeai *convenable* d'adresser au ministre d'État, M. Rouher, la lettre dans laquelle je rendais compte de mon entretien avec M. de Bismarck, et qui accompagnait le projet de traité relatif à la Belgique... » M. Drouyn de Lhuys n'avait point donné sa démission vers le milieu du mois d'août ; à tort ou à raison, il croyait à cette époque « faire acte d'honnêteté et de désintéressement en restant », et son portefeuille ne lui fut retiré que le 1er septembre 1866. Jusqu'à cette date, M. Drouyn de Lhuys n'avait cessé de diriger le département;

au ministre d'État. Il pria le président du conseil de Prusse de regarder les propositions du 5 août, celles relatives à la rive gauche du Rhin, comme non ave-

l'ambassadeur cite lui-même dans son livre plusieurs dépêches échangées avec lui sur des questions graves encore à la date du 21 et du 25 août (p. 204 et 223), et M. Benedetti se fait de singulières idées sur les devoirs hiérarchiques en croyant qu'il est *convenable* pour un agent de se soustraire au contrôle de son chef immédiat en prévision de sa retraite prochaine. La suite du passage cité dans le livre de M. Benedetti n'est pas moins curieuse : « M. Rouher, dit-il, n'a pas déposé au ministère, n'en ayant jamais pris la direction, la correspondance que j'ai, pendant quelques jours, échangée avec lui. Si je la donnais ici, je ne saurais renvoyer le lecteur, pour qu'il pût en vérifier le texte, au dépôt des archives, comme je suis fondé à le faire pour tous les documents que je place sous ses yeux. » Qu'à cela ne tienne ! une fois décidé à faire des révélations, M. Benedetti eût bien pu produire cette correspondance avec M. Rouher sur un sujet tellement débattu, tout en prévenant consciencieusement le lecteur qu'il n'en trouverait pas les originaux au dépôt des archives. (On sait que ces originaux ont été saisis par les Prussiens, avec un grand nombre d'autres documents importants, dans le château de M. Rouher, à Cerçay.) — En train, pour notre part, d'introduire « un peu plus de lumière » dans toutes ces obscurités nullement naturelles, observons aussi que c'est à tort, mais dans un dessein facile à deviner, que la célèbre circulaire de M. de Bismarck du 29 juillet 1870 (au début de la guerre) avait assigné à ce projet de traité secret sur la Belgique une date bien postérieure, l'année 1867, l'époque après le règlement de l'affaire du Luxembourg. Cette allégation ne résiste pas à un premier examen et à un simple rapprochement des pièces livrées au public. La ténébreuse négociation au sujet de la Belgique eut lieu dans la seconde moitié du mois d'août 1866, ainsi que le dit M. Benedetti.

nues, comme une incartade de M. Drouyn de Lhuys, pendant la maladie de son auguste maître, et lui soumit un nouveau projet en cinq articles concernant la Belgique. Peu importe que l'ambassadeur de France ait eu sur lui la minute ou qu'il l'ait écrite dans le cabinet du ministre prussien, sur sa demande et « en quelque sorte sous sa dictée » ; toujours est-il que M. Benedetti agissait d'après des instructions de Paris[1] et que M. de Bismarck de son côté n'a nullement décliné de pareilles ouvertures. Il avait même fait des observations sur tels des termes employés dans la rédaction et insisté sur plusieurs changements à introduire dans le texte. Le projet ainsi amendé fut envoyé à Paris et retourné de nouveau à Berlin avec des rectifications faites par l'empereur et M. Rouher. Sur les bords de la Seine, dans les conciliabules du petit nombre des initiés au secret, on était plein d'attente et d'allégresse ; on débattait la question du successeur à donner à M. Drouyn de Lhuys, et les avis étaient partagés entre M. de Lavalette et M. Benedetti ; on échangeait des idées que devait bientôt exprimer un

[1] Le *Moniteur* prussien du 21 octobre 1871 donne (d'après les documents saisis à Cerçay) des extraits de l'instruction envoyée de Paris le 16 août à M. Benedetti concernant le traité secret. Un passage de cette instruction contient « la désignation des personnes entre lesquelles cette négociation doit se renfermer ».

document demeuré tristement célèbre, et l'on se réjouissait de voir « les traités de 1815 détruits, la coalition des trois Puissances du Nord brisée, et la Prusse rendue assez indépendante et assez compacte pour se détacher de ses traditions[1] ». Tout à coup une dépêche éplorée de l'ambassadeur de France près la cour de Berlin (29 août) vint jeter du trouble dans les esprits, et l'on eut de nouveau quelques appréhensions au sujet de l'alliance « nécessaire et féconde » qu'on se flattait d'établir.

Les pourparlers avaient marché leur train jusqu'aux derniers jours du mois d'août, et M. de Bismarck s'était prêté de bonne grâce aux *négociations dilatoires.* En attendant, la paix de Prague, la paix définitive avec l'Autriche venait d'être signée (26 août), les États du Sud avaient adhéré l'un après l'autre aux stipulations de Nikolsbourg, et reconnu solennellement la Confédération du Nord, ainsi que les acquisitions territoriales de la Prusse. L'acte secret concernant la Belgique était entre les mains du ministre de Guillaume Ier et ne demandait plus qu'à être mis au net et signé; mais à ce moment M. Benedetti se heurta soudain contre des méfiances étranges, inconcevables et qui

[1] Expressions de la circulaire de M. de Lavalette du 16 septembre 1866.

ne laissèrent pas de le blesser profondément. M. de Bismarck lui fit voir des hésitations, lui parla de ses craintes « que l'empereur Napoléon ne voulût se servir d'une telle négociation pour créer des ombrages entre la Prusse et l'Angleterre ». La stupéfaction de l'ambassadeur français fut extrême. « Quel degré de confiance pouvons-nous de notre côté accorder à des interlocuteurs accessibles à de pareils calculs? » se demandait-il dans sa dépêche du 29 août[1]. Le procédé lui parut inqualifiable, et, pour ne pas être tenté de le qualifier, il jugea opportun « d'aller passer quinze jours à Carlsbad où il se tiendrait prêt, au premier télégramme que lui adresserait M. de Bismarck, à retourner à Berlin ». Légèrement émue de cet incident, la cour des Tuileries ne s'en obstina pas moins à croire à l'*acte secret* qui se préparait à Berlin : elle congédia M. Drouyn de Lhuys, et, bien avant l'arrivée de son successeur de Constantinople, M. de Moustier, on s'empressa de publier cette fameuse circulaire du 16 septembre qui porta la signature du ministre par intérim, M. de Lavalette, et fut un gage de plus donné au vainqueur de Sadowa. Le manifeste célébrait la théorie des agglo-

[1] Ces détails, ainsi que tous ceux qui suivent, sont tirés des papiers saisis à Cerçay et publiés dans le *Moniteur* prussien du 21 octobre 1871.

mérations et affirmait que « la Prusse agrandie, libre désormais de toute solidarité, assurait l'indépendance de l'Allemagne » ; quant aux espérances nourries dans le coin le plus caché du cœur, on y faisait à peine allusion par les mots voilés : « La France ne peut désirer que les agrandissements territoriaux qui n'altéreraient pas sa puissante cohésion... » Rien n'y fit cependant, et M. Benedetti attendit en vain sous les ormes et les beaux sapins de Carlsbad : M. de Bismarck ne donnait pas signe de vie. Il était parti pour ses terres, d'où il ne revint qu'au mois de décembre. Les *négociations dilatoires* avaient porté tout leur fruit dès le mois d'août, et le gouvernement français eût été trop heureux, si toutes ces ténébreuses menées n'étaient restées pour lui qu'une simple déception : elles devinrent son châtiment.

M. Benedetti avait pourtant prétendu connaître son homme, le *suivre* depuis tantôt quinze ans! Il l'avait suivi en tous cas pendant les négociations du printemps qui amenèrent le traité entre la Prusse et l'Italie ; il avait contemplé alors la joute magnifique entre la *vipère* et le *charlatan,* et caractérisé lui-même très-judicieusement une situation où les deux plénipotentiaires des deux pays s'étaient surpassés en miracles de la vraie foi punique. « M. de Bismarck et le général Govone se défiaient et se défient encore l'un de l'autre,

„Szarlatan i żmija"

avait écrit M. Benedetti dans sa dépêche du 27 mars 1866. On craint à Florence que, se trouvant en possession d'un *acte qui mettrait en quelque sorte l'Italie à sa discrétion,* la Prusse n'en fasse connaître les dispositions à Vienne et ne détermine le cabinet autrichien, en l'intimidant, à lui faire pacifiquement les concessions qu'elle convoite. A Berlin, on craint que l'Italie, si l'on s'engage à négocier sur ces bases, n'en informe directement l'Autriche avant de rien conclure, et n'essaye ainsi d'en obtenir l'abandon de la Vénétie... » Après une pareille expérience *in anima vili,* comment M. Benedetti a-t-il pu laisser sur la table du président du conseil de Berlin son autographe compromettant au sujet de la Belgique, *un acte qui mettait en quelque sorte la France à la discrétion de la Prusse?* Comment aussi s'étonna-t-il de voir son interlocuteur « accessible à certains calculs de suspicion », et ne fit-il pas au contraire les mêmes calculs pour son propre compte et profit? Il était cependant bien simple de supposer à M. de Bismarck la volonté de faire aux autres ce qu'il déclarait ne pas vouloir que d'autres lui fissent! Et l'ambassadeur de France ne se serait guère trompé en prêtant à son interlocuteur cette pensée charitable, quoique peu évangélique, car le plaisant ou plutôt le triste de l'affaire, — le vrai *humour* de tout cet imbro-

Klaczko oskarża Benedett

glio, comme dirait le Bardolphe de Shakspeare, — c'est que le chevalier de la Marche avait précisément déjà exécuté la manœuvre, médiocrement chevaleresque à coup sûr, dont il se donnait l'air de soupçonner Napoléon III, et que le tour était fait au moment où il demandait si l'on n'avait rien dans les mains et les poches. On avait laissé entre ses mains deux documents bien secrets et bien dangereux, les deux projets de traité sur le Rhin et la Belgique [1], et il n'eut garde de ne pas s'en servir aussitôt auprès des parties intéressées et qu'il avait tout intérêt à s'attacher...

Les préliminaires de Nikolsbourg, on se le rappelle, avaient stipulé que les États du Sud resteraient en dehors de la nouvelle Confédération dirigée par la Prusse, et qu'ils pourraient former entre eux une union restreinte. C'était là le grand succès obtenu par la médiation française, la combinaison salutaire des *trois tronçons*, beaucoup plus favorable à la France, à

[1] Les deux projets de traité ont été publiés depuis par les journaux prussiens du 29 juillet et du 8 août 1870. Le gouvernement prussien est maintenant en possession de deux autographes français du projet sur la Belgique : l'un que M. Benedetti a laissé chez M. de Bismarck au mois d'août 1866, l'autre, également de la main de M. Benedetti, avec des notes marginales de Napoléon III et de M. Rouher; ce dernier document a été saisi à Cerçay. Pour la description et les autres détails, voyez le *Moniteur* prussien du 21 octobre 1871 et l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* au sujet de l'incident La Marmora.

ce qu'on prétendait, que celle de l'ancien *Bund,* création néfaste de 1815. Il est vrai que bientôt, et parmi les personnes initiées au secret de la mission Benedetti, on ne regarda plus ce « groupe de confédérés » que comme « matière à transaction pour un profit convenable »; en attendant toutefois on « sauvait » toujours le Sud, et M. Drouyn de Lhuys s'efforçait honnêtement, dans ce mois d'août 1866, d'aider les malheureux plénipotentiaires de Bavière, de Wurtemberg, de Hesse, etc., qui étaient allés chercher la paix définitive à Berlin. M. de Bismarck les avait épouvantés d'abord par ses exigences fiscales et territoriales; ils avaient invoqué et obtenu l'appui de l'empereur des Français, et aux Tuileries on se flattait d'avoir en effet amené le ministre de Guillaume I[er] à des sentiments plus équitables. Encore le 24 août M. Drouyn de Lhuys écrivait à son agent de Bavière : « Je suis heureux de penser que notre dernière démarche n'a pas été sans influence sur le résultat d'une négociation qui se termine d'une manière plus satisfaisante que le cabinet de Munich ne l'avait d'abord espéré », et il n'est pas jusqu'à M. Benedetti qui ne s'attribuât en tout cela le beau rôle de *modérateur*[1]. La vérité est que, si M. de Bismarck

[1] Lettre particulière de M. Benedetti au duc de Gramont, en date du 22 août 1866, *Ma Mission en Prusse*, p. 192.

finit par se modérer et devenir même très amical pour les États du Sud, il eut pour cela des motifs bien autres que le désir d'être agréable au cabinet des Tuileries. Il avait tout simplement montré au « groupe des confédérés » le projet de traité du 5 août, il leur avait fait voir que le gouvernement français, dans le temps même où il semblait les protéger, cherchait à s'entendre avec la Prusse à leurs dépens, et demandait des portions du Palatinat et de la Hesse. Au lieu d'exiger d'eux les sacrifices qu'ils redoutaient, le ministre de Guillaume Ier offrit de les défendre contre « l'ennemi héréditaire ». Il n'y avait pas à balancer : les États du Sud se rendirent, et la Prusse conclut avec eux (du 17 au 23 août) des traités *secrets* d'alliance offensive et défensive. Les contractants se garantissaient réciproquement l'intégrité de leurs territoires respectifs, et les États du Sud s'engageaient à mettre, en cas de guerre, toutes leurs forces militaires à la disposition du roi de Prusse[1]. La « matière à transaction » sur laquelle avait compté M. Rouher était désormais hors de prix; la ligne du Mein se trouvait être franchie avant qu'elle eût été tracée sur la carte officielle de l'Europe, et dès le mois d'août 1866 M. de Bismarck

[1] Albert SOREL, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, I, p. 29-30.

put compter sur le concours armé de toute l'Allemagne.

Les conventions militaires avec les États du Sud furent tenues rigoureusement secrètes pendant longtemps, et ce n'est qu'au printemps de l'année suivante que M. de Bismarck trouva à propos de leur donner une publicité narquoise en réponse au discours du ministre d'État sur les *trois tronçons*. Jusque-là M. Benedetti les avait ignorées comme le reste des mortels, mais il s'était montré plus clairvoyant envers un autre événement des plus graves, contemporain de ces conventions conclues avec le Sud, et il reconnut dès l'origine la portée omineuse de la mission du général Manteuffel à Saint-Pétersbourg au mois d'août 1866. Il faut bien ne point l'oublier, au fond de la « politique nouvelle » que dans ce mois on se flattait aux Tuileries d'inaugurer par une entente cordiale avec la cour de Berlin, s'agitait un problème russe. La monarchie de Brandebourg, « rendue assez compacte pour se détacher de ses traditions, libre désormais de toute solidarité », se déciderait-elle à rompre ses liens séculaires et jamais encore relâchés avec l'empire des tsars? Là était la vraie et vitale question de l'avenir. « Il faut à la Prusse l'alliance d'une grande Puissance », ne cessait de répéter à cette époque le ministre de Guillaume Ier; or, comme l'Autriche était anéantie et que l'Angleterre s'était

depuis longtemps condamnée au veuvage, il ne restait que la France et la Russie, entre lesquelles l'heureux vainqueur de Sadowa avait alors la situation du don Juan de Mozart, entre doña Anna et doña Elvira. Surprise dans les ténèbres, abusée dans un moment de malentendu déplorable, la fière et passionnée doña Anna lançait parfois des airs de bravoure et de *venganza,* plus souvent, hélas! aussi des regards encore tout embrasés de la dernière étreinte et qui trahissaient la flamme secrète, qui disaient même très-clairement qu'on ne demanderait pas mieux que de pardonner, de faire plus, pourvu qu'il y eût réparation, pourvu qu'un mariage s'ensuivît, ne fût-ce qu'un mariage clandestin. La Russie, c'était la doña Elvira, l'ancienne, la *légitime,* quelque peu dépitée d'une négligence récente, très-gravement lésée même dans ses intérêts de famille, mais toujours aimante, toujours fascinée, et n'attendant qu'une parole douce pour tout oublier et se jeter dans les bras du volage. Nous ne parlerons que pour mémoire de la Zerline, de l'Italie, accorte et sémillante soubrette se faufilant partout, éprise, elle aussi, la pauvrette, du séducteur irrésistible et traitée souvent bien cavalièrement, heureuse néanmoins d'être pincée à la dérobée et de se dire « protégée par un aussi grand seigneur ».

Telle étant la situation dans ce mois décisif, l'ambassadeur de France près la cour de Berlin éprouva une secousse violente en apprenant un jour le départ subit pour Saint-Pétersbourg de M. de Manteuffel, du général-diplomate, plus diplomate que général, le confident par excellence du roi Guillaume, et de tout temps l'homme aux missions intimes. « J'ai demandé à M. de Bismarck, s'empressa aussitôt d'écrire à Paris M. Benedetti, ce que je devais penser de cette mission, si soudainement confiée à un général commandant des troupes en campagne. Après avoir prétendu qu'il croyait m'en avoir entretenu, M. de Bismarck m'a assuré qu'il en avait informé M. de Goltz pour qu'il eût à vous en instruire. » A la rigueur, on pouvait trouver naturel que le roi eût à cœur de plaider devant son impérial neveu les circonstances atténuantes d'une situation douloureuse qui le portait à prendre les biens et les couronnes de plusieurs très-proches parents de la maison de Romanof; mais l'ambassadeur français était surtout frappé de la circonstance que le voyage de M. de Manteuffel eût été décidé le lendemain du jour où il avait remis son projet de traité. — « J'ai demandé au président du conseil, continue-t-il dans la même dépêche, si cet officier général avait reçu communication de notre ouverture; il m'a répondu qu'il

ne pouvait pas me garantir que le roi ne lui en eût fait connaître la substance. Je dois ajouter, comme je vous l'ai fait remarquer par le télégraphe, que j'ai remis copie de notre projet à M. de Bismarck dans la matinée du dimanche, et que le général de Manteuffel, qui venait à peine de reporter son quartier général à Francfort, a été appelé à Berlin dans la nuit suivante. » Vers la fin du mois d'août, alors que M. de Bismarck faisait voir pour la première fois ses hésitations à signer l'acte secret sur la Belgique, M. Benedetti revenait, dans une lettre à M. Rouher, sur la mission que M. de Manteuffel continuait à remplir à Saint-Pétersbourg. « On a obtenu ailleurs des assurances qui dispensent de compter avec nous, y disait-il; si l'on décline notre alliance, c'est qu'on est déjà pourvu ou à la veille de l'être [1]. »

Le général Manteuffel resta plusieurs semaines à Saint-Pétersbourg; il y resta assez longtemps pour y dissiper certaines tristesses nées des malheurs récents des maisons de Hanovre, de Cassel, de Nassau, etc., toutes alliées par le sang à la famille impériale de Russie, assez longtemps aussi pour donner communication de tels projets et autographes par lesquels on

[1] Papiers saisis à Cerçay. *Moniteur* prussien du 21 octobre 1871.

avait perfidement essayé de détourner le Hohenzollern de son affection loyale, inébranlable pour le parent du Nord. Grâce à tous ces procédés et à toutes ces attentions, la bonne harmonie entre les deux cours devint plus grande que jamais ; on s'expliqua facilement sur le passé, on s'arrangea pour l'avenir, et l'ambassadeur de France près la cour de Berlin ne se trompa guère non plus en désignant dès ce moment « l'ours » dont le général-diplomate était allé vendre la peau sur les bords de la Néva. Pour parler le langage du marquis La Marmora, c'était un ours des Balkans, qui ne se portait pas bien depuis longtemps, et que l'empereur Nicolas avait déclaré *malade* déjà vingt ans auparavant. On verra dans la suite qu'Alexandre Mikhaïlovitch n'en manqua pas moins le fauve lors de la battue générale en 1870, qu'il réussit à peine à lui arracher une poignée de poils bonne tout au plus pour en orner son casque : cela n'ôte rien au mérite de perspicacité dont l'infortuné négociateur de l'*acte secret* sur la Belgique avait fait preuve à cette occasion. M. Benedetti entrevit de bonne heure la désolante vérité, qui, pour M. Thiers, ne ressortit que bien tard du fond de ce *carton russe* dont M. de Bismarck lui permit un soir à Versailles le dépouillement avec une libéralité qui n'était pas certes exempte de malice.

En essayant, après l'affreux désastre de la campagne de Bohême, d'obtenir de la Prusse des compensations tantôt sur le Rhin et tantôt sur la Meuse, l'empereur Napoléon III n'avait fait, dans ces mois de juillet et d'août 1866, que faciliter à M. de Bismarck les deux grandes combinaisons politiques qui lui furent depuis, en 1870, d'une utilité prodigieuse : le concours armé des États du Sud et l'assistance morale de la Russie dans l'éventualité d'une guerre avec la France. La faute capitale pourtant de la politique napoléonienne au lendemain de Sadowa, ce fut d'avoir si bien servi la Prusse dans son désir de se soustraire à tout contrôle de l'Europe, et d'avoir donné sa sanction de prime abord à un dérangement si immense de l'équilibre du monde, sans que la cause fût portée devant l'aréopage des nations. Cet oubli des devoirs envers la grande famille chrétienne des États ne fut que trop vite et trop cruellement vengé, hélas! et le prince Gortchakof ne suivit en 1870 qu'un exemple récent et funeste en laissant la France et l'Allemagne vider leur querelle en champ clos, en empêchant toute action commune des Puissances, tout concert européen. « Je ne vois pas d'Europe! » devait s'écrier en 1870 M. de Beust dans une dépêche demeurée célèbre, et personne ne pensa à s'inscrire en faux alors contre cette affirmation dou-

loureuse. D'aucuns seulement se permirent d'observer avec tristesse que l'éclipse durait déjà depuis plusieurs années, qu'elle datait des préliminaires de Nikolsbourg et du traité de Prague.

joyeuse. Plusieurs seulement se permirent d'observer avec tristesse que l'édifice devait déjà depuis plusieurs années, qu'elle datait des préliminaires de Nikolsbourg et du traité de Prague. [illegible]

[illegible]

CHAPITRE VIII

ORIENT ET OCCIDENT.

Profond découragement do M. Benedetti. — Affaire du Luxembourg (printemps 1867). — Insurrection de Crète. — Avances considérables faites par la France et l'Autriche à la Russie dans la question orientale. — Dépêche remarquable de M. de Beust, du 1er janvier 1867 : la question de la mer Noire, une *question d'amour-propre.* — Projet français de réunir la Crète au royaume de Grèce. — Accueil fait par le prince Gortchakof aux ouvertures de M. de Beust et M. de Moustier. — Il cherche à compromettre les deux Puissances, mais maintient son étroite intimité avec la Prusse. — *In magnis voluisse.* — Espérances chimériques du parti slavophile de Moscou et de Saint-Pétersbourg : l'Occident à l'Allemagne et l'Orient à la Russie. — Programme de M. Katkof. — Le *congrès de Moscou* (printemps 1867). — Menées du parti panslaviste dans les provinces du Danube et du Balkan (1867-68). — Le prince Gortchakof plaide en faveur du parti révolutionnaire en Roumanie et en Grèce. — *Ultimatum* de la Porte au gouvernement hellénique et conférence de Paris au sujet du différend gréco-turc (janvier 1869). — Ralentissement de l'agitation slave dans le courant de 1869. — Testament de Fuad-Pacha : ses appréhensions pour l'avenir de l'empire ottoman.

«On s'est pourvu ailleurs», écrivait avec tristesse dans les derniers jours du mois d'août 1866 l'ambassadeur de France près le roi Guillaume Ier en voyant la Prusse rompre si brusquement les *négociations dilatoires* au sujet de la Belgique, et il est juste de reconnaître qu'il n'a cessé depuis d'apprécier sainement la situation et

de tenir son gouvernement constamment en éveil au sujet de l'accord intime et absolu intervenu entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg à la suite de la mission du général Manteuffel. S'il s'obstina néanmoins pendant quelque temps encore à chercher une compensation pour son pays, — compensation bien modeste, il est vrai, et conforme à la nouvelle fortune de la France, — si, dans les premiers mois de l'année 1867 notamment, il se flatta d'obtenir de la bienveillance de M. de Bismarck la permission d'acheter le Luxembourg au roi de Hollande, s'il alla même un jour, lors d'une rapide excursion à Paris, jusqu'à affirmer dans ses conversations intimes qu'il avait déjà la forteresse d'Alzette « dans sa poche », ce n'est pas qu'il crût pour cela possible de revenir au beau rêve du quartier général de Brunn et de réaliser cette « alliance nécessaire et féconde avec la Prusse » dont s'étaient leurrés à un certain moment quelques tempéraments sanguins sur les bords de la Seine. Il était seulement persuadé que le vainqueur de Sadowa n'envierait pas à la France cette satisfaction mesquine du Luxembourg, qu'il trouverait même habile de « désintéresser » l'empereur Napoléon III à si bon marché, que, pour parler avec le poëte, « le lion ne ferait que bâiller devant un morceau tellement petit ». Le lion rugit

cependant, secoua sa crinière avec fureur et signifia durement que c'en était fait à jamais de toute *politique de pourboire;* mais cela même ne fit que confirmer M. Benedetti dans l'opinion qu'on s'était pourvu ailleurs, et qu'on était désormais à l'abri de toute inquiétude. Il jugea avec raison que M. de Bismarck devait être bien sûr de l'appui, en tout état de cause, de son ancien collègue de Francfort, pour refuser à la France jusqu'à cette modique aubaine et lui donner à ce point « la mesure de son ingratitude ».

En même temps que l'affaire du Luxembourg, les événements de Crète vinrent démontrer à leur tour aux cabinets de Vienne et des Tuileries combien le prince Gortchakof était déjà de son côté engagé envers M. de Bismarck, combien résolu aussi à sacrifier à son intimité avec la Prusse les perspectives même les plus brillantes. Pour quiconque relit attentivement le curieux échange de notes auquel avaient donné lieu les troubles de Crète, il devient évident que, durant toute l'époque du mois de novembre 1866 au mois de mars 1867, les deux gouvernements d'Autriche et de France avaient cherché à sonder les dispositions de la cour de Saint-Pétersbourg et à lui faire des avances à coup sûr bien significatives. Le soulèvement des Candiotes, on se le rappelle, vint, dans l'automne de 1866,

surprendre et émouvoir l'Europe à peine remise de la secousse de Sadowa. Démesurément grossie par les nouvellistes plus ou moins intéressés, l'insurrection, après avoir excité de vives sympathies en Russie, finit par occuper sérieusement les chancelleries et sembla un moment destinée à évoquer devant les cabinets toute la question d'Orient dans son effrayant ensemble. Certains cabinets même ne parurent pas trop s'effrayer de l'éventualité : au lieu de se conformer aux traditions constantes de la diplomatie dans les affaires ottomanes, au lieu d'assoupir l'incident et d'en diminuer autant que possible les proportions et la portée, M. de Moustier pensa qu'il fallait « trouver un moyen de pacifier l'Orient », et s'avisa de « provoquer une sorte de *consultation de médecins* afin de connaître l'opinion de chacun sur le remède à apporter au mal[1] ». Bien plus étonnant encore fut le langage tenu par le gouvernement de Vienne, par la Puissance qui jusqu'alors et de tout temps s'était contentée de soutenir la Turquie *per fas et nefas*, sans rien lui demander, pas plus pour les sujets immédiats du sultan que pour les provinces tributaires. Rompant résolûment avec ces habitudes du passé, M. de Beust, qui venait de prendre en ce moment

[1] Dépêche du comte Mülinen au baron de Beust, 30 décembre 1866.

la direction des affaires en Autriche, écrivait dès le 10 novembre 1866 à son ambassadeur à Paris que, tout en désirant conserver le trône au sultan, « l'Autriche ne saurait refuser ses sympathies et son appui dans une certaine mesure aux populations chrétiennes de la Turquie, qui ont parfois de justes réclamations à élever, et qui sont rattachées à quelques-uns des peuples de l'empire d'Autriche par des liens étroits de race et de religion ». Interpellé quelques jours après (28 novembre) par l'envoyé de Russie près la cour de Vienne, le ministre autrichien n'hésita pas à répondre qu'il était disposé à favoriser parmi les chrétiens d'Orient « le développement de leur autonomie et l'établissement d'un *self-government* limité par un lien de vassalité ». Enfin, dans une dépêche remarquable adressée au prince de Metternich et datée du 1er janvier 1867, M. de Beust alla jusqu'à proposer « une révision du traité de Paris du 30 mars 1856 et des actes subséquents », en annonçant d'avance son désir de faire, dans l'arrangement à intervenir, la part très-large à la Russie. Il n'eut pas de peine à démontrer que « les remèdes à l'aide desquels on a cherché, dans le cours des dernières années, à maintenir le *statu quo* en Orient se sont montrés insuffisants à maîtriser les difficultés que chaque jour est venu accroître ». — « La

Aus. podnosi kwestję Wschodu

physionomie de l'Orient prise dans son ensemble, continuait la dépêche, se présente aujourd'hui sous un aspect essentiellement différent de celui qu'elle avait en 1856, et les stipulations de cette époque, dépassées qu'elles sont sur plus d'un point important par les événements survenus depuis, ne répondent plus aux nécessités de la situation actuelle. » En un mot, M. de Beust ne visait à rien moins qu'à une intervention collective des Puissances européennes dans les affaires de la Turquie, sans se dissimuler qu'en pareille conjoncture « il y aurait lieu de tenir compte, dans une mesure convenable, du rôle naturel qu'assure à la Russie en Orient la communauté des institutions religieuses », et en indiquant clairement la nécessité de relever l'empire des tsars des conditions onéreuses qui lui furent imposées dans la mer Noire, « afin de se ménager par une attitude conciliante le concours sincère de cette Puissance dans les questions du Levant ».

Le projet était hardi à coup sûr, il ne laissa même pas de choquer violemment les esprits en France. N'était-ce pas là en effet rayer d'un seul trait un passé de dix ans, perdre tout le fruit de la guerre de Crimée? On avait quelque répugnance à s'avouer que le traité de 1856 n'existait plus depuis longtemps, hélas! depuis le jour où le gouvernement français avait brisé par ses

complaisances gratuites envers la Russie ce faisceau des trois grandes Puissances occidentales qui pouvait seul en assurer l'exécution efficace. Depuis lors, l'acte n'avait cessé de s'en aller par lambeaux, d'être violé dans la plupart de ses stipulations, et la conférence de Paris, chargée nominalement de veiller au maintien du traité, s'était toujours bornée, ainsi que le faisait observer la dépêche autrichienne, « à donner après coup sa sanction à des faits accomplis en dehors de son action et qui étaient en désaccord avec les conventions placées sous sa sauvegarde ». Du reste, dès le lendemain de Sadowa, le prince Gorchakof ne s'était pas fait faute de saisir la première occasion pour dresser en quelque sorte l'épitaphe du traité de Paris. « Notre auguste maître, disait le chancelier russe dans un document daté du 20 août 1866 et marqué au coin d'une fine ironie, notre auguste maître n'a pas l'intention d'insister sur les engagements généraux de traités *qui n'avaient de valeur qu'en raison de l'accord existant entre les grandes Puissances pour les faire respecter*, et qui aujourd'hui ont reçu, par *le manque de cette volonté collective*, des atteintes trop fréquentes et trop graves pour n'être pas *invalidés*... » C'est précisément cette *volonté collective* que M. de Beust entendait faire revivre et rendre sérieuse en projetant la révision de

Idee wschodnie Beusta

l'acte de 1856. D'après son sentiment, le traité de Paris n'avait pas atteint son but, qui était d'assurer l'intégrité et la vitalité de l'empire ottoman. D'un côté les Puissances occidentales ont imposé à la Russie sur les bords de l'Euxin une restriction de ses droits de souveraineté qu'un grand empire ne pouvait pas accepter à la longue et dont tôt ou tard il devait chercher à s'affranchir. De l'autre côté et par rapport aux populations chrétiennes du Levant, on se contenta d'enregistrer un firman promettant des réformes, et d'abandonner la Turquie à elle-même au lieu de réserver à l'Europe un moyen de peser par une douce violence et d'une manière permanente sur le gouvernement ottoman afin qu'il remplît ses devoirs envers les raïas, et que, par une administration sage et honnête, il devînt indépendant et fort. Le traité de Paris n'avait fait, estimait le ministre autrichien, que rendre à la Russie ce que la guerre de Crimée avait dû lui disputer avant toute chose : le monopole de l'influence sur les raïas; ce monopole, elle continuait de l'exercer comme par le passé, d'une manière latente, il est vrai, mais d'autant plus dangereuse qu'elle ne rencontrait pas de concurrence. M. de Beust voulait rétablir la concurrence ou plutôt il voulait établir un accord général « pour rendre les populations chrétiennes du sultan *les obli-*

gées de l'Europe entière en les dotant, par les soins de toutes les cours garantes, d'institutions autonomes suivant la diversité des religions et des races [1] », et il hésitait d'autant moins à faire à cette vaste conception le sacrifice de l'article du traité de Paris touchant la neutralisation de la mer Noire que l'Autriche l'avait combattu dès l'origine, qu'elle n'y avait adhéré qu'au dernier moment, pour complaire aux Puissances occidentales et mettre fin à la guerre de Crimée, et que les événements en avaient démontré depuis la complète inefficacité. C'est sous l'impression du désastre de Sinope que la France et l'Angleterre avaient imaginé de restreindre les forces navales du tsar dans l'Euxin ; par ce moyen, elles avaient entendu mettre Constantinople à l'abri d'un coup de main russe ; mais, sous ce rapport comme sous tant d'autres, la physionomie de l'Orient avait essentiellement changé d'aspect. La Russie n'en était plus à méditer un coup de main : elle s'avançait plus lentement, mais plus sûrement, vers son but. La pacification du Caucase [2], la faiblesse irrémédiable de la

[1] Dépêche de M. de Beust au baron de Prokesch à Constantinople, 22 janvier 1867.

[2] « Ce qui m'alarme le plus, c'est le changement considérable que la pacification des provinces du Caucase a apporté à la situation de la Russie. Il est hors de doute pour moi que, dans les éventualités futures, les attaques les plus sérieuses des Russes

Porte et le mécontentement chaque jour croissant des raïas, aussi impatients du joug turc que dévoués à leur unique protecteur, le tsar, lui valaient bien tous les vaisseaux de la mer Noire. Du reste a-t-on réellement affranchi Constantinople de tout danger de ce côté? demandait le ministre autrichien. « En supposant que la Russie se décidât à construire des vaisseaux dans la mer d'Azof, lui ferait-on la guerre pour l'en empêcher? » Et le cabinet de Vienne résumait toute sa pensée par ces mots caractéristiques : « La question d'amour-propre ne saurait être décisive en face des intérêts immenses qui sont aujourd'hui en jeu. » En effet, on ne saurait trop insister sur cette vérité : la clause au sujet de l'Euxin n'était depuis longtemps qu'une « question d'amour-propre » entre les Puissances occidentales et la Russie; on ne saurait nier non plus que M. de Beust ait vu loin et juste dans sa dépêche du 1er janvier 1867[1]. Au lendemain de Sadowa, il cher-

seront dirigées contre nos provinces de l'Asie Mineure. » Ainsi s'exprimait au commencement de 1869 Fuad-Pacha dans son testament politique adressé au sultan. (Voyez plus loin, p. 348, note 2.)

[1] Sans doute, le projet du ministre d'Autriche équivalait à une *mise sous tutelle* de la Turquie d'Europe; mais n'est-ce point aussi la conclusion à laquelle devait aboutir, neuf ans plus tard, le plus ferme partisan de l'intégrité de l'empire ottoman, celui qu'on a parfois surnommé l'auteur même de la guerre de Crimée? Il est

chait à reconstituer l'Europe, à la retrouver, s'il est permis de s'exprimer de la sorte, et il savait y mettre le prix.

Dans une direction différente, la France s'évertuait de son côté à complaire aux vues du cabinet de Saint-Pétersbourg en concentrant ses efforts principalement sur la question brûlante du moment, sur cette insurrection candiote, dont l'opinion publique en Russie avait si ardemment épousé la cause. M. de Moustier proposa au prince Gortchakof « une entente sur les éventualités qui surgissaient en Orient », et, après avoir déjà parlé d'une « consultation de médecins », il alla, dans une dépêche adressée à l'ambassadeur de France à Constan-

curieux de rapprocher de la dépêche de M. de Beust du premier jour de l'an 1867 le manifeste que lord Stratford de Redcliffe, l'ancien et célèbre ambassadeur de la Grande-Bretagne auprès de la Sublime Porte, vient de publier le dernier jour de l'an 1875 au sujet des affaires d'Orient, et où l'on lit le passage qui suit : « On peut élever des objections contre les mesures nécessaires, mais leur caractère de nécessité fait qu'elles font partie du moindre mal, et doivent par conséquent être acceptées avec lui. Les mesures en question sont une surveillance d'organisation mixte à l'intérieur, et une pression stipulée par convention du dehors. Les difficultés que rencontrerait ce double arrangement seraient loin d'être insurmontables, et ses inconvénients seraient compensés par ses résultats. Ces mesures, réduites en système, équivaudraient sans doute à une *mise sous tutelle;* mais l'empire turc est virtuellement depuis longtemps dans cet état, qui, s'il avait été fermement imposé comme un droit, aurait sauvé la Porte de ses embarras actuels. » (Lettre de lord Stratford de Redcliffe au directeur du *Times*, 31 décembre 1875.)

tinople (7 décembre 1866), jusqu'à prononcer le mot de « remèdes héroïques ». Par cet euphémisme toujours médical, on entendait à Paris l'annexion de l'île de Crète à la Grèce, « la seule issue possible, avait affirmé le prince Gortchakof le 16 novembre 1866, si les Puissances voulaient sortir de la voie des expédients et des palliatifs qui jusqu'ici n'avaient fait que grever l'avenir des difficultés du présent ». Le mariage du jeune roi des Hellènes, Georges Ier, avec la grande-duchesse Olga Constantinovna, était alors une chose décidée, et aux Tuileries on ne demandait pas mieux que de faire de l'île de Crète la « dot » de la princesse russe. On n'y aurait pas même vu d'inconvénients à augmenter encore cette dot de l'Épire et de la Thessalie : c'était aller bien loin, plus loin même que ne pouvait le désirer la Russie, qui n'avait aucun intérêt à « permettre une extension telle de la Grèce qu'elle pût devenir un État puissant[1] ». Toujours est-il que du rapprochement de la France et de la Russie naissait le projet d'une démarche commune pour demander au gouvernement turc la réalisation des réformes intérieures, et la cession

[1] Paroles de l'empereur Nicolas à sir Hamilton Seymour. — Pour les bruits concernant la Thessalie et l'Épire, voyez surtout la dépêche de Fuad-Pacha aux ambassadeurs à Paris et à Londres, 27 février 1867.

de la Crète, déguisée sous la proposition d'un plébiscite, démarche qui se réalisait effectivement au mois de mars 1867 et à laquelle se ralliaient l'Autriche, la Prusse et l'Italie. Sans doute il y avait encore bien du vague et surtout bien du décousu dans la situation qui commençait à se dessiner à ce moment, et il était permis de regretter que la France et l'Autriche ne fussent parvenues à se mettre préalablement d'accord sur la nature des offres qu'elles entendaient faire à la Russie; mais les offres étaient bien réelles et très-grandes, on ne saurait le contester, et il n'a dépendu que du successeur du comte Nesselrode de les coordonner, de les ajuster et de les faire tourner au profit et à la gloire de son auguste maître. Ce n'est pas l'Angleterre qui pouvait opposer de sérieux obstacles à la volonté collective de la France, de la Russie et de l'Autriche dans les affaires du Levant; déjà même elle s'apprêtait à s'y résigner, et certes le fruit que le prince Gortchakof voyait mûrir au printemps de 1867, pour ne point avoir tout l'attrait du fruit défendu, n'en était pas moins tout autrement sain et savoureux que celui que, quatre ans plus tard, il devait aller ramasser dans les cendres de Sedan.

Il est vrai que les gouvernements de France et d'Autriche ne pensaient pas faire un don gratuit; il était

Rosja w Niemczech

sous-entendu qu'en échange de ces concessions très-larges sur le terrain d'Orient ils obtiendraient l'appui du cabinet de Saint-Pétersbourg dans les complications si menaçantes de l'Occident, et bien des circonstances semblaient plaider en faveur d'une pareille combinaison. Après tout, et abstraction faite de la vengeance tirée de « l'ingrat » empire des Habsbourg, la Russie n'avait pas trop à se féliciter de l'œuvre de M. de Bismarck. Sans parler de plusieurs parents de la famille impériale que le Hohenzollern détrônait et dépouillait avec une fermeté tempérée de quelques larmes, il y avait en général dans les procédés et les principes inaugurés sur l'Elbe et le Mein une forte teinte révolutionnaire qui devait médiocrement agréer à une cour que ne cessait de protéger l'ombre de Nicolas. Le plus grave cependant, c'est que la victoire de Sadowa venait d'ébranler brusquement et menaçait même de ruiner de fond en comble le système séculaire de la politique russe par rapport aux affaires d'Allemagne.

Depuis Pierre le Grand en effet, depuis Catherine II surtout, la Russie avait toujours travaillé à conquérir une influence prépondérante parmi les diverses cours germaniques ; ses tsars ont plus d'une fois eu la haute main et le verbe haut dans les démêlés tudesques.

« Le Romanof jouit chez nous d'un droit d'aînesse reconnu par ses frères, nos souverains du *Bund* », s'était un jour écrié avec amertume un publiciste célèbre d'outre-Rhin, et l'attitude des États secondaires pendant la guerre de Crimée n'a point certes infirmé la justesse d'un pareil mot. Or c'est ce travail de plusieurs règnes et d'une pensée jusque-là immuable que la Russie voyait mis en question par les résultats imprévus de la campagne de Bohême. Déjà le nord de l'Allemagne échappait à son influence, et les « naïfs » seuls pouvaient encore se faire illusion sur le sort réservé au sud dans un avenir très-prochain. « Dès le mois de septembre 1866, le cabinet de Berlin avait, dans une circulaire qui fut à dessein livrée à la publicité, revendiqué pour la Confédération du Nord et les États du Midi seuls, à l'exclusion de toutes les autres Puissances, sans en excepter l'Autriche, le droit de lier leurs relations aussi étroitement qu'ils le jugeraient convenable, donnant ainsi à l'article 4 du traité de Prague une interprétation qu'il ne comportait pas. Dans les discours qu'il avait prononcés à l'ouverture des Chambres prussiennes et du Parlement du Nord, le roi lui-même avait fait entendre, en les adressant *à l'Allemagne, aux peuples frères, à la terre que bornent les Alpes et la Baltique,* des allusions qui avaient

fait tressaillir, suivant l'expression des journaux officieux, le cœur de tous les patriotes [1]. » De son côté, M. de Bismarck s'était écrié au sein du même Parlement, en usant de ces termes de joueur devenus si familiers à son langage et si caractéristiques pour son tempérament : « Notre enjeu est devenu plus grand à la suite de nos victoires ; nous avons maintenant plus à perdre, mais la partie est encore loin d'être complétement gagnée ! » A moins d'une action combinée et résolue de l'Europe, l'absorption de l'Allemagne entière par la Prusse n'était plus qu'une question de temps, et, à le bien prendre, la Russie y trouvait encore moins son compte que la France. La France voyait seulement s'unir en faisceau plus compacte et plus menaçant une fédération de royaumes et de principautés qui déjà auparavant lui avaient été hostiles ou du moins opposés. La Russie au contraire perdait toute une ligue d'États dont la fidélité et le dévouement ne lui avaient jamais fait défaut, qui lui formaient une espèce d'enceinte continue du côté d'un Occident parfois peu sympathique ; à leur place allait se substituer une Puissance formidable, entreprenante et envahissante dès l'origine, appelée tôt ou tard par la nécessité de l'his-

[1] BENEDETTI, *Ma Mission en Prusse*, p. 249.

toire, par la fatalité de race, à représenter et à opposer l'idée germanique à l'idée slave. A toute autre époque de l'empire des tsars, dans le bon vieux temps du comte Nesselrode par exemple, — alors qu'au lieu de faire de la politique de dépit et de propagande sur les bords de la Néva, on y faisait de la politique de conservation et d'équilibre, — la conduite d'un chancelier russe en pareille occurrence n'eût point été douteuse : une coalition de la Russie, de la France et de l'Autriche se fût formée au lendemain de Sadowa pour la sauvegarde de l'Europe, et ce n'est pas trop dire que d'affirmer que, dans le printemps de l'année 1867, Alexandre Mikhaïlovitch tenait en ses mains les destinées du monde.

Ainsi mis en demeure de faire son choix, le prince Gortchakof n'eut garde de décliner les avances française et autrichienne dans la question d'Orient ; il s'empressa de leur donner un retentissement très-grand au contraire, et s'éleva même parfois en cette occasion à un lyrisme peu usité dans le style des chancelleries. Il fut charmé du nouveau ministre d'Autriche et lâcha toutes les écluses d'un enthousiasme quelque peu forcé. « M. de Beust, écrivait-il à son ambassadeur à Londres, inaugure une ère nouvelle dans la politique de l'Autriche, une ère à vues larges et élevées ; c'est

le premier homme d'État de ce pays et de notre époque qui fait courageusement l'essa i de quitter le terrain des rivalités mesquines. » Pour ce qui regardait la France, il s'appliquait surtout à bien marquer que l'initiative venait d'elle, et « en priant l'empereur Napoléon III de se reporter aux entretiens que l'empereur Alexandre a eus avec lui à Stuttgart » (en 1860), il semblait vouloir assigner aux pourparlers actuels un caractère extraordinaire de gravité et de généralité. « Sa Majesté impériale, continuait le chancelier russe dans sa dépêche du 16 novembre 1866 à M. de Budberg, a accueilli avec satisfaction les ouvertures que M. le marquis de Moustier nous a faites en vue d'une entente entre le cabinet français et nous sur les éventualités qui surgissent en Orient. Les principes généraux que M. le ministre des affaires étrangères de France a émis, les assurances qu'il nous a données, ont aux yeux de notre auguste maître un prix tout particulier, puisqu'ils émanent de la pensée directe de l'empereur Napoléon, et que c'est par ordre exprès de Sa Majesté que M. le marquis de Moustier a abordé ces questions. » La verve et l'entrain d'Alexandre Mikhaïlovitch allaient toujours en croissant : il finit même par parler latin et par écraser le pauvre envoyé turc avec une citation classique. « Voici, écrivait-il

au mois de février 1867, ce que j'ai dit à Commenos-Bey : L'île de Crète est perdue pour vous; après six mois d'une lutte aussi acharnée, la conciliation n'est plus possible. En admettant même que vous parveniez à y rétablir pour quelque temps l'autorité du sultan, ce ne serait que sur un tas de ruines et un monceau de cadavres. Tacite a dit depuis longtemps ce qu'il y a de précaire dans ce règne du silence qui succède à la dévastation : *solitudinem faciunt, pacem appellant...*»

Malheureusement on ne fut pas longtemps à reconnaître que, tout en faisant fête à la France et à l'Autriche de leur évolution orientale et en s'efforçant même de les compromettre dans cette direction autant que possible [1], le chancelier russe avait un soin extrême pourtant de maintenir son accord intime avec l'ancien collègue de Francfort et de ne contrarier en rien ses visées dans les affaires de l'Occident. Très-ardent pour la cause du plébiscite en Crète, il se montrait par contre d'une indifférence absolue au sujet

[1] « Je veux bien que vous envoyiez votre voiture devant ma porte, mais à la condition que vous montiez en effet chez moi », disait spirituellement à M. de Budberg un des prédécesseurs de M. de Moustier à l'hôtel du quai d'Orsay quelques années auparavant, mais dans des conjonctures semblables où la Russie faisait sonner haut les avances du cabinet des Tuileries en même temps qu'elle éludait avec soin tout engagement positif envers lui.

d'une cause analogue sur l'Eider, bien autrement légitime pourtant, garantie par des traités solennels [1], et qui intéressait à un si haut point la noble et malheureuse patrie de la future tsarine. Il garda un silence non moins significatif en face de la publication faite au mois de mars 1867 par M. de Bismarck des conventions avec les États du Sud, conventions qui assujettissaient à la Prusse les forces militaires de l'Allemagne et abolissaient de fait « la situation internationale indépendante » que les préliminaires de Nikolsbourg avaient stipulée pour la Bavière et le Wurtemberg [2] : Alexandre Mikhaïlovitch fit le même bon marché du Wurtemberg comme du Danemark, du trône de la reine Olga comme du berceau de la princesse Dagmar. Sur ces entrefaites éclata l'incident du Luxembourg, et le gouvernement français put mesurer le degré de

[1] Les préliminaires de Nikolsbourg ainsi que le traité de Prague avaient stipulé la rétrocession au Danemark des districts du nord du Slesvig après un vote des populations. On sait que la Prusse a éludé jusqu'à ce jour l'exécution de cet engagement.

[2] M. de Beust écrivait au sujet de ces conventions militaires avec une finesse résignée : « Une alliance établie entre deux États dont l'un est faible et l'autre est fort, alliance qui n'a pas de texte particulier, mais qui doit être maintenue en permanence pour toutes les éventualités de guerre, n'est pas de nature à faire croire à une *existence internationale indépendante* de l'État faible. » Dépêche au comte Wimpffen à Berlin, 28 mars 1867.

bienveillance qu'il était parvenu à inspirer au cabinet de Saint-Pétersbourg par ses « remèdes héroïques » à l'égard de la Turquie. Le chancelier russe fut correct à coup sûr et très-sincère dans son désir de la paix, mais il n'eut point pour la position de la France les égards que l'Angleterre elle-même croyait juste de lui témoigner ; il sembla surtout préoccupé de ne point porter ombrage à son illustre ami de Berlin. Tout en glorifiant aussi M. de Beust pour son « courageux essai de rompre avec les rivalités mesquines », le gouvernement russe ne se faisait pas faute d'encourager en même temps, de la manière la plus dangereuse et la plus provocante, la violente opposition slave dans l'empire des Habsbourg au moyen de ce fameux *congrès de Moscou,* dont il sera parlé dans la suite. D'autres déceptions encore, moins connues du public, mais non moins cuisantes, vinrent probablement s'ajouter à tous ces mécomptes, car l'Autriche aussi bien que la France ne tardèrent pas à opérer leur retraite sur ce terrain mouvant d'Orient et à faire leur jonction avec l'Angleterre pour maintenir désormais fermement les droits du sultan. La « consultation de médecins » prit décidément fin, et le *malade* légendaire ne s'en porta pas plus mal ; mais tout fut dit dès lors pour les éventualités terribles de l'avenir.

« Il existe une entente entre Saint-Pétersbourg et Berlin », avertissait de nouveau l'année d'après (le 5 janvier 1868) M. Benedetti, en désignant toujours la mission souvent mentionnée du général Manteuffel comme le point de départ de cet accord qui ne cessait de le préoccuper. « N'est-ce pas de ce moment en effet, se demande-t-il, que les deux cours marquent plus visiblement leur politique, la Russie en Orient et dans les provinces slaves de l'Autriche, la Prusse en Allemagne, sans que jamais il se soit élevé un nuage entre elles ? Constamment unies dans toutes questions, elles ont, chacune de son côté, poursuivi leurs desseins avec une confiance qui témoigne des garanties mutuelles qu'elles ont stipulées. » Et l'ambassadeur ajoute que cette conviction commence à s'imposer à bien des esprits, à lord Loftus notamment, son collègue d'Angleterre, demeuré longtemps très-incrédule à cet égard. « Sa manière de voir s'est sensiblement modifiée, et il n'est pas moins persuadé que d'autres membres du corps diplomatique qu'il a été pris des arrangements éventuels entre les deux gouvernements du roi Guillaume et de l'empereur Alexandre. J'en ai, pour ma part, trouvé la démonstration permanente, si je puis m'exprimer ainsi, dans la résolution bien arrêtée, et qui n'a jamais varié, du cabinet de Berlin, de préparer

l'union allemande en attendant de pouvoir y substituer l'unité à son profit exclusif sans s'en laisser détourner un instant par l'éventualité d'un conflit avec la France. J'en ai vu également la preuve dans le soin avec lequel M. de Bismarck évite de s'expliquer sur la question d'Orient. Quand on l'interroge, il répond qu'il ne lit jamais la correspondance des ministres du roi à Constantinople, et Votre Excellence n'aura pas oublié avec quelle complaisance il s'est toujours prêté aux vues du prince Gortchakof. » M. Benedetti signale aussi « l'impulsion nouvelle imprimée depuis l'été dernier à la propagande panslaviste » ; il indique très-bien les desseins vastes et les espérances lointaines du cabinet de Saint-Pétersbourg dans sa connivence avec la Prusse, et donne en général de la politique russe à cette époque une idée plus haute et plus juste que certains panégyristes malavisés de nos jours qui, pour bien prouver que le prince Gortchakof a rempli son rôle aussi complétement que possible et avec tout le succès désirable, n'imaginent rien de mieux que de rapetisser ce rôle et de le rétrécir.

C'est le propre de toute louange de convention de forcer non-seulement le ton, mais de se tromper même

parfois de note ; il y a dans l'encens parfum et cendres, disaient les anciens, et il y a bien de l'équivoque aussi dans la manière courante de féliciter le chancelier russe de son « triomphe » dans la question de l'Euxin. Prétendre que le prince Gortchakof n'ait favorisé les desseins audacieux de la Prusse qu'en vue d'affranchir la Russie de ses liens dans la mer Noire, qu'il ait livré d'avance le monde à M. de Bismarck dans le seul espoir de répudier un jour pour son compte l'acte de 1856, c'est là au fond faire aussi peu d'honneur à son génie qu'à son patriotisme. Certes l'homme d'État éminent dont les petits-fils de Washington venaient, dans l'année de Sadowa, célébrer à Saint-Pétersbourg le « regard prophétique » en suppliant le Dieu éternel « qui avait arrêté le soleil pour Josué » de suspendre également le cours de la vie pour Alexandre Mikhaïlovitch, « afin que les regards de deux mondes pussent rester longtemps fixés sur lui [1] », le diplomate consommé qui, au printemps de 1867, faisait si peu de cas des avances considérables des cabinets de Vienne et des Tuileries, — certes ce ministre n'eût pas manqué à ce moment d'écarter avec

[1] Discours du sous-secrétaire de la marine, M. Fox, au banquet offert par le club anglais de Saint-Pétersbourg à la mission extraordinaire des États-Unis en 1866.

un sourire dédaigneux l'hypothèse mesquine qui, dans le bouleversement prochain et prévu de l'Europe, aurait assigné à la Russie, pour unique victoire et conquête, l'abolition de tel article blessant d'un traité que les événements avaient déjà depuis longtemps « invalidé ». Ce n'est pas contre un pareil « plat de lentilles », pour parler le langage de M. de Bismarck, qu'il entendait céder au Hohenzollern certain *droit d'aînesse* du Romanof; ce n'est pas à un prix aussi dérisoire qu'il pensait faire abandon de l'Occident : il visait plus haut et comptait avoir la part du lion dans la curée à venir. La fortune a pu trahir ses espérances, déjouer ses calculs et le plier à maintes nécessités inéluctables; mais, s'il est puéril de vouloir lui faire autant de vertus de toutes ces nécessités bien fâcheuses, et lui composer une sorte d'auréole des éclairs et des foudres de la guerre de 1870, l'histoire, dans son impartialité, n'en doit pas moins tenir compte au prince Gortchakof de ses intentions, qui furent à la hauteur des événements, et, sans dissimuler son échec, lui accorder pourtant le plein bénéfice du *in magnis voluisse*.

On caressait en effet des projets grands, gigantesques, sur les bords de la Moskova et de la Néva dans toute cette époque agitée et fiévreuse qui sépara

1866-1870 Rêves russes

Sedan de Sadowa, on s'y berçait de rêves enchanteurs, on partageait le monde entre Slaves et Germains, et le ministre « national » répondait en somme aux vœux ardents de la nation entière en faisant de l'alliance prussienne le pivot de sa politique, en y voyant la condition absolue et le gage certain de tout un avenir de gloire et de prospérité pour la Russie. Il faut se reporter par la pensée à l'ébranlement universel des esprits à la suite de la victoire, aussi prodigieuse qu'imprévue, de la Prusse en 1866, aux plans innombrables, fantastiques, qui surgirent alors soudain pour la reconstruction des empires et des races, il faut se rappeler cette volée sans fin de Minerves toutes armées que le coup de marteau du Vulcain germanique fit sortir de tant de têtes fêlées qui se croyaient olympiennes, — la *refonte* générale que subit en un clin d'œil notre pauvre philosophie de l'histoire, à la fois si tranchante et si malléable, — pour apprécier équitablement le courant d'idées étrange et impérieux qui entraînait alors le peuple de Pierre le Grand et de Catherine II. « Une puissance irrésistible pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations en faisant disparaître les États secondaires, et cette tendance est peut-être inspirée par une sorte de prévision providentielle des destinées du monde. » Ainsi s'exprimait au lendemain de Sa-

dowa un document officiel d'une autorité incontestable, un manifeste diplomatique qui annonçait *urbi et orbi* les hautes pensées du gouvernement impérial de France[1]. Le moyen de s'étonner dès lors que les enfants de Rourik se soient fait le même raisonnement, qu'ils se soient demandé avec candeur si la bataille de Kœnigsgrætz ne venait pas de livrer décidément l'Europe centrale aux Hohenzollern et l'Europe orientale aux Romanof? Après quelques instants d'hésitation et d'effarement, le patriotisme moscovite résolut en conséquence de ne prendre nul ombrage de l'ambition du roi Guillaume Ier, mais il se mit à proclamer sur-le-champ que la Russie avait, elle aussi, une mission à remplir, une « idée » à réaliser, et que le soleil des unités nationales et des grandes agglomérations brillait pour tout le monde.

Il y avait dans l'ancienne capitale des tsars une feuille célèbre qui, bien déchue depuis et descendue à l'heure qu'il est au rang d'un journal ordinaire, quoique toujours important, exerçait alors une influence prépondérante, tyrannique, de la Dvina jusqu'à l'Oural : on l'appelait par moments et sans y entendre malice « le premier pouvoir de l'État après l'empe-

[1] Circulaire de M. de Lavalette, 16 septembre 1866.

reur ». Depuis la funeste insurrection de Pologne, la *Gazette de Moscou* était en effet le moniteur des passions populaires de la sainte Russie, l'officine d'où partaient les mots d'ordre pour l'opinion publique dans le vaste empire du Nord, et souvent même des instructions formelles pour les ministres dirigeants à Saint-Pétersbourg. Cette fois encore l'organe tout-puissant de M. Katkof se fit le porte-voix de la nation et traça impérieusement le programme de la politique de l'avenir. Déjà peu de temps après la conclusion de la paix de Prague, la feuille de Moscou posait « comme une vérité incontestable que la marche des événements a fait naître des intérêts qui invitaient les deux Puissances de Russie et de Prusse à s'allier encore plus activement que par le passé » ; elle affirmait en outre que des ouvertures dans ce sens avaient été faites par M. de Bismarck, « ouvertures d'autant plus acceptables que la Prusse n'a pas d'intérêts qui lui soient propres en Orient ; sur cette question, le cabinet de Berlin peut prendre, de concert avec la Russie, telle attitude qui lui conviendrait ». Le thème fut depuis repris et développé sous mainte forme et dans maint article jusqu'à ce qu'un *leading* du 17 février 1867 vînt lui imprimer la grande consécration d'un principe spéculatif et humanitaire.

« L'ère nouvelle se dessine enfin, — y lisait-on, — et c'est pour nous, Russes, qu'elle a une portée particulière. Cette ère est bien la nôtre; elle appelle à la vie un monde nouveau demeuré jusque-là dans l'ombre et dans l'attente de ses destinées, le monde gréco-slave. Après des siècles passés dans la résignation et la servitude, voilà enfin que ce monde touche au moment de la rénovation; ce qui a été si longtemps oublié et comprimé revient à la lumière et se prépare à l'action. Les générations actuelles verront de grands changements, de grands faits et de grandes formations. Déjà sur la péninsule du Balkan et sous la couche vermoulue de la tyrannie ottomane se dressent trois groupes de nationalités vivaces et fortes, les groupes hellénique, slave et roumain. Étroitement unis entre eux par la communauté de leur foi et de leurs destinées historiques, ces trois groupes sont également liés à la Russie par toutes les attaches de la vie religieuse et nationale. Ces trois groupes de nations une fois reconstruits, la Russie se révélera sous un jour tout nouveau. Elle ne sera plus seule dans le monde; au lieu d'une sombre Puissance asiatique dont elle avait jusque-là l'apparence, elle deviendra une force morale indispensable à l'Europe, une civilisation gréco-slave complétant la civilisation latino-germaine, qui sans elle

resterait imparfaite et inerte dans son exclusivisme stérile... » Descendant bientôt après de ces hauteurs quelque peu abstraites sur le terrain plus pratique des voies et moyens, le fougueux apôtre de l'*ère nouvelle* s'écriait le 7 avril : « Si la France soutient par les armes et par son influence politique la renaissance des peuples latins, si la Prusse agit de la même manière vis-à-vis de l'Allemagne, pourquoi donc la Russie, comme unique Puissance slave indépendante, ne soutiendrait-elle pas les peuples slaves et n'empêcherait-elle pas les Puissances étrangères de mettre des obstacles à leur développement politique? La Russie doit employer toutes ses forces à introduire chez ses voisins du Midi une transformation semblable à celle qui s'est opérée dans l'Europe centrale et occidentale; elle doit prendre sans la moindre hésitation vis-à-vis des Slaves le rôle que la France a pris à l'égard des peuples latins et la Prusse vis-à-vis du monde allemand. La tâche est noble, car *elle est exempte d'égoïsme*; elle est bienfaisante, car elle achèvera le triomphe du principe des nationalités et donnera une base solide à l'équilibre moderne de l'Europe; elle est digne de la Russie et de sa grandeur, elle est immense, et nous avons la ferme conviction que la Russie la remplira. »

C'est sous le stimulant de pareilles théories, espé-

rances et passions, que fut montée au printemps de l'année 1867 l'étrange *exposition ethnologique de Moscou*[1], qui devint bientôt le prétexte d'une grande démonstration au dehors, démonstration assez inoffensive en apparence pour écarter tout embarras diplomatique, assez bien calculée cependant pour produire son effet sur des esprits naïfs et inflammables, pour fasciner de malheureuses peuplades déshéritées, plus riches d'imagination que de culture. Certes la science véritable devait retirer bien peu de profit de cette réunion projetée dans le *manége* de Moscou de tous les « types » slaves avec leurs costumes, leurs armes, leurs ustensiles domestiques et leurs flores ; mais l'entreprise n'en fut pas moins jugée digne des protections les plus augustes. L'empereur et l'impératrice offrirent des sommes considérables pour subvenir aux frais de l'œuvre, le grand-duc Vladimir en accepta la présidence honoraire, les hauts dignitaires de la cour et de l'Église se chargèrent de la direction. Des appels chaleureux furent adressés aux Slaves de l'Autriche et de la Turquie, à leurs différentes sociétés historiques, géographiques ou autrement savantes, pour contribuer par

[1] Voyez notre étude dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1867 : *le Congrès de Moscou et la propagande panslaviste.*

des envois nombreux à la magnificence de l'exposition, et une nuée d'émissaires s'abattit sur les pays du Danube et du Balkan, en quête d'adhésions, d'échantillons et de « types ». Des comités se formèrent sur divers points de l'empire, afin de dignement préparer la réception des « hôtes slaves », qui ne manqueraient pas d'affluer au « jubilé national », et bientôt il fut parlé d'un *congrès* où l'on s'expliquerait sur les besoins et les intérêts de tant de « peuples frères », sur les espérances et les doléances de la grande patrie commune, de la patrie *idéale*. C'était le moment, il importe de le rappeler, où l'insurrection crétoise, toujours persistante, attisée par la Grèce et exagérée par les journaux trop peu ou trop bien informés, tenait en éveil et dans l'attente les populations chrétiennes de la Turquie, le moment aussi où les Tchèques de la Bohême, entraînant à leur suite presque tous les Slaves de l'Autriche, protestaient contre la constitution cisleithane et refusaient de siéger dans les Chambres représentatives de l'empire. Le Kremlin devenait ainsi le *mons sacer* des intransigeants des deux bords de la Leitha, le *congrès de Moscou* prenait toute l'apparence d'un *contre-parlement* opposé au *Reichsrath* de Vienne, et le langage tenu par les organes les plus autorisés du cabinet de Saint-Pétersbourg n'était point fait pour calmer les

susceptibilités des gouvernements intéressés, ni pour dissuader de manifestations provocantes. Parlant des pieux *pèlerins* de la Turquie et de l'Autriche qui s'apprêtaient à visiter Moscou, « cette sainte Mecque des Slaves », la *Correspondance russe*, la feuille ministérielle par excellence [1], s'exprimait ainsi au mois d'avril 1867 : « On ne peut raisonnablement exiger de nous que nous reniions notre passé. Nous laisserons donc croire à nos hôtes qu'ils sont venus chez une nation sœur *dont ils ont tout à attendre* sans avoir rien à craindre d'elle; *nous écouterons leurs griefs*, et le récit de leurs maux ne pourra que resserrer les liens qui nous unissent à eux. Si maintenant ils s'avisent d'établir une comparaison entre leur état politique et le nôtre, *nous ne serons pas assez niais* pour leur prouver qu'ils sont dans les conditions les plus favorables du développement slave. Ces conditions, nous les croyons au contraire mauvaises, nous l'avons dit cent fois, et nous pourrions bien le redire encore... »

Sans doute les menées russes dans les pays du Danube et du Balkan n'étaient pas précisément d'invention toute récente; elles remontaient même bien

[1] Elle émanait directement du ministère de l'intérieur, était rédigée en français et destinée à « éclairer » l'opinion étrangère sur les faits et gestes du gouvernement russe.

Rapport Benedetti

nements complexes et nullement éclaircis encore, il suffit, pour en apprécier le caractère général et en saisir le lien intime, de relire avec toute l'attention qu'il mérite le rapport déjà mentionné de l'ambassadeur de France près la cour de Berlin, en date du 5 janvier 1868. « Il faut à M. de Bismarck, y écrit M. Benedetti, une Italie troublée, en désaccord permanent avec la France, pour nous contraindre à entretenir des forces plus ou moins considérables dans les États du Saint-Siége, pour se ménager au besoin le moyen de susciter, à l'aide du parti révolutionnaire, une rupture violente entre le gouvernement de l'Empereur et celui du roi Victor-Emmanuel, pour neutraliser en un mot notre liberté sur le Rhin... Je ne serais pas surpris non plus si M. de Bismarck était l'instigateur de l'impulsion nouvelle imprimée depuis l'été dernier à la propagande panslaviste ; il y trouve l'avantage immédiat d'inquiéter l'Autriche par la Russie. La Russie se montrerait assurément moins entreprenante, et la Prusse de son côté ne l'encouragerait pas à réveiller la question d'Orient, par la simple raison qu'elle ne saurait elle-même y trouver aucun avantage, si elle ne croyait indispensable de payer de ce prix la liberté qu'elle revendique en Allemagne. L'incertitude de la situation ne fait que resserrer chaque jour davantage

les liens qui unissent la Prusse à la Russie et solidariser les ambitions de l'une en Allemagne avec celles de l'autre en Orient. »

Un *comité permanent pour les intérêts de l'unité slave* s'était formé au lendemain du congrès de Moscou, sous les auspices d'un grand-duc, et son action ne tarda pas à se faire sentir parmi les Ruthènes, les Tchèques, les Croates de l'Autriche ; mais c'est surtout dans les provinces tributaires ou sujettes de la Porte Ottomane que l'agitation devint aussi chronique que périlleuse. Le malheureux Turc fut assailli de toutes parts : un jour c'était le vladika de Montenegro qui lui demandait sur un ton menaçant tel port de l'Adriatique, un autre jour c'était le prince de Serbie qui réclamait l'évacuation de telle forteresse en appuyant sa requête d'armements extraordinaires. De nombreux convois d'armes arrivaient de la Russie dans les provinces danubiennes sous la fausse désignation de matériel pour la construction de chemins de fer[1], tandis que des navires de guerre grecs ne cessaient de vouloir rallumer à toute force dans l'île de Crète une insurrection près de s'éteindre et qui, à la vérité,

[1] Voyez à ce sujet les documents parlementaires anglais, français et autrichiens de l'année 1868, et notamment les rapports des agents de l'Autriche à Iassy et à Bukharest.

n'avait jamais eu un foyer très-grand. C'était l'époque des « comités de secours » et des « bandes libératrices » envahissant tantôt les États du pape au cri de *Roma o morte!* tantôt faisant incursion dans la Thessalie pour venger « les mânes outragés de Phocion et de Philopœmen », ou bien encore franchissant jusqu'à cinq fois dans l'espace d'un an le Danube du côté de la Roumanie afin de réveiller dans les Balkans « le lion à la crinière d'or »! — « Aujourd'hui c'est à nous, frères, qu'il appartient de prouver à la diplomatie européenne qu'il existe encore des descendants du terrible Krum; le lion à la crinière d'or vous appelle et la trompette de la guerre. » Ainsi s'écriait au mois d'août 1868 une proclamation datée des « Balkans » et signée *gouvernement provisoire*[1]. « Il est de fait, mandait le 6 février 1868 dans un curieux rapport adressé au comte de Beust l'agent de l'Autriche dans les Principautés, le baron d'Eder, il est de fait qu'à Bukharest, comme dans différentes villes des bords du Danube, il existe des comités bulgares : leur but est de provoquer des troubles en Bulgarie, de les appuyer, de leur donner des proportions plus étendues que celles de l'an passé. Tout dernièrement encore on

[1] Annexe à la dépêche du consul de Knappitsch au baron de Prokesch à Constantinople, Ibraïla, 24 août 1868.

Ciekawy raport

était persuadé ici qu'au retour du beau temps éclateraient des complications sérieuses dans l'Europe occidentale qui permettraient à la Russie de déclarer la guerre à la Turquie, et, dans la prévision de ces événements, on a fait des préparatifs pour influencer avec énergie le soulèvement bulgare. Bien que le gouvernement des Principautés se trouve entre les mains d'un parti (radical) traditionnellement hostile à la Russie, il n'en penche pas moins vers cette Puissance depuis un certain temps et attend d'elle la réalisation de ses efforts et de ses espérances. Les journaux de l'opposition (conservatrice) combattent ces tendances russophiles du gouvernement; ils lui reprochent d'agir de concert avec la Prusse et de préparer des difficultés à l'Autriche dans l'éventualité d'un conflit entre la France et la Prusse. Les feuilles du gouvernement répondent en faisant valoir que le parti national n'est en principe l'adversaire d'aucune Puissance, et qu'on n'a pas de raison pour combattre la Russie du moment que cette Puissance défend la cause du droit et des nationalités opprimées. »

Assurément il serait injuste de vouloir faire remonter jusqu'au gouvernement russe la responsabilité de toutes les agitations désordonnées de cette époque dans le monde slavo-gréco-roumain, mais il n'en est pas

moins vrai qu'il ne fit rien pour les arrêter ou seulement les désavouer. En parcourant les documents parlementaires de ce temps, les divers livres bleus, rouges, verts et jaunes des années 1867-69, on est frappé de rencontrer à chaque pas des représentations multipliées et énergiques, adressées par les cabinets de Londres, des Tuileries et de Vienne à la Serbie, à la Roumanie et à la Grèce au sujet de leurs préparatifs militaires, des envois d'armes clandestins et des bandes envahissantes, pendant que les cabinets de Saint-Pétersbourg et de Berlin s'abstiennent soigneusement de toute démarche de ce genre. Par un retour piquant des choses d'ici-bas, qui dut faire l'étonnement des Nesselrode et des Kamptz dans leur céleste demeure, c'étaient maintenant les Puissances occidentales, c'étaient l'Angleterre et la France, auxquelles se joignait aussi l'Autriche, qui dénonçaient au monde les menées révolutionnaires du parti démagogique européen, tandis que la Prusse gardait le silence et que la Russie s'obstinait à nier le fait ou en plaidait les circonstances atténuantes. Les excuses pour le gouvernement d'Athènes, le prince Gortchakof les trouvait tout bonnement dans la constitution hellénique : « Cette constitution, disait-il, donne à tous les Grecs pleine liberté de quitter leur propre pays et de prendre parti

dans tout conflit tel que celui qui existait en Crète »[1], et ce fut là à coup sûr un spectacle original que celui d'un ministre d'une autocratie faisant valoir devant un vieux whig comme lord Clarendon les conditions inexorables d'un régime parlementaire et légal. La Porte, on se le rappelle, ne voulut rien comprendre à une légalité qui la tuait ; elle finit par perdre patience, par adresser un *ultimatum* au gouvernement d'Athènes, et une conférence se réunit à Paris pour « rechercher les moyens d'aplanir le différend survenu entre la Turquie et la Grèce ». De bonnes âmes appréhendèrent une attitude embarrassée de la part du chancelier russe devant un pareil aréopage, elles le crurent même capable de mettre des entraves aux travaux de cette réunion : c'était mal connaître les ressources d'un esprit aussi délié que lettré, et qui profita de l'occasion pour risquer son fameux mot sur Saturne. « Il me revient, écrivait-il au baron Brunnow à Londres, 13 janvier 1869, qu'il y a des personnes qui accusent la Russie de vouloir faire avorter la conférence. On n'ignore pas que la conférence émane de la pensée de l'Empereur. La fable de Saturne n'a pas d'application dans les errements de la politique du cabinet impé-

[1] Dépêche de sir A. Buchanan au comte Clarendon, 19 décembre 1868.

rial... » Alexandre Mikhaïlovitch n'était pas au bout de ses hardiesses ; il devint amer, presque agressif ; il parla des « excitations du dehors », d'un « procès de tendance », de « la méfiance qui s'attachait à chaque pas de la Russie », et alla jusqu'à dénoncer une grande conspiration ourdie par les Puissances occidentales contre la paix du Levant. « Il nous est impossible de ne pas remarquer, disait-il dans une dépêche au baron Brunnow du 17 décembre 1868, que cette note discordante n'est pas la seule qui soit venue *troubler les échos de l'Orient.* C'est ainsi qu'on a vu d'abord la Serbie devenir le point de mire d'une agitation qui de la presse a fini par gagner la diplomatie ; le prince Michel Obrénovitch a été mis en suspicion, et il n'a fallu rien moins que sa fin tragique pour désarmer les hostilités dirigées contre lui. Aussitôt après, c'est le gouvernement des Principautés-Unies contre lequel s'élèvent des accusations : les bandes bulgares deviennent un motif d'incrimination, on lui reproche de les avoir tolérées, on l'accuse de les avoir encouragées. Cette complication à peine écartée, une crise nouvelle surgit dans les rapports de la Turquie avec la Grèce, une crise plus grave encore et plus dangereuse pour la paix générale... » Décidément, à défaut de la « fable de Saturne », celle du loup et de l'agneau avait bien

son application dans les errements de la politique du cabinet impérial de Saint-Pétersbourg.

La conférence de Paris réussit néanmoins dans ses efforts, le différend gréco-turc fut aplani, et avec le printemps de l'année 1869 l'aquilon de la propagande souffla moins fort dans les vallées du Danube et les gorges du Balkan. Il y eut une espèce d'accalmie; mais les matières à combustion restaient toujours accumulées, prêtes à s'enflammer à la première étincelle. Les radicaux de la Roumanie n'étaient pas les seuls à prévoir une action offensive de la Russie en Orient aussitôt que viendraient à éclater des complications sérieuses dans l'Europe occidentale; c'était là une conviction presque universelle, et que les enfants de Rourik partageaient tous les premiers. La fin de l'année 1869 fut signalée par un incident qui ne laissa pas de gravement impressionner tous les esprits sérieux. On célébrait à Saint-Pétersbourg le centenaire de l'institution de l'ordre de Saint-Georges, du grand ordre militaire de la Russie, et dont la première classe n'est conférée qu'à celui qui remporte une victoire éclatante. L'empereur Alexandre II envoya cette distinction au roi Guillaume Ier, au vainqueur de Sadowa et ancien combattant de 1814. « Acceptez-la, lui télégraphiait-il, comme une nouvelle preuve de l'amitié qui

nous unit, amitié fondée sur le souvenir de cette grande époque où nos armées réunies combattaient pour une cause sacrée qui nous était commune. » Et le roi de Prusse aussitôt de répondre par le télégraphe : « Profondément touché et *les larmes aux yeux*, je vous remercie de l'honneur que vous m'avez fait et auquel je ne pouvais m'attendre ; mais ce qui me réjouit encore plus, ce sont les expressions par lesquelles vous me l'avez annoncé. Je vois en effet dans ces expressions une preuve nouvelle de votre amitié et de votre souvenir de la grande époque où nos armées réunies combattaient pour la même cause sacrée [1]. »

Au commencement de la même année et pendant que siégeait encore la conférence de Paris, s'éteignait à Nice un serviteur fidèle des sultans, un des derniers grands hommes d'État de la Turquie. Avant de descendre dans la tombe, Fuad-Pacha traçait d'une main défaillante un mémoire pour son auguste maître, qu'il disait être son testament politique. Le document devait rester secret, et ne parvint en effet que tout récemment à la publicité [2]. « Lorsque cet écrit sera placé

[1] *Journal officiel de l'empire russe,* 12 décembre 1869.

[2] On peut lire ce document remarquable, qui porte la date du 3 janvier 1869, dans l'intéressante brochure de M. J. LEWIS FARLEY, *The decline of Turkey,* London, 1875, p. 27-36.

sous les yeux de Votre Majesté, y lisait-on, je ne serai plus de ce monde. Vous pouvez donc m'écouter sans méfiance et vous devez vous pénétrer de cette grande et douloureuse vérité que l'*empire des Osmanlis est en danger*... » Et après avoir passé en revue les différents États du continent et signalé le conflit plus ou moins prochain, mais inévitable, entre la France et la Prusse, Fuad-Pacha concluait par ces mots : « Une lutte intestine en Europe et *un Bismarck en Russie,* et la face du monde se trouvera être changée.

CHAPITRE IX

GUERRE DE FRANCE.

Clairvoyance surprenante de M. Benedetti depuis 1867. — Il ne cesse d'attirer l'attention sur l'accord absolu entre la Russie et la Prusse. — Étranges illusions aux Tuileries au sujet de la mission du général Fleury. — Entrevue d'Ems entre l'empereur Alexandre et Guillaume Ier (juin 1870). — Jugement porté par M. Benedetti sur la sincérité de M. de Bismarck à l'égard du cabinet de Saint-Pétersbourg : la Russie, une carte dans son jeu. — Les complices successifs de M. de Bismarck : M. de Rechberg, Napoléon III et le prince Gortchakof. — Candidature espagnole du prince Hohenzollern. — Opinion significative du chancelier russe au sujet de cette candidature. — Déclaration de guerre (15 juillet). — La Russie prise au dépourvu. — Elle interdit à l'Autriche de s'associer à la France. — Les premiers désastres. — Le sentiment public en Russie et l'opportunité d'un congrès. — Le prince Gortchakof et la *ligue des neutres*. — Vains efforts de l'Autriche pour amener un concert des Puissances. — Le chancelier russe n'admet que l'« action isolée ». — Caractère de cette action. — La paix de Versailles et le télégramme de Guillaume Ier à l'empereur Alexandre II (26 février 1871). — Curieuse similitude des deux catastrophes de 1866 et de 1870. — Le « triomphe » du prince Gortchakof dans la question de la mer Noire. — Ce qu'il aurait pu faire. — *Il gran rifiuto.*

Il n'a été donné qu'à Dieu de contempler son œuvre achevée et de se dire « que cela était bon » ; notre pauvre humanité goûte rarement une jouissance aussi pure, et le *parti de l'action* dans les conseils du second

Empire n'en connut guère à la suite des événements de 1866, qu'il avait si puissamment contribué à créer. L'ambassadeur de France près la cour de Berlin se trouvait au nombre des désabusés; l'achèvement de l'unité italienne ne le consolait que bien imparfaitement à coup sûr de la profonde atteinte que la calamité de Sadowa avait portée à son propre pays. Son désenchantement fut grand; mais il n'est rien de tel qu'une forte et douloureuse déception pour aiguiser et affiner un esprit naturellement sagace, et si Pascal a parlé d'une seconde ignorance, celle qui vient après le savoir, il y a aussi pour certains hommes politiques une seconde science et comme une seconde vue après quelque éblouissement passager. On ne saurait trop reconnaître les qualités éminentes d'observation et de jugement que montra M. Benedetti durant les quatre dernières années de son ambassade à Berlin : diplomate et négociateur des plus malheureux, des plus imprudents dans la fatale année de 1866, il devint depuis un informateur, un *reporter* aussi actif que prévoyant, et la sécurité de la France prit dès lors dans ses soucis la place qu'y avait tenue trop longtemps la passion de l'Italie.

A partir de 1867, en effet, l'ambassadeur mit un zèle patriotique à éclairer son gouvernement sur l'état des choses de l'Europe et à lui recommander de prendre

une résolution virile, soit en se résignant franchement à l'inévitable, soit en se préparant de bonne heure à une lutte très-prochaine et pleine de périls immenses. Il lui représentait la Prusse travaillant sans relâche à englober l'Allemagne entière, au risque de provoquer un conflit avec la France, n'inclinant même que trop souvent à considérer un tel conflit comme le moyen le plus sûr et le plus direct d'arriver à ses fins. En pareille éventualité, il se gardait bien de fonder le moindre espoir sur les *particularistes* du Midi. « Au début d'une guerre nationale, disait-il, les plus obstinés parmi ceux-ci ne pourront que s'effacer devant les masses qui regarderont la lutte, quelles que soient les circonstances au milieu desquelles elle éclaterait, comme une guerre d'agression de la France contre leur patrie, et, si le sort des armes leur était favorable, leurs exigences ne connaîtraient plus de limites. » Il signalait aussi « la propagande la plus active » que M. de Bismarck entretenait dans les pays au delà du Mein : « A l'exception de quelques journaux à la solde des gouvernements (de Munich et de Stuttgart) ou appartenant au parti ultra-radical, la presse le seconde dans tous les États du Sud. » Il mandait également à Paris que le ministre de Guillaume I[er] continuait ses relations avec le parti révolu-

tionnaire en Italie, qu'il recevait des agents de Garibaldi, et qu'il n'est pas jusqu'au gouvernement régulier du roi Victor-Emmanuel, l'ami et l'obligé personnel de l'empereur Napoléon III, qui, lors des complications de Mentana, n'ait sondé la Prusse pour savoir « dans quelle mesure elle pourrait lui prêter son assistance [1] ». Il fut aussi le premier à donner l'éveil sur les menées ténébreuses avec Prim et la candidature espagnole du Hohenzollern. Enfin on a déjà vu plus haut qu'il avait reconnu dès le début le caractère alarmant et la portée véritable de la mission du général Manteuffel en Russie.

« Si difficile qu'il soit, pour un grand pays comme la France, de tracer d'avance sa ligne de conduite dans l'état actuel des choses, — disait à son gouvernement M. Benedetti au commencement de l'année 1868, — et quelque grande que puisse être la part qu'il convient de faire à l'imprévu, l'union de l'Allemagne sous un gouvernement militaire fortement organisé, et qui à certains égards n'a du régime par-

[1] Voyez à ce sujet la curieuse dépêche du 10 novembre 1867. La correspondance de Mazzini avec M. de Bismarck pendant les années 1868 et 1869, suggérant le plan de renverser Victor-Emmanuel si ce dernier se faisait l'allié de l'empereur Napoléon III, n'a été révélée que plus tard, et tout dernièrement, après la mort du célèbre agitateur italien.

lementaire que les formes extérieures, constitue cependant un fait qui touche de trop près à notre sécurité nationale pour que nous puissions nous dispenser de nous poser et de résoudre sans plus tarder la question suivante : un pareil événement met-il en danger l'indépendance ou la position de la France en Europe, et ce danger ne peut-il être conjuré que par la guerre? Si le gouvernement de l'Empereur estime que la France n'a rien à redouter d'une si radicale altération dans les rapports des États situés au centre du continent, il serait désirable, à mon sens, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la prospérité publique, de conformer entièrement et sans réserve notre attitude à cette conviction... Dans le cas contraire, préparons-nous à la guerre sans relâche, et rendons-nous bien compte d'avance de quel concours peut nous être l'Autriche, calculons notre conduite de manière à résoudre l'une après l'autre la question d'Orient et celle d'Italie ; nous n'aurons pas trop de toutes nos forces réunies pour être victorieux sur le Rhin. »

C'est surtout dans sa manière de juger l'accord établi entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg que M. Benedetti a fait preuve d'une justesse et d'une supériorité de coup d'œil vraiment remarquables. Il eut d'abord le mérite de pressentir

l'entente dès la première heure et d'y croire inébranlablement jusqu'à la dernière. Au mois de septembre 1869, le souverain des Français s'était avisé de nommer au poste d'ambassadeur auprès du tsar l'un de ses confidents les plus intimes, l'un de ses coopérateurs les plus dévoués du 2 décembre, un général renommé par sa bravoure et son intelligence, un grand écuyer. C'était assez indiquer qu'on désirait entrer dans des rapports aussi intimes et aussi directs que possible, et, malgré l'échange de télégrammes à la fête de Saint-George, on était déjà, au commencement de l'année 1870, plein d'espoir ; on croyait que l'*affaire marchait toute seule*[1]. Le général français, homme d'esprit pourtant, s'était laissé bien vite prendre aux chasses à l'ours, aux voyages en traîneau et à maintes autres marques d'une auguste bienveillance, qu'il eut la modestie de rapporter à la politique de son maître, au lieu de les attribuer avec bien plus de raison à des agréments personnels très-réels et très séduisants en effet. La conviction du grand écuyer fut partagée par son entourage, par ses aides de camp notamment, qui ne tardèrent pas à célébrer

[1] Lettre confidentielle de M. de Verdière, Saint-Pétersbourg, 3 février 1870. *Papiers et correspondance de la famille impériale*, t. Ier, p. 129.

dans des lettres confidentielles envoyées à Paris « les grands résultats obtenus » par leur chef, et à parler de « sa faveur croissante auprès de l'empereur de toutes les Russies », dans des termes très-forts et beaucoup plus militaires que diplomatiques[1]. Sans se laisser imposer par tous ces récits pleins d'allégresse, M. Benedetti n'en persistait pas moins dans sa conviction bien arrêtée ; encore le 30 juin 1870, à la veille même de la guerre, il l'exprimait dans une dépêche lumineuse et dont nous aurons à citer plus d'un passage instructif. Parlant de la récente entrevue (1-4 juin) de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse à Ems, l'ambassadeur suppose que M. de Bismarck s'y est montré, comme d'habitude, d'un côté favorable à la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg en Orient, et que de l'autre il s'est appliqué à éveiller les susceptibilités du tsar dans les questions qui agitent le sentiment national en Russie par rapport à l'Autriche, la Gallicie, etc. « Pendant que le ministre aura pris à tâche de rassurer l'Empereur sur le premier de ces deux

[1] « L'empereur de Russie a pris le général tout à fait en goût ; il l'emmène sans cesse dans ses chasses à l'ours et le fait voyager avec lui... dans son traîneau à une place. C'est le suprême de la faveur, et je pense que la politique s'en trouvera bien. » Lettre confidentielle de M. de Verdière, 25 janvier 1870. *Papiers et correspondance*, t. Ier, p. 127.

Tout cela était très-bien senti par l'ambassadeur de France près la cour de Berlin, et de temps en temps finement exposé dans les dépêches qu'il adressait à son gouvernement pendant les dernières années de sa mission en Prusse. Parlant, dans son rapport du 5 janvier 1868, de la complaisance avec laquelle le chancelier de la Confédération du Nord s'est toujours prêté aux vues du prince Gortchakof, M. Benedetti ajoutait pourtant : « Il (M. de Bismarck) se persuade sans doute que d'autres Puissances ont un intérêt de premier ordre à soustraire l'empire ottoman aux convoitises de la Russie, et il leur en abandonne le soin ; il sait d'ailleurs que *rien ne peut s'y accomplir définitivement sans le concours ou l'adhésion de l'Allemagne, si l'Allemagne est unie et forte;* il croit donc qu'il peut, quant à présent, et sans péril, aiguiser lui-même l'ambition du cabinet de Saint-Pétersbourg, pourvu qu'il obtienne en retour de cette condescendance une abstention bienveillante dans tout ce qu'il entreprend en Allemagne. » — « En Orient, écrivait l'ambassadeur quelque temps après (4 février 1868), M. de Bismarck tient à garder une position qui ne l'engage dans aucun sens, et lui permette, suivant les nécessités de ses propres desseins, de donner la main à la Russie ou de se rapprocher des Puissances occiden-

tales ; or cette position, il ne peut la conserver qu'en s'abstenant de toute démarche qui le compromettrait avec les amis ou les adversaires de la Turquie. » Ce raisonnement ne tarda pas à être pleinement justifié par l'attitude de la Prusse pendant la conférence de Paris au sujet de la Grèce (janvier 1869) : le cabinet de Berlin ne partagea pas la fougue d'Alexandre Mikhaïlovitch, il ne défendit pas comme lui l'innocence persécutée dans la personne de « la jeune Roumanie » et de l'*Omladina* serbe, et se garda surtout de dénoncer la grande conspiration de l'Angleterre, de la France et de l'Autriche contre la paix du Levant. C'est qu'au fond le ministre de Prusse ne voulait pas la mort du juste Osmanli, encore moins l'effondrement de la Hongrie, l'avant-garde de la « mission » germanique dans l'est [1], et ses sympathies pour « une certaine unité idéale » des Slaves se refroidissaient à mesure qu'approchait l'heure de l'unité réelle de l'Allemagne. « Tout conflit en Orient le mettrait à la remorque de la Russie, écrivait M. Benedetti le 27 janvier 1870, et il cherchera à le conjurer ; il l'a prouvé l'année dernière à l'origine du différend gréco-turc. *La Russie est une carte dans*

[1] *Drang nach Osten.*

son jeu pour les éventualités qui peuvent surgir sur le Rhin, *et il tient essentiellement à ne pas intervertir les rôles,* à ne pas devenir lui-même une carte dans le jeu du cabinet de Saint-Pétersbourg. »

Quelques mois après, à la veille même de la guerre de France (30 juin 1870), M. Benedetti, tout en pensant que les liens de la Russie et de la Prusse n'ont pu qu'être resserrés dans la récente entrevue d'Ems, concluait par les observations suivantes : « Il ne faudrait pas cependant supposer que M. de Bismarck juge opportun de lier étroitement sa politique à celle du cabinet russe. A mon sens, il n'a contracté, et il n'est disposé à prendre aucun engagement qui pourrait, en compromettant la Prusse dans des complications dont la Turquie deviendrait le théâtre, rapprocher l'Angleterre et la France, et lui créer des difficultés ou l'affaiblir sur le Rhin. Les complaisances du chancelier de la Confédération du Nord pour la Russie ne seront jamais de nature à limiter sa liberté d'action; *il promet en somme plus qu'il n'a l'intention de tenir,* ou, en d'autres termes, il recherche l'alliance du cabinet de Saint-Pétersbourg pour s'en assurer le bénéfice dans le cas d'un conflit en Occident, mais avec la résolution bien arrêtée de ne jamais engager les ressources ou les forces de l'Allemagne en Orient. Aussi ai-je toujours

été persuadé qu'il n'a été conclu aucun arrangement officiel entre les deux cours, et il est certainement permis de penser qu'on n'y a pas songé à Ems. »

Tout porte à croire en effet qu'il n'y eut ni traité signé, ni conditions débattues; la communauté des vues et l'harmonie des cœurs dispensaient d'une discussion fatigante de détails. Il eût d'ailleurs été très-difficile, dans tous les cas oiseux, de faire des stipulations en règle pour des éventualités dont on ne savait l'heure, dont il était impossible de calculer les conséquences lointaines, ni même les effets immédiats : on se contentait de la conviction qu'on n'avait pas d'intérêts opposés, qu'on en avait au contraire de conformes et de sympathiques, et qu'il était entendu qu'au moment propice chacun serait pour soi et Dieu pour tous. Il faut bien le reconnaître aussi, les Russes, dans leurs visées sur l'Orient, ne sont pas à l'abri de certains mirages; l'Europe leur prête beaucoup plus de méthode qu'ils n'en ont en réalité : le sentiment est profond et tenace, mais les projets sont aussi ondoyants que divers et diffus. On dirait que ce grand peuple subit à cet égard plutôt une fascination et presque une fatalité qu'il ne poursuive une conquête systématique; il ne marche sur le fantôme qui l'obsède que pour le faire reculer. Chose digne de remarque, la Russie ne

s'éloigne jamais tant du but que lorsqu'elle entreprend de brusquer le dénoûment : en 1829, quelques étapes seulement séparaient ses armées de Constantinople, et elle rétrograda ; elle perdit en 1854 tout le fruit de sa campagne de Hongrie et de son ascendant à la suite de la catastrophe de février, tandis que ses perspectives n'ont jamais été aussi brillantes que du jour où le traité de Paris a cru lui fermer la mer Noire : elle perdit Sébastopol, mais elle gagna le Caucase et tout un monde sur les bords de l'Amour et du Syr-Daria. La tentation devenait donc très-naturelle, en présence du conflit redoutable qui depuis 1867 se préparait au centre de l'Europe, d'attendre plutôt les événements que de vouloir les régler et leur prescrire la marche. Dans une guerre entre les deux Puissances les plus fortes du continent, qui promettait d'être aussi longue qu'acharnée, et qui pouvait bien à la longue également épuiser les deux adversaires et attirer encore plusieurs autres États dans la lice, la Russie, — ainsi pensait-on sur les bords de la Néva, — trouverait toujours l'occasion et le moyen de dire son mot et de faire son butin. Une telle conduite paraissait tout indiquée à un chancelier auquel tant de bonheurs déjà étaient arrivés en « se recueillant », elle se recommandait d'elle-même à une politique qui ne mesurait

l'infini de ses aspirations que par l'inconnu des événements possibles. L'infini des désirs s'accommode en pareil cas on ne peut mieux de l'indéfini dans les desseins, et rien parfois ne fait autant l'illusion de la profondeur que le vide.

Ç'a été l'ironie cruelle du fondateur de l'unité allemande de choisir dans chacune de ses entreprises successives pour complice celui qui devait être sa victime dans l'entreprise suivante; mais c'était aussi sa grande supériorité d'avoir eu chaque fois un but très-clair, un objet bien défini, délimité et pour ainsi dire tangible, pendant que ses partenaires se laissaient entraîner l'un après l'autre dans le jeu périlleux, sous l'impulsion de principes abstraits, de désirs vagues et de combinaisons nuageuses. Lors de l'invasion des Duchés et de sa première tentative contre l'équilibre de l'Europe, M. de Bismarck n'était pas certes en peine de montrer son point de mire : la proie était à la portée de ses mains, et la rade de Kiel s'étalait dans toute sa splendeur devant quiconque avait des yeux pour voir; mais M. de Rechberg en est encore aujourd'hui à chercher et à faire accepter les mobiles de sa coopération dans cette œuvre d'iniquité. « Il s'agissait de maîtriser les passions démagogiques, de prendre l'ascendant sur la révolution » — c'est de ces phrases pompeuses et

sonores, empruntées à la « doctrine », que l'ancien ministre d'Autriche devait couvrir plus tard dans les délégations austro-hongroises sa fatale et piteuse politique de 1863. A Biarritz, le président du conseil de Prusse demandait en termes très-nets la ligne du Mein pour son pays, tandis que le rêveur de Ham recommandait « la grande guerre pour la nationalité allemande » et laissait flotter son regard indécis tantôt sur la rive droite du Rhin et Mayence, tantôt sur les limites de 1814, et ne l'arrêtait d'une manière fixe que sur le lion ailé de Saint-Marc. De 1867 à 1870, le chancelier de la Confédération du Nord préparait résolûment l'unification de l'Allemagne et la conquête de l'Alsace et de la Lorraine, en laissant à son ancien collègue de Francfort tout loisir « d'éveiller les échos de l'Orient » et de leur demander le mot des destinées prochaines de la Russie. Dans chacune de ces circonstances fatidiques, c'est toujours le même grand *réaliste* éconduisant les idéologues à divers degrés et à divers titres, c'est toujours le même Fortinbras de Shakspeare, — le *fort en bras* de la Germanie, — venant proclamer sa domination là où des Hamlets doctrinaires, mélancoliques ou faiseurs de mots n'ont su que s'égarer dans des machinations chimériques et puériles et, en face d'une « tuerie qui crie au ciel », ne trouver d'autre parole

que : *the time is out of joint,* le siècle a déraillé !...

« La Russie ne saurait éprouver aucune alarme de la puissance de la Prusse [1] », disait le prince Gortchakof en réponse aux représentations qui lui furent faites dès les premiers jours de l'incident Hohenzollern sur « le danger qui résulterait pour la Russie de l'agrandissement de la Prusse et de l'extension de son influence en Europe ». Quant à la candidature espagnole du prince prussien, le chancelier rappelait que, « lorsque le prince Charles de Hohenzollern devint (en 1866) souverain de Roumanie avec l'appui de la France et malgré la Russie, cette dernière s'était bornée à des remontrances et avait ensuite accepté le fait ; il ne voyait pas pourquoi aujourd'hui la Prusse pourrait être davantage responsable de l'élection d'un autre membre de la famille royale au trône d'Espagne ». Ainsi parlait déjà le ministre du tsar au début même du conflit,

[1] Dépêche de sir A. Buchanan, Saint-Pétersbourg, 9 juillet 1870. — Pour les détails de ces années 1870-71, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à l'ouvrage si instructif de M. Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande,* Paris, Plon, 1875, 2 vol. — Nous n'aurions que deux réserves à faire à l'égard d'un livre écrit avec autant de sincérité dans les recherches que d'élévation d'esprit : l'auteur montre un faible prononcé pour « la diplomatie de Tours », et restreint beaucoup trop les visées originelles du prince Gortchakof dans sa connivence avec la Prusse depuis 1867.

le 8 juillet 1870, avant la renonciation du prince Antoine, avant tout emportement du cabinet des Tuileries et au moment où l'Europe donnait encore raison aux susceptibilités légitimes de la France. Lorsque vint bientôt l'heure de l'aveuglement et du vertige, et que le gouvernement de Napoléon III perdit tout le profit d'un grand succès diplomatique par son langage provocant devant le Corps législatif, par ses exigences d'Ems et sa fatale déclaration de guerre (15 juillet), il n'était plus permis de se faire les moindres illusions sur les sentiments véritables du cabinet de Saint-Pétersbourg. « N'en déplaise au général Fleury, écrivait avec humeur M. de Beust au prince de Metternich le 20 juillet, la Russie persévère dans son alliance avec la Prusse, au point que dans certaines éventualités l'intervention des armées moscovites doit être envisagée non pas comme probable, mais comme *certaine.* » C'est que, aussitôt après la déclaration de guerre du 15 juillet, le gouvernement russe avait adressé à Vienne l'avertissement très-clair et très-catégorique qu'il ne permettrait pas à l'Autriche de faire cause commune avec la France ; le général Fleury dut même bientôt s'estimer heureux d'avoir obtenu du moins que cette clause dirimante touchant l'empire des Habsbourg ne fût pas mentionnée explicitement

dans la déclaration de neutralité que l'empereur Alexandre II fit publier le 23 juillet[1].

« La Russie nous a fait beaucoup de mal », s'écrie le duc de Gramont par rapport à cette mise en interdit de l'Autriche[2]. Elle pesa également sur la cour de Copenhague et la força à la neutralité, malgré tout l'enthousiasme du malheureux peuple scandinave pour une alliance à laquelle se rattachait un projet français de débarquement dans le nord, une entreprise du plus haut intérêt stratégique, a dit le général Trochu, qui devait y prendre part. « La Russie, pensait avec un journal officieux du pays l'agent des États-Unis à Saint-Pétersbourg, a plus contribué à la neutralité que toute autre nation; elle a forcé par ses menaces l'Autriche à ne pas bouger, et elle a réussi, par l'influence de l'Empereur et du prince héritier, à empêcher le Danemark de prendre parti pour la France[3]. » L'Angleterre, il est juste de l'ajouter, secondait en tout cela puissamment le chancelier russe; elle était plus indisposée que jamais contre la France, grâce aux

[1] Dépêches de sir A. Buchanan, 20 et 23 juillet. VALFREY, *Histoire de la diplomatie du gouvernement de la défense nationale*, t. Ier, p. 18.

[2] *La France et la Prusse*, p. 348.

[3] Dépêche de M. Schuyler à M. Fish, Saint-Pétersbourg, 23 août. — Général TROCHU, *Pour la vérité*, p. 90.

récentes et terribles révélations de M. de Bismarck sur les *négociations dilatoires* en août 1866 touchant la Belgique. Il était évident qu'au gré du prince Gortchakof la conflagration venait beaucoup trop tôt : les préparatifs militaires de la Russie n'étaient point faits ; l'action même toute « morale » sur le monde slave avait subi un arrêt depuis la conférence au sujet de la Grèce. M. de Bismarck n'avait pas précisément demandé son heure à son collègue sur la Néva ; ainsi que l'avait prédit M. Benedetti, il a tenu essentiellement à ne pas intervertir les rôles et à ne s'inspirer que de ses propres convenances et opportunités ; mais Alexandre Mikhaïlovitch ne s'appliquait pas moins à s'acquitter de son rôle dans la mesure de ses forces. Un observateur sagace, l'agent des États-Unis déjà mentionné, mandait vers ce temps de Saint-Pétersbourg à son gouvernement : « L'opinion générale paraît être ici que, si la Russie était prête, elle déclarerait la guerre et essayerait d'en retirer certains avantages... Le gouvernement fait tous ses efforts pour parer aux événements : les fabriques de cartouches travaillent nuit et jour ; une commande de cent canons Gattling vient d'être envoyée en Amérique. » On armait, on détournait ou intimidait les alliés probables de la France, croyant ainsi égaliser pour le moment les

chances entre les deux belligérants [1], et l'on se flattait toujours de trouver plus d'une occasion favorable au milieu des nombreuses péripéties d'une guerre que Napoléon III proclamait lui-même devoir être « longue et pénible ».

Les désastres effroyables de la France dès les débuts de la campagne vinrent soudain arrêter les imaginations dans leur vol et faire évanouir la sublime vision d'un « nouveau monde gréco-slave » qui depuis 1867 hantait les esprits sur les bords de la Moskova et de la Néva. Avec la merveilleuse aptitude politique et *réaliste* qui la distingue, la nation russe comprit aussitôt que c'en était fait, pour le moment, de toute croisade en Orient, que les destinées du monde se décidaient au pied des Vosges, et qu'il fallait aller au plus pressé et au possible. Phénomène curieux, la péninsule du Balkan ne fut jamais aussi relativement tranquille, aussi peu tourmentée par la « grande idée » que pendant ces années 1870-1871, pendant cette « lutte

[1] Le prince Gortchakof était loin d'avoir au début une confiance absolue dans la victoire de la Prusse; il a raconté à M. Thiers plus d'un détail piquant à ce sujet. (*Déposition* de M. Thiers devant la commission d'enquête, p. 12.) Dans un entretien, vers la fin de juillet, avec un personnage politique qu'il savait être en relation avec Napoléon III, il aurait même laissé échapper ce mot : « Dites à l'empereur des Français d'être modéré. » VALFREY, I, 79.

intestine en Europe » que Fuad-Pacha mourant avait tant appréhendée pour l'empire des Osmanlis. Vers la fin du mois d'août, encore avant la catastrophe de Sedan, l'opinion publique en Russie ne songeait plus qu'à l'article déplaisant du traité de Paris au sujet de l'Euxin. « La Russie, disait un journal influent de Saint-Pétersbourg[1], n'a pas empêché l'unification forcée de l'Allemagne et, à son tour, *elle ne songe pas à l'unification forcée des Slaves;* mais elle a le droit de demander que sa position sur la mer Noire et les bords du Danube soit améliorée. Nous espérons que ses demandes légitimes seront prises en considération dans le congrès européen qui suivra probablement la présente guerre. » Un congrès européen! c'était là en effet la seule issue logique et tant soit peu rassurante à des événements aussi graves, perturbateurs de l'équilibre du monde, et il faut rendre cette justice à la plupart des Russes d'alors qu'ils avaient le sentiment vrai de la situation et aspiraient à un rôle aussi légitime qu'honorable. Ils voulaient obtenir une satisfaction d'amour-propre; mais ils ne demandaient pas à lui sacrifier la France et les intérêts généraux du continent; la petite question n'était à leurs yeux que

[1] Le *Golos,* cité dans la dépêche de M. Schuyler 27 août.

le corollaire de la grande. A Constantinople, on n'augurait pas autrement de la conduite que tiendrait indubitablement le cabinet de Saint-Pétersbourg, tout en la redoutant. Dès le 2 septembre, M. Joy Moris, ministre des États-Unis près la Porte, écrivait à son gouvernement que la conviction générale sur le Bosphore était que la Russie profiterait de la crise pour provoquer la révision du traité de 1856. « Il serait étrange qu'elle n'y réussît pas, ajoutait le diplomate *yankee,* cherchant, comme elle le fera, à obtenir des conditions honorables de paix pour la France et exerçant une influence dominante sur le règlement des termes de la paix. »

Malheureusement, et pour la première fois dans son règne long et populaire au Palais de la Chancellerie, le « ministre national » fit en cette circonstance divorce avec le sentiment de la nation, et au lieu d'agir « en bon Européen », selon l'expression favorite de M. de Talleyrand, il chercha surtout à se montrer le bon ami de son ancien collègue de Francfort. Il n'eut garde de renoncer à la question de la mer Noire, il devait bien à son pays cette petite consolation après d'aussi grands mécomptes; mais il résolut de séparer deux causes que l'opinion publique en Russie demandait à unir, et elle le demandait dans une pensée encore plus

politique que généreuse, dans un instinct encore plus sensible aux intérêts vitaux de l'avenir qu'à la satisfaction plus ou moins vive du moment présent. Il ne crut pouvoir mieux servir la cause russe sur l'Euxin qu'en desservant autant que possible la cause de l'Europe dans l'Alsace et la Lorraine, et s'ingénia avant tout à laisser la France et la Prusse vider leur querelle en champ clos. Aussitôt après les premiers désastres français, il saisit avec empressement l'idée ingénieusement perfide de la *ligue des neutres*, idée italienne d'origine, naturalisée anglaise par le comte Granville et devenue bientôt entre les mains du chancelier russe, ainsi qu'on l'a très-finement remarqué, le moyen le plus efficace pour « organiser l'impuissance en Europe ». M. de Beust avait vainement essayé, *tout en adoptant le principe* de la proposition anglaise (19 août), d'en changer le caractère, d'en faire le point de départ d'une intervention concertée ; il demandait « des efforts non séparés, mais communs en vue d'une médiation », au lieu d'une conception dérisoire qui ne « liguait » les États que pour empêcher toute démarche collective. « La combinaison que le ministre d'Autriche suggérait alors, dit à ce sujet un historien judicieux, il la renouvela incessamment pendant toute la durée de la guerre ; si elle avait été adoptée, elle au-

rait pu changer le cours des choses ; on peut dire que c'est pour cela que l'Europe ne l'adopta point[1]. »

C'est pour cela que le prince Gortchakof surtout s'y opposa du premier jour jusqu'au dernier. Il y eut un moment où l'Angleterre elle-même éprouva quelque frisson de conscience et montra une velléité de médiation. C'était au commencement du mois d'octobre, après qu'une circulaire de M. de Bismarck eut annoncé à l'Europe les conditions de la paix d'Allemagne, qui étaient l'Alsace et la Lorraine. « L'ambassadeur de Prusse communiqua au gouvernement russe cette circulaire, et le prince Gortchakof s'abstint de faire connaître ses impressions. Sir A. Buchanan lui dit alors qu'à Londres on était disposé à se régler dans une certaine mesure sur ce qu'on ferait à Saint-Pétersbourg. Le chancelier répondit simplement que la Prusse ne lui ayant pas demandé son avis, il ne l'avait pas donné[2]. » Le comte Granville eut le cou-

[1] A. Sorel, *Histoire diplomatique*, t. Ier, p. 254. — Citons encore le passage d'une autre dépêche de M. de Beust datée du 29 septembre et destinée pour Londres : « Ne craignons pas de le dire : ce qui aujourd'hui sert puissamment à prolonger la lutte jusqu'aux dernières horreurs d'une guerre d'extermination, ce sont, d'un côté les illusions et les fausses espérances, de l'autre l'indifférence et le mépris à l'égard de l'Europe spectatrice du combat. »

[2] A. Sorel, *Histoire diplomatique*, t. Ier, p. 402.

1870

rage, extraordinaire pour sa nature, de revenir pourtant à la charge, et sir A. Buchanan lut au chancelier russe un *memorandum* demandant timidement « s'il ne serait pas possible à l'Angleterre et à la Russie d'arriver à une entente sur les conditions auxquelles la paix pourrait être conclue, et de faire ensuite, avec les autres Puissances neutres, appel à l'humanité du roi de Prusse en recommandant également la modération au gouvernement français ». Le prince Gortchakof fit à ces ouvertures un accueil sec et dédaigneux. « La Prusse, dit-il, a indiqué ses conditions de paix; une victoire seule pourrait les modifier, et cette victoire n'est pas vraisemblable : des conversations confidentielles entre l'Angleterre et la Russie seraient donc sans objet; des représentations communes auraient toujours un caractère plus ou moins menaçant; l'action isolée de chacune des Puissances neutres auprès du roi de Prusse est préférable[1]... » L'action isolée! Alexandre Mikhaïlovitch ne sortait pas de là, et pour la Russie cette action se résumait en plusieurs lettres personnelles adressées par l'auguste neveu à son royal oncle, lettres très-belles qui recommandaient la paix, la justice, l'humanité et la modération, et auxquelles le

[1] Rapport de sir A. Buchanan du 17 octobre.

vainqueur de Sedan répondait toujours affectueusement, le cœur ému et les larmes aux yeux, en invoquant ses devoirs envers ses alliés, ses armées, ses peuples et ses frontières[1]. C'est cette « politique d'euphémisme », comme l'a si bien appelée l'historien, que, sur les bords de la Néva, on ne cessa de pratiquer, toute la guerre durant, envers le général Fleury aussi bien qu'envers M. Thiers et M. de Gabriac, et le dernier mot comme la dernière pensée de « l'action » du prince Gortchakof fut de laisser la France seule en face de son vainqueur, seule juqu'à l'épuisement, *usque ad finem*. On sait en quels termes cette fin fut annoncée à Saint-Pétersbourg. « C'est avec un sentiment inexprimable et en rendant grâces à Dieu, télégraphiait de Versailles l'empereur d'Allemagne à l'empereur de Russie le 26 février 1871, que je vous annonce que les préliminaires de la paix viennent d'être signés. Jamais la Prusse n'oubliera que

[1] Il n'est pas jusqu'à la simple recommandation d'armistice, sans autre dessein d'influencer en quoi que ce soit sur les conditions de la paix, que le prince Gortchakof n'ait évité de faire en commun. M. d'Oubril, son ministre à Berlin, se trouva au dernier moment sans instructions à ce sujet. « Il est assez singulier, écrivait lord Loftus le 26 octobre, que la Russie, après avoir en mainte circonstance prouvé son désir de la paix, se tienne ainsi à l'écart et préfère une action isolée à l'action commune. »

w 1870 ten sam Kawał co w 1866

c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'a pas pris des proportions extrêmes. Que Dieu vous en bénisse. Pour la vie votre ami reconnaissant. »

« Longue et pénible », hélas! fut cette guerre, comme l'avait bien prédit le César malheureux, assez longue du moins pour laisser l'Europe mesurer toute la profondeur de son abaissement et « lui donner tout le temps de rougir à point », selon la forte expression du poëte. Plus humiliante encore peut-être que cet abaissement est la pensée de la similitude parfaite des deux catastrophes effroyables qui se succédèrent dans l'intervalle de quatre ans à peine; en montant sa seconde tragédie si peu de temps après la première, le destin fut assez dédaigneux envers notre génération pour ne pas même changer de procédés et faire quelques frais d'imagination : l'œuvre de 1870 n'était que le calque exact de celle de 1866. — Vous prendrez l'Orient, laissa dire M. de Bismarck à Saint-Pétersbourg par le général Manteuffel, comme sur la plage de Biarritz il avait dit à l'empereur Napoléon III de prendre la Belgique, faisant toujours le même abandon du bien qui ne lui appartenait pas, le même don gracieux du fruit défendu par le dragon. Les rêveurs de Moscou crurent à une *ère nouvelle*, à un « nouveau monde gréco-slavo-roumain », tout aussi bien que Napo-

léon III avait eu le songe d'une Europe remaniée d'après le principe des nationalités. « La Russie ne saurait éprouver aucune alarme de la puissance de la Prusse », déclarait le prince Gortchakof au début de l'incident Hohenzollern, exactement comme l'avaient affirmé de la France les zélateurs du *droit nouveau* à la veille de la campagne de Bohême. Dans l'une et l'autre des années terribles, on avait compté sur les péripéties et les occasions d'une guerre lente et à fortunes diverses, on s'était même appliqué à égaliser dérisoirement les chances des belligérants, et la surprise, l'effarement, ne furent pas moins grands à Saint-Pétersbourg après Reischoffen et Sedan qu'ils ne l'avaient été à Paris après Nahod et Sadowa. Les préparatifs militaires firent défaut à la Russie en 1870 comme à la France en 1866, et après l'une comme après l'autre des calamités qui désolèrent et bouleversèrent le monde, on n'eut que des pensées égoïstes et mesquines, on empêcha à dessein toute intervention collective, on aida la Prusse à s'*affranchir de tout contrôle de l'Europe*, on sacrifia en un mot la politique de la justice, de la conservation et de l'équilibre à un calcul aussi faux que sordide, et que le grand humoriste de Varzin avait qualifié un jour de *politique de pourboire*.

Le chancelier russe, il est juste de le reconnaître,

fut plus heureux après Sedan que ne l'a été Napoléon III après Sadowa : il eut son Luxembourg, il put proclamer l'abrogation de l'article 2 du traité de Paris, « abrogation d'un principe théorique sans application immédiate », ainsi qu'il devait le rappeler lui-même dans un document officiel[1]. On sait le jugement que portèrent dans le temps les cabinets sur cette « conquête » purement nominale au fond et dans tous les cas minime par rapport à toutes celles qu'Alexandre Mikhaïlovitch avait laissé faire à son ancien collègue de Francfort. Il réussit, mais non point par les moyens légitimes, par cette action d'éclat et d'équité qu'on avait espérée en Russie, redoutée à Constantinople; il ne provoqua pas la révision du traité de 1856, en « cherchant à obtenir des conditions honorables de paix pour la France et en exerçant une influence dominante sur le règlement des termes de la paix[2] ». Il choisit précisément « le moment psychologique » des défaites de la France, du désarroi de l'Europe et de l'ébranlement funeste du droit public, pour venir lui porter à son tour un coup humiliant, un *telum imbelle,* mais non *sine ictu.* Il s'affranchissait lui-même et de

[1] Dépêche du prince Gortchakof au baron Brunnow à Londres, 20 novembre 1870.

[2] Dépêche de M. Joy Moris du 2 septembre, citée plus haut.

O traktatach

son propre chef d'un engagement contracté envers les Puissances, comme il avait affranchi son ami de Berlin de tout contrôle de l'Europe. « Le procédé de la Russie, disait le comte Granville dans sa remarquable dépêche du 10 novembre à sir A. Buchanan, anéantit tous les traités : l'objet d'un traité est de lier les contractants l'un à l'autre ; d'après la doctrine russe, chaque partie soumet tout à sa propre autorité et ne se tient obligée qu'envers elle-même. »

Au commencement de l'année 1868, un esprit éminent que les désastres de la patrie devaient bientôt rendre à la vie politique que lui fermait le second Empire s'élevait [1] avec une éloquence passionnée contre « le mépris croissant de ce droit élémentaire que l'honneur et le bon sens public ont appelé la foi des traités ». — « Nous voyons, disait-il, se créer chaque jour sous nos yeux une jurisprudence féconde dont le rapide développement n'étonne pas ceux qui connaissent quelle force les faux principes empruntent et prêtent tour à tour aux passions qu'ils favorisent. Il y a peu d'années, on mettait encore à cette résiliation unilatérale des traités synallagmatiques quelques con-

[1] Voyez *La Diplomatie et les principes de la révolution française*, par M. le prince Albert DE BROGLIE, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er février 1868.

ditions qui en rendaient l'usage sinon plus légitime, au moins plus rare et moins périlleux. On voulait bien encore admettre que, pour qu'un État pût prétendre à répudier un traité signé par des représentants régulièrement accrédités, il fallait que dans son intérieur se fût opéré un de ces grands bouleversements d'institutions, de personnes et de choses qu'on appelle une révolution. Une révolution était une sommation d'huissier par laquelle une nation faisait savoir à qui de droit son intention de se mettre en faillite elle-même et de ne plus payer ses dettes. C'était là, ce me semble, une facilité assez large, mais la dernière mode du droit nouveau ne la trouve pas encore suffisante à son gré. La formalité d'une révolution est gênante et coûteuse à remplir. Un changement de ministère ou, mieux encore, un vote de Parlement donne moins d'embarras. Il n'en faut pas davantage désormais pour qu'une convention dont Dieu, l'honneur et la conscience ont été pris à témoin l'année passée puisse être foulée aux pieds l'année suivante. »

Eh bien! nous avons assez vécu, depuis le temps où une conscience honnête poussait ce cri d'alarme, pour voir l'étrange jurisprudence se produire sans même la formalité d'une révolution, d'un changement de ministère ou d'un vote de Parlement, pour l'entendre pro-

clamer par le ministre d'une monarchie régulière, absolue, par un chancelier russe. Il est vrai que les Italiens également eurent hâte alors de profiter des malheurs de la France pour rompre à leur tour un engagement solennel pris envers elle dans un acte public, qu'ils ont même devancé en 1870 le prince Gortchakof dans une voie bien connue d'eux; mais ce n'était point à un gouvernement né d'hier que le successeur du comte Nesselrode aurait dû précisément emprunter les procédés. Il y eut un jour où Alexandre Mikhaïlovitch reprocha à ce même gouvernement de *marcher avec la révolution pour en recueillir l'héritage*[1]. Depuis lors il a marché, lui aussi, avec la révolution, — avec une des révolutions les plus audacieuses, les plus violentes qui aient jamais renversé les trônes et bouleversé les royaumes; — il n'en a point recueilli l'héritage, il est vrai (elle n'est que trop en vie, comme on sait), il n'a accepté d'elle qu'un legs gracieux, une donation entre-vifs, un cadeau modique en somme et hors de proportion avec les services rendus, mais qui n'en était pas moins entaché de captation, et qui lésait le droit des tiers, le droit des nations.

Combien autrement considérables et glorieuses eus-

[1] Note au prince Gagarine à Turin, du 10 octobre 1860.

sent pu être les « conquêtes » d'Alexandre Mikhaïlovitch, si, en s'inspirant, dans le mois d'octobre 1870, de l'ambition légitime du peuple russe, le « ministre national » avait provoqué un concert européen pour amener la paix entre la France et l'Allemagne et régler les affaires si profondément troublées du continent! « Nous avons toujours été d'avis, écrivait M. de Beust dès le 10 septembre à Saint-Pétersbourg, que c'est à la Russie de prendre l'initiative. » Sa grande situation au dehors, sa sécurité à l'intérieur, ses bonnes relations avec le vainqueur, lui assignaient en effet une telle initiative, et certes ni l'Autriche, ni l'Italie, ni l'Angleterre n'eussent hésité à se ranger sous sa bannière. Point n'était besoin d'une intervention menaçante, ni même de cette neutralité armée que recommandait M. Disraeli[1] : la volonté fermement exprimée par toutes les Puissances du continent eût pleinement suffi. On eût pu limiter ainsi les pertes de la France, pourvoir surtout à ce que l'Allemagne reçût une organisation moins redoutable, plus en harmonie avec les aspirations et les occupations libérales de notre siècle, — les grands vassaux du nouvel empereur n'eussent pas manqué eux-mêmes d'y prêter leur concours ; — un désarmement

[1] Discours du 1er août dans la Chambre des communes.

général eût rendu au travail réparateur et fécond une génération bien cruellement éprouvée, et qui à l'heure qu'il est ne peut même faire son repos de sa stérilité. Et qui oserait douter qu'après de tels services la Russie n'eût obtenu de l'Europe reconnaissante l'abrogation de tel article onéreux du traité de 1856? Ce n'est pas la France certes qui eût pensé y mettre obstacle; ce n'est pas l'Autriche qui eût maintenu une clause qu'elle avait combattue dès l'origine et que, quatre ans auparavant, elle avait déjà solennellement déclaré n'être « qu'une question d'amour-propre » dont les intérêts les plus graves demandaient le sacrifice; quant à l'Angleterre, on sait bien que depuis un certain temps il y a des accommodements avec elle, ou plutôt que depuis un certain temps elle s'accommode de tout[1]. Combien un pareil bienfait procuré à l'humanité par un gouvernement monarchique, voire absolu, eût donné de force à la cause de l'ordre et de la conservation, de rajeunissement au principe monarchique! de quel prestige il eût entouré le peuple russe! quelle splendeur impérissable

[1] Le comte Granville, dans sa dépêche acerbe du 10 novembre 1870, s'empressait de reconnaître que l'Angleterre ne se serait pas refusée à examiner, d'accord avec les Puissances cosignataires, certaines modifications que l'on pouvait apporter au traité de 1856, « si seulement la Russie avait employé une autre forme ».

il eût attachée au nom d'Alexandre II! L'appel du destin était bien manifeste, le rôle aussi indiqué que facile : le successeur du comte Nesselrode s'y est dérobé. Ce ne fut qu'un péché d'omission, si l'on veut, mais du genre de ceux auxquels le sublime justicier Alighieri ne pardonnait guère quand ils étaient commis envers son idéal de *justitia et pax*. A pareil péché, il infligeait le nom de *il gran rifiuto*.

CHAPITRE X

DIX ANS D'ASSOCIATION.

Voyage en Russie de l'empereur Guillaume Ier au printemps de 1873. — Douze jours de fêtes à Saint-Pétersbourg. — Les deux chanceliers sur les bords de la Néva. — Jugement porté par les Russes sur l'association de dix ans. — Le pour et le contre. — Parole rasusrante de M. de Bismarck. — Graves appréhensions pour l'avenir.

Le 9 janvier 1873, Napoléon III s'éteignait tristement sur la terre d'exil à Chislehurst, et peu de temps après, le 27 mars, Guillaume Ier entrait dans la soixante-seizième année d'une vie à laquelle n'ont point certes manqué les faveurs les plus extraordinaires de la fortune. L'Allemagne célébrait la fête de son nouvel empereur avec des transports de joie d'autant plus bruyants et sincères, que le monarque avait attendu cet anniversaire pour ratifier une dernière convention avec le gouvernement de Versailles, convention qui assurait le payement anticipé du cinquième milliard de la rançon française, et le retour très-prochain des troupes d'occupation d'au delà des Vosges. Les grands comptes avec *l'ennemi héréditaire* ainsi définitivement réglés,

le vainqueur de Sedan songea de son côté à s'acquitter d'une petite dette de cœur : il résolut d'aller porter à l'empereur Alexandre II l'expression de sa vive gratitude pour le concours loyal qu'il lui avait prêté pendant une période mémorable d'épreuves et de combats. Longtemps prévu, tour à tour annoncé et différé, le voyage de Saint-Pétersbourg s'accomplit enfin à l'ouverture de la belle saison, et M. de Bismarck eut soin de préciser, dans la circonstance, la date aussi bien que le caractère de l'étroite association d'intérêts établie entre la Russie et la Prusse, et devenue si fatale à l'Occident. « La communauté de vues, — ainsi s'exprimait l'organe officiel de la chancellerie allemande [1], — qui fit l'alliance de la Prusse et de la Russie en 1863, lors de l'insurrection polonaise, fut le point de départ de cette politique actuelle des deux États, qui, à l'occasion des grands événements des dernières années, a affirmé sa puissance. Depuis l'attitude de la Russie dans la question du Slesvig-Holstein, jusqu'aux preuves importantes de sympathies données à l'Allemagne par l'empereur Alexandre durant la dernière guerre, tout a concouru à rendre cette alliance plus solide encore. »

[1] *Correspondance provinciale* du 1er mai 1873.

Par une sorte de fiction historique qui ne laisse pas de confondre quelque peu la raison, mais qu'une volonté souveraine sait imposer aux actes et jusqu'aux monuments publics de la Russie, la campagne de 1870 ne cesse d'être exaltée dans les sphères officielles de Saint-Pétersbourg comme la continuation de l'œuvre de 1814, comme l'épisode final de « cette grande époque où les armées réunies de la Russie et de la Prusse combattaient pour une cause sacrée qui leur était commune[1] ». Au Kremlin, dans la splendide salle consacrée par l'empereur Nicolas aux gloires militaires de la patrie, et qui est comme l'arc de l'Étoile de la sainte Russie, le touriste étranger est tout étonné de voir briller à l'heure qu'il est, en lettres d'or sur le marbre, les noms de Moltke, de Roon, et des autres capitaines de la Germanie qui se sont illustrés dans la dernière guerre contre la France[2]. Aussi le vainqueur

[1] Télégramme du tsar au roi Guillaume Ier du 9 décembre 1869. — Tout récemment, au dernier banquet de Saint-George, l'empereur Alexandre II disait encore : « Je suis heureux de pouvoir constater que l'alliance intime entre nos trois empires et nos trois armées, fondée par nos augustes prédécesseurs pour la défense de la même cause, existe intacte à l'heure qu'il est. » *Journal officiel de l'empire russe* du 12 décembre 1875.

[2] Comte Tarnowski, *Une visite à Moscou*, — *Revue de Cracovie*, novembre 1875.

de Sedan pouvait-il se faire l'illusion d'être toujours au milieu de ses sujets en traversant, en 1873, les vastes plaines moscovites : de la frontière jusqu'au golfe de Finlande, le voyage ne fut qu'une suite non interrompue de triomphes et d'ovations. A chaque gare où s'arrêtait le train impérial, attendait une garde d'honneur et retentissait l'hymne national allemand ; le Tsar vint à la rencontre de son auguste hôte à la station de Gatchina, et le 27 avril les deux souverains faisaient leur entrée dans la capitale de Pierre le Grand. Le ciel était triste et froid, et le soleil refusait d'éclairer « la ville aux rues humides et aux cœurs secs », comme l'a appelée un de ses poëtes ; mais l'industrie humaine avait fait son possible pour suppléer la nature et réparer du climat l'irréparable outrage. « Toutes les serres de la capitale, sans en excepter celles des jardins impériaux, dit un témoin oculaire [1], furent littéralement dévastées pour improviser autour des portes et des fenêtres un printemps qui, dans notre Nord attardé, n'arrive qu'avec l'été », et les riches tapis suspendus aux rebords ou étendus le long des édifices donnaient par endroits à la cité boréale l'aspect joyeux de la ville des lagunes...

[1] *Aus der Petersburger Gesellschaft.* Les autres descriptions sont empruntées au *Journal de Saint-Pétersbourg* et à l'*Invalide russe* de l'époque.

« La perspective Izmaïlovsky, la perspective Voznessensky, la grande Morskaïa, formaient une espèce d'allée continue de drapeaux aux couleurs russes, allemandes et prussiennes. Sur un grand nombre de balcons, on remarquait au milieu de la verdure et des fleurs les bustes des deux monarques couronnés de laurier. La façade du grand manége Préobrajensky était ornée d'un faisceau d'étendards entourant une croix colossale de cet ordre militaire de Saint-George dont Sa Majesté l'empereur Guillaume est le plus ancien chevalier et le seul grand-cordon. » La foule se pressait sur le passage des hôtes venus de Berlin; l'expansif prince de Bismarck et le taciturne comte de Moltke avaient surtout le don de fasciner les regards.

Pendant douze jours, ce fut une succession sans relâche de revues, de parades, de retraites, d'illuminations, de bals, de raouts, de banquets, de concerts et de représentations de gala. Parmi ces dernières, les chroniqueurs signalent les deux splendides ballets du *Roi Candaule* et de *Don Quichotte*. Le populaire eut aussi sa part dans les réjouissances, notamment le soir du 29 avril, lors du festival gigantesque de la place du Palais. Les deux souverains assistaient au concert monstre du balcon surmontant le perron du château. « A leur arrivée, cinq soleils électriques éclairèrent

tout à coup la place avec une telle intensité que l'on pouvait distinguer les traits de tous les assistants, et l'orchestre entonna l'hymne national prussien. Le nombre total des musiciens était de 1,550, plus 600 trompettes et 350 tambours. Après l'hymne retentit la *Marche du roi Frédéric-Guillaume III;* puis vint toute une série de marches militaires, la *Marche de Steinmetz,* la *Wacht am Rhein,* la *Marche de la garde de* 1808, au son de laquelle les régiments russes retournèrent à Saint-Pétersbourg après la campagne d'Eylau, et la *Marche de Paris,* qu'entendirent jadis les armées alliées lors de leur entrée triomphale dans la capitale de la France. La prière militaire : *Que Dieu est grand à Sion!* produisit, elle aussi, un effet immense. » On ne sait trop s'expliquer comment, au milieu d'une musique toute consacrée aux dieux Mars et Vulcain, put s'égarer la douce romance de Weber intitulée *l'Éloge des Larmes* (*Lob der Thränen*), à moins que ce ne fût là un hommage discret rendu à la sensibilité bien connue du vieux Hohenzollern, et dont maints discours, lettres ou télégrammes portent dans l'histoire la trace authentique. Ce caractère facilement impressionnable du souverain d'Allemagne ne se démentit point, tant s'en faut, à Saint-Pétersbourg; il éclata surtout au moment où les deux monarques se firent leurs adieux dans les

salons impériaux de la gare de Gatchina. Pour ne pas succomber à l'émotion, Guillaume Ier dut quitter brusquement le salon; « la tête inclinée, les traits contractés, il sortit à pas précipités et gagna le wagon *sans se retourner* ».

Du reste, si pendant ce séjour des hôtes prussiens sur les bords de la Néva tous les honneurs furent pour l'oncle du tsar, la curiosité du public, haletante et presque fiévreuse, se reportait de préférence, on s'en doute bien, sur le ministre extraordinaire dont l'uniforme de cuirassier blanc faisait partout ressortir encore la stature imposante, sur ce chancelier d'Allemagne qui, dans le court espace d'un lustre, a su fonder un empire sur la ruine de deux autres. On n'avait pas eu le temps d'oublier à Saint-Pétersbourg le diplomate frondeur qui, de 1859 à 1862, étonnait et amusait la société russe par ses médisances contre sa propre cour, par ses plaisanteries sur les « perruques de Potsdam » et les « Philistins de la Sprée », et à qui il arriva parfois de répéter alors le mot fameux de M. Prudhomme, le mot : *Si j'étais le gouvernement!...* quitte à en rire tout le premier. Il était le gouvernement à cette heure, il était même le maître de l'Europe, et son astre avait fait pâlir l'étoile d'un Habsbourg et d'un Napoléon! Le sujet prêtait à plus d'un rapproche-

ment saisissant, à mainte réminiscence piquante, et il y eut place aussi pour les remarques futiles, pour le *plerisque vana mirantibus* dont parle l'immortel historien en présence de tout changement prodigieux de fortune. En présence de l'homme aux cinq milliards, les grandes dames, au Palais-d'Hiver, se rappelaient certaine ambassadrice d'il y a dix ans, qui un jour déclarait hardiment ne pouvoir payer 40 roubles d'argent une primeur d'asperges, qui un autre jour avouait en toute candeur ne devoir ses nouvelles boucles d'oreilles en diamants qu'à l'échange d'une tabatière de prix, ancien cadeau du prince de Darmstadt [1]. L'ambassadrice, c'était la femme de M. de Bismarck, baron alors, prince aujourd'hui, bon prince avec tout cela et n'ayant rien perdu de son affabilité d'autrefois. Il était facile, enjoué, empressé comme du temps de sa mission en Russie ; il s'enquérait des amis, des connaissances, des gens petits ou grands qu'il y avait entrevus jadis, et semblait renouer des relations et des conversations interrompues seulement d'hier. L'homme d'État se dérobait entièrement pour ne laisser voir que l'homme de cour et l'homme du monde, et il n'est pas jusque dans ses rapports avec le prince Gortchakof, nous affirme un

[1] *Aus der Petersburger Gesellschaft,* t. II, p. 89.

observateur sagace, qu'il n'ait tenu à dépouiller le ministre étranger et à ne paraître que comme le compagnon, presque le compatriote. Il lui témoignait la déférence d'un ami affectueux envers son aîné, — d'un disciple envers le maître, disaient les flatteurs sans penser à mal, sans penser surtout au *discipulus supra magistrum* auquel Alexandre Mikhaïlovitch, bon latiniste lui, songeait peut-être.

Ils paraissaient ainsi souvent en public, aux nombreuses fêtes et réceptions, l'un à côté de l'autre, l'un dominant la foule de sa tête fortement burinée, l'autre bien reconnaissable aussi à ses traits en taille-douce, fins, spirituels, et quelque peu narquois. D'après cette ingénieuse étiquette de cour dont le bon Homère a donné le premier précepte en faisant échanger à Diomède et Glaucos leurs brillantes armures, le ministre russe portait les insignes de l'Aigle noire de Prusse et le ministre prussien les insignes de Saint-André de Russie, — et cette promiscuité de cordons rappelait involontairement la communauté des liens qui unissaient depuis si longtemps ces diplomates illustres. Phénomène assurément rare qu'une pareille entente si cordiale, si inaltérable, entre deux hommes d'État dirigeant deux différents empires, bien fait pour arrêter la pensée, et qui, pendant les pompeuses solennités de

Saint-Pétersbourg, ne cessait en effet de préoccuper les esprits réfléchis. Ils cherchaient en vain dans le passé l'exemple d'une harmonie d'action aussi constante et éclatante : certaines intimités politiques demeurées célèbres dans l'histoire, celles entre autres de Choiseul et Kaunitz, de Dubois et Stanhope, ou bien encore de Mazarin et Cromwell, ne furent un instant évoquées que pour être aussitôt reconnues des souvenirs trompeurs, des analogies seulement apparentes. Personne d'ailleurs ne méconnaissait l'influence considérable, décisive, que l'accord entre les deux chanceliers a eue sur les destinées récentes de l'Europe; personne non plus ne mettait en doute le parti prodigieux que M. de Bismarck a su tirer de cette conjoncture dans ses téméraires entreprises : les avis ne commençaient à différer qu'alors qu'il s'agissait d'établir les comptes de la Russie, de bien préciser les profits apportés à l'empire des Tsars par cette association de dix ans, les dix années les plus agitées qu'ait connues le continent depuis le jour de Waterloo.

Au sentiment des uns, tout était avantage et gain pour le peuple de Rourik, dans la situation créée par les faits immenses de Sadowa et de Sedan. Ils montraient l'humiliant traité de 1856 déchiré, l'Autriche punie de sa « trahison » lors de la guerre de Crimée,

la France déchue et amoindrie, l'Angleterre spectatrice résignée des progrès du général Kaufman à Bokhara, et la Russie recouvrant son prestige d'autrefois, savourant en toute quiétude la vengeance, ce plaisir des dieux et des grands favoris des dieux comme Alexandre Mikhaïlovitch. N'y a-t-il pas en effet, disait-on, une fortune merveilleuse, une unité imposante dans la carrière de ce ministre, qui, dès les conférences de Vienne, s'était juré de prendre la revanche de l'abaissement de sa patrie et qui a su si bien tenir son serment? N'y a-t-il pas comme une Némésis grandiose dans le châtiment successif de ces « alliés » superbes qui, en 1853, avaient pris la défense du Croissant contre la croix de Saint-André, qui, dix ans plus tard, avaient osé soulever la question de Pologne? A l'heure qu'il est, l'Autriche et la France rivalisent de procédés flatteurs, obséquieux, auprès du « barbare du Nord » tant décrié, l'Angleterre sollicite de lui un *modus vivendi* dans l'Asie centrale, et cette position enviable et glorieuse, la Russie l'a obtenue sans combat, sans sacrifices, rien qu'en *se recueillant*, en développant sa prospérité intérieure et en laissant seulement faire le voisin, un ami séculaire, éprouvé, et dont le dévouement ne s'est jamais démenti. Il n'est que juste que la Prusse ait récolté les fruits de sa valeur et de sa fidélité,

et les sentiments bien connus de l'empereur Guillaume envers le tsar, les liens de famille qui unissent depuis si longtemps les deux cours, enfin les destinées si distinctes en même temps que si conformes des deux États sont les gages certains d'une entente future, permanente et inébranlable. La Prusse n'a pas d'intérêt propre dans la question orientale, que de fois n'en a-t-elle fait la déclaration solennelle! Le jour où s'ouvrira la succession de l'Osmanli, le Hohenzollern saura prouver sa reconnaissance envers le Romanof. Les petites jalousies et les petites rivalités ont fait leur temps comme les petits États et les petits artifices d'influence et de balance des forces : l'avenir est à une politique rationnelle basée sur la nature des choses, la réalité de la géographie, l'homogénéité des races, et cette politique assigne à la Russie et à l'Allemagne leurs rôles respectifs et corollaires. Au point de vue des principes généraux, on ne peut que se féliciter que le sceptre de l'Occident ait échappé à une nation turbulente, volcanique, faisant de la propagande tantôt jacobine, tantôt ultramontaine, mais toujours révolutionnaire, pour passer aux mains d'un État bien ordonné, hiérarchique et discipliné s'il en fut. Enfin, et dernière considération, Sadowa et Sedan ont été des victoires protestantes sur les deux premières Puissances catho-

liques, et la lutte que vient d'engager M. de Bismarck contre la curie romaine n'est que la conséquence logique de ce grand fait d'histoire; or, sans même partager certaines idées bien répandues pourtant sur une fusion possible un jour des croyances protestante et orthodoxe, ce n'est pas à l'Église de Photius en tout cas de prendre ombrage du coup mortel porté au Vatican.

A de semblables apologies, auxquelles ne manquaient ni les arguments captieux ni les traits acérés, les dissidents opposaient des objections inspirées par un patriotisme également sincère, mais beaucoup moins optimiste. D'accord pour admirer la facilité et la promptitude avec lesquelles la Russie a su se relever de son désastre de Crimée, ils prétendaient seulement que ce grand résultat avait été obtenu bien avant l'avénement de M. de Bismarck, bien avant toute association avec lui, et que dès l'année 1860 l'empire de Rourik avait repris la grande position qui lui est due en Europe, alors que les souverains d'Autriche, de Prusse et tant de princes d'Allemagne étaient venus saluer le tsar à Varsovie, reconnaître sa suprématie morale, et que Napoléon III de son côté recherchait son amitié et acceptait son arbitrage. L'habileté extrême avec laquelle le prince Gortchakof a su user de la « cordialité française » pour le bien de la Russie, sans livrer aucun des intérêts essen-

tiels et sans rien compromettre des principes conservateurs et traditionnels de son gouvernement, demeurera toujours un de ses plus beaux titres à la reconnaissance de sa patrie, et il eût été à désirer qu'il eût gardé la même mesure, la même réserve plus tard dans cette intimité avec la Prusse qui, à l'occasion de l'insurrection polonaise, était venue remplacer l'ancienne entente avec les Tuileries. Le successeur de Nesselrode s'est exagéré sans contredit la portée et le danger des fameuses *remontrances* au sujet de la Pologne, ainsi que la nature des services, bien intéressés en somme, que lui rendit alors l'ami de Berlin; ce n'était pas là une raison dans tous les cas de bouder l'Europe après que l'incident fut vidé à l'avantage éclatant du gouvernement russe, de la bouder pendant de longues années, de ne plus vouloir d'autre alliée que la Prusse, et de s'en tenir, à l'égard de cette dernière Puissance, au système constant de laisser-aller, de laisser-faire et de laisser-prendre.

Ç'a été en général le profond malheur des quinze ou vingt dernières années, — pensaient ces patriotes éclairés, — que la rancune, la mauvaise humeur, aient joué un si grand rôle dans les graves affaires du monde : tristes sentiments à coup sûr, et dont le chancelier actuel d'Allemagne a seul su se préserver! C'est par

rancune de la conduite du cabinet de Saint-Pétersbourg dans la question italienne que l'Autriche avait pris sous sa protection les insurgés de la Pologne, c'est par mauvaise humeur contre l'Angleterre dans la question du congrès que Napoléon III avait abandonné la cause du Danemark, et Alexandre Mikhaïlovitch a cédé à de pareifs mobiles plus que tout autre, il a même été le premier à pratiquer cette « politique de dépit » avec ses griefs imaginaires contre l'Autriche dans la guerre d'Orient, comme il n'a pas été non plus le dernier à caresser certaine « politique de pourboire » avec sa *ligue des neutres*, qui a empêché tout concert des Puissances. Que d'opportunités heureuses pour le salut de l'Europe, pour la gloire de sa nation et la splendeur de son auguste maître, le chancelier russe n'a-t-il pas laissées échapper par amour de la Prusse : au printemps de 1867, alors que la France et l'Autriche lui offraient des concessions si larges en Orient; à l'automne de 1870, alors que l'Angleterre et l'Autriche le sollicitaient de prendre l'initiative dans l'œuvre de la paix! Que d'illusions aussi dans cette croyance, que le prince Gortchakof n'a rien sacrifié pendant ces dix années d'association avec son redoutable collègue! N'est-ce donc rien que ce port de Kiel, la clef de la Baltique, livré aux mains des Allemands? n'est-ce rien que le

démembrement de la monarchie danoise, la patrie de la tsarevna? n'est-ce rien que le vasselage de la reine Olga, le renversement et la spoliation de tant de familles régnantes alliées par le sang à la maison de Romanof, la perte de l'indépendance de ces États secondaires de tout temps si dévoués et si fidèles à la Russie? n'est-ce rien enfin que tout ce profond bouleversement de l'ancien équilibre européen, et l'agrandissement démesuré, gigantesque, d'une Puissance limitrophe?

« La grandeur est une chose relative, et un pays peut être diminué tout en restant le même lorsque de nouvelles forces s'accumulent autour de lui [1]. » Ce mot qu'entendit Napoléon III au lendemain de Sadowa, la Russie peut bien se l'appliquer, elle aussi, depuis le jour de Sedan, car personne assurément ne voudra prétendre que l'abolition de l'article 2 du traité de Paris soit l'équivalent des forces accumulées par la Prusse au centre de l'Europe. Dira-t-on que les récentes conquêtes dans l'Asie centrale constituent la compensation? Conquêtes d'un mérite douteux pour le moins : elles ne font qu'éveiller les méfiances de l'Angleterre, et à un moment donné elles pourront devenir d'un embarras très-grave pour l'empire. Au moment d'une grande

[1] Note confidentielle de M. Magne, 20 juillet 1866. — *Papiers et correspondance de la famille impériale,* I, p. 241.

conflagration européenne en effet, force sera ou d'abandonner ces contrées lointaines impatientes de leur joug, ou d'y doubler ou tripler l'armée d'occupation et s'affaiblir d'autant du côté de l'Occident, sur le point décisif de l'action. Quant aux *espérances* en Orient, elles sont bien aléatoires, comme toute spéculation d'héritage : le *malade* a tant de fois déjà trompé l'attente de ses médecins, on n'est plus à compter les crises mortelles qui devaient l'emporter, et peut-être n'est-ce point précisément à la Russie de se plaindre de ce prolongement d'agonie. C'est là encore une question en effet si la Russie est ores et déjà en état de se charger de la succession, si elle est suffisamment outillée pour un si vaste établissement, si elle a en un mot toutes les forces militaires et financières, ainsi que tout le personnel administratif indispensables pour utilement occuper des domaines aussi divers qu'étendus. On ne prend pas possession de provinces européennes comme de telles contrées le long de l'Amour et du Syr-Daria; on risque de trouver plus d'une Pologne ingouvernable parmi ces peuples du Danube et du Balkan, et l'unité de la loi, l'uniformité du *svod*, ne sera pas si facile à établir dans des pays où florissaient côte à côte les institutions les plus disparates, depuis le régime du

cimeterre jusqu'au régime parlementaire. La transformation de la Turquie ne transformera-t-elle pas au surplus le peuple moscovite à son tour, et l'histoire ne tiendra-t-elle pas à répéter à cette occasion la grande et pathétique leçon de *Græcia capta?* La Russie sera-t-elle encore la Russie le jour où elle dominera la péninsule orientale, et un empire baigné par les flots azurés du Bosphore pourra-t-il conserver sa capitale sur les bords glacés de la Finlande? Graves et obscurs problèmes devant lesquels il est permis de s'arrêter, de concevoir des appréhensions et des doutes. Ce qui n'est pas douteux par contre, c'est qu'à l'heure du destin la Prusse posera ses conditions et stipulera ses compensations. Ce n'est pas une dette de reconnaissance dont elle songera à s'acquitter alors, c'est un nouveau marché qu'elle entendra établir. Mettra-t-elle pour prix de son consentement la Hollande, le Jutland ou les territoires allemands de l'Autriche? la frontière de la Vistule ou les provinces de la Baltique?

Qui sait d'ailleurs si ce drame prolongé de la décadence turque n'est pas encore destiné à recevoir un dénoûment peu ou point entrevu jusque-là, bien original pourtant et rien moins qu'illogique? Ce n'est pas d'aujourd'hui que les publicistes et les patriotes de Berlin parlent de la mission de l'Autriche dans les pays

Austrya ze stolicą w Konstantynopolu

du Danube et du Bosphore, qu'ils la disent appelée par la Providence à fortifier dans ces contrées les intérêts tudesques, à y « porter la culture allemande ». Depuis le grand jour de Sedan surtout, les exhortations, les sommations ne manquent pas à cette Puissance « de chercher son centre de gravité ailleurs qu'à Vienne », de justifier enfin son nom séculaire de *Ost-reich* et de devenir un empire de l'Est dans le sens véritable du mot. Une monarchie constamment menacée de la perte prochaine de ses possessions germaniques sur la Leitha pourra bien à la longue être amenée à tenter l'aventure, alors surtout qu'on prendra le soin de lui présenter cette aventure comme une nécessité et comme une vertu ; un État qui n'a jamais été fortement centralisé, et qui a toujours oscillé entre le dualisme et un système fédéral plus ou moins défini, aura même grande chance d'apparaître à l'Europe comme le cadre le plus propre pour cette bigarrure de races, de religions et d'institutions qui s'étend des Portes-de-Fer jusqu'à la Corne-d'Or. Un *empire de l'Est* aux traditions et aux influences germaniques sur le Bosphore, plus au sud un royaume de Grèce agrandi de la Thessalie et de l'Épire, enfin au nord une Allemagne complétée dans son unité par les provinces cisleithanes, — il y aura là de quoi contenter bien du monde, sans en excepter l'Angleterre. C'est,

on l'avouera, une solution comme une autre de la redoutable question ottomane, et toute hypothèse, toute fantaisie a le droit de se produire dès que l'on touche à ce monde fantastique de l'Orient, et à ce monde non moins mystérieux et terrible que porte dans sa tête le grand solitaire de Varzin...

Ce qui, dans tous les cas, n'est point du domaine de l'hypothèse et de la fantaisie, ce qui malheureusement n'est qu'une réalité trop évidente et palpable, c'est qu'à la place de cette « combinaison purement et exclusivement défensive », comme le prince Gortchakof avait un jour si justement appelé l'ancien *Bund*, — à la place d'une ligue d'États pacifiques, tous amis obligés de la Russie et lui formant comme une suite continue de remparts, — l'empire d'Alexandre II voit maintenant en face de lui, pesamment couchée tout le long de sa frontière, une Puissance formidable, la Puissance la plus forte du continent, ambitieuse, avide, entreprenante et ayant désormais la mission inéluctable de défendre contre lui ce qu'on est convenu d'appeler les *intérêts de l'Occident*. Il n'est pas jusqu'à la question polonaise que cette Puissance ne pourrait soulever, le cas échéant, au gré de ses besoins, et tout autrement que ne l'avaient fait les cabinets de Paris et de Londres : la thèse d'un tel « coup au cœur » n'a-t-elle pas été très-chaleureu-

sement soutenue en 1871 par certains hommes d'État hongrois fort avant dans les confidences du ministre prussien? La conduite du gouvernement de Berlin lors de la dernière insurrection de Varsovie ne préjudicie en rien l'avenir : les discours passionnés de M. de Bismarck en 1849 contre la révolte des Magyars ne l'ont point empêché d'armer bien des années plus tard les légions du général Klapka. On ne niera pas du moins les visées prussiennes en 1863 sur la rive gauche de la Vistule, « la frontière naturelle »; à l'heure qu'il est encore, les amis de Berlin n'insinuent-ils pas par moments que ce serait là peut-être le moyen le plus efficace d'en finir avec l'esprit du polonisme? On ne parle pas des provinces de la Baltique, comme avant Sadowa on répudiait toute pensée de vouloir jamais franchir le Mein; mais l'effervescence tudesque de la Courlande et de la Livonie va en croissant, et à quels douloureux sacrifices le Hohenzollern ne sait-il pas se résigner alors qu'il croit entendre la voix d'en haut, la voix des « frères allemands »? Certes on aurait fait frémir le prince-régent en 1858, si on lui avait parlé alors d'une guerre contre un Habsbourg et d'un compagnon d'armes du nom de Garibaldi; il a fini cependant par accepter la dure nécessité, et il a donné le signal d'une lutte fratricide, la douleur dans l'âme

et les larmes aux yeux. N'est-il point puéril du reste de mesurer les destinées des nations par la vie plus ou moins longue de tel ou tel souverain? Il peut venir en Allemagne un empereur qui n'ait ni l'affection ni le souvenir d'Alexandre II, il peut s'élever « un Pharaon qui ne connut point Joseph », pour parler avec les saintes Écritures, et puis il y a quelque chose de plus fort au monde que Tsar et Empereur : la nécessité de l'histoire, la fatalité de la race...

Race redoutable que celle de ces vainqueurs de Sadowa et de Sedan, et dont l'esprit envahisseur et conquérant dès l'origine a su survivre à toutes les transformations et s'accommoder de tous les déguisements! Humbles à la fois et présomptueux, sobres et prolifiques, expansifs et tenaces, pratiquant avec persistance leur ancien proverbe : *ubi bene, ibi patria,* et gardant néanmoins toujours un âpre attachement à la *mère patrie,* les Allemands s'infiltrent en tout pays, pénètrent dans toutes les régions, ne dédaignent aucun coin de la terre habitable. Ils ont leurs familiers et consanguins sur tous les trônes et dans tous les comptoirs du monde; ils peuplent les centres industriels de l'Europe et les solitudes du *far-west;* ils décident les élections présidentielles dans les États-Unis, ils fournissent le contingent le plus fort du haut personnel ad-

ministratif dans l'empire des tsars, et le souvenir est encore récent de cette statistique de l'armée russe qui, sur cent officiers supérieurs, en relevait 80 d'origine germanique [1]. Tel apparaissait déjà l'Allemand avant les grands coups de fortune de 1866 et de 1870, avant l'ère de *fer et de sang*, avant que M. de Bismarck ne lui eût révélé le secret de sa force, ne lui eût dit le mot magique : *tu regere imperio populos!* Faut-il rappeler maintenant la haine que les Germains ont de tout temps portée au nom slave, l'extermination à laquelle ils l'ont jadis voué sur l'Elbe et l'Oder, et la pensée ne recule-t-elle pas épouvantée devant un nouveau choc de deux races, aujourd'hui plus que jamais probable? Il est de mise, il est vrai, de traiter toutes ces appréhensions de rêves d'écoliers, de songes creux de littérateurs et de professeurs; mais les importants, les hommes sérieux, les augures et les aruspices de la politique ont-ils de nos jours traité autrement maint problème formidable? n'ont-ils pas tenu le même

[1] C'est le *Golos* qui, il y a quelques années, dressait cette statistique curieuse, dont l'effet fut profond dans le temps. — Le nom de Kozlof eut un moment de célébrité en Russie : en l'entendant prononcer à la suite d'une longue énumération de noms purement tudesques, lors d'une présentation des officiers d'un grand corps d'armée, le tsarévitch s'était écrié : « Enfin! Dieu merci. » Fr. J. Célestin, *Russland seit Aufhebung der Leibeigenschaft*, Laibach, 1875, p. 334.

langage au sujet de la question du Slesvig-Holstein et des prétentions allemandes sur l'Alsace, à l'égard de l'unité de l'Italie et des programmes du *National-Verein?* Ce serait un curieux chapitre de l'histoire contemporaine à écrire que celui de *Diplomates et professeurs,* et qui pourrait bien démontrer que de ces deux corps respectables, le plus pédant et le plus idéologue n'est pas précisément celui qu'un vain peuple pense.

N'y a-t-il pas, — poursuivaient les mêmes personnes, plus soucieuses des intérêts du présent et de l'avenir que des réminiscences intempestives du passé, — n'y a-t-il pas force idéologie par exemple dans la manière d'assimiler les deux époques de 1814 et de 1870, et de saluer dans le feld-maréchal de Moltke le continuateur de l'œuvre de Koutouzof? Lors de la guerre mémorable dont l'incendie de Moscou avait donné le signal héroïque, c'était toute l'Europe qui se levait contre un maître insolent, et apportait la délivrance à des États foulés et broyés par une domination universelle. En fut-il de même dans la dernière conflagration, et ne pourrait-on pas dire plutôt que c'était la France, au contraire, qui combattait à ce moment pour l'équilibre du monde et l'indépendance des royaumes, en essayant de réparer par un effort tardif

et mal conçu une série d'erreurs coupables, mais dont elle n'était pas la seule à souffrir? Différentes dans leurs mobiles, les deux époques ne se ressemblent guère non plus quant aux voies et moyens. C'est « une guerre à coups de révolutions » que le ministre prussien avait de bonne heure annoncée à M. Benedetti, et il a tenu parole; il eut des égards, des atténuations, des *compréhensions* pour la Commune difficiles à justifier; à l'heure qu'il est, il protége ouvertement le régime républicain en France contre tout essai de restauration, sacrifiant ainsi le principe monarchique et les considérations les plus élevées d'ordre européen à un calcul purement égoïste et vindicatif. Ce n'était pas là l'esprit qui animait jadis les alliés de 1814; le magnanime Alexandre Ier surtout comprenait autrement les devoirs des souverains et la solidarité des intérêts conservateurs. Et quel jugement sévère l'empereur Nicolas n'eût-il pas porté, lui, sur tout l'ensemble de la politique de Berlin, sur cette régénération de l'Allemagne, qui n'a cessé d'être la révolution par en haut, depuis l'exécution fédérale dans le Holstein jusqu'à l'arrêt des syndics de la Couronne, depuis la destruction du *Bund* jusqu'au renversement de la dynastie des Guelfes, depuis la formation des légions hongroises et les relations nouées avec Maz-

zini jusqu'au *Kulturkampf* contre l'Église catholique!

Que l'on ne s'y trompe pas en effet, disait-on encore, c'est la révolution seule qui trouve son profit à la guerre faite aujourd'hui en Allemagne au catholicisme, et bien grande, bien naïve est l'illusion de ceux qui se flattent de voir les idées protestantes ou orthodoxes, l'esprit religieux en général, bénéficier des pertes qu'y ferait la papauté. Il suffit de jeter un regard sur les gros bataillons du *Kulturkampf* pour reconnaître leur dieu; ils portent sur leurs bannières bien clairement le signe au nom duquel ils entendent vaincre. Sont-ce les protestants sincères, les *évangéliques* pour lesquels l'Évangile est une vérité, qui montent les premiers à l'assaut ou qui seulement le suivent de leurs vœux et de leurs prières? Non assurément; tous ceux qui de la Réforme ont encore gardé non point le vain nom, mais la forte doctrine, répudient ouvertement cette lutte et en gémissent dans leur âme. Ils ont le sentiment juste que dans notre époque si bouleversée, si profondément travaillée par le génie de la négation, les intérêts religieux sont solidaires entre eux tout aussi bien que les intérêts conservateurs. Les ardents au combat, les zélateurs « remplis de l'esprit divin » sont précisément ceux qui n'admettent ni divinité ni

esprit, qui n'ont d'autre religion positive que le positivisme, et ce n'est pas en eux certes que voudrait reconnaître ses enfants Luther ressuscité. Le grand adversaire de Rome au seizième siècle tenait à la révélation, il tenait à sa Bible, à son dogme de la grâce : ne sont-ce pas là toutes choses bien « perruques » et bien risibles aux yeux des disciples de Strauss et de Darwin? L'apôtre de Wittemberg croyait à la justification par la foi; les apôtres de Berlin ne croient qu'à la justification par le succès.

C'est une chose grave, — concluaient enfin ces hommes alarmés dans leur patriotisme et dans leurs sentiments conservateurs, — une chose extrêmement périlleuse pour un grand État que d'abandonner, dans ses relations avec les Puissances, certaines maximes établies, certaines règles de conduite éprouvées par une longue expérience, devenues en quelque sorte des *arcana imperii*, et Napoléon III vient de payer bien chèrement une pareille rupture avec les anciennes traditions dans la politique extérieure de la France. La Russie avait également, par rapport à l'Europe, des traditions consacrées et qui ont fait la grandeur et la force des règnes précédents; sous ces règnes, on était jaloux de défendre la liberté de la Baltique, on veillait au maintien de l'équilibre des forces entre l'Autriche

et la Prusse, on appréciait l'amitié et le dévouement des États secondaires de l'Allemagne, et l'on faisait respecter partout le principe monarchique en face de la révolution. Puisse la Russie n'avoir jamais à se repentir de s'être détournée des voies creusées pendant un siècle par le char triomphal de Pierre le Grand, de Catherine II, d'Alexandre Ier et de Nicolas!

Ainsi parlaient les esprits indépendants sur les bords de la Néva, pendant que le monde officiel y déployait toutes les magnificences polaires en l'honneur de Guillaume le Conquérant : ils ne faisaient du reste que prêter un langage raisonné et saisissant à un sentiment vague, mais intense et profond, qui agitait l'âme même de la Russie. Avec cette habitude d'obéissance et de discipline qu'on peut souvent taxer d'instinct servile, mais qui chez ce peuple est parfois aussi un grand et admirable instinct patriotique, les enfants de Rourik se gardèrent bien de contrarier le gouvernement dans la brillante réception qu'il faisait au Prussien; ils se bornèrent à rester témoins impassibles d'un spectacle qui ne parlait point à leur sens intime. La presse se montra sobre de descriptions, plus sobre encore de réflexions pendant ces jours de fêtes et de festivals : les officieux de Berlin ne lui firent d'autre éloge que d'avoir gardé un ton *convenable*. Tel fut aussi le ton de la société

russe prise dans son ensemble; les belles *perspectives* de la résidence faisaient image au moral comme au physique : des fleurs de serres chaudes au premier plan, et pour fond de tableau la glace! Les hôtes ne furent pas les derniers à s'apercevoir du contraste : avec les parfums exquis des plantes exotiques, il leur arrivait d'aspirer de temps en temps l'air vif du pays, l'âpre brise du nord, et il n'est pas jusqu'à M. de Bismarck lui-même qui ne parût se ressentir de l'atmosphère ambiante. On lui trouva plus de vivacité et d'enjouement que d'élan et de chaleur; sa parole gardait une mesure qui ne lui était pas ordinaire, et semblait éviter à dessein tout éclat et tout éclair. Chose curieuse, pendant ce séjour de deux semaines dans la capitale de la Russie, l'ancien diplomate frondeur n'a laissé échapper aucune de ces saillies, de ces boutades dont il est généralement si prodigue, aucune de ces indiscrétions étourdissantes qui sont à la fois l'amusement et l'effroi des salons et des chancelleries. On ne recueillit qu'un mot à sensation tombé de ces lèvres qui si souvent ont prononcé l'arrêt du destin, le mot « qu'il ne pouvait même admettre la pensée d'être jamais hostile à la Russie ». La déclaration parut explicite et rassurante et comme une réponse discrète aux appréhensions qui n'osaient point se faire jour. Les âmes incrédules ou

chagrines ne purent pourtant pas s'empêcher d'observer qu'il y avait seulement dix ans, une telle assurance donnée à l'empire des tsars par un ministre de la Prusse eût paru bien superflue, eût même provoqué des sourires...

Ici finit la tâche qu'on s'était imposée en entreprenant cette étude. La rencontre des deux chanceliers dans la capitale de Pierre le Grand au printemps de 1873 fut comme l'épilogue d'une action commune qui a duré dix ans et qui a tant contribué à changer la face du monde. Depuis cette époque, l'Europe n'a plus connu de tempête, bien que des nuages parfois menaçants et grondants n'aient cessé de traverser son horizon toujours obscurci. Il y eut même des lueurs et comme des indices que l'ancien et fatal accord entre les cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg n'était plus aussi absolu que par le passé, qu'il admettait certaines intermittences ou du moins certaines divergences d'opinions et d'appréciations. C'est ainsi que le gouvernement du tsar s'était refusé à suivre le chancelier d'Allemagne dans sa campagne espagnole, dans sa fiévreuse adhésion à la présidence du maréchal Serrano, et il ne paraît pas douteux que l'intervention personnelle de l'empereur

Alexandre II, fortement appuyé par l'Angleterre, n'ait, l'an passé, détourné de la France une agression inique et une effroyable calamité. Depuis cette époque aussi, l'adjonction de l'Autriche à la politique officielle des deux États du nord est venue, on ne saurait trop dire, compléter ou compliquer une association à laquelle il devient difficile de découvrir des intérêts communs quelconques et qui, jusqu'à ce jour du moins, n'a trouvé son harmonie que dans le silence. L'avenir seul pourra dévoiler la portée et la vertu de cette alliance des trois empires tant prônée et aussi mal connue que mal conçue peut-être; mais on ne se trompera guère en supposant dès aujourd'hui que, dans ce ménage double et trouble, c'est M. de Bismarck qui peut s'estimer le plus heureux des trois.

Alexandre II, fortement appuyé par l'Angleterre, n'a it, l'an passé, détourné de la France une agression unique et une effroyable calamité. Depuis cette époque aussi, l'adjonction de l'Autriche à la politique officielle des deux États du nord est venue, on ne saurait trop dire, compléter ou compliquer une association à laquelle il devient difficile de découvrir des intérêts communs quelconques et qui, jusqu'à ce jour du moins, n'a trouvé son harmonie que dans le silence. L'avenir seul pourra dévoiler la portée et la vertu de cette alliance des trois empires tant prônée et aussi mal connue que mal conçue peut-être ; mais on ne se trompera guère en supposant dès aujourd'hui que, dans ce ménage double et trouble, c'est M. de Bismarck qui peut s'estimer le plus heureux des trois.

APPENDICE

APPENDICE

Les diverses parties de ce volume ont paru successivement dans la *Revue des Deux Mondes* de l'année 1875. A la suite de la publication du chapitre intitulé *l'Éclipse de l'Europe*, on lisait dans la livraison du 1er octobre de la même *Revue* :

« M. Benedetti nous adresse la lettre suivante :

Paris, le 24 septembre 1875.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Vous avez publié, dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes*, un article de M. Klaczko qui m'oblige de vous demander une courte rectification. Je ne saurais assurément contester à personne le droit d'apprécier les événements dont cet écrivain a entrepris l'histoire anecdotique et de juger comme on l'entend la part que j'y ai prise; j'appelle au contraire de tous mes vœux, dans mon intérêt personnel autant que dans celui du gouvernement que j'ai eu l'honneur de servir, l'examen et la discussion;

pour lui comme pour moi, je n'ai qu'à me louer de la lumière qui déjà en a jailli, et des erreurs qui ont été dissipées; mais la discussion n'est sérieuse et utile que si elle est loyale, et elle n'est loyale qu'à la condition de tenir compte des faits constants et indéniables.

Or voici ce que je lis dans l'article de M. Klaczko : « Certes l'ambassadeur de France près la cour de Berlin eut, dans cette année 1866, une situation bien difficile et pénible, nous allions presque dire pathétique. Il avait travaillé avec *ardeur,* avec *passion* à amener ce *connubio* de l'Italie et de la Prusse qui lui semblait être une bonne fortune immense pour la politique impériale, une victoire éclatante remportée sur l'ancien ordre des choses au profit du « droit nouveau » et des idées napoléoniennes. Dans la crainte très-fondée d'ailleurs de voir cette œuvre avorter et la Prusse reculer, si on lui parlait de compensations éventuelles et d'engagements préventifs, il n'avait *cessé de dissuader* son gouvernement de toute tentative de ce genre..... » (Page 445). Déjà à la page 442 et en note, M. Klaczko avait dit : « M. Drouyn de Lhuys, qui avait déjà obtenu de l'Autriche la cession, en tout état de cause, de la Vénétie, insistait en ce moment plus que jamais pour qu'on prît également d'avance des sûretés avec la Prusse, « la plus redoutable, la plus habile des parties ». M. Benedetti *ne cessait de dissuader* d'une pareille démarche dans la crainte que la Prusse ne renonçât en ce cas à tout projet de guerre contre l'Autriche... »

Or ces allégations n'ont aucun sens ou elles signifient que j'ai été le véritable inspirateur, sinon le négociateur, à l'insu de mon gouvernement, du traité d'alliance conclu en 1866 entre la Prusse et l'Italie; que j'ai en outre dé-

tourné, par des efforts incessants, M. Drouyn de Lhuys de l'intention d'exiger du cabinet de Berlin, avant la guerre faite à l'Autriche, les gages éventuellement nécessaires à la sécurité de la France.

M. Klaczko ne corrobore ces affirmations ni de la citation d'un fait connu, ni de l'extrait d'un document officiel; il n'en fournit la preuve à aucun degré ni en aucune façon.

En ce qui concerne le traité prusso-italien, il savait cependant, puisqu'il cite à tout moment la publication que j'ai faite en 1871 sous le titre : *Ma Mission en Prusse*, que je répudiais toute participation à cet acte; il savait que j'avais la prétention de l'avoir démontré, et il ne saurait suffire de me contredire; il faut en pareil cas faire la preuve contraire, établir que, loin d'être resté étranger, comme je l'ai soutenu, à l'accord intervenu entre la Prusse et l'Italie, j'en avais été le principal instigateur.

Il m'importe que les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* soient édifiés; ils connaissent l'article de M. Klaczko, il est juste de placer sous leurs yeux quelques mots seulement des dépêches que j'ai publiées.

« ... On annonce, écrivais-je le 14 mars 1866, la prochaine arrivée d'un officier général italien, le général Govone, qui viendrait à Berlin chargé d'une mission importante; cette nouvelle... a causé une certaine émotion. Si elle se confirmait, on ne manquerait pas de croire que la Prusse et l'Italie négocient un traité d'alliance... »

Le surlendemain j'ajoutais : « M. le général Govone est arrivé avant-hier à Berlin. Suivant M. le comte de Bismarck et M. le ministre d'Italie, il serait chargé d'une mission militaire, et son voyage aurait uniquement pour objet

d'étudier les perfectionnements apportés aux armes de guerre. »

Deux jours plus tard, j'étais en mesure de renseigner exactement mon gouvernement, et je lui disais : « Je vous ai écrit, en vous annonçant l'arrivée du général Govone, que, suivant M. de Bismarck et le ministre d'Italie, cet envoyé du cabinet de Florence était uniquement chargé d'étudier l'état militaire de la Prusse. Oubliant sans doute ce qu'il m'avait dit dans ce sens, M. de Bismarck m'a appris hier que le général Govone était autorisé à entrer en arrangements avec le gouvernement prussien. Les communications qu'il a faites au président du conseil portent en substance..... » En terminant cette dépêche, j'ajoutais : « La légation d'Italie observe avec moi une réserve absolue. Je ne sais si je dois le regretter. Les confidences de M. de Bismarck, que je ne puis cependant décliner, me placent déjà dans une situation suffisamment délicate... »

Enfin le 27 mars, quand déjà les plénipotentiaires avaient tenu plusieurs conférences, je mandais à M. Drouyn de Lhuys : « ..... M. de Bismarck m'a entretenu de ses pourparlers avec le général Govone et le ministre d'Italie... et je suis d'autant mieux en état de vous en rendre compte que M. de Barral, ministre d'Italie, *s'est* ENFIN *décidé de son côté à ne pas me cacher entièrement ses démarches et les intentions de son gouvernement....* »

De deux choses l'une, ou M. Klazcko admet que ma correspondance était sincère, ou bien il suppose qu'elle était rédigée dans le dessein de dissimuler ma conduite et la part que je prenais clandestinement à la négociation. Dans le premier cas, personne ne concevra comment il

peut prétendre que j'ai travaillé *avec ardeur et avec passion à amener ce* connubio *de l'Italie et de la Prusse.* Dans la seconde hypothèse, les choses changent de caractère, et j'attendrai que M. Klaczko se soit expliqué pour lui en exprimer mon sentiment.

Pour le moment, j'invoquerai le seul témoignage que personne ne puisse suspecter, celui du plénipotentiaire italien. La correspondance du général Govone a été publiée après sa mort, et postérieurement à *Ma Mission en Prusse,* par les soins du général La Marmora, qui n'en a rien omis. Dans cette correspondance, où tout est raconté en détail, mon nom est cité deux fois, la première, dans un télégramme du 28 mars, douze jours après l'arrivée du plénipotentiaire italien à Berlin, et voici ce qu'il dit à mon sujet : « Je crois devoir vous prévenir que le président (M. de Bismarck) tient exactement au courant M. Benedetti. »

Dans la lettre où mon nom figure pour la seconde et dernière fois, datée du 6 avril, l'avant-veille de la signature du traité (les dates sont précieuses, et il convient de les retenir), le général Govone rend compte d'une visite qu'il m'a faite, la première depuis son arrivée à Berlin, et que lui ai-je dit au sujet de ses négociations? Je cite textuellement : « Hier, après ma visite à M. de Bismarck, je vis M. Benedetti; il pensait qu'il était préférable pour nous de ne signer aucun traité, mais seulement d'avoir un projet tout discuté et prêt à signer quand la mobilisation de la Prusse serait achevée... »

Ces deux extraits, monsieur le directeur, autorisent-ils à croire que j'ai été le confident et le conseiller de l'envoyé italien? Ne confirment-ils pas au contraire de point

en point la sincérité de ma correspondance? Où M. Klaczko a-t-il cherché, où a-t-il vu que j'ai travaillé à l'accord de l'Italie et de la Prusse? N'aurait-il pas dû le dire avant de produire une si grave affirmation? Est-ce qu'il songerait à me reprocher de m'être employé à savoir ce qui se passait et d'en avoir exactement instruit mon gouvernement?

Quant à l'assertion de M. Klaczko, deux fois répétée dans son article, que je n'ai cessé, avant la guerre, de dissuader M. Drouyn de Lhuys de parler à Berlin de compensations éventuelles et d'engagements préventifs, de crainte de voir la Prusse renoncer à la lutte avec l'Autriche, j'y répondrai par l'extrait suivant d'une lettre que M. Drouyn de Lhuys lui-même m'a adressée le 31 mars pendant la négociation ouverte entre les deux cabinets de Berlin et de Florence :

« J'ai lu avec plaisir, me disait-il, les lettres particulières que vous m'avez adressées dans le courant de ce mois. Je vous en exprime tous mes remercîments. Si je les ai reçues sans y répondre immédiatement, c'est que je n'avais rien à modifier *aux instructions* que je vous ai tracées à différentes reprises. Nous sommes toujours dans les mêmes dispositions. Tout en reconnaissant la gravité de la nouvelle crise à laquelle nous assistons, nous ne voyons point dans le différend, tel qu'il se présente aujourd'hui, de motif suffisant pour nous départir de notre attitude de neutralité. Nous nous en sommes expliqués en toute franchise avec la cour de Prusse. Lorsque nous avons été interrogés par le cabinet de Vienne, nous lui avons déclaré fermement que nous voulions rester neutres, bien qu'il nous eût fait observer que notre neutralité était plus favorable pour la Prusse que pour l'Autriche. *Nous atten-*

dons donc le conflit armé, s'il doit éclater, dans l'attitude où nous sommes actuellement. Le Roi lui-même a bien voulu reconnaître avec vous que les circonstances présentes n'offraient point les bases de l'accord que Sa Majesté désire. La marche des événements, la nature et la portée des intérêts qui se trouveront engagés, et l'extension que prendra la guerre aussi bien que les questions qu'elle soulèvera, détermineront *alors* les éléments de l'entente qui pourra intervenir entre la Prusse et nous... »

Dans cette même lettre qu'on peut lire en entier à la page 77 de *Ma Mission en Prusse,* M. Drouyn de Lhuys voulait bien, en outre, m'indiquer les considérations qui nous obligeaient d'observer une attitude réservée devant les efforts faits par la Prusse et par l'Italie pour se concerter, et il ajoutait en terminant : « ... Voilà toute la vérité sur notre manière de voir. J'approuve d'ailleurs complétement votre attitude et votre langage, et je vous saurai beaucoup de gré de continuer à me tenir aussi bien informé de tous les détails de cette crise. »

Est-ce en ces termes que M. Drouyn de Lhuys m'aurait accusé réception de ma correspondance, si elle avait eu pour objet de le détourner de tout projet d'entrer en arrangements éventuels avec la Prusse, s'il avait existé entre le ministre et l'ambassadeur le dissentiment dont M. Klaczko veut faire peser sur moi toute la responsabilité? Je n'insiste pas davantage, laissant à la pénétration de vos lecteurs le soin de voir plus clairement les choses; je vous ferai seulement remarquer que, si M. Klaczko, comme je dois le supposer, a pris connaissance de cette lettre avant d'écrire son article, il devient impossible d'en expliquer les erreurs.

J'ai le regret de dire d'ailleurs qu'il me faudrait reprendre presque tout son travail, si je voulais en redresser les parties défectueuses; mais je n'entends pas abuser de mon droit de réplique et je n'irai pas plus loin. Je rectifierai cependant une autre erreur à cause de son importance particulière.

Répondant à une interpellation télégraphique de M. Drouyn de Lhuys, je lui écrivais le 8 juin 1866 que personne en Prusse, depuis le Roi jusqu'au plus humble de ses sujets, et à l'exception de M. de Bismarck, ne consentirait, selon moi, à nous abandonner une part quelconque du territoire allemand sur le Rhin. Après avoir cité un extrait de ma dépêche, M. Klaczko ajoute : « ... Et c'est le même diplomate qui avait de telle manière apprécié la situation avant la campagne de Bohême, c'est ce même ambassadeur *qui maintenant prit sur lui* de présenter à M. de Bismarck les demandes du cabinet des Tuileries, qui alla jusqu'à lui soumettre, le 5 août, un projet de traité secret impliquant l'abandon à la France de toute la rive gauche du Rhin sans en excepter la grande forteresse de Mayence! »

M. Klaczko se trompe, je n'ai pas pris sur moi de faire cette communication, et son allégation, dépourvue d'ailleurs de toute preuve, m'étonne d'autant plus qu'il a pu voir dans *Ma Mission en Prusse* que les choses ne se sont nullement passées de la sorte, que j'ai au contraire, en signalant les sérieuses et nouvelles difficultés que ce projet me semblait devoir rencontrer, demandé à venir préalablement en conférer à Paris, et qu'il me fut *enjoint* de passer outre. Ai-je bien ou mal fait d'obéir? C'est là une autre question; mais M. Klaczko devait d'autant plus

s'abstenir de présenter cet incident de la façon dont il le signale que les conséquences en ont été graves et funestes, comme il s'empresse de le rappeler.

Si c'est ainsi que M. Klaczko comprend les devoirs de l'historien, je ne puis qu'en témoigner ma surprise. Il ne s'est pas aperçu sans doute que l'esprit de parti et les sympathies personnelles ont des suggestions que la loyauté désavoue. Je le regrette pour un publiciste qui avait habitué les lecteurs de la *Revue des Deux Mondes* à des études mieux préparées et plus impartialement écrites. Pour ce qui me regarde, vous conviendrez, monsieur le directeur, que je ne pouvais accréditer par mon silence des assertions aussi dénuées de fondement, et que M. Klaczko m'a contraint à protester malgré mon désir bien sincère d'éviter toute polémique et de garder une abstention dont il m'est pénible de me départir. Cette lettre d'ailleurs n'a pas d'autre objet, et en vous demandant de vouloir bien l'insérer dans le prochain numéro de la *Revue*, je vous prie d'agréer l'assurance de mes sentiments distingués.

BENEDETTI.

« Nous avons dû communiquer la lettre de M. Benedetti à M. Julian Klaczko, qui nous l'a renvoyée avec les observations suivantes :

M. le comte Benedetti confond deux négociations bien différentes dont il a été parlé dans notre travail, ainsi que les deux appréciations bien distinctes aussi dont elles ont été l'objet de notre part. Ce n'est que dans l'affaire concernant le traité sur la Belgique, au mois d'août 1866, que la

conduite de M. Benedetti envers son ministre nous a paru peu correcte ; nous n'avons pas porté le même jugement sur son attitude dans les mois de mars et d'avril de la même année en présence du traité secret négocié entre M. de Bismarck et le général Govone ; encore moins lui avons-nous fait le reproche d'avoir été l'inspirateur de ce traité *à l'insu de son gouvernement*. Nous avons seulement affirmé que ses dépêches d'alors étaient de nature à détourner le gouvernement français de tout essai d'arrangement préalable avec la Prusse en vue des éventualités de la guerre.

M. Benedetti, en effet, ne cessait de représenter la cour de Berlin comme inaccessible à toute ouverture de ce genre. Encore le 8 juin 1866, à la veille de la guerre, il écrivait : « Les appréhensions que la France inspire partout en Allemagne subsistent toujours, et elles se réveilleront unanimes et violentes au moindre indice qui laisserait soupçonner notre intention de nous étendre vers l'est... Le Roi, comme le plus humble de ses sujets, ne supporterait pas en ce moment qu'on lui fît entrevoir l'éventualité d'un sacrifice [sur le Rhin]. Le Prince royal, si profondément pénétré des dangers de la politique dont il est le témoin, déclarait, il n'y a pas longtemps, à un de nos collègues, avec une extrême vivacité, qu'il préférerait la guerre à la cession du petit comté de Glatz... » (*Ma Mission en Prusse*, p. 171-172.) Dans ses autres rapports, ainsi que dans tout le cours de son livre, M. Benedetti revient toujours sur cette circonstance, qu'il n'a jamais « encouragé les espérances » de ce côté, et qu'il a « suffisamment indiqué qu'on n'obtiendrait en aucun cas de la bonne grâce de la Prusse des concessions territoriales sur la frontière de l'est. » (*Ma Mission*, p. 176).

Ce n'était pas là pourtant le sentiment des négociateurs

italiens près la cour de Berlin. M. de Barral, dans un télégramme adressé le 6 mai au général La Marmora, s'exprimait ainsi : « On est excessivement préoccupé des négociations très-actives, assure-t-on, qui se produisent entre la France et l'Autriche pour désintéresser l'Italie, et qui seraient allées jusqu'à l'offre de la ligne du Rhin à la France. A l'observation que je lui ai faite sur le danger d'une pareille offre par une Puissance allemande, Bismarck m'a répondu par un mouvement d'épaule, indiquant très-clairement que, le cas échéant, il ne reculerait pas devant ce moyen d'agrandissement. » — De son côté, le général Govone, dans son rapport très-détaillé du 7 mai, raconte le même incident d'une manière plus développée et bien plus explicite encore. « M. de Bismarck désire connaître les intentions et les désirs de l'Empereur; il en a parlé à M. de Barral; il lui a dit de tâcher d'en savoir quelque chose par M. le commandeur Nigra; il a même donné lieu de croire qu'il serait disposé à lui abandonner les rives du Rhin, ayant été informé par ses agents que l'Empereur négociait avec l'Autriche, et que l'Autriche lui cédait, croit-il, la Vénétie, et l'engageait même à s'emparer de la rive gauche du Rhin. M. de Barral, à qui il en parlait, s'écria : « Mais l'Autriche ne se compromettrait pas ainsi avec l'Allemagne en sacrifiant des pays qui appartiennent à la Confédération ! » M. de Bismarck fit un geste qui paraissait vouloir dire : Moi aussi je les céderais. » — Enfin dans son rapport du 3 juin, cinq jours avant la dépêche de M. Benedetti sur « le Roi et le plus humble de ses sujets », le général Govone cite la réponse suivante de M. de Bismarck à sa demande si l'on ne pourrait pas trouver « quelque ligne géographique » pour indemniser la France : « Il y aurait la Moselle (dit M. de Bismarck). Je suis, ajouta-t-il,

beaucoup moins Allemand que Prussien, et je n'aurais aucune difficulté à consentir la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle : le Palatinat, l'Oldenbourg, une partie du territoire prussien, etc. Mais le Roi éprouverait de grands scrupules, et ne pourrait s'y décider que dans un moment suprême, s'il s'agissait de tout perdre ou de tout gagner. De toute façon, pour amener l'esprit du Roi à un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître le minimum (*il limite minimo*) des prétentions de cette Puissance[1]. »

Ainsi les négociateurs italiens différaient notablement de M. Benedetti dans leurs appréciations sur ce point très-grave; dans les relations toutes confidentielles et évidemment sincères qu'ils faisaient à leur propre gouvernement, ils envisageaient certain arrangement territorial et préalable entre la France et la Prusse comme une chose difficile sans doute, mais nullement impossible. Nous n'avons pas discuté dans notre travail la question de savoir si c'était le général Govone ou M. Benedetti qui avait mieux jugé la situation; nous n'avons pas même fait mention de cette divergence d'opinions : nous avons seulement demandé comment M. Benedetti a pu croire qu'après Sadowa et Nikolsbourg il trouverait la Prusse accessible à des arrangements qu'elle n'avait pas voulu prendre avant ses victoires immenses et au milieu d'une crise périlleuse à l'extrême. Comment a-t-il pu le 5 août se charger[2] de demander à M. de Bismarck pour la

[1] La Marmora, *Un pò più di luce*, p. 211, 221, 275.

[2] Nous avons dit : « Comment a-t-il pris sur lui de présenter à M. de Bismarck les *demandes du cabinet des Tuileries ?...* » et M. Benedetti voit dans les mots *pris sur lui* l'insinuation d'une initiative. Nous avons cependant bien explicitement dit

France toute la rive gauche du Rhin sans en excepter la grande forteresse de Mayence, alors que le 8 juin il était persuadé qu'on n'obtiendrait pas de la Prusse un territoire de la valeur même du comté de Glatz? Nous avons donné de cette contradiction la seule explication possible, la seule, nous osons l'affirmer, qui se soit présentée à l'esprit de tous ceux qui ont étudié ces événements. Avant la campagne de Bohême, disions-nous, M. Benedetti ne se croyait pas de force à obtenir de la Prusse des concessions territoriales, et avait d'autant plus fait ressortir les difficultés d'une pareille demande qu'il craignait de voir la Prusse reculer et son *connubio* avec l'Italie avorter, si l'on mettait prématurément trop d'insistance sur le point des compensations. Il aimait mieux compter sur les événements militaires pour procurer des avantages à son pays, sur « les nécessités auxquelles la guerre pourrait réduire le gouvernement prussien » (*Ma Mission*, p. 172), car pas plus que le commun des mortels il ne s'attendait au coup foudroyant de Sadowa. Après Sadowa, il fut effrayé du succès du Hohenzollern; les angoisses patriotiques pour la France succédèrent dans son cœur aux généreuses sympathies pour l'Italie, et, ainsi qu'il le dit lui-même, « en présence des importantes acquisitions de la Prusse, il fut d'avis qu'un remaniement territorial était désormais nécessaire à la sécurité de la France » (*Ma Mission*, p. 167). Ce remaniement, il avait d'abord *espéré* le trouver sur le Rhin,

les demandes du cabinet des Tuileries, et nous avons aussitôt ajouté les propres expressions de M. Benedetti : « *Je n'ai rien provoqué*, j'ai encore moins garanti le succès ; je me suis seulement permis de l'*espérer*. » Aucun de nos lecteurs n'a pu se méprendre sur le sens de nos paroles, ni y voir surtout l'insinuation que nous prête gratuitement M. Benedetti.

« pourvu que le langage de son gouvernement fût ferme et son attitude résolue » (p. 178); il l'avait ensuite cherché sur la Meuse et l'Escaut, et s'était laissé entraîner dans cette négociation secrète sur la Belgique qui devait être si fatale à la France.

Ce ne sont pas probablement les *angoisses patriotiques* attribuées par nous à M. Benedetti au lendemain de Sadowa qui ont pu lui porter ombrage. Seraient-ce donc les sympathies italiennes dont nous lui avons fait crédit qui ont éveillé ses susceptibilités? Mais le penchant prononcé pour la patrie et la cause de M. de Cavour a été le trait principal et marquant de la vie politique de l'ancien ambassadeur de France près la cour de Berlin; au vu et au su de tout le monde, M. Benedetti a compté de tout temps parmi les membres les plus distingués d'un parti qui a eu une influence très-grande dans les conseils du second Empire, d'un parti qui considérait l'unité italienne comme l'œuvre la plus glorieuse du règne, la plus utile pour la France, et aux yeux duquel le *connubio* de l'Italie et de la Prusse paraissait une bonne fortune immense pour la politique impériale, une victoire éclatante remportée sur l'ancien ordre des choses, au profit du « droit nouveau » et des idées napoléoniennes! La carrière diplomatique fournie par M. Benedetti présente même à cet égard un caractère d'unité et d'indivisibilité qui devrait lui assurer l'éternelle reconnaissance de tous les patriotes italiens. En 1860, il avait négocié et mené à bonne fin le traité sur la Savoie et Nice, en échange duquel le gouvernement impérial laissa déchirer le traité de Zurich, et consacra implicitement les annexions de la Toscane et de l'Émilie. En 1861, il fut nommé ministre plénipotentiaire de France à Turin, comme pour consoler l'Italie de la mort ré-

cente de M. de Cavour, pour rétablir en tout cas au delà des Alpes les rapports amicaux que l'invasion du royaume de Naples avait un moment fortement compromis. Dans l'été de l'année suivante (août 1862), l'harmonie fut de nouveau troublée entre la France et l'Italie, à la suite d'Aspromonte et de la circulaire du général Durando, du 10 septembre, qui demandait l'évacuation de Rome. M. Thouvenel dut alors quitter l'hôtel du quai d'Orsay en cédant la place à M. Drouyn de Lhuys, et M. Benedetti, ainsi que son collègue de Rome, M. de Lavalette, s'empressa de donner sa démission pour marquer avec éclat sa désapprobation à l'égard d'un système devenu moins favorable aux aspirations de l'Italie. Il ne rentra dans la carrière que deux ans plus tard, le 7 octobre 1864, après que la convention du 15 septembre eut donné satisfaction aux vœux du cabinet de Turin concernant Rome, après aussi que M. de Bismarck eut passé par Paris et y eut posé les premiers jalons de la grande combinaison contre l'Autriche. Le poste de Berlin fut alors érigé en ambassade, et M. Benedetti en devint le titulaire. Son ancien collègue de Rome, M. de Lavalette, ne tarda pas, lui non plus, à venir siéger dans les conseils de l'Empire, et au même moment le général La Marmora, bien connu pour sa *prussomanie*, prenait la direction des affaires à Turin. Aussi dès le commencement de l'année 1865, M. de Bismarck engagea-t-il sa première campagne contre l'Autriche au sujet des Duchés, et fit-il ses premières démarches à Florence pour combiner une entente avec l'Italie. Le *connubio* ne fut définitivement consommé qu'en avril 1866, sous les yeux de M. Benedetti.

Personne que nous sachions (et nous moins que personne) n'a reproché à M. Benedetti d'avoir favorisé ce *connubio à*

l'insu de son gouvernement; mais M. Benedetti ne prétendra pas sans doute que cette entente entre l'Italie et la Prusse n'ait pas eu toutes ses sympathies. Le général Govone n'avait pas d'épanchements pour lui à Berlin, soit; c'est M. Benedetti au contraire qui a fait au négociateur italien des confidences précieuses, celle entre autres « que M. de Bismarck était une espèce de *maniaque*, que lui (Benedetti) connaissait et *suivait* depuis tantôt quinze ans[1] ». Il lui avait conseillé aussi « de ne signer aucun traité, mais seulement d'avoir un projet tout discuté et prêt à signer quand la mobilisation de la Prusse serait achevée ». M. Benedetti chercherait-il à persuader que par cet avis il eût voulu empêcher le *connubio?* Non, assurément, par un pareil avis M. Benedetti disait au général Govone de n'agir qu'à bon escient. C'était un bon conseil qu'il lui donnait; or on ne donne pas de bons conseils pour une affaire qu'on voudrait voir échouer. D'ailleurs ce n'étaient point les Italiens qu'il s'agissait de faire pencher pour le *connubio,* ils y inclinaient tout naturellement; l'important, c'était d'y gagner la cour de Berlin, de triompher de ses scrupules, de la rassurer surtout quant aux intentions de la France. « Je crois devoir vous prévenir, télégraphiait le 28 mars le négociateur italien au général La Marmora, que le président (M. de Bismarck) tient exactement au courant M. Benedetti[2]. » M. de Bismarck n'eût certes point pensé à tenir M. Benedetti si exactement au courant, s'il lui avait supposé de l'aversion ou seulement de la tiédeur pour

[1] « Del conte Bismarck dice (M. de Benedetti) che è un diplomatico, per così dire *maniaco;* che da quindici anni che lo conosce e lo *segue*...» Rapport du général Govone du 6 avril 1866. La Marmora, p. 139.

[2] La Marmora, p. 140.

le mariage italien. Alors comme depuis, en France comme à l'étranger, aux yeux des publicistes comme aux yeux de ses propres chefs (ainsi que nous allons l'établir tout de suite), l'ancien ambassadeur de France près la cour de Berlin a toujours passé pour l'agent du gouvernement impérial qui a fait les vœux les plus ardents pour la réussite de la combinaison italo-prussienne, et le livre *Ma Mission en Prusse* n'est parvenu à ébranler en rien une conviction que nous ne craignons pas d'appeler générale.

Nous n'aurions jamais songé à faire intervenir dans un débat aussi important notre obscure personne et nos humbles écrits; mais, puisque M. Benedetti a bien voulu reconnaître dans des travaux précédemment publiés par nous dans la *Revue des Deux Mondes* « des études mieux préparées et plus impartialement écrites », nous éprouvons moins d'hésitation à invoquer une des pages que nous avons consacrées ici même il y a déjà sept ans à cet épisode pathétique de l'histoire contemporaine. Parlant dans nos *Préliminaires de Sadowa* du traité négocié entre M. de Bismarck et le général Govone au printemps de 1866, nous nous sommes exprimé ainsi : « Il n'y avait qu'un esprit fort comme M. de Bismarck pour faire pacte avec ce messager maudit qu'assistait son collègue le comte Barral ; dans le fond apparaissait de temps en temps M. Benedetti. A cet endroit, on tend involontairement la main vers tel volume de Machiavel : on est pris de l'envie de relire un chapitre des *Legazioni*. Qu'il eût été heureux, le grand Florentin, de contempler ses trois compatriotes aux prises avec un *barbare!*.. A Paris, on ne vit (dans ce traité) que le fait unique, prodigieux, d'un pacte conclu entre un monarque par la grâce de Dieu et un roi de la volonté nationale, et l'on s'extasia sur l'habileté de M. Bene-

detti : il n'y avait qu'un diplomate de la nouvelle école pour opérer un pareil miracle! » Enfin au commencement de la même étude, en racontant les circonstances qui en 1864 avaient ramené sur la scène politique les anciens disgraciés de l'incident Durando, nous disions : « Il en coûta sans doute à M. Drouyn de Lhuys d'accepter pour collègue M. de Lavalette, qui ne faisait pas mystère de son envie de lui prendre son département; il lui en coûta encore plus probablement de se laisser imposer comme agent principal un adversaire aussi déclaré que M. Benedetti. Deux ans plus tard, après Sadowa, et le jour où il abandonnait son portefeuille, le même ministre devait encore contre-signer un autre décret qui élevait M. Benedetti à la dignité de grand-croix. Qui sait cependant si, dans la pensée de M. Drouyn de Lhuys, cette seconde signature n'était pas destinée à le venger quelque peu de la première? En effet, ce fut peut-être un trait d'esprit, un trait de Parthe, de distinguer si hautement un agent pour n'avoir que trop bien servi une politique dont pour soi-même on répudiait non moins hautement la responsabilité [1]. »

Les anciens chefs de l'ex-ambassadeur de France à la cour de Berlin en jugèrent-ils autrement? M. Benedetti lui-même nous fournit à cet égard un témoignage précieux et que nous n'aurons garde de négliger. Il raconte (*Ma Mission*, p. 148) qu'en janvier 1870 M. le comte Daru, alors ministre des affaires étrangères, avait fait dans une lettre allusion aux événements de 1866 dans des termes qui ne laissèrent pas de vivement affecter l'ambassadeur : « L'état territorial de la Prusse, lui avait écrit M. Daru, résulte d'événements qu'il

[1] Voyez la *Revue* du 15 septembre et du 1er octobre 1868.

n'a *peut-être* pas dépendu de vous de conjurer... » Ainsi, quatre ans encore après Sadowa, on ne cessait d'attribuer à M. Benedetti, aux bureaux du quai d'Orsay, une part notable dans ces funestes événements. L'ambassadeur trouva opportun d'éclairer son nouveau chef sur « le rôle qu'il a joué en cette circonstance » par une lettre particulière datée du 27 janvier 1870. « Je n'ignore pas, y lisons-nous, tout ce qui s'est dit à cet égard ; mais, par un sentiment que vous apprécierez, je n'en doute pas, je n'ai jamais songé à décliner la part de responsabilité qu'on faisait peser sur moi, et, dans ce but, à redresser les erreurs trop facilement accueillies par un public mal renseigné. » Il établit ensuite qu'il a été alors « un informateur actif, correct, prévoyant », et il en appelle à sa correspondance déposée aux archives des affaires étrangères. « Je dois ajouter que je n'ai jamais, *et dans aucune des missions que j'ai remplies,* entretenu d'autres correspondances que celle dont la trace existe au département, ou entre les mains de vos prédécesseurs, et que je n'ai eu, à *toutes les époques de ma carrière,* d'autres ordres à exécuter que ceux qui m'ont été donnés directement par eux. » (*Ma Mission,* p. 148-149.) Cela ne suffit pas encore à M. Benedetti, et en publiant cette lettre il l'accompagne (p. 150) d'un commentaire triomphant : « J'ai affirmé un fait constant et indubitable en avançant, dans ma lettre (à M. Daru), que je n'avais eu l'honneur, *dans aucune occasion* (ces mots sont soulignés par M. Benedetti lui-même), d'entretenir une correspondance directe et confidentielle avec l'Empereur. Il a daigné m'accorder sa confiance et me témoigner quelquefois sa satisfaction ; il n'a jamais cessé de me faire transmettre ses ordres par l'intermédiaire de son ministre des affaires étrangères, avec lequel j'ai exclusivement correspondu.

Personne ne supposera, je pense, que j'aurais pu l'affirmer en termes aussi absolus que je l'ai fait en écrivant à M. le comte Daru, mon chef immédiat, si je n'y avais été pleinement autorisé. »

Malheureusement quelques pages plus loin (page 194), M. Benedetti est forcé de reconnaître que, dans sa négociation au sujet du traité secret sur la Belgique, il a échangé une correspondance qui n'a pas passé par le département des affaires étrangères, et que ne connut point le ministre dirigeant ce département. « Je jugeai convenable, y lisons-nous, d'adresser au ministre d'État, M. Rouher, la lettre dans laquelle je rendais compte de mon entretien avec M. de Bismarck, et qui accompagnait le projet de traité relatif à la Belgique. M. Rouher n'a pas déposé au ministère, n'en ayant jamais pris la direction, la correspondance que j'ai, pendant quelques jours, échangée avec lui. » Il est vrai que, pour pallier cette irrégularité bien grave, M. Benedetti prétend que M. Drouyn de Lhuys avait offert sa démission vers le milieu du mois d'août : « Il n'y avait donc pas à ce moment de ministre des affaires étrangères »; mais nous lui avons prouvé que M. Drouyn de Lhuys ne perdit son portefeuille que le 1er septembre 1866. Jusqu'à cette date, M. Drouyn de Lhuys n'avait cessé de diriger le département avec le désir d'y rester et d'empêcher l'abandon complet de la politique traditionnelle française; l'ambassadeur cite lui-même dans son livre plusieurs dépêches échangées avec lui sur des questions graves, encore à la date du 21 et du 25 août (pages 204 et 223); seule, la négociation au sujet du traité sur la Belgique, M. Benedetti avait cru *convenable* de la taire à son chef immédiat et de n'en entretenir que le ministre d'État. Cette négociation a eu non-seulement son commen-

cement, mais bien aussi sa fin (elle fut rompue par M. de Bismarck le 29 août), *toujours durant le ministère de M. Drouyn de Lhuys et en dehors de sa connaissance.* Il y a donc eu *une occasion* où M. Benedetti n'a pas exclusivement correspondu avec le ministre des affaires étrangères! il y a donc eu *une époque dans la carrière* de M. Benedetti où il a reçu des ordres qui n'ont point passé par l'intermédiaire du quai d'Orsay! Et comment en vouloir à l'honorable M. Daru de sa supposition que ce qui était arrivé au mois d'août 1866 ait bien pu aussi arriver dans les mois de mars et avril de la même année?

M. Benedetti passe, dans sa réclamation, complétement sous silence cet incident du traité concernant la Belgique; c'est cependant le point culminant, le seul point vraiment grave du débat, le seul aussi au sujet duquel nous nous sommes permis de lui faire le reproche d'avoir agi *à l'insu*, non pas de son gouvernement, mais *de son ministre*. M. Benedetti trouverait-il par hasard que c'est là un incident *anecdotique* incompatible avec la dignité de l'histoire? Il avait en effet essayé d'abord, dans sa lettre publiée au *Moniteur* le 29 juillet 1870, de donner à cet événement déplorable une tournure tout à fait anecdotique, d'assigner au document compromettant une génération pour ainsi dire spontanée; il aurait voulu se rendre seulement un compte exact des idées de M. de Bismarck et « consenti à les transcrire en quelque sorte sous sa dictée ». Il n'a pas pu persister longtemps dans un pareil badinage; il a dû avouer dans son livre qu'il avait engagé une négociation véritable, et M. de Bismarck s'est accordé depuis le malicieux plaisir d'éclairer les diverses phases de cette négociation par divers extraits tirés des papiers de Cerçay et publiés dans le *Moniteur*

prussien en réponse au livre de M. Benedetti. « Durant ma longue carrière, dit M. Benedetti dans la préface de son livre (p. 4), je n'ai été chargé que dans trois occasions différentes d'ouvrir des négociations ayant un objet déterminé, et me laissant avec une part d'initiative une part proportionnelle de responsabilité. » Il énumère ces trois négociations et prouve qu'il a su les mener toutes à bonne fin, mais il se garde bien de mettre au nombre sa négociation au sujet de la Belgique, dans laquelle on lui a pourtant laissé une part d'initiative et dans laquelle nous lui laisserons aussi sa part proportionnelle de responsabilité.

Nous lui laisserons également le ton de sa polémique : elle est *sui generis* comme sa diplomatie, et c'est le cas de dire avec M. de Bismarck : « M. Benedetti est trop fin pour nous. »

SOMMAIRES.

PARIS. TYPOGRAPHIE E. PLON ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.